
3 1761 06977300 0

A mon ami S. Bobtcheff,
en souvenir d'amitié

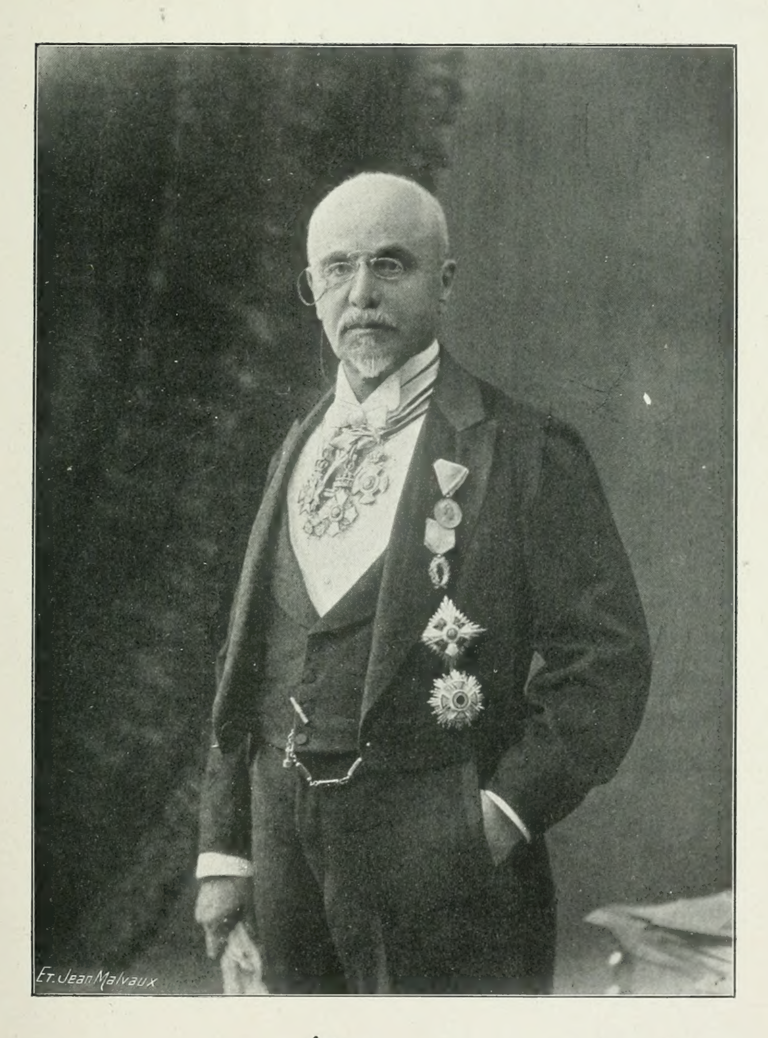
Sofia avril 6.
1909.
[illegible]

LA BULGARIE

SOUS LE

Prince FERDINAND

1887-1908


Et. Jean Malvaux

LA BULGARIE

SOUS LE

Prince FERDINAND

1887-1908



A. G. DRANDAR



BRUXELLES
ÉTABLISSEMENTS GÉNÉRAUX D'IMPRIMERIE
Succ. de Ad. Mertens
14, rue d'Or, 14

1909



A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

MARIE HADJI GHEORG DRANDAR

MORTE A VÉLÈS (MACÉDOINE)

LE 28/10 MAI 1877.

Note de l'auteur.

Au moment où se déroulaient les derniers événements en Turquie et en Bulgarie, ce livre était sous presse. Nous n'y avons donc rien changé; nous nous sommes contenté d'y ajouter un post-scriptum pour décrire succinctement les changements qui venaient de se produire dans cette partie de la péninsule balkanique.

A. G. DRANDAR.

PRÉFACE DE L'ÉDITEUR

BIOGRAPHIE DE M. DRANDAR

(publiée dans la *Leipziger Illustrirte Zeitung* du 21 mars 1907).

Le 1er avril de l'année courante (1907), un des publicistes et des écrivains politiques les plus distingués de la Bulgarie, Antoine Drandar, a célébré son jubilé quarantenaire.

A cette occasion, nous allons essayer de donner, aussi complètement et aussi brièvement que possible, un aperçu de la vie et de l'activité intellectuelle de cet auteur.

Antoine Hadji Gheorg Drandar est né à Vélès, en Macédoine, en 1837, d'une famille patricienne bulgaro-macédonienne honorablement connue à la Sublime-Porte. Son père, Hadji Gheorg Drandar, avait été l'objet, de la part du sultan Mahmoud II, d'une distinction toute particulière en recevant, en 1836, un Bérat privilégié.

En 1850, A. Drandar avait treize ans quand son père, dont l'intelligence élevée entrevoyait pour son fils l'avenir brillant auquel sa belle fortune lui permettait d'aspirer, l'envoya à Budapest, ville qui se montrait plus particulièrement sympathique aux Macédoniens. Le jeune Drandar fit là ses premières études dans le lycée noble de Szönyi, qui jouissait alors d'une grande réputation ; puis il compléta son éducation universitaire par l'étude des sciences juridiques, politiques et diplomatiques à Vienne et à Londres. Partout Antoine Drandar fit l'admiration de ses professeurs par la vivacité de son intelligence ; un de ses maîtres (1) hongrois lui avait même dit : « *Kicsi fiam neked Macedonia, keresned kell magadnak nagyobb országot.* » (La Macédoine est trop petite pour toi, mon fils, il faut que tu te cherches un pays plus grand !...) C'est la traduction, en langue magyare, de ce que Philippe de Macédoine avait dit à son fils Alexandre !

---

(1) Csengyéry.

Ses études achevées, Drandar parcourut presque toute l'Europe, séjournant assez longtemps en Angleterre, en France, en Hollande, en Belgique, en Suisse, en Espagne et en Allemagne, et se livrant dans ces différents pays à de sérieux travaux sur l'organisation politique et l'état des mœurs de chacun de ces États; on peut donc dire qu'en vingt-six ans, passés à l'étranger, il a acquis une connaissance complète de la civilisation européenne.

Après la libération de la Bulgarie, Drandar se fixa à Sophia où, en dépit de son antipathie pour les fonctions publiques, il accepta d'être nommé vice-président du tribunal; mais, au bout d'un an, il abandonna son siège pour devenir chef de la presse au ministère des affaires étrangères; il y organisa le premier bureau de la presse en Bulgarie; mais, dix mois après, il renonça tout à fait à l'administration pour obéir à sa véritable vocation : celle de publiciste. D'abord correspondant des grands journaux allemands, anglais et français, il resta écrivain indépendant; et c'est comme tel qu'il rendit de grands services à son pays. Sa sagacité et la facilité qu'il avait eue de pénétrer toutes les intrigues diplomatiques qui accompagnèrent la libération de la Bulgarie, plus tard le talent qu'il avait montré pour discerner et indiquer la voie politique que son pays devait suivre, firent que le « doyen » des écrivains bulgares, comme l'appelaient les journaux, acquit un mérite inappréciable auprès du peuple bulgare.

Pour apprécier à sa juste valeur l'œuvre littéraire de Drandar et les services qu'il a rendus non seulement à la Bulgarie, mais encore à la péninsule balkanique tout entière, il ne faut pas seulement lire les appréciations très bienveillantes des journaux originaires du pays ayant des intérêts dans les Balkans et disposés à accueillir avec faveur les révélations de Drandar sur les tentatives faites par l'Autriche pour établir son influence en Bulgarie. Voici comment *l'Indépendance belge* appréciait les premiers ouvrages de Drandar : « Ceux qui seraient tentés de croire que la race bulgare, abâtardie par des siècles d'oppression et d'exploitation phanariotes, a une irrémédiable infériorité, n'ont qu'à lire les ouvrages publiés par un Bulgare du nom de Drandar, sous les titres de : *Le Prince Alexandre (cinq ans de règne)* et *Les Événements politiques en Bulgarie depuis 1876 jusqu'à nos jours.* Ils y acquerreront la preuve qu'appelé, du jour au lendemain, non seulement à l'indépendance mais, ce qui est bien plus périlleux pour un peuple sortant d'un long asservissement, à l'exercice d'un régime constitutionnel, le peuple bulgare a fait preuve d'une incontestable vitalité politique et même d'une

étonnante aptitude à la pratique des mœurs parlementaires. Ils se convaincront que le niveau intellectuel du pays s'est rapidement élevé à la hauteur de sa nouvelle condition d'existence en même temps que sa prospérité matérielle prenait un essor remarquable. On y verra sans doute aussi que gouvernants et gouvernés ont commis de grandes fautes, que les ambitions et les convoitises personnelles ont exercé une funeste influence sur les débuts politiques de l'État bulgare. Ces fautes sont inévitables dans toute initiation d'un peuple au régime parlementaire. La Bulgarie est en droit de constater qu'en dépit des erreurs, des intrigues et des innombrables difficultés de la situation, elle commence à sortir victorieuse de ce combat, qu'elle fait acte de maturité persistante et qu'elle a sa place désormais dans la grande famille des nations. A l'auteur de ces ouvrages on ne saurait contester ni le talent ni le dévouement patriotique à son pays.

Nous donnons ici, par ordre chronologique, la liste des ouvrages publiés par Drandar :

I. — *La situation des chrétiens en Macédoine.* Leipzig, 1867.
II. — *L'administration turque en Macédoine.* Leipzig, 1869.
III. — *La question des capitulations et de leur suppression dans la principauté de Bulgarie.* Paris, 1883.
IV. — *Les traités de commerce et la question des octrois et accises en Bulgarie.* Paris, 1885.
V. — *Cinq ans de règne* (le prince de Battenberg). Paris, 1884.
VI. — *Les événements politiques en Bulgarie depuis* 1876 *jusqu'à nos jours.* Bruxelles, 1896.
VII. — *La situation des Slaves et des Roumains en Autriche-Hongrie.* Bruxelles, 1900.
VIII. — *A propos d'un mouvement en Macédoine.* Bruxelles, 1900.

Par ses brochures sur les « Capitulations » et les « Traités de commerce » écrites avec une rare connaissance des traditions et des finesses de la diplomatie, Drandar avait obtenu que ces capitulations, onéreuses et humiliantes pour la Bulgarie, fussent successivement supprimées par les grandes puissances et tout dernièrement, enfin, par l'Autriche-Hongrie qui, jusqu'à ce jour, s'était montrée assez réfractaire. Cet heureux résultat a pu être proclamé à l'assemblée nationale par le ministre des affaires étrangères, le Dr D. Stancioff (1). Ces concessions, faites à la Bulgarie par l'Europe

(1) Actuellement agent diplomatique à Paris.

entière, étaient comme la reconnaissance implicite de son indépendance.

Ce n'est pas seulement par ses ouvrages que Drandar a rendu de grands services à sa patrie, c'est aussi par son intervention sage et prudente dans la solution de plusieurs questions politiques aussi importantes qu'épineuses, et cette intervention a toujours été discrète car il n'aimait pas à attirer l'attention sur lui. Il fut pourtant, dans ses vingt dernières années, appelé souvent, par les personnages qui dirigeaient la politique de la Bulgarie, à donner son avis, et bien des crises ont été évitées ou ont eu un dénouement heureux grâce aux conseils aussi éclairés que pratiques de l'éminent publiciste que sa modestie empêchait, dans la vie retirée qu'il s'était faite, de s'approprier le mérite du succès. Ce patriotisme désintéressé, cette grande honorabilité, cette vie austère, méritèrent à Drandar la pleine confiance, l'estime et l'affectueuse sympathie du prince Ferdinand qui ne laissa jamais échapper l'occasion de lui donner des témoignages de sa reconnaissance. Outre la croix de Grand-Officier pour les mérites civils, le prince de Bulgarie a décerné à Drandar la Médaille d'or (1) pour les arts et les sciences, décoration très rare que Drandar et deux autres auteurs sont seuls à porter.

Nous venons d'envisager les mérites de Drandar comme écrivain et homme d'État, il nous reste à faire connaître ses qualités personnelles et pour ainsi dire sa vie intime.

Drandar appartient à ce type d'hommes bien rare dont Horace a dit : « *Justus ac tenax propositi vir* », à qui non seulement ne manquait pas « *civium ardor jubentium* », mais qui, dans sa « *mens solida* », pouvait toujours empêcher les iniquités des autres. Drandar ne s'est jamais laissé ébranler dans sa ferme conviction et, à cette conviction, il donna par sa plume acérée, une expression éloquente.

Quoiqu'issu de parents aisés, Drandar n'a disposé que d'une fortune très modeste, ce qui ne l'a pas empêché de secourir en secret et largement ses parents pauvres et leurs enfants, ainsi que d'autres familles nécessiteuses ; et il agit de même aujourd'hui dans sa vieillesse. Cette conduite généreuse explique que, malgré les occasions favorables qu'il a eues, pendant les premières années de la libération de la Bulgarie, de s'enrichir comme plusieurs de ses compatriotes, Drandar, dans son mépris constant pour Mammon, préféra gagner honnêtement et péniblement sa vie par ses travaux littéraires, plu-

(1) Outre ses décorations bulgares, Drandar a encore reçu les Palmes académiques françaises et les Croix de commandeur de Saint-Sava (de Serbie) et de Grand-Officier de Danilo (du Monténégro).

tôt que de vivre à l'aise de ses revenus, et voulut, dans sa vieillesse, rester indépendant vis-à-vis de tous..... Il le fut et l'est encore..., aussi est-il aujourd'hui un des personnages les plus honorés de Sophia, peut-être le seul, dans cette capitale troublée par tant d'intrigues et de passions haineuses, qui n'ait pas d'ennemis.

Sa maison à Sophia est simple, mais ornée d'ouvrages artistiques et littéraires ; outre de précieux autographes des hommes les plus éminents de l'Europe, on y trouve de nombreux portraits avec dédicaces flatteuses envoyés par beaucoup de célébrités.

Mais rien ne le touche plus et n'inspire davantage son âme enthousiaste que la pensée de sa belle patrie et que le sort de la malheureuse Macédoine à laquelle il est toujours resté profondément attaché. Agir pour l'amélioration du sort de ses compatriotes par ses écrits, par sa parole, par ses prières ou par le sacrifice de sa fortune et de sa vie, a toujours été le but et reste encore le rêve de Drandar.

La Providence a bien voulu douer notre éminent compatriote d'une santé vigoureuse ; nous terminerons donc cet article en souhaitant à ce dévoué serviteur de la cause macédono-bulgare, de conserver, au soir de sa vie, les forces de son intelligence, de son activité et de voir se réaliser les espérances que son cœur a conçues pour sa patrie.

Nous avons donné, en tête de ce volume, la photographie de M. Drandar, qui complétera cette biographie.

INTRODUCTION.

Douze ans presque se sont écoulés depuis la publication de l'ouvrage « Les Événements politiques en Bulgarie ». L'auteur de ce livre n'a jamais cessé de suivre, avec un vif intérêt et une particulière attention, les vicissitudes nouvelles que la jeune Bulgarie a traversées pendant cette période. Ces douze années n'ont pas laissé que d'être très importantes pour la vie de la principauté, son développement intérieur et son avenir dans la péninsule des Balkans.

Au premier plan surgit la question Macédonienne ; elle est presque, pour la Bulgarie, une question intérieure, tant par la race et le caractère de sa population, par la communauté de religion et le proche voisinage, la vie de la Macédoine est étroitement liée à celle de la Principauté. C'est pourquoi le mobile principal, non seulement de la politique intérieure de la Bulgarie, mais de sa politique extérieure, est cette question macédonienne qui touche de si près à son existence même.

L'auteur ose espérer que, comme supplément de son ouvrage « Les Événements politiques en Bulgarie », un coup d'œil rapide sur la vie de la Principauté pendant ces douze ans ne sera pas sans intérêt ; et si l'on constate quelques légères dissemblances entre ces deux ouvrages, on voudra bien n'y voir que la rectification de certaines erreurs de détail qui s'étaient involontairement glissées dans le premier, ainsi que quelques additions nécessaires. L'auteur réserve

d'ailleurs, pour n'être publié qu'après sa mort, l'exposé intégral des événements dont il a été le témoin oculaire.

Ce sont ces considérations qui ont été le point de départ du petit ouvrage actuel; l'auteur espère qu'il pourra aider à démêler les problèmes compliqués qui s'offrent actuellement à la diplomatie européenne dans la péninsule des Balkans.

On se demande si, pour la solution de la question macédonienne, si compliquée, il ne serait pas de l'intérêt bien entendu de la Turquie elle-même ainsi que de celui des grandes puissances européennes, que le Sultan actuel, Abdul-Hamid, qui est doué d'un esprit si pénétrant, mit à la tête de la Macédoine devenue province autonome de l'Empire, son jeune fils Bourhan-Eddin, dont la grande intelligence est justement appréciée.

Pendant la guerre de Crimée, la Turquie a été sauvée par l'intervention diplomatique et militaire de la France et de l'Angleterre. La Russie fut vaincue, et dut sacrifier une partie de la Bessarabie. La mer Noire fut neutralisée, mais cette dernière clause a été abolie par la conférence de Londres en 1871. L'humiliation subie en 1853, au Congrès de Paris, était restée comme une plaie vive dans le cœur de la Russie. Le prince Gortchacoff avait de la rancune; il introduisit dans la politique cet élément dangereux : le ressentiment. C'est par ressentiment qu'en 1866, il laissa écraser l'Autriche; par ressentiment encore qu'en 1870, il assista impassible au démembrement de la France. Le Sultan Abdul-Medjid laissa échapper le moment favorable où les grandes puissances l'assistaient; il ne sut pas profiter de l'occasion comme l'avait fait son père Mahmoud, en exterminant les janissaires qui faisaient et défaisaient

à leur gré les sultans. Abdul-Medjid aurait été bien avisé en ruinant l'autorité et l'influence du Cheik-Ul-Islam, et de l'aristocratie bureaucratique et en introduisant l'ordre et la justice dans l'administration. On aurait ainsi prévenu les massacres qui sont survenus dans différentes parties de l'empire. On n'aurait pas abouti à la situation inextricable où se trouve aujourd'hui la Macédoine.

Pour apaiser les esprits dans les provinces chrétiennes de l'Empire, et tout particulièrement dans la Macédoine, et pour sauvegarder les intérêts de l'Empire lui-même, il est plus que jamais indispensable d'accorder des droits positifs à ces populations. Si l'anarchie actuelle se prolongeait, les grandes puissances ne pourraient le souffrir indéfiniment et la question de Macédoine finirait par avoir la même conclusion que celle de Crête.

* * *

Deux ans après la promulgation du Hatti-Houmaioun de Gulhané, le fanatisme turc alluma dans la ville arabe de Djedda une insurrection pendant laquelle les consulats de France et d'Angleterre furent enlevés d'assaut et les consuls massacrés avec un certain nombre de chrétiens. Au mois de mai 1860 c'est au Liban que l'insurrection commence; jusqu'au mois de juillet les assassinats et les pillages ne cessent pas. Plusieurs milliers de chrétiens sont tués, et, à Damas, tous les chrétiens auraient été exterminés si le noble émir Abdel-Kader, qui s'était retiré dans cette ville, ne les eût défendus au péril de sa vie, avec l'aide de ses fils et d'un petit détachement de soldats. La France, avec l'agrément de l'Europe, envoya sur les lieux un corps de troupes qui rétablit l'ordre.

Ce n'est pas seulement en France et en Allemagne que les événements de 1870-1871 eurent de graves conséquences; le 31 octobre 1870, les différentes grandes puissances européennes signataires du traité de Paris furent averties par le cabinet de Saint-Pétersbourg qu'il ne se regardait plus comme lié par la clause du traité de Paris, partant neutralisation de la mer Noire; il invoquait, comme précédent, l'attitude passive de l'Europe à l'égard de la Roumanie, au moment de la formation de l'union Roumaine.

Les traités, lorsqu'ils ne sont pas appuyés sur la force, ne sont que des notations provisoires. Ce fut une ironie de l'histoire que l'approbation, par les représentants des puissances réunis à Londres au mois de mars 1871, de cette violation flagrante du traité de Paris.

Après l'annihilation de la partie essentielle du traité de Paris, la Russie chercha à persuader au Sultan que les souvenirs de 1856 étaient effacés, qu'il ne restait plus place pour la rancune et que la Turquie aurait en elle sa plus fidèle amie.

Cette politique s'incarna dans un homme, l'ambassadeur de Russie, à Constantinople, le comte Ignatieff; il sut obtenir la pleine confiance du Sultan Abdul-Aziz et la collaboration amicale du grand vizir Mahmoud-Nedim Pacha. Ignatieff favorisa la passion dominante du Sultan, son désir de changer les formes de la succession à la couronne au profit de son fils Yousouph-Izzeddin. Après la démission de Mahmoud-Nedim, dont le vizzirat n'avait duré qu'un an, Abdul-Aziz se crut libre de recourir à la violence. Depuis la mort des grands hommes d'État qui s'appelaient Fouad et Ali-Pacha, Mahmoud-Nedim avait été le premier dont le gouvernement fut entièrement arbitraire. Après

lui les changements de vizirs furent fréquents, et plus encore les mutations dans le personnel des ministères et des ambassades; les caprices du Sultan et les intrigues du Palais décidaient de tout.

Une pareille situation devait entraîner des conséquences tragiques; elles se produisirent coup sur coup, démontrant l'imminence du péril. Ce fut d'abord l'iradé de 1875 qui suspendit le paiement des arrérages de la Dette et souleva une indignation légitime parmi les innombrables victimes, indigènes ou étrangères, de ce désastre financier.

Déjà, pendant cette année 1875, avaient commencé en Herzégovine des troubles qui furent le signal des insurrections qui à partir de ce moment ne cessèrent pas, tant au Monténégro que dans les autres parties de la péninsule. En Herzégovine et en Bosnie, la situation des chrétiens était, s'il est possible, pire encore que dans les autres provinces de l'Empire. La Porte y envoya, comme commissaire, Server-Pacha et accepta la proposition des grandes puissances qui envoyèrent leurs consuls sur le théâtre des événements pour essayer de rétablir l'entente entre les insurgés et le commissaire ottoman. Les consuls arrivèrent en même temps que Server-Pacha, mais les chefs des insurgés avec lesquels ils entrèrent en pourparlers, restèrent intraitables; ils firent savoir aux consuls qu'ils ne pouvaient ajouter aucune foi aux promesses des Turcs. Alors les consuls, faisant le sacrifice de leur amour-propre, se rendirent les uns à Nevesigné et les autres à Trébigné afin d'y rencontrer les chefs des insurgés et de parlementer directement avec eux. Ces nouveaux efforts restèrent infructueux. En Serbie, l'effervescence grandissait, les Serbes commençaient à se réunir en groupes armés.

L'armée russe, depuis la guerre de 1856, avait fait de grands progrès; elle avait profité de l'exemple des autres grandes guerres européennes et des nouvelles inventions concernant l'armement. Elle était devenue plus forte qu'elle ne l'avait jamais été. La Russie cependant agissait avec la plus grande circonspection; elle laissait à l'Autriche le soin de continuer les pourparlers diplomatiques sur la question des réformes: c'est ainsi que vit le jour la note qui porte le nom d'Andrásy.

La Porte accusait le Prince Nicolas de Monténégro d'avoir fomenté le mécontentement et amené les troubles qui se produisirent à propos de la perception des impôts dans certains bourgs de la frontière de Dalmatie et où quelques chrétiens furent tués. Ces troubles provoquèrent l'insurrection en masse de la population qui fut soutenue par le Monténégro et la Serbie.

Les membres de la combinaison politique dite des trois Empereurs, faisaient d'un commun accord des remontrances à Belgrade et à Cettigné contre les secours que l'on accordait aux insurgés. L'insurrection cependant prenait de plus en plus d'extension; elle s'étendait bientôt jusqu'à la Bosnie. A la Scouptchtina, le Prince Milan déclara, dans son discours du trône, que la situation de la Serbie deviendrait intenable si la sagesse du Sultan et des grandes puissances ne parvenait pas à pacifier la Bosnie et l'Herzégovine. L'assemblée, en réponse au discours du Prince, vota une adresse où elle déclarait que la Serbie ne pouvait pas rester impassible en face des souffrances de ses frères par le sang, et qu'elle était prête à subir tous les sacrifices pour le salut de la grande patrie Serbe.

Les documents connus sous les noms de note Andrásy

et de mémorandum de Berlin, ne réunissaient pas l'unanimité des cabinets européens; la Porte restait défiante, la Russie mécontente. L'Angleterre prit alors l'initiative de proposer la réunion d'une Conférence destinée à rechercher les meilleurs moyens de sauvegarder la paix et d'améliorer le sort des chrétiens. La Russie ne pouvait se refuser à cette tentative de conciliation; la Porte, quoiqu'avec une visible répugnance, consentit à prendre part aux délibérations de l'Europe. Pendant ce temps, Midhat-Pacha travaillait secrètement et préparait un coup de théâtre pour éviter l'ingérance étrangère en Turquie.

Les consuls, réunis à Mostar, avaient reçu de leurs Gouvernements l'ordre d'engager les chefs de l'insurrection à accepter les dispositions de la note Andrásy afin de rétablir l'ordre et la paix. Mais on comptait sans leur intransigeance; ils refusèrent d'entrer en pourparlers avec les Consuls et publièrent un manifeste où ils faisaient appel aux sentiments de la fraternité de race chez les Serbes. Les insurrections se propagèrent en Serbie, et s'étendirent sur tout le territoire turc avoisinant.

Bientôt dans les vilayets bulgares aussi, la résistance commença à s'organiser, d'autant plus dangereuse qu'elle était plus obscure. La création de l'Exarchat bulgare que la Porte avait acceptée dans le vain espoir d'affaiblir en les divisant les chrétiens de l'Empire Ottoman, avait donné un centre et un foyer national et religieux à la race bulgare.

Il faut dire un mot de ce qu'avait été la destinée des Bulgares sous le gouvernement turc. D'un peuple si puissant et si fier, la domination ottomane, avec l'aide des siècles, était parvenue à faire une race timide, soumise, obéissante à la hiérarchie du Phanar, qui exploitait jusqu'au sang et

opprimait la population. Toute vie intellectuelle était interrompue. et les Grecs espéraient qu'en détruisant ainsi le sentiment de la nationalité chez les Bulgares, toute la péninsule se trouverait peu à peu hellénisée. Tenir les Bulgares dans l'ignorance, et les dominer, intellectuellement et religieusement, telle était la méthode des Phanariotes.

Dans les premiers temps de la conquête, un grand nombre de Bulgares islamisés, avaient été admis aux emplois publics et au service militaire turcs, si bien que l'on pouvait se demander si la Turquie n'allait pas devenir un empire bulgare. Presque tout le corps des janissaires était recruté parmi les Bulgares. Mais tout n'avait pas tardé à changer : de privilégiés qu'ils étaient, les Bulgares étaient devenus persécutés. Ils avaient adressé au Gouvernement turc, en 1868, un mémorandum dans lequel ils demandaient que l'impôt perçu en remplacement du service militaire fut supprimé; ils alléguaient le désir de la population bulgare de partager fraternellement avec les habitants de race turque les périls et la gloire de la défense de la patrie. Ils désiraient aussi que la langue bulgare put être employée dans les tribunaux, dans les districts où l'élément bulgare était en majorité. C'était en somme réclamer l'égalité des vaincus avec les conquérants; une telle prétention indigna les Turcs, et ce fut l'origine des traitements plus rigoureux qu'ils commencèrent à faire subir à la population bulgare (1).

Dans la note Andrásy, le point capital était que les puissances considéraient comme essentiel que le gouvernement du Sultan exprimât, dans une communication adressée à

(1) Au fond, ce que les notables bulgares de Bucarest, qui étaient les véritables auteurs du mémorandum, demandaient au Sultan, c'était le dualisme politique comme en Autriche-Hongrie.

tout l'Empire, sa volonté d'assurer la tranquillité des provinces insurgées; il y expliquerait que c'était le but de ses iradés et de ses firmans.

C'est alors que se produisit un incident qui vint démontrer clairement au monde entier l'impossibilité de réformer le gouvernement de la Turquie. Une belle fille bulgare ayant été enlevée de force à ses parents, fut contrainte d'embrasser l'islamisme; les consuls d'Allemagne et de France à Salonique étant intervenus, il en résulta un tumulte où les deux représentants européens furent tués. Presque en même temps, le voyage d'Alexandre II à Berlin donnait aux trois Empereurs l'occasion de s'entendre sur la nécessité d'apporter de prompts remèdes à la situation de la péninsule balkanique.

Au mois de mai 1876, éclata à Constantinople un complot ourdi parmi les généraux et les vizirs (1). Abdul-Aziz fut

---

(1) Le vrai fauteur de ce complot, comme on l'a déjà dit à cette époque et comme on le répète maintenant, n'était autre que le grand-vizir lui-même.

Les ambitions exagérées de Midhat-Pacha n'étaient un mystère pour personne à Constantinople : régner en souverain dans le vaste empire ottoman, c'était là tout son rêve. Pour y atteindre, il avait combiné un plan fort ingénieux, mais qui n'était pas sans danger pour lui. Il s'était entendu avec le prince Mourad pour renverser son oncle Aziz et intrôniser Mourad avec la promesse formelle qu'il mettrait à mort tous les princes de la famille impériale. Midhat se chargeait lui-même du sort du nouveau Sultan, après quoi, il proclamerait la république, faute d'héritiers, et se ferait élire président.

C'est dans ce but qu'il inventa sa fameuse Constitution, rétablie depuis quelques mois. Mais si rusé qu'il fut, il trouva plus rusé que lui.

Hamid, frère de Mourad, qui jusqu'alors avait joué un rôle effacé et qu'on croyait déjà rongé par la tuberculose, pénétra les desseins criminels de Midhat-Pacha, et son frère, devenu Mourad V, ayant, pour exécuter sa promesse, convié à un grand banquet tous les princes impériaux, il ne s'y rendit pas et fit prévenir les autres du sort qu'on leur préparait. D'autre part, il se mit en relations avec Midhat-Pacha, lui promit tout ce qu'il put trouver de plus séduisant; celui-ci, mécontent de la faiblesse du Sultan, consentit à le renverser et à proclamer Abdul-Hamid, espérant être plus heureux avec ce jeune homme mince et chétif, qui semblait voué à une mort inévitable. Il n'en fut pas ainsi cependant, car, le premier soin d'Abdul-Hamid, après son avènement, fut de se débar-

entouré, saisi, emprisonné, déclaré déchu du trône et, quelques jours après, on le trouvait mort sans qu'on ait jamais pu savoir au juste s'il avait été assassiné ou s'il s'était suicidé. L'avènement au trône du sultan Mourad ranimait les espérances des partisans des réformes et la masse de la population elle-même se prit à escompter des temps meilleurs. On considérait Mourad comme un prince disposé à introduire dans l'Empire les réformes nécessaires; il était bienveillant à tout le monde, et passait pour détester le despotisme; il semblait avoir hérité du caractère doux de son père Abdul-Medjid; mais ces événements tragiques, son élévation nocturne au Trône et surtout la mort d'Abdul-Aziz ne tardèrent pas à produire un dérangement des facultés cérébrales du nouveau Sultan. A peine avait-il régné quelques mois que les ministres le déclarèrent aliéné, et, après que le Cheik-ul-Islam qui leur était tout dévoué eut donné la fetfa (1) nécessaire, ils résolurent de détrôner le malheureux Sultan. Son frère Abdul-Hamid fut proclamé et reçut le serment de fidélité de ses sujets à la mosquée d'Eyoub.

Ces événements tragiques déchaînèrent les passions les plus farouches. Le grand vizir Hussein-Avni-Pacha et le ministre des affaires étrangères Réchid-Pacha furent tués le même jour dans un banquet par un fanatique circassien, aide de camp du Prince Yousouph-Izzeddin, qui voulait

---

rasser de son dangereux vizir et de l'envoyer finir ses jours à Taïf, en Arabie, où il mourut assassiné.

Resté maître de la situation, le Sultan Abdul-Hamid renvoya les Chambres, suspendit la Constitution, — un jeu de Midhat — et établit un gouvernement fort et énergique où tout devait aboutir à lui et à ses conseillers intimes. Tels furent les vrais motifs de la première proclamation de la Constitution turque. Ceux de la nouvelle?...... L'avenir le dira.

(1) Décision dogmatique du mufti chez les Turcs.

venger la mort de son Sultan. Les ministres, à la suite de ce meurtre, se réunirent immédiatement en conseil de guerre et condamnèrent le circassien à être, sans délai, pendu à un arbre devant le seraskérat. En même temps, les cabinets européens inquiets pour la paix générale poursuivaient, entre eux, des négociations au sujet des affaires d'Orient. Mais leur antagonisme latent, l'attitude de la Russie, l'intensité et la gravité de la crise rendaient difficile toute entente et justifiaient les pires alarmes.

Cette mésintelligence des grandes puissances se traduisait, pour les Bulgares, par la continuation et l'accroissement de leurs malheurs. La Bulgarie était le théâtre d'événements inouis qui eurent la plus grande influence sur les origines et les destinées du nouvel État. Les Circassiens et les bachi-bouzoucks se livraient à d'abominables massacres sur les hommes, les femmes et les enfants; plusieurs localités étaient anéanties. Ces crimes provoquèrent enfin l'indignation de la presse européenne, et surtout des journaux anglais. Le gouvernement interpellé dut à contre-cœur répondre sur les événements de Bulgarie. D'après les rapports mêmes de l'ambassade anglaise, plusieurs milliers de chrétiens avaient été tués et plus de quarante villages incendiés. Gladstone exprimait en termes violents l'indignation du peuple anglais en présence de ces horreurs; il écrivait sa fameuse brochure « *Bulgarian horrors and the question of the east* ». Il concluait à la nécessité de la séparation administrative de la Bosnie-Herzégovine et de la Bulgarie d'avec la Turquie; il y voyait le seul moyen de sauvegarder les intérêts de la Grande-Bretagne.

En Serbie, le parti de la guerre l'emportait. Un ultima-

tum envoyé de Belgrade à Constantinople exigeait l'éloignement de l'armée turque des frontières de la Serbie et la nomination du prince Milan comme vice-roi de Bosnie, sous la souveraineté du Sultan. En même temps, les insurgés de Bosnie le proclamaient comme leur roi, tandis que ceux d'Herzégovine déclaraient vouloir comme souverain le prince de Monténégro.

Au mois de juin, le Prince Milan se rendit à Déligrade, d'où le 2 juillet il publia le manifeste annonçant la guerre. Le Monténégro entra, lui aussi, en action; le Prince Nicolas déclara qu'il avait jusqu'ici empêché à grand'peine ses sujets de participer à l'insurrection, mais que, la preuve étant faite de l'impuissance de la Porte à rétablir l'ordre, il entreprenait la guerre ouverte. Le Monténégro fut, comme toujours, plus heureux dans cette campagne que la Serbie. Après la prise de Djunis, toute la Serbie était ouverte à l'invasion des Turcs. Dans un si grand péril, le Prince Milan sollicita la Russie d'intervenir et d'obtenir un armistice de six semaines ou de marcher à son secours.

Alexandre II se trouvait alors en Crimée; il ordonna au général Ignatieff, qui, après avoir conféré avec lui, retournait à Constantinople, d'exiger de la Porte, dans l'espace de quarante-huit heures, un armistice de six mois; en cas de refus, Ignatieff devait quitter Constantinople avec toute l'Ambassade. La Porte, avertie paraît-il par l'Angleterre, avait déjà conseillé au Sultan d'accorder un armistice de deux mois. L'ultimatum russe arrêta la marche victorieuse de l'armée turque sur Belgrade.

Un incident nouveau allait provoquer les susceptibilités et les méfiances de la Porte : ce fut la résolution prise par les cabinets européens de tenir une conférence préalable à

Stamboul même, sans la participation des plénipotentiaires turcs, pour arrêter le programme des réformes qui serait présenté d'un commun accord, par les ambassadeurs, à la conférence plénière. Le général Soumarakoff se rendit à Vienne. Alexandre II, par une lettre autographe, faisait à l'Empereur François-Joseph les propositions suivantes : l'Autriche occuperait la Bosnie; la Russie occuperait la Bulgarie. Une démonstration navale dans laquelle l'Angleterre jouerait le premier rôle serait faite devant Stamboul. L'Angleterre, ainsi que l'Autriche, déclinèrent ces propositions.

Quelques semaines après, Alexandre II, recevant en audience l'ambassadeur anglais, lord Loftus, lui tint en substance le langage suivant : « Par une série de manœuvres, la Turquie a fait échouer toutes les tentatives de l'Europe pour mettre fin à la guerre et assurer la paix générale; si l'Europe n'est pas disposée à agir avec fermeté et à intervenir efficacement, il se trouverait, lui, dans la nécessité d'agir seul. » Il remarquait, avec regret, qu'il existait encore en Angleterre une prévention contre la politique russe, et que l'on redoutait qu'il ne voulût faire des conquêtes dans les Balkans; cependant, en maintes occasions, il avait donné les assurances les plus solennelles, en engageant sa parole d'honneur la plus sacrée, qu'il ne désirait aucune conquête, qu'il ne visait à aucun agrandissement, et qu'il regarderait la prise de Constantinople comme un malheur pour la Russie. Mais toutes ses assurances les plus solennelles n'avaient pas paru suffire à dissiper les soupçons du cabinet britannique.

A son retour de Livadia à Saint-Pétersbourg, Alexandre avait prononcé à Moscou, en réponse à une adresse de la

noblesse et de la municipalité, une harangue qui fut regardée en général comme belliqueuse; elle était cependant entièrement conforme à l'esprit général des démarches que la Russie avait faites jusqu'à ce moment.

Aussitôt, la mobilisation fut ordonnée. La Russie avait réussi à convoquer à Stamboul une sorte de conférence préparatoire, où n'assistait pas le représentant turc et dont le général Ignatieff avait la présidence. Il fut résolu, dans ce conseil, qu'à la conférence plénière on proposerait à la Turquie les mesures suivantes :

En Serbie comme au Monténégro, le statu quo serait rétabli, mais, en tout cas, la Serbie, quoique battue, obtiendrait le petit Zvornik, et le Monténégro aurait quelques agrandissements en Herzégovine et en Albanie, ainsi que le droit de libre navigation sur le lac de Scutari et sur la rivière Boyana. La Bulgarie devait être divisée en deux vilayets, avec, pour capitales, Sophia et Tirnovo. La Bosnie, l'Herzégovine et la Bulgarie obtiendraient un gouvernement autonome; les gouverneurs chrétiens seraient nommés par la Porte et confirmés par les grandes puissances.

Une commission était nommée à Constantinople pour l'élaboration d'une constitution sous la présidence de Server-Pacha. Mais elle ne parvenait qu'à grand'peine à prendre des résolutions, car, d'une part, un certain nombre d'Ulemahs et de fonctionnaires civils, ainsi que deux généraux de division, déclaraient que plusieurs des mesures proposées étaient contraires à l'esprit du Koran et, d'autre part, les Jeunes-Turcs étaient opposés à l'émancipation complète des chrétiens. Midhat-Pacha finit par triompher de cette opposition acharnée et le grand-vizir Mehmet-Ruchdi ayant donné sa démission, il obtint sa succession. L'intention

de Midhat-Pacha était d'éluder, en se servant d'une phraséologie constitutionnelle, les réformes demandées par les cabinets européens; mais il se trompait dans ses calculs. En éloignant la conférence, il rendait inévitable la guerre et il n'obtenait, par son libéralisme factice, qu'une popularité éphémère. On s'étonne qu'un homme aussi intelligent ait pu croire viable et solide une constitution si mal adaptée à l'état d'esprit de son pays. Par sa valeur personnelle, par les services qu'il avait rendus, par l'assurance de son langage, Midhat-Pacha dominait de très haut les autres fonctionnaires de la Porte, toujours disposés, dans les temps de crise, à suivre ceux qu'ils croient capables de maîtriser la fortune. Les idées de Midhat semblaient être la suprême ressource de l'Empire, tout au moins pouvaient-elles fournir une utile diversion. On attendait de son initiative les satisfactions que réclamait l'amour-propre national. Mais le Sultan Abdul-Hamid, conscient de l'autorité qu'il détenait comme Calife de l'Islam et comme Padischah des Ottomans, et de ses devoirs comme conservateur des pouvoirs légués par ses ancêtres, se défiait instinctivement d'un si violent et si astucieux ministre. Midhat-Pacha le surveillait avec une attention inquiète et étroite: il réduisait ses propres collègues au rôle de comparses: il avait aussi des amis compromettants; l'un d'eux, le vali de Smyrne, osait dire dans un discours officiel, « que le Sultan était désormais le serviteur de tous et rien de plus », et il traitait avec mépris le régime où la volonté d'un seul faisait la loi. L'intention de Midhat semble avoir été de ne plus laisser au Sultan qu'un pouvoir purement spirituel. La colère et la rancune d'Abdul-Hamid surexcitaient en son âme le désir d'user librement, contre un tel fauteur de coup

d'État, de ses prérogatives inaliénables; il résolut de frapper avant d'être prévenu, comme l'avaient été ses prédécesseurs, par quelque complot. Sa résolution prise, silencieusement il disposa tout pour l'exécuter. Un aide de camp fut chargé d'apporter à Midhat l'invitation de se rendre au Palais; comme il y arrivait, Saïd-Pacha lui redemanda, au nom du Sultan, les sceaux de l'État. Midhat-Pacha, déchu de toutes ses dignités, fut exilé à Taïf (Arabie), où il mourut. Edhem-Pacha, ancien ambassadeur à Berlin, devint grand-vizir. Le Sultan demeurait ainsi l'arbitre incontesté des destinées de son Empire.

Quand on réfléchit au projet de constitution que Midhat-Pacha voulait appliquer à un empire qui se compose d'éléments ethniques si dissemblables et presque toujours en lutte les uns contre les autres, quand on songe en outre que les États de l'Europe eux-mêmes ne sont parvenus à obtenir des constitutions que par toute une série de révolutions, il est impossible de ne pas croire que les projets de Midhat Pacha, s'ils avaient été réalisés, auraient été un véritable suicide pour l'Empire Ottoman. Midhat, créateur du projet, en fut aussi la première victime. Les petits États balkaniques, après leur émancipation, se sont donné, eux aussi, des constitutions, mais chez la plupart d'entre eux, elles ressemblent à une parodie. Celui qui a voyagé en Orient et qui l'a habité longtemps partagera notre opinion si nous affirmons qu'en Orient certaines institutions ne sauraient s'acclimater. D'un bloc de granit, on ne peut faire la Vénus de Médicis; d'une peau d'ours, on ne peut faire un habit de cour, ni d'un éléphant un canari. De même, il est impossible de transformer un peuple en pleine dégénérescence intellectuelle et morale en un peuple européen.

Cependant, on est étonné de voir le plus grand des hommes d'État et le meilleur patriote que la Turquie ait eu dans les temps modernes, Fouad-Pacha, conjurer le Sultan, dans son testament, écrit aux dernières heures de sa vie, de rompre avec des institutions qui ne sont plus en harmonie avec les nécessités des temps actuels, et insister sur la nécessité d'opérer dans l'Empire Ottoman les mêmes transformations sociales et politiques qui ont renouvelé, au cours du XIX[e] siècle, l'organisation des grands États européens. Le peuple turc était hors d'état de supporter et de faire vivre des institutions analogues à celles de l'Europe; et l'on peut croire que si des hommes d'État comme Fouad et Midhat paraissaient extérieurement désirer s'accommoder aux temps nouveaux et à leurs exigences, dans leur for intérieur, ils pensaient différemment et ne regardaient la politique des réformes que comme une comédie et un trompe-l'œil.

Ce serait un spectacle invraisemblable et singulier que de voir un peuple dont le caractère dominant est une vanité nationale, une suffisance, et une présomption sans bornes, se mettre à l'école de l'Europe, et accepter une culture qui lui est absolument étrangère et à laquelle tout son caractère répugne. Croire qu'un tel peuple puisse être capable de se réformer lui-même et de réformer les autres, c'est vouloir coloniser la lune.

Deux délégués bulgares, D.-F. Zankof et M. Balabanoff, envoyés par l'Exarque Anthim, pour exposer de vive voix aux gouvernements des grandes puissances européennes l'état véritable du peuple bulgare, et implorer leur intervention pour le salut de ce malheureux pays, partirent de Constantinople. Ils allèrent à Berlin, Vienne, Paris, Londres

et Rome, reçus dans toutes ces capitales par les ministres des affaires étrangères. C'est le 11/23 décembre 1876 qu'ils eurent l'honneur de se présenter devant le Tzar Alexandre II. Balabanoff lui adressa ces paroles :

« Sire, nous sommes chargés par notre nation, non pas de plaider sa cause devant Votre Majesté, car ainsi que nous l'a dit l'Illustre Interprète de votre pensée impériale, cette cause est gagnée en Russie, mais de déposer devant Votre Majesté l'hommage de notre profonde et éternelle gratitude pour tout l'intérêt qu'Elle porte, ainsi que pour toute la part qu'Elle a prise aux souffrances et aux malheurs dont notre Nation a été accablée. Les nobles efforts que fait Votre Majesté pour rendre impossible à l'avenir le retour de pareilles souffrances et de semblables malheurs, sont et seront à jamais bénis par tous les cœurs généreux du monde civilisé. Les Bulgares tressaillent d'espoir et de reconnaissance et c'est les larmes aux yeux qu'ils saluent le souverain généreux du grand peuple russe auquel notre nation est attachée par tant de liens sacrés. »

Balabanoff avait prononcé ces paroles d'une voix profondément émue ; en les écoutant, les yeux de l'Empereur se mouillèrent de larmes ; il répondit aux délégués :

« Qu'il aimait la paix, et qu'il ferait tout son possible pour la maintenir ; mais que, si, malgré tous ses efforts, il n'y réussissait pas, il invoquerait l'aide de Dieu et marcherait en avant. »

Dans la conférence tenue le 28 décembre 1876, l'armistice avec les deux principautés, la Serbie et le Monténégro, fut prolongé de deux mois, mais la Porte s'obstina de nouveau à rejeter les points essentiels qui lui étaient proposés une fois encore par le représentant du Tzar : l'agrandissement

du Monténégro; la rectification de la frontière serbe; la division de la Bulgarie en deux vilayets, la reconnaissance de la langue populaire bulgare comme langue officielle; le versement, dans les caisses de l'État, d'un tiers seulement des impôts des provinces insurgées, le reste étant destiné à être dépensé sur place; l'organisation de polices municipales et des garanties sérieuses de meilleur gouvernement.

La Russie fit encore une fois preuve de modération en acceptant de très sérieux adoucissements du programme de la conférence. Le 15 janvier, à la huitième séance de la conférence, un nouveau programme fut donc rédigé : voici quels en étaient les points principaux :

Le Monténégro renonçait à obtenir le territoire de Zoubtzi. La Serbie, en abandonnant ses revendications sur le petit Zvornik, restait ouverte. L'assentiment des puissances pour la nomination des gouverneurs ne serait exigé que pour une période de cinq années; on n'exigerait pas que ces hauts fonctionnaires fussent nécessairement chrétiens; la retraite des troupes étrangères était proposée comme une mesure définitive. La commission internationale porterait le titre modeste de « Commission de contrôle »; en sorte que la Porte pourrait elle-même avoir un représentant qui prendrait part à ses délibérations.

Au cours de la conférence, les délégués des grandes puissances proposèrent différentes mesures destinées à satisfaire les vœux des populations chrétiennes de l'Empire ottoman, mais les Turcs y répondirent par un constant *non possumus*.

Midhat-Pacha voulant faire contrepoids aux réclamations des délégués, réunit en un conseil extraordinaire tous les ministres, les plus hauts dignitaires de l'État, les nota-

bles chrétiens qui se trouvaient au service de la Turquie, les chefs des différentes religions de l'Empire. Parmi ces derniers était convoqué l'exarque bulgare Anthime I[er] qui ne put se rendre à l'invitation feignant d'être malade, maladie qu'il aurait contractée en faisant une chute au bain. L'exarque avait dû agir ainsi dans ces circonstances si graves, autrement il aurait risqué jusqu'à sa vie.

Ce conseil extraordinaire, le premier et sans doute le dernier que relatent les annales de l'Empire ottoman, se réunit le 18 janvier 1877. Le grand vizir Midhat-Pacha, après avoir exposé à sa façon la situation, démontra les conséquences néfastes qu'auraient, non seulement pour les musulmans, mais pour les chrétiens, les prétendues réformes proposées par les puissances, et demanda s'il fallait les accepter ou les rejeter. On sait bien de quels dangers sont menacés tous ceux qui, en Turquie, oseraient émettre une opinion contraire aux désirs du gouvernement. Il ne faut donc pas s'étonner si des cris unanimes de « Olmas » (rejeté) accueillirent la communication du grand vizir. En même temps, quelques Bulgares habitant Constantinople rédigèrent, sur l'ordre de Midhat-Pacha, un « mahsar » (adresse), dans lequel ils protestaient contre les propositions et, d'une façon générale, contre l'immixtion des grandes puissances dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman, ajoutant que le peuple bulgare était heureux et prospère sous le sceptre du Sultan.

L'adresse fut présentée à la signature du haut clergé et des Bulgares plus ou moins notables qui habitaient Constantinople. L'exarque était grièvement malade. Il répondit qu'il ne pouvait pas approfondir le contenu de l'adresse et

ne signa pas. Le « mahsar » ne fut signé que par des personnes dévouées au grand vizir.

L'adresse, datée du 16 janvier 1877, fut remise à Midhat-Pacha et, le 20 du même mois, Safvet-Pacha la présenta à la conférence, mais les délégués n'accordèrent aucune importance à tous ces papiers.

A cette dernière séance de la conférence, Safvet Pacha qui, en qualité de président, était chargé de l'ouvrir, se leva avec l'air le plus solennel et dit : « Les salves d'artillerie tirées de la ville annoncent en ce moment même la promulgation de la Constitution que le Sultan octroie à son Empire. Ce grand acte change une forme de gouvernement qui a duré 600 ans et inaugure une ère nouvelle pour la prospérité des peuples de l'Empire Ottoman. »

Les diplomates, non pas surpris, car ils s'attendaient à un incident, mais très mécontents de cette manifestation théâtrale, gardèrent un profond silence. La Porte, en modifiant d'elle-même ses institutions intérieures, manifestait ainsi son indépendance absolue. Les plénipotentiaires considéraient leurs propositions comme l'œuvre collective de l'Europe. Ignatieff avait même ajouté que la Russie regardait ce projet comme un minimum irréductible. Ainsi, le point de vue de l'Europe et celui du gouvernement ottoman différaient profondément. Les Turcs rejetaient toute ingérance étrangère, tandis que les plénipotentiaires leur demandaient quelles garanties ils pouvaient offrir aux puissances. « Des garanties morales seulement, le temps et les lois », répondirent les Turcs. Les plénipotentiaires avaient posé une série de questions, notamment sur la commission consulaire, et sur le mode de nomination des Valis : ils n'obtinrent, à chacune de ces questions, que de

laconiques refus de répondre. Dans ces conditions, la discussion n'était plus possible : les ministres et les représentants des puissances n'avaient plus qu'à recourir à un ultimatum immédiat. Deux jours plus tard, le gouvernement turc annonça qu'il ne consentirait qu'à la nomination d'une commission composée uniquement de fonctionnaires turcs. C'était une fin de non recevoir absolue.

Quand Safvet Pacha eut achevé la lecture de sa déclaration, Lord Salisbury prit la parole et déclara que la Porte n'ayant pas consenti à donner les deux garanties d'exécution des réformes qu'exigeaient les puissances, c'est-à-dire la confirmation par les puissances du Gouverneur nommé par la Porte, et l'organisation d'une commission de contrôle vraiment indépendante, il n'était plus possible de trouver un terrain sur lequel continuer les pourparlers et que la conférence devait être considérée comme close. Dans le cours de la même semaine, tous les ambassadeurs quittèrent la capitale de la Turquie. Une telle conclusion fut accueillie dans les cercles politiques et parmi la population de Constantinople avec un grand enthousiasme. On se félicitait ouvertement d'être débarrassé d'une assemblée odieuse ; on semblait avoir oublié que l'ombre menaçante de la Russie se dressait sur la frontière du Nord, que la Turquie était isolée, et que l'avenir s'annonçait redoutable.

Au mois de février, Ignatieff fut envoyé en mission dans les principales capitales de l'Europe, pour y affirmer les intentions pacifiques de l'Empereur son maître. En même temps, à Constantinople, Edhem-Pacha devenait grand vizir à la place de Midhat.

Au mois de mars 1877, un protocole devait être signé à Londres. Lord Derby, dont le comte Chouvaloff était l'in-

time ami, affirmait que la politique russe avait les sources les plus pures et les principes les plus élevés. Mais l'opinion de Lord Beaconsfield l'emporta; il demanda qu'il fut déclaré que si le but du protocole, c'est-à-dire le désarmement réciproque de la Russie et de la Turquie et le maintien de la paix entre elles, n'était pas atteint, le protocole serait considéré comme nul et non avenu.

La Russie était résolue à la guerre; il ne restait plus qu'à faire à ses décisions une toilette diplomatique pour les présenter à l'Europe. Le Prince Gortchacoff s'en chargea; il déclara, dans sa circulaire du mois d'avril, que toutes les propositions des Cabinets européens s'étaient heurtées à la résistance invincible de la Porte et que la Russie, malgré ses désirs pacifiques, se trouvait acculée à la guerre. De son côté, la Porte, pendant le même mois d'avril, lança une circulaire dans laquelle elle déclarait que la Russie n'avait pas le droit de lui imposer certaines mesures qui portaient directement atteinte à sa souveraineté et n'avait pas de raisons pour intervenir par la force des armes.

La France et l'Italie avaient déjà déclaré leur neutralité; l'Angleterre et l'Autriche en firent autant. La neutralité de l'Allemagne allait de soi, étant donné les relations intimes des trois empereurs.

Quelques jours après, lord Derby fit un nouveau pas en avant, en annonçant par une dépêche adressée à Saint-Pétersbourg que l'Angleterre resterait neutre tant que les intérêts essentiels qu'elle avait en Turquie ne seraient pas mis en question; dans ce dernier cas, elle considérerait comme son devoir de les défendre. Parmi ces intérêts essentiels figurait, au premier rang, la sécurité du canal de Suez et des communications entre l'Europe et l'Asie.

Pendant le séjour de l'Empereur Alexandre II en Crimée, à l'automne 1876, le Prince Charles de Roumanie avait envoyé le ministre président Bratiano porter ses compliments au Tzar; c'est là que le Prince Gortchacoff lui avait annoncé ouvertement que la Russie avait décidé de faire la guerre à la Turquie. Le Prince Charles, sur les conseils de Bratiano, convoqua une assemblée de plusieurs anciens ministres et hommes d'État Roumains pour les consulter sur la situation. Les anciens ministres s'abstinrent d'assister à cette conférence. Le Prince exposa le motif de la réunion : il n'y avait plus d'illusion à se faire, l'heure était très grave, la guerre allait être déclarée, et l'armée russe allait franchir la frontière. La majorité de l'assemblée se prononça contre la participation de l'armée roumaine à la guerre; seuls Rosetti et Kogalniceano recommandèrent une entente immédiate avec la Russie. A l'issue du conseil, Kogalniceano accepta le portefeuille des affaires étrangères, et reçut pleins pouvoirs de son souverain pour signer une convention avec la Russie. Le 16/28 avril 1877, la convention entre la Russie et la Roumanie fut votée par la Chambre et le Sénat et signée par le Prince Charles; le Prince Ghika fut chargé de la porter à Saint-Pétersbourg.

Si la diplomatie russe n'avait pas réussi en Angleterre, elle avait eu un plein succès en Autriche; elle le devait surtout au prince de Bismarck qui employait tous ses efforts pour maintenir et assurer l'alliance des trois empereurs et l'entente entre la Russie et l'Autriche sur les affaires d'Orient. Déjà au mois de juillet 1876, à l'entrevue de Reichstadt, l'Empereur Alexandre, accompagné du Prince Gortchacoff, s'était entendu avec l'Empereur François-Joseph, accompagné du comte Andrásy; ils avaient conclu

un accord séparé qui, selon le désir exprès de Gortchacoff, ne devait pas être communiqué au cabinet de Berlin. Pour satisfaire la légitime curiosité des cercles politiques, on donna aux journaux de Saint-Pétersbourg un communiqué disant que « les deux empereurs se sont séparés dans le meilleur accord, décidés à appliquer dans la crise actuelle le principe de non intervention, mais se réservant, si les circonstances en démontraient la nécessité, de s'entendre ultérieurement avec les grandes puissances chrétiennes ». C'était là une de ces communications diplomatiques qui ne sont ni absolument vraies, ni absolument fausses.

Les stipulations militaires, entre la Russie et l'Autriche, ne furent arrêtées par le général Soumarakoff qu'au mois de septembre, après trois mois de pourparlers qui aboutirent à une entente donnant satisfaction aux deux parties. La Russie, afin de n'être pas exposée de nouveau au péril dans lequel l'Autriche l'avait mise pendant la guerre de Crimée, achetait la neutralité de sa voisine, pendant la campagne qui allait s'ouvrir, en lui offrant l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine. La convention, rédigée dans ce sens, fut signée le 15 janvier 1877.

Au mois d'avril, le Tzar arriva à Kichineff, où le Prince Charles lui écrivit pour saluer en lui « le souverain qui, pendant son règne, a pris un intérêt efficace à notre régénération nationale et l'auguste descendant de généreux monarques qui maintes fois ont accordé à la Roumanie, dans les jours d'adversité, l'appui de leur puissance ».

Dans ce même mois d'avril, le grand vizir télégraphia au Prince Charles pour l'inviter, au nom du Sultan, à se concerter avec la Turquie en vue d'arrêter en commun les mesures militaires propres à assurer la défense du territoire

de la Roumanie dans l'éventualité de l'invasion russe qui paraissait menaçante. Le ministre roumain répondit à la proposition de la Porte que, de décider si l'armée roumaine coopérerait avec l'armée turque, dépassait la compétence de son gouvernement.

La déclaration de guerre de la Russie à la Turquie fut lancée le 24 avril 1877. On sait comment la Turquie, après une vigoureuse résistance, fut enfin complètement vaincue. Le 20 décembre 1877, après l'héroïque défense de Plevna, Osman Pacha, qui soutenait l'honneur des armes turques, dut capituler. Après la chute de Plevna, la Serbie, quoique récemment vaincue par la Turquie et soustraite à de dures stipulations uniquement par l'intervention étrangère, déclara de nouveau la guerre à la Porte. Suleïman-Pacha a laissé un mémoire sur l'entretien qu'il eut avec le Sultan, quelques jours après la capitulation de Plevna. Ce mémoire contient un document très intéressant pour l'histoire de la crise de 1878 : « Maintenant que Plevna a succombé et que nous sommes privés de nos meilleures troupes régulières, dit le général au Sultan, la continuation de la guerre ne saurait avoir d'autres résultats que de nous mettre dans un grand péril. Le Tzar est encore en Roumélie, envoyez-lui un homme de confiance, et faites conclure la paix à n'importe quelles conditions. » Abdul-Hamid lui répondit : « Sir Henry Layard m'a déclaré avoir entendu de la propre bouche de Lord Beaconsfield que l'Angleterre déclarera bientôt la guerre à la Russie; les préparatifs sont faits dans le plus grand secret et à l'insu de lord Derby. » « Si l'Angleterre déclare cette guerre, même aujourd'hui, répliqua Suleïman-Pacha, il se passera un certain temps avant que soient arri-

vées ces troupes envoyées à notre secours ; à ce moment là les Russes seront aux portes de Constantinople. »

Le destin prévu par Suleïman-Pacha allait bientôt s'accomplir.

Se souvenant de ces paroles de Suleïman-Pacha, le Sultan affirmait qu'il n'était pas responsable de la guerre ; elle avait été, selon lui, la conséquence des intrigues de Midhat-Pacha ; il avait en vain fait tous ses efforts pour encourager Redif-Pacha à combattre les arguments de Midhat ; Redif lui aurait répondu qu'il ne pouvait prendre sur lui la responsabilité de décider de la paix ou de la guerre.

Le Sultan lui-même, au mois de janvier 1878, chargea son ministre de la guerre de demander à la Russie un armistice. Le premier pas vers l'entente entre la Russie et la Turquie fut un protocole signé par le Grand-Duc, Server-Pacha et Namyk-Pacha ; il contenait les stipulations principales qui devinrent plus tard celles de San Stefano.

Nous empruntons ici à la *Revue de Paris* quelques lignes des mémoires de M. de Nelidoff, qu'elle a publiées sur la conclusion de cet armistice.

Les plénipotentiaires turcs furent reçus par le commandant en chef avec tous les honneurs dus à leur rang. Toute la suite du Grand-Duc avait été échelonnée le long du sentier qui conduisait de la porte du jardin jusqu'au perron. C'est au seuil de cette porte que M. de Nelidoff attendait les Pachas. Le Grand-Duc, près duquel se tenait son chef d'état-major, reçut les Turcs avec la plus grande affabilité, leur rappelant que l'Empereur désirait vivement conclure une paix durable qui permettrait aux deux pays de vivre en relations de bonne amitié et de bon voisinage. Namyk-Pacha répondit : « L'histoire nous apprend que pendant

qu'Alexandre-le-Grand faisait la conquête de l'Asie, on lui amena un jour un prince captif, dont l'armée était dispersée, les États conquis, et les trésors confisqués. — « Comment veux-tu que je te traite, lui demanda Alexandre? » — « Tu m'as pris mes États, mes richesses, mon armée, répondit le Prince, traite-moi en vaincu. » — Alexandre lui rendit ses trésors et ses États, et il en fit son plus fidèle allié. — « Monseigneur, nous venons à vous en vaincus : traitez-nous comme fit Alexandre. » — « On fit remarquer à Namyk-Pacha que dans la guerre russo-turque, il ne s'agissait ni d'une simple querelle de voisinage, ni d'une conquête, la guerre avait été entreprise pour délivrer une population opprimée au sort de laquelle toute l'Europe s'intéressait. Le Sultan devait comprendre la nécessité absolue de se plier à cette nécessité.

Le traité d'armistice fut signé par le Grand-Duc et les plénipotentiaires turcs; ainsi se décida le sort d'une partie de la Bulgarie: ainsi elle naquit à la vie. Le Grand-Duc signa le premier et passa la plume à Server-Pacha. Quand vint le tour de Namyk-Pacha, le vieillard pouvait à peine contenir son émotion; il prit la plume d'une main tremblante et parut hésiter; enfin il traça son nom en caractères mal assurés tandis qu'une larme coulait le long de ses joues ridées. Le Grand-Duc lui frappa amicalement sur l'épaule, mais Namyk-Pacha, sans pouvoir prononcer une parole, serra seulement la main que lui tendait Son Altesse.

Depuis 1870 il s'était produit, dans les rapports des grandes puissances européennes, des modifications profondes dont l'Angleterre était en partie responsable; c'est elle qui allait maintenant en sentir les conséquences. Le Parlement anglais, après de longs débats, avait voté un crédit de

6 millions de livres sterling pour l'armée et la marine afin d'être prêt à tout événement. La Russie communiqua officiellement au cabinet britannique les stipulations du traité : le moment était venu de prendre une résolution. La discorde était dans le ministère anglais; elle se montrait maintenant ouvertement; non seulement le ministre des colonies, Lord Cornarvon, mais le ministre des affaires étrangères, Lord Derby lui-même, avaient donné leur démission; ce dernier avait été remplacé par le Marquis de Salisbury (fin mars 1878).

A peine Lord Beaconsfield eut-il pris connaissance du texte du protocole signé le 31 janvier, que l'amiral Hornby reçut l'ordre de pénétrer dans la mer de Marmara; le 13 février, il jeta l'ancre avec ses cuirassés devant les Iles du Prince.

Le 24 février, les Russes arrivaient à San Stefano et c'est là que fut enfin signé le traité de paix, entre le comte Ignatieff et M. de Nelidoff, d'une part, Safvet-Pacha, ministre des affaires étrangères et Sadoulah-Bey, ambassadeur de Turquie à Berlin, d'autre part.

Les puissances ne s'attendaient pas à ce que la Russie imposât des stipulations modérées; cependant, leur surprise en face des conventions d'Andrinople et de San Stefano fut très grande. C'est en Angleterre surtout que le traité produisit la plus grande sensation. Le Tzar essaya, en envoyant le comte Ignatieff à Vienne (derniers jours de mars), de briser le cercle de l'opposition et d'éviter le danger d'un accord entre les cabinets de Vienne et de Londres.

Au mois de mai, le comte Chouvaloff, partisan très déclaré de la paix, partit pour Saint-Pétersbourg et au passage, à l'aller et au retour, il eut des entrevues avec le

Prince de Bismark. C'est ainsi que peu à peu on en arriva au fameux mémorandum qui stipulait les points sur lesquels la Russie et l'Angleterre étaient d'accord et qui devait servir de base aux plénipotentiaires de ces deux pays au Congrès. Le Prince de Bismarck, maintenant, pouvait inviter officiellement les puissances au Congrès, dont l'ouverture fut fixée au 13 juin. Les plénipotentiaires furent désignés et lorsqu'ils furent arrivés à Berlin, Bismarck fut élu président à l'unanimité. La séance finale eut lieu le 13 juillet.

Après Bismarck et Beaconsfield, l'un des hommes dont l'intervention fut décisive pour l'avenir de la Bulgarie, a été Lord Salisbury. Lord Salisbury avait une âme élevée et parfois mystique. Elle colorait de nuances sentimentales la passion exclusive de l'intérêt politique qui, en réalité, la conduisait. Lord Salisbury subordonnait toujours à l'intérêt britannique, même ses sympathies personnelles et sa ferveur apparente pour les œuvres de civilisation et d'humanité; ses collègues d'ailleurs ne s'y méprenaient point. Il avait une manière péremptoire de dire : « Je parle au nom de l'Angleterre », qui indiquait la volonté irréductible d'un ministre tranchant et hautain.

Plus souple, lord Beaconsfield entretenait avec Bismarck et Andrásy des relations intimes, grâce auxquelles il avait préparé le Congrès; c'est lui qui prenait l'initiative de proposer les mesures concertées entre les cabinets de Londres et de Vienne. C'est lui qui proposa le système des deux Bulgaries et le mode d'administration de la Bosnie et de l'Herzégovine. Bismarck annonça aussitôt sa complète adhésion à la motion anglaise.

La Russie, directement menacée par la coalition des cours anglaise, allemande et autrichienne, entendait disputer le

terrain pied à pied; aussi avait-elle voulu donner le plus grand prestige à sa représentation au Congrès : elle y avait donc envoyé le Prince Gortchacoff, chancelier de l'Empire, vieux routier de la politique, célèbre à juste titre dans le monde diplomatique, et le comte Chouvaloff qui passait pour être le confident particulier du Tzar et l'ami de Bismarck.

Ce fut le 22 juin que le Congrès aborda la plus grosse des difficultés qu'il eut à résoudre, le problème Bulgare. Il fallait en effet commencer par là : c'était le nœud de la question. Depuis longtemps, il est vrai, les puissances avaient décidé en principe que la grande Bulgarie de San Stefano serait disloquée : elle s'étendait en effet du Danube à la mer Égée, englobant la Macédoine, séparant Constantinople des provinces occidentales, réduisant l'empire turc à l'état fragmentaire. On savait déjà que l'Angleterre s'était entendue avec l'Allemagne et l'Autriche pour une division de ce vaste territoire en trois parts, et qu'elle proposait : 1° la création d'une principauté bulgare; 2° la formation d'une province ottomane, pourvue d'institutions libérales et d'un gouverneur chrétien; 3° la restitution de la Macédoine à la Turquie. Ce projet avait été accepté d'avance par la Russie; il représentait néanmoins pour elle un douloureux sacrifice. L'Autriche désormais entrait dans l'orbite politique de Berlin; elle abandonnait à l'Allemagne la suprématie germanique et elle allait désormais chercher à développer son empire cosmopolite et sans axe en faisant une politique slave à la fois faible et dangereuse.

CHAPITRE PREMIER

LE PRINCE ALEXANDRE DE BATTENBERG

Nous avons raconté dans notre livre : *Cinq ans de règne : le Prince Alexandre de Battenberg en Bulgarie*, (Paris, Dentu, 1884), les événements qui marquent le règne du Prince Alexandre. Mais, en ces derniers temps, M. M. Balabanoff a publié une brochure qui apporte sur cette époque des documents et des détails nouveaux. Nous y reviendrons donc brièvement.

M. Balabanoff rapporte l'entretien qu'il eut, en octobre 1883, comme ministre des affaires étrangères, avec son souverain le Prince Alexandre de Battenberg. C'était à la veille de son départ pour la Russie, où il devait signer une convention d'indemnité conclue entre la Russie et la Bulgarie concernant l'entretien de l'armée russe dans la principauté pendant l'occupation.

Voici les passages les plus saillants de cette conversation :

Alexandre de Battenberg, en revenant du couronnement d'Alexandre III, passa par Berlin et s'y arrêta dans l'intention de voir le tout-puissant chancelier prince de Bismarck. Il le trouva curieusement bien informé sur tous les détails des relations du prince régnant de Bulgarie avec le Tzar et le gouvernement russe. Bismarck, non seulement l'accueillit très froidement, mais encore se comporta avec lui d'une

manière si étrange, qu'Alexandre, non seulement comme prince souverain de Bulgarie, mais comme simple prince allemand, n'aurait jamais pu s'y attendre.

« Imaginez, Monsieur Balabanoff, que Bismarck m'a tenu, moi, prince régnant, debout plus d'un quart d'heure. »

Quand Alexandre voulut lui expliquer certains détails de ses relations avec l'Empereur et le gouvernement russe, Bismarck l'interrompit sans façon :

« J'ai le souci de 48 millions d'Allemands et je n'ai pas le temps de m'occuper des différends personnels du Prince de Bulgarie avec la Russie ; le seul conseil que je pourrais vous donner, c'est de tâcher de vous arranger seul avec l'Empereur de Russie et le gouvernement russe. »

Dans la même conversation, Alexandre raconta aussi à M. Balabanoff son chagrin d'avoir été empêché de se fiancer avec la jeune Princesse Victoria, sœur de l'Empereur actuel ; il avait été d'autant plus sensible à cet incident qu'entre lui et la jeune princesse il existait déjà une inclination mutuelle, et que les parents, surtout la mère, de Victoria, étaient consentants.

Le journal de Moritz Busch, ex-secrétaire et confident du chancelier, dans son troisième volume, rapporte le langage de Bismarck à propos de ce projet de fiançailles :

« Pendant son voyage en Europe, Alexandre avait fait à Berlin connaissance avec la petite-fille de la Reine d'Angleterre, Victoria, et, en 1883, une rencontre avait été organisée entre lui et la jeune Princesse. Les parents s'étaient même arrangés pour le laisser seul avec elle, car ils souhaitaient un mariage entre eux.

Cette pensée leur avait été probablement suggérée par la reine Victoria ; elle espérait grâce à cette alliance de sa petite-

fille, s'assurer encore davantage du Prince de Bulgarie, pour en faire, dans le jeu de la politique anglaise, un obstacle à l'expansion russe.

Ce plan fut pénétré par Bismarck. Il représenta à l'Empereur les inconvénients d'un pareil mariage, et lui persuada de refuser son consentement au projet qui plaisait à la Cour de Londres.

Bismarck disait : « Si ce mariage se réalise, je ne pourrai plus rester ministre ; je n'aurais aucune confiance dans l'avenir ; je perdrais, en effet, à Saint-Pétersbourg, cette confiance en ma loyauté que j'ai eu tant de peine, après la mort du Tzar Alexandre II, à inspirer à son successeur. Le Prince Alexandre avec lequel on veut fiancer la fille de l'Empereur d'Allemagne, deviendra, si ce mariage s'accomplit, un instrument permanent de la politique anglaise contre la Russie. »

En 1888, Bismarck disait : « Je pensais donner ma démission, à cause des influences et des rivalités de palais, non pas que l'Empereur ne partageât pas mon point de vue, mais à cause de la question du mariage de la Princesse Victoria avec Alexandre de Battenberg, mariage que la Reine d'Angleterre avait imaginé déjà du vivant de feu l'Empereur Guillaume Ier. J'avais bien compris le plan. Alexandre était, par par sa mère, qui était née Hauké, un Polonais d'une famille qui n'était ni ancienne, ni illustre, et, ce qui était plus grave, Alexandre était détesté d'une haine profonde par l'Empereur Alexandre ; il était probablement l'homme du monde qui lui était le plus odieux. »

« Alexandre de Battenberg fut exclu de l'armée russe ; par sa fausseté et sa perfidie, il avait amplement mérité le courroux du Tsar.

» Battenberg était le neveu de la défunte impératrice russe, et on en avait conclu à Pétersbourg qu'il sauvegarderait les intérêts russes en Bulgarie ; rien n'aurait paru plus naturel, car la principauté était reconnaissante à la Russie de sa délivrance. De fait, au début de son règne, Battenberg justifia ces espérances ; il gouvernait dans le sens désiré à Saint-Pétersbourg, mais, plus tard, il frétilla dans les filets de l'Angleterre, qui désirait avoir une grande Bulgarie qui servirait à ses fins et qui ferait obstacle, comme la Roumanie, à la poussée russe vers le sud.

» Battenberg avait assuré à M. de Giers qu'il s'abstiendrait, dans la Roumélie orientale, de tout changement, et, peu de temps après, éclatait à Plovdiv une révolution qui avait obtenu son assentiment préalable et son concours. Ce serait miracle, ce serait contre la nature humaine, que l'empereur Alexandre III ne le haït pas mortellement pour cette déloyauté et cette perfidie. Il ne lui pardonnerait jamais ; il le regarderait comme son ennemi déclaré.

» Le Tsar était affligé d'une pareille perfidie, et l'entrée d'un tel personnage dans la famille impériale d'Allemagne aurait excité chez l'Empereur de Russie de tels soupçons, de tels mécontentements, qu'aucune habileté n'aurait pu les dissiper et qu'il en serait résulté une menace permanente pour la paix. »

* * *

Audience de M. Balabanoff chez le tsar Alexandre III.

M. Balabanoff, ministre des affaires étrangères, avait, au début de sa mission, été chargé de remettre au Tsar une lettre autographe du Prince de Bulgarie ; il fut reçu en audience personnelle, le 17 octobre 1883.

L'Empereur accueillit le ministre bulgare avec une grande affabilité, lui rappelant sa visite avec D. Tzankoff, en 1876, quand lui-même n'était encore qu'héritier du trône. « Que de changements sont survenus pendant ce temps. Quelle différence dans le sort de votre pays. Alors, vous étiez venu me demander grâce pour les souffrances de votre peuple, et maintenant vous venez ici comme ministre d'une principauté bulgare. Vous avez lieu d'être content. Vous êtes maintenant, — vous qui avez été acteur dans les événements d'autrefois, — ministre dans le gouvernement de la nouvelle principauté. »

Balabanoff remercia l'Empereur pour les sacrifices faits par son impérial père pendant la guerre de libération, qui avait coûté si cher à la Russie.

« Nous n'avons fait qu'un acte d'humanité, répondit tranquillement l'Empereur. La Russie avait fait plusieurs fois la guerre aux Turcs pour le soulagement du sort des chrétiens dans l'empire ottoman. Yonine vient de me télégraphier les sentiments de reconnaissance exprimés par le nouveau ministère et je m'en réjouis de tout mon cœur.

» Mais je ne sais pour quelle raison, continua le Tsar, le Prince Alexandre se comporte avec moi de telle manière; je ne sais pourquoi il me réserve presque chaque jour de pareilles surprises; je ne sais comment expliquer son attitude envers moi. Je l'ai informé que, suivant son désir, je lui enverrai mon aide de camp pour régler avec lui la situation des officiers russes au service de la Bulgarie. Et voilà que chaque jour, on me communique de nouvelles mesures qu'il a prises, de nouveaux changements qu'il a faits, sans attendre l'arrivée de mon envoyé, que lui-même m'a demandé. Le Prince vient de rendre deux ordonnances : par

l'une d'elles, le colonel Roediger est relevé de ses fonctions de ministre de la guerre, et remplacé par le lieutenant-colonel Kotelnikoff. L'autre ordonnance se rapporte au rappel en Russie, sans mon consentement et même à mon insu, de l'aide de camp général Lessovoy et de l'aide de camp Polsikoff. « Moi, Prince Alexandre, dit l'ordonnance, j'exclus » de ma suite les officiers sujets russes, et nommément le » colonel Logvinoff, le capitaine Massaloff et le médecin » ordinaire Grimm. Mes officiers d'ordonnance devront » dorénavant être pris dans ma suite bulgare; et en même » temps, j'ordonne que tous les officiers bulgares se trouvant » en Russie, soient rappelés télégraphiquement à Sofia. » Cet ordre est contresigné par le lieutenant-colonel Kotelnikoff.

» Ces ordres et ces ordonnances, continua le Tsar, me sont communiqués par le télégraphe. Le Prince Alexandre est mécontent de nous, il nous boude, je ne sais ce que nous lui avons fait. Feu mon père l'avait comblé de ses bienfaits, lui et sa famille. Je ne parle pas de moi, je n'ai rien fait pour lui de particulier, mais je ne lui ai donné non plus aucun motif d'être si mécontent et si courroucé contre moi. On m'a rapporté qu'il était tellement irrité, qu'il ne voulait pas se rencontrer avec mon représentant à Sofia. Il en résulte naturellement de pénibles malentendus. On ne sait comment et par l'entremise de qui il serait possible d'entrer en conversation avec lui et d'arriver à une entente.

» A Moscou, pendant le mois de mai dernier, j'ai pu observer son mécontentement. Bien qu'il m'assurât être tout à fait satisfait, on voyait que quelque chose le troublait intérieurement et l'inquiétait. Je lui demandais alors s'il était content des généraux, que lui-même avait désirés

auprès de lui, et qu'il m'avait demandés avec une telle insistance qu'il disait ne pas vouloir quitter la Russie avant que je les lui eusses donnés. Il me répondit qu'il était content de l'un comme de l'autre, quoiqu'il y ait eu certains malentendus entre lui et Soboleff; mais que ce n'était là qu'un détail et que maintenant il était tout à fait satisfait et désirait continuer de travailler avec eux. Or, vous savez ce qui est advenu plus tard, à Sofia, avec ces généraux, et dans quelles circonstances ils ont quitté la Bulgarie, où ils n'étaient allés que sur les instances du Prince lui-même.

» Quoi qu'il en soit, je suis très heureux d'apprendre aujourd'hui de vous, que la situation s'améliore en Bulgarie, et que tout semble devoir y rentrer dans la bonne voie; je le désire de tout mon cœur, car je m'intéresse au bonheur et au progrès de la principauté.

» D'autre part, il y a en Bulgarie 250 officiers russes. Nous ne pouvons pas nous désintéresser de leur sort, nous ne pouvons pas les laisser sans surveillance. Ils sont sujets et officiers russes; ils reviendront un jour en Russie, où leurs places sont restées vacantes; je n'admets pas qu'ils se mêlent de politique, qu'ils s'affilient à des partis et qu'ils fassent des révolutions.

» Je sais qu'en Bulgarie on abuse beaucoup, dans certaines intentions, du nom du Tsar et de celui de la Russie, mais je puis vous assurer que le coup d'État, en Bulgarie, a eu lieu non seulement sans mon consentement, mais à mon insu, et à l'insu de mon gouvernement. Il est vrai que, après la proclamation du Prince Alexandre au peuple, le Prince n'ayant pas voulu nous écouter à temps, nous nous sommes décidé, après de longues hésitations, à le soutenir et nous avons donné des instructions dans ce sens à M. Hi-

trovo, alors notre représentant à Sofia ; nous ne pouvions pas agir autrement, car le Prince avait posé la question en ces termes : ou le pouvoir sans conditions, ou l'abdication. La situation était devenue critique, pour lui personnellement comme pour la Bulgarie. Or, nous étions induits en erreur.

» Voilà pourquoi, en ce qui concerne les officiers russes, j'ai décidé d'envoyer à Sofia mon aide-de-camp pour régler leur situation, de concert avec le Prince Alexandre et ses ministres. Mais avec les démarches précipitées du prince, et avec sa manière d'agir envers nous, je ne sais plus ce qui pourra s'en suivre. »

L'Empereur parlait avec douceur, avec calme, et d'un ton sincère et persuasif.

* * *

Le coup d'État de 1881. — L'abolition et le rétablissement de la Constitution de 1881.

Le coup d'État de 1881, comme tant d'autres événements qui se sont déroulés en Bulgarie depuis la libération et qui ont causé tant de malheurs au peuple bulgare, est dû surtout aux intrigues de la diplomatie des puissances occidentales, qui cherchent, sans se lasser, à paralyser l'influence de la Russie, et à faire échouer ses entreprises. Cette diplomatie n'a reculé devant aucun moyen pour détruire l'œuvre de la Russie et armer la principauté contre sa libératrice. Ces efforts étrangers furent secondés inconsciemment, dans le pays même, par les partis politiques et même par le Prince.

Le Prince Alexandre n'avait reçu la couronne que grâce à l'appui de Saint-Pétersbourg, mais il était Allemand et

il n'aimait pas les Russes. Les conservateurs bulgares ne les aimaient pas davantage. Les agents diplomatiques de l'Angleterre et de l'Autriche-Hongrie surent profiter de cet état de choses; Sir Lascelles et Khevenhuller-Biegenleben réussirent en peu de temps à gagner à leur cause le Prince et les conservateurs (actuellement connus sous le nom de nationalistes) et à en faire les instruments de leurs intrigues contre la Russie. Sous leur influence, le Prince, aidé par les conservateurs, fit suspendre la constitution qui limitait son pouvoir afin d'avoir les mains libres pour gouverner le pays selon les suggestions de ces conseillers étrangers, ou, comme on disait alors, pour organiser la principauté sur le modèle des États modernes de l'Europe occidentale.

Le bruit fut répandu à cette époque que l'abolition de la Constitution s'était faite avec le consentement de la Russie; ce n'était là qu'une invention, car le plan de l'abolition fut conçu à Vienne où le Prince s'arrêta en revenant de Saint-Pétersbourg, où il était allé pour les obsèques du Tzar Alexandre II. C'est immédiatement après son retour de Vienne que la Constitution fut suspendue.

On peut aujourd'hui se poser cette question : si la Russie n'avait pas donné son assentiment à l'abolition de la Constitution, pourquoi permit-elle à ses instructeurs, restés dans l'armée bulgare avec Ehrnrooth à leur tête, et à son agent diplomatique à Sofia, Hitroff, d'agir d'après la volonté du Prince, au détriment du prestige du Tzar?

Il est impossible de connaître les secrets de la politique russe; mais à en juger par ce que nous avons pu apprendre plus tard de la conduite des officiers pendant le coup d'État, la Russie aurait adopté cette attitude à l'égard du Prince, dans le dessein de pénétrer ses plans les plus secrets ainsi que

ceux de ses inspirateurs et d'éviter à la principauté les malheurs auxquels cette politique la conduisait ; elle aurait voulu discréditer aux yeux du peuple la politique imprévoyante que le Prince avait adoptée, et forcer ainsi ce dernier à l'abandonner. « Votre Prince, disait Soboleff à son premier secrétaire Stoïan-Petkoff, s'est fait l'agent d'une politique étrangère contre nous les Russes ; nous tâcherons de le détourner de cette voie. »

Cette attitude ne suffit pas à expliquer le but que poursuivait le Prince. La suspension de la Constitution, les brutalités dont furent l'occasion les élections des députés à l'Assemblée des pleins pouvoirs, tout cela disparut, masqué par l'attitude des officiers russes, tout cela fut attribué à la Russie ; et comme résultat, on obtint précisément ce que désiraient les adversaires de la Russie : l'indignation contre le Prince se tourna contre les Russes ; « nous ne voulons des Russes ni le miel ni l'aiguillon, disait Dragan Tzankoff à M. Hitroff ».

Les Russes s'aperçurent de leur erreur et laissèrent le Prince se débattre dans la situation où il s'était enlizé. Le général Ehrnrooth partit pour la Russie immédiatement après la clôture de la grande Assemblée nationale de Sistovo ; le reste des officiers « baissèrent le ton » ; l'agent diplomatique Hitroff quitta Sofia. Mais la mauvaise impression des derniers événements ne disparut pas. L'indignation de la grande majorité du peuple contre le coup d'État qu'il attribuait aux Russes, allait croissant de plus en plus. Le gouvernement prit des mesures sévères contre les mécontents. P. Karaveloff fut forcé de s'enfuir à Plovdiv avant même la clôture du grand Sobranié de Sistovo. C'était encore jeter de l'huile sur le feu. Karaveloff, de Plovdiv,

Tzankoff, de Vratza, et leurs jeunes et audacieux adhérents, Stefan Stambouloff, Petkoff, et d'autres, qui avaient derrière eux la grande majorité de la population, commencèrent une lutte acharnée contre le Prince et le Gouvernement. Ils ne cessaient d'attaquer le Prince dans leurs articles et dans leurs discours; ils avaient même converti une partie de la population à l'idée de l'expulsion du Prince qu'ils accusaient de vouloir faire de la Bulgarie une « Battenbergie ». De violents articles parurent dans les journaux bulgares; des brochures au titre très injurieux se répandirent. Stambouloff publia ses vers sur « l'Allemand bancal ». D. Petkoff lança un manifeste contre le Prince, qui le fit arrêter dans la Mosquée Noire; il rédigeait à cette époque, dans le même esprit, un journal politique portant le nom de « Svirka » (le Sifflet). La situation du Prince devenait très critique; c'est alors que, probablement poussé par ses inspirateurs, il se tourna vers le Tzar, qui lui envoya ses deux généraux Soboleff et Kaulbars, et son agent diplomatique à Cettigné, Yonine, avec le titre d'envoyé extraordinaire et la mission de réparer les fautes commises et d'effacer la mauvaise impression qu'avaient laissé ses officiers pendant le coup d'État en Bulgarie. Placé à la tête du gouvernement, le général Soboleff engagea la lutte contre les intrigues de la diplomatie occidentale; il suivait de près tout ce qui se passait en Bulgarie, ainsi que l'opinion de la presse, tant bulgare qu'étrangère, et il ne se lassait pas de rétablir la vérité, toutes les fois qu'il paraissait une nouvelle hostile à l'influence de la Russie en Bulgarie. Il se servait dans ce dessein de son organe « Balkan ». En même temps, Soboleff travaillait à faire échouer les plans de conquête économique de l'Autriche en Bulgarie, qui auraient été très nuisibles

à l'influence russe. Il insistait pour que le chemin de fer allant du Danube à Sofia fut construit avec des capitaux russes, ce qui faciliterait les relations commerciales avec la Russie; en même temps, il s'appliquait à retarder l'achèvement de la ligne internationale Autriche-Serbie-Bulgarie-Sarembey. A la conférence qui s'ouvrit à Vienne entre les quatre pays intéressés, pour discuter le projet d'une ligne internationale, Soboleff fit déclarer par le délégué de la principauté, que celle-ci consentirait à construire toute la partie de la ligne qui passe par son territoire, si le baron Hirsch renonçait à la concession qui lui donnait le droit exclusif de construire des chemins de fer dans la partie ottomane de la péninsule des Balkans. Mais il avait compté sans la diplomatie européenne qui engagea le baron Hirsch à renoncer à sa concession et qui sortit ainsi victorieuse de la lutte.

A Sofia, Soboleff, son collègue Kaulbars et l'agent diplomatique Yonine s'efforçaient de se rendre populaires; abordables pour tous, ils cherchaient à gagner les sympathies des Bulgares pour faire reprendre à l'influence russe le terrain qu'elle avait perdu. Le jour du couronnement d'Alexandre III, ils organisèrent une grande fête publique. Les portes de l'agence russe s'ouvrirent à tous, même aux hommes notoirement hostiles à l'influence russe; il y eut un banquet très nombreux; l'agent diplomatique lui-même offrait du champagne au peuple. Cette attitude ne plut pas au Prince et encore moins à ceux qui le soutenaient; ils songèrent dès lors à se débarrasser des généraux.

Ils firent d'abord courir le bruit que la Russie voulait faire de la Bulgarie un département russe d'outre-Danube (zadunaïskaya-goubernia). Plus tard, ils répandirent, sous le manteau, le bruit que Soboleff avait dans sa poche un

ukase du Tzar l'autorisant à renverser le Prince et à se proclamer lui-même dictateur, et qu'une proclamation était toute prête pour annoncer le nouveau régime; on laissait croire aussi que Soboleff et Kaulbars avaient essayé de chasser le Prince de son palais et que cette tentative n'avait échoué que grâce au courage de quelques fidèles serviteurs du Prince. On attribuait l'agitation contre le Prince aux manœuvres de Soboleff qui aurait cherché à le compromettre.

La mission des deux généraux russes avait pour objet non pas de maintenir les pleins pouvoirs, mais de mettre la Bulgarie dans la même situation où elle était en 1879, quand les Russes s'en étaient retirés. Telle était la raison qui fit haïr les généraux. Le Prince les considéraient comme ses ennemis, et quelques adhérents de Tzankoff profitèrent de cette circonstance pour entrer en relations secrètes avec le Prince et lui proposer de se réconcilier avec Tzankoff, qui était alors l'homme le plus populaire de la Bulgarie et paraissait seul capable de rétablir la situation. Le Prince accepta la proposition. On se mit à chercher les conditions auxquelles pouvait se faire la réconciliation. Dans ce but, les amis de Tzankoff, MM. Stoïtcheff et Pomenoff, se rendirent clandestinement à Vratza, où ils s'entendirent d'une façon générale sur les clauses suivantes : Le Prince renonce aux pleins pouvoirs. Il remet en vigueur la Constitution de Tirnovo et place Tzankoff à la tête du ministère. Tzankoff, de son côté, fait voter la modification de la Constitution, l'établissement du Conseil d'État, conformément à l'esprit du mandat de 1881.

M. Tzankoff priait à ce moment le général Soboleff d'intercéder auprès du Prince, afin d'être rappelé de Vratza.

Et cette démarche avait pour but de cacher aux généraux les intrigues relatives à la réconciliation secrète entre le Prince et Tzankoff. Soboleff sollicita le Prince en faveur de Tzankoff et fut tout étonné d'apprendre que le Prince ne voyait pas d'obstacle à cette libération, car il savait que Tzankoff n'était interné que par la volonté expresse du Prince.

Bientôt après, Tzankoff revint à Sofia et acheva de s'entendre avec le Prince sur les conditions de leur réconciliation, en même temps qu'il rencontrait les généraux chez le consul général russe, M. Yonine, et apprenait d'eux leurs intentions au sujet de la Bulgarie.

Le 17 septembre 1883, fut publié un manifeste par lequel le Prince renonçait aux pleins pouvoirs qui lui avaient été accordés par le grand Sobranié de Sistovo et rétablissait la Constitution de Tirnovo. En même temps parut un rescrit princier qui nommait un nouveau cabinet. Les deux documents furent imprimés la nuit et il avait été recommandé au secrétaire du Prince, M. Toptchilechtoff, de garder le plus grand secret à l'égard du général Soboleff, président du Conseil. Cependant celui-ci reçut la nuit même copie des deux actes.

Ce jour-là comme d'habitude, le secrétaire Stoïan-Petkoff était allé soumettre son rapport journalier au ministre Soboleff; ce dernier, rentré peu de temps après du Palais, s'adressa très ému au secrétaire, et lui dit en lui montrant le Manifeste, dont il ne savait rien jusqu'alors : « Et vous me disiez que D. Tzankoff était un honnête homme! C'est un lâche hypocrite, il s'est uni à nos adversaires contre nous les Russes; mais souvenez-vous en bien, cela ne vous profitera pas. Je l'ai dit à votre Prince; la politique qu'il a

adoptée peut entraîner pour lui personnellement des conséquences déplorables. Il agit à notre insu, il conclut des accords pour nous écarter d'ici, et il oublie que c'est sur sa propre demande, pour l'aider à sortir de la situation où l'avait mis cette politique, que nous avons été envoyés ici. Il ne s'est même pas adressé à notre souverain pour demander notre éloignement; il veut nous chasser honteusement. Mais, par là, il outrage le Tzar, et cela peut lui coûter cher. » Voilà à peu près le langage que tint Soboleff à l'égard du Prince. Après la promulgation du Manifeste et la nomination de D. Tzankoff au poste de Président du Conseil des ministres, les deux généraux Soboleff et Kaulbars quittèrent immédiatement la Bulgarie, très mécontents de la conduite du Prince à leur égard.

En ce qui concerne la Bulgarie méridionale et la Macédoine, Soboleff insistait pour que l'union des deux Bulgaries n'eût pas lieu avant qu'on eût obtenu l'autonomie de la Macédoine. La Bulgarie du Sud, disait-il, est une province bulgare, gouvernée par des Bulgares et défendue par une milice bulgare; il faut obtenir la même chose pour la Macédoine et c'est alors seulement qu'on pourra parler d'union; tandis que si on proclame l'union dès maintenant, la question de l'autonomie de la Macédoine risque d'être ajournée aux calendes grecques.

Devenu ministre, D. Tzankoff essaya, après le départ des généraux, de modifier la Constitution, mais il n'y réussit pas; il envoya alors le Prince faire une tournée dans les villages dont la population avait accepté l'idée de son expulsion; le Prince y fut reçu avec beaucoup de froideur par la population rurale. On n'a pas oublié le fait du groupe des paysans du district de Vratza qui, prenant leur café chez

Tzankoff, laissaient de temps en temps échapper devant lui un mot favorable à l'expulsion du Prince : « Quand est-ce que nous nous occuperons de cette affaire-là, demandaient-ils à Tzankoff. » — « La situation a un peu changé, répondait ce dernier. Je pense que, pour le moment, nous ferons même mieux d'abandonner l'idée d'expulser le Prince, pour essayer de le ramener dans la bonne voie. Si nous n'y parvenons pas, alors........ eh bien! alors, nous le chasserons. » Le cours des circonstances suivit une logique différente : au lieu du Prince, ce fut Tzankoff que l'on chassa. L'union de la Roumélie orientale à la Bulgarie du Nord, la guerre serbo-bulgare, le détrônement du Prince de Battenberg furent autant d'événements qui tournèrent contre la politique de Tzankoff. Le plus piquant, dans toutes ces aventures, c'est que les ennemis avérés du prince et de sa politique devinrent, sous le régime de Stambouloff, ses plus fidèles défenseurs. Le résultat final de toute cette politique, ce fut les luttes intérieures perpétuées, le pays conquis économiquement par l'étranger, la Macédoine à jamais perdue.

***

Le détrônement du Prince Alexandre de Battenberg.
(9/21 août 1886.)

Pendant l'été de 1886, les élèves de l'école militaire de Son Altesse le Prince, en tout deux compagnies, étaient campés près du village de Kniajevo, à 8 kilomètres de Sofia. Dans la nuit du 21 août, vers une heure du matin, les élèves furent réveillés par l'alarme et rangés en ligne sur le front de bandière; on leur distribua d'abord des cartouches à blanc, qu'on remplaça un quart d'heure après par des car-

touches à balle; une demi-heure plus tard, sur un ordre du commandant de l'école, le major Groueff, les élèves furent conduits sur la route de Sofia et là rangés en carré; derrière eux était rangé le régiment de Strouma. Alors apparut sur la route, à cheval, le capitaine de cavalerie Bendéreff, aide de camp adjoint du ministre de la guerre, qui prononça devant les élèves l'allocution suivante :

« Messieurs, la Patrie est en danger; avec le Prince, elle est perdue; sans lui, elle est sauvée. Le Gouvernement a reçu des télégrammes de tous les pays étrangers; ils confirment tous ce triste fait! Placé en face de cette réalité, le peuple, de tous les coins de la Bulgarie, envoie des dépêches pour supplier le Gouvernement de sauver à tout prix l'existence de la principauté! Voilà pourquoi, Messieurs, il vous incombe à vous, école militaire, d'aller exposer à Son Altesse le Prince, la situation critique du pays, et de le prier de renoncer au trône, pour le bien du peuple et l'existence de la Bulgarie. Il faut donc choisir parmi vous une députation qui se présentera au Palais. Que ceux qui désirent faire partie de cette députation sortent du rang et fassent dix pas en avant. »

Après ce discours laconique, plus de vingt élèves s'avancèrent vers le capitaine Bendéreff; parmi eux était le pupille du Prince, aujourd'hui capitaine, Ephtimoff. Bendéreff choisit cinq ou six des volontaires, tous armés, et partit en avant avec eux. Les élèves qui restèrent se mirent en marche sur la route de Sofia sous les ordres du commandant de l'école et suivis par le deuxième régiment de Strouma.

A leur arrivée devant le Palais, les élèves de l'école furent répartis en groupes, et postés en patrouilles aux différentes issues du Palais avec le mot d'ordre suivant : « Aucun

individu, aucun groupe d'individus ne devra sortir du Palais ni y entrer; on tirera sur ceux qui s'opposeraient à cet ordre. »

Cette mission avait été confiée exclusivement aux élèves de la première compagnie; ceux de la deuxième et les soldats du régiment de Strouma formaient la haie autour du Palais. Une demi-heure après que ces dispositions militaires étaient prises, on entendit quelques salves, tirées par les soldats qui formaient la haie, au cri de : « A bas! A bas! »

Voici ce qui s'était passé, au même moment, dans l'intérieur du Palais. Le capitaine Radko Dimitrieff et le major Groueff, à la tête de la députation des élèves choisis par le capitaine Bendéreff, pénétrèrent dans le Palais sans être inquiétés par les patrouilles, le chef de la Garde du Palais, le lieutenant Zaphiroff sympathisait avec les conjurés; il fit dire à l'aide de camp, par un des gardes du corps, de rapporter au Prince qu'une députation demandait à être reçue par lui pour lui faire part de sa mission. Le Prince, après avoir hésité quelques instants, et s'être assuré que les portes secrètes du Palais étaient gardées par des soldats, fut obligé de paraître au Salon, où il trouva les élèves de l'école militaire, les baïonnettes dirigées vers lui, et les officiers Dimitrieff et Groueff, le revolver à la main. C'est au milieu de tout cet appareil militaire que le capitaine Dimitrieff se tournant vers le Prince, lui adressa en français ces paroles : « Altesse, nous venons vous prier, au nom du Peuple et de l'Armée, de renoncer au trône, pour le bien de la Patrie, la Bulgarie étant perdue avec vous et sauvée sans vous. » Le Prince répondit : « Monsieur Groueff, il y a quelques jours à peine, vous étiez reçu en audience d'honneur chez moi. Pourquoi ne m'avez-vous pas soumis alors votre

rapport sur cette question? J'aurais volontiers quitté le pays puisqu'il s'agit de son bien».

Le Prince s'approcha ensuite de la table sur laquelle était posée la déclaration d'abdication, préparée par les conjurés eux-mêmes et il y apposa sa signature. Après quoi il ajouta de sa main : « Dieu protège la Bulgarie! Alexandre. »

Après avoir signé son abdication, le Prince et son frère Joseph furent emmenés au ministère de la guerre où ils furent gardés par des sentinelles.

Le capitaine de cavalerie Bendéreff, très troublé, se promenait dans le couloir du ministère de la guerre, devant le salon où se trouvait le Prince. La porte était entr'ouverte et le Prince en profita pour s'avancer sur le seuil, et s'adresser à Bendéreff : « Vous aussi, capitaine Bendéreff, vous êtes donc mêlé à cette affaire? » Bendéreff s'arrêta, en retirant ses mains de ses poches et en levant les épaules : « Il n'y a pas d'autre issue, Altesse; c'est la volonté du peuple. » Et il continua à se promener.

Le matin, les élèves de l'école militaire reçurent l'ordre de se réunir sur la place Alexandre, devant le Palais. Là le commandant de compagnie, le capitaine Kavaloff, choisit vingt-neuf élèves qui furent conduits en bon ordre devant le ministère de la guerre où l'on avait préparé plusieurs fiacres dans lesquels on fit monter les élèves, sans leur dire où ils allaient, ni pourquoi. Peu après, le Prince et son frère sortirent du ministère de la guerre et montèrent dans des fiacres, accompagnés de quatre officiers, les capitaines Ivankoff, Kavaloff, Kardijeff et le lieutenant Zaphiroff. Les fiacres se mirent en mouvement et filèrent sur la route d'Orhanié, derrière les voitures qui portaient les élèves. Le jour même, ils arrivèrent au monastère de Bouhovo où ils

passèrent la nuit, sous la protection de sentinelles. Pendant la nuit, des habits civils et une somme de 60,000 francs furent apportés par un officier au Prince et à son frère.

Le matin, de très bonne heure, le Prince et son frère, vêtus d'un costume civil, se mirent en route dans la direction de Vratza, accompagnés des mêmes officiers et élèves; le nombre des fiacres était en tout de treize. Au passage de l'Isker, on rencontra le préfet de Vratza, qui attendait à quelques kilomètres de la ville et qui décrivit au Prince la situation dans son district et lui présenta un télégramme que le Prince tendit au capitaine Ivankoff, pour l'ouvrir. Ce que contenait ce pli, les élèves ne le surent pas, mais on pouvait juger du danger dont il était l'annonce par l'air alarmé et troublé des officiers. On a su plus tard que ce télégramme, envoyé de Sofia, contenait l'avertissement suivant : « Une cavalerie improvisée, composée de paysans, se prépare à vous attaquer derrière Vratza; soyez attentifs. » Nulle part, pourtant, on ne rencontra la moindre troupe, et on arriva le soir à Vratza ; l'on s'établit dans un hôtel où le Prince fut gardé dans sa chambre par des sentinelles. Le matin de bonne heure on se mit en marche et on arriva le soir à Rahovo où le yacht Alexandre I[er] attendait sur le Danube; le Prince s'établit dans son yacht. Jusqu'ici, les élèves ne savaient point encore le but de leur voyage, ni le sort du Prince. Un des élèves l'apprit par hasard de la manière suivante : le commandant de la compagnie dont il faisait partie, le capitaine Kavaloff, l'amena avec lui au bureau des postes et télégraphes de Rahovo, d'où il envoya à Bendéreff le télégramme suivant :

« Arrivés sans incident et remis le Prince à l'officier désigné avec une demi-compagnie de soldats du régiment du

Danube; les soldats refusent absolument d'accompagner le Prince sans nous. Je vous prie de me faire savoir vos instructions sur ce point.»

Bendéreff répondit : « Puisqu'il en est ainsi, hâtez-vous de continuer votre chemin avec les élèves de l'école jusqu'à Réni, d'où vous reviendrez ensemble, après avoir remis le Prince à destination.» Immédiatement après que le capitaine fut revenu du bureau du télégraphe, ordre fut donné à l'équipage du yacht de partir à toute vitesse en suivant le cours du Danube. Des sentinelles doubles avaient été placées devant la porte du salon où se trouvaient le Prince et son frère, avec l'ordre, lorsque l'on passerait sur le territoire étranger de la Roumanie, de s'asseoir et de mettre leurs fusils par terre.

A Réni, ville de la Bessarabie, où l'on arriva et où le yacht princier jeta l'ancre, on attendit sans débarquer jusqu'à la fin du jour. Le matin, les sentinelles furent levées et le Prince appela auprès de lui tous les officiers pour leur faire ses adieux, il leur dit à peu près ces paroles : « Quelles que soient les causes de mon détrônement, je chérirai toujours la Bulgarie, comme je l'ai fait jusqu'à présent, et si je vis assez pour voir proclamer l'unité totale des Bulgares, fussé-je à l'autre bout du monde, je serai le premier à rentrer, comme simple soldat, dans les rangs de cette brave armée pour y apporter le faible secours de mon bras.» Ce discours du Prince, malgré sa brièveté, émut tellement les officiers, que des larmes coulèrent de tous les yeux.

Les officiers n'avaient pas encore quitté le salon, qu'un colonel russe, accompagné d'un capitaine de gendarmerie, monta à bord du yacht et demanda la permission d'entrer dans le salon pour se présenter au Prince. Dès que les offi-

ciers russes furent entrés dans le salon, les officiers bulgares en sortirent et donnèrent l'ordre aux élèves de l'école et à la demi-compagnie de soldats de se ranger dans le yacht et de saluer Son Altesse Alexandre.

Après un colloque d'une demi-heure, le Prince et son frère, accompagnés des deux officiers russes, quittèrent le salon; quand ils furent devant les élèves, ceux-ci levèrent les armes en signe de salut. Le Prince s'arrêta, et, comme s'il se considérait comme placé sous les ordres du colonel, il lui demanda la permission de faire ses adieux aux élèves. « Vous le pouvez, Altesse, répondit le colonel, en portant la main à son front. » Le Prince, profondément ému, s'adressa alors aux élèves et leur dit : « Messieurs, je désire que vous ayez un prince qui vous aime comme je vous aime. Adieu, Messieurs! »

Après ces paroles, les Princes et les deux officiers quittèrent le yacht Alexandre Ier, débarquèrent et montèrent dans deux voitures, qui les emportèrent vers l'Occident.

Le lendemain, le yacht repartit pour la Bulgarie; à l'approche de la ville de Silistrie, on remarqua sur le bord du Danube une foule nombreuse, parmi laquelle on distinguait des soldats qui attendaient, le fusil chargé, prêts à tirer sur le yacht au commandement de leurs chefs. Les officiers qui étaient sur le bateau, devinant le danger, donnèrent l'ordre de ralentir la marche, et après avoir demandé au commandant s'il était possible de faire machine en arrière avec la même vitesse, ils résolurent de retourner à Réni. Mais leur plan était devenu irréalisable, car derrière eux, le vaisseau *Gouloubtchik* s'était avancé sans être aperçu et tournait en face des élèves les bouches menaçantes de ses canons. Il était donc devenu impossible, sans amener une

effusion de sang, de reprendre le chemin de Réni. On décida donc de débarquer à Silistrie, et l'on commença des négociations avec les officiers de la garnison qui s'étaient approchés en barque. Pendant ces pourparlers, les officiers des deux côtés étaient tellement surexcités, que, sur le yacht même où l'on négociait, ils en vinrent à s'injurier les uns les autres. Les officiers de la garnison de Silistrie et des officiers supérieurs délégués par celle de Roustchouk avaient reçu des Régents l'ordre secret de retenir, à tout prix et de quelque façon que ce fût, le yacht à Silistrie et d'arrêter les officiers et les élèves qui avaient accompagné le Prince. Pour éviter toute effusion de sang, les officiers conseillaient à leurs collègues de descendre à Silistrie jusqu'à ce que les esprits se fussent calmés; cela était nécessaire, disaient-ils, parce qu'une contre-révolution avait été proclamée dans toute la Bulgarie, et que, vu cet état de choses, leur départ pour Sofia présenterait de grands périls. Les officiers conjurés ne croyaient pas à ces déclarations et pensant qu'une contre-révolution partielle avait été proclamée à Silistrie, ils insistaient pour qu'on les laissât libres de continuer leur navigation jusqu'à Roustchouk d'où ils atteindraient Sofia par voie de terre. Enfin, après de longs et tumultueux pourparlers, on se mit d'accord pour adopter la résolution suivante : deux officiers, l'un délégué par les négociateurs et l'autre par les conjurés, iraient vérifier au bureau des postes et télégraphes à Silistrie si réellement il y avait en Bulgarie une contre-révolution. On télégraphia, en effet, à Sofia, au bureau des postes et télégraphes, où un soi-disant capitaine Bendéreff, après avoir lu le rapport télégraphique des officiers conjurés, répondit en donnant l'ordre aux officiers et aux élèves de débarquer immédiatement à Silistrie et d'y

attendre de nouveaux ordres. L'officier répliqua qu'il leur était impossible de prendre pied à Silistrie, vu la surexcitation générale des esprits qui pourrait amener des conflits sanglants, et que tous les officiers étaient décidés à s'ouvrir un chemin, même au prix d'une effusion de sang, pour retourner à Réni. A ces déclarations catégoriques de l'officier, le soi-disant Bendéreff, qui n'était autre que Stambouloff, jeta le masque et répondit du bureau de poste de Tirnovo (1); il transmit ce qui suit à l'officier qui se trouvait au bureau de Silistrie : « Je vous ordonne, au nom de la Régence, de descendre à Silistrie. Autrement, vous serez tous fusillés. Régent Stambouloff. »

Après cet ordre catégorique de Stambouloff, les officiers se décidèrent, bien à regret, à descendre à Silistrie. Là ils furent logés dans des chambres meublées, les élèves s'établirent au club militaire, et les soldats de la demi-compagnie du régiment du Danube dans les casernes de la ville. Quatre ou cinq jours après, les élèves furent désarmés et arrêtés dans une des grandes casernes de Silistrie. Voici le texte de la dépêche ordonnant leur arrestation : « Au nom de la Régence, arrêtez les officiers et les élèves jusqu'à nouvel ordre. Régent Stambouloff. »

Aussitôt après l'arrestation des élèves, on ouvrit une instruction judiciaire qui traîna très longtemps. Après quarante-cinq jours d'arrêt, les élèves de l'école militaire qui avaient accompagné le Prince, reçurent par ukaze l'ordre d'aller terminer leur service militaire comme simples soldats dans les différents régiments de l'armée active. Mais, après être restés quarante-huit jours dans les régi-

---

(1) La ligne télégraphique de Sofia avait été interrompue, et les télégrammes de toute la Bulgarie étaient reçus à Tirnovo.

ments, les élèves furent amnistiés par un ukaze des mêmes régents, et autorisés à retourner à l'école militaire, pour y terminer leurs cours. Cinq mois plus tard, ils étaient promus sous-lieutenants.

Avec ces événements, commence l'histoire de la dictature de Stambouloff, que nous avons racontée dans nos précédents ouvrages. Il nous suffira d'y renvoyer pour reprendre l'histoire des événements au moment de la chute du terrible dictateur (1).

---

(1) Impopulaire dans la plus grande partie des cercles politiques, le Prince Alexandre de Battenberg était franchement haï dans l'armée; cette inimitié à son égard datait de loin. Le coup d'État de 1881 accrut encore la haine d'une partie des officiers qui, poussés par les sentiments de défiance contre le Prince, entrèrent dans la conspiration à l'époque de ce coup d'État organisé par Stambouloff et Kardjieff.

Dans une conversation que l'auteur de cet ouvrage eut au mois de février 1884 avec Stambouloff, celui-ci déclara que le but de la conjuration était d'organiser des meetings dans toute la Bulgarie et de s'adresser directement au Tzar, pour lui demander de débarrasser la Bulgarie de « l'Allemand qui voulait en faire son fief ».

Les journaux étaient remplis d'attaques contre le Prince de Battenberg; on y lisait chaque jour : « La source de tous les maux est dans la personne sacrée et inviolable que nous avons eu le malheur d'élire pour Prince de la Bulgarie. Celui qui en débarrasserait la Bulgarie serait un grand patriote et un grand bienfaiteur pour la Bulgarie. »

La situation du Prince devint de jour en jour plus critique, pour aboutir enfin à son détrônement qui eut lieu au mois d'août 1886, organisé par une conspiration de l'armée.

A Plovdive, à l'instigation du consul anglais M. Jones, se formait un parti pour une réaction en faveur du Prince Alexandre. En tête de ce parti étaient Moutkouroff, Veltcheff, Tontcheff, etc. Ils télégraphièrent au président de la chambre, M. Stambouloff, de se déclarer aussi contre le coup du détrônement du Prince et de prendre en main les rênes de l'Etat. Lui hésitait au commencement, étant aussi pour l'éloignement du Prince, mais après avoir reçu plusieurs télégrammes persuasifs et encourageants de M. Natchevitch, agent diplomatique à Bucarest, qui lui disait que selon les déclarations de M. White, ministre plénipotentiaire, l'Angleterre l'aiderait, il se décida, plutôt par ambition que par conviction intime, à prendre le parti du Prince Alexandre de Battenberg, à le faire revenir en Bulgarie.

Voir nos ouvrages : *Alexandre de Battenberg*, *Cinq ans de règne* et *les Evénements politiques en Bulgarie*, etc.

CHAPITRE II

LE MINISTÈRE STOILOFF.

Le peuple bulgare, inopinément délivré par les armées russes du joug oppresseur des Ottomans, n'était point préparé à la vie politique; il est permis de dire aujourd'hui que l'émancipation fit surgir de la scène politique des hommes dont ni l'instruction, ni le caractère n'étaient à la hauteur du rôle qui leur échut. Il serait injuste de leur en faire reproche; après cinq siècles d'esclavage, le peuple bulgare ne pouvait avoir les connaissances et surtout l'expérience nécessaires pour apprécier à sa valeur une liberté politique conquise par le sang d'une armée étrangère; il ne pouvait se trouver prêt à exercer avec le tact, la modération, la souplesse indispensables, le *self-government*.

Il en est des peuples comme des individus; est-ce la faute de l'enfant s'il se blesse avec le couteau que sa mère a imprudemment laissé entre ses mains? Le peuple bulgare, lors de sa libération était, lui aussi, politiquement, un enfant; il était probable, sinon inévitable, qu'il ferait des fautes dans les premières années de sa nouvelle existence.

Qu'avons-nous vu cependant en Bulgarie? Ce n'est pas seulement au début, mais aussi pendant toutes les années qui suivirent, que des fautes furent commises; et, même après trente ans d'existence politique, à peine le peuple

bulgare a-t-il changé; il ne semble pas encore avoir atteint l'âge viril.

On en peut dire autant, malheureusement, de la Serbie, de la Grèce, de la Roumanie; révolutions, coups d'État, assassinats politiques, meurtres de souverains, rois détrônés; on a vu toute la série de ces crimes se renouveler dans les petits États balkaniques; les leçons du passé n'ont profité à aucun de ces peuples, non plus que les fautes ou les malheurs. Ils n'ont point encore compris que de tels jeux, en présence de voisins ambitieux, se paient très cher.

Il manque aux peuples de la péninsule une bonne éducation politique, un caractère fort, un patriotisme sincère; on ne trouve chez eux que de faibles traces de ces grandes qualités qui caractérisent les peuples civilisés. Elles sont étouffées par la brutalité des appétits égoïstes, par un patriotisme exagéré et mal compris, par un tempérament rude et brutal qui les porte souvent à la vengeance ou à une vanité démesurée.

Lorsque Stambouloff, après avoir, durant huit années — comme nous l'avons expliqué dans notre précédent ouvrage — gouverné presque souverainement la Bulgarie, eut envoyé sa démission au Prince Ferdinand, différents partis politiques se succédèrent au pouvoir. Ces divers gouvernements n'étaient pas sortis, eux non plus, du peuple; ils n'étaient pas l'émanation de chambres élues. Chacun d'eux, au contraire, a fait les élections à son gré, s'arrangeant, avec l'aide de la police, de manière à ce que la majorité des élus fut composée de ses créatures. Les élections ont toujours été viciées, contraintes, et ce sont les chefs de partis eux-mêmes qui les ont faites. Il ne faut excepter que les

élections faites sous le gouvernement de Tzankoff et de Daneff.

Dès son avènement, le cabinet Stoïloff commença la préparation des élections. L'élection qui eut lieu dans la bourgade de Béla-Slatina restera à jamais proverbiale pour caractériser la manière dont Stoïloff entendait la liberté du vote des citoyens bulgares.

Jamais gouvernement n'est arrivé au pouvoir dans des conditions aussi favorables que celui de Stoïloff. Le gouvernement arbitraire de Stambouloff avait provoqué une lassitude générale et préparé une réaction. La Bulgarie tout entière était d'accord dans l'expression d'un même sentiment; partout on entendait des plaintes contre le ministre déchu; partout on ne désirait que se reposer de sa tyrannie de huit ans. Le 30 mai 1894 fut salué dans toute la Bulgarie comme un jour de délivrance.

Des courtisans de Napoléon Ier se demandaient un jour, en sa présence, quelle serait l'impression du monde s'il venait à disparaître. — « Il dirait tout simplement : Ouf ! » répondit l'Empereur. Les concitoyens de Stambouloff étaient unanimes à exprimer, à la chute du tout-puissant ministre, un sentiment analogue. Tout le monde se livrait aux effusions de la joie ; des inconnus s'embrassaient sur la place publique, comme, le jour de Pâques, les fidèles orthodoxes s'embrassent au sortir de l'Église. En même temps, plusieurs agents du gouvernement de Stambouloff, sans attendre un décret d'expulsion, prenaient la fuite. Pendant plusieurs jours des désordres assez graves troublèrent les rues de Sofia. Ce n'était point qu'il y eut dissentiment et partage parmi la population, entre partisans ou adversaires de Stambouloff, mais il y avait d'un côté tous les citoyens, et de l'autre,

toute cette catégorie d'hommes dont Stambouloff avait fait des Bulgares et qu'il avait décorés d'uniformes de police. Cette garde prétorienne avait joué dans l'histoire de la Bulgarie, pendant ces huit années, un rôle considérable.

Stoïloff arriva au pouvoir sans avoir pris aucune part au mouvement populaire contre Stambouloff. L'exaspération contre le dictateur était telle, les infortunes s'étaient tellement multipliées, et le mécontentement général était si fort que la Bulgarie était prête à accepter qui que ce fut, pourvu qu'elle fut débarrassée du tyran. Cette fortune échut au parti national et à son chef Stoïloff. Les éléments les plus hétérogènes entrèrent dans la composition de ce parti nouveau, car dans les premiers jours qui suivirent le 18/30 mai 1894, le pays brûlait du désir d'être délivré d'une tyrannie que rien ne justifiait plus. La chute de Stambouloff fit éclore dans tout le pays de grands espoirs d'avenir. Ce fut un de ces moments rares dans l'histoire des peuples, où ils sont prêts à accueillir avec une joie unanime le nouveau gouvernement, pourvu qu'il leur fasse oublier les temps d'épreuves.

En arrivant au pouvoir, Stoïloff avait promis qu'une ère bienfaisante et féconde de réconciliation nationale allait s'ouvrir pour la Bulgarie déchirée par les factions : plus de conservateurs, plus de libéraux, plus de démocrates désormais; rien que des patriotes travaillant pour le bien de la nation. Il n'y aurait plus qu'un seul parti, le grand parti national, dont Stoïloff serait le chef. Cette conception séduisante et vague comme un beau rêve allait-elle se réaliser?

Comment aurait-elle pu l'être quand, malgré l'amnistie proclamée par le Prince, Dragan, Tzankoff était encore exclu du pardon général et tenu loin de la Bulgarie, quand

Karavéloff était toujours enfermé à la Tcherna-Djamia, dans laquelle la haine de Stambouloff l'avait très injustement jeté.

Stoïloff appartenait, par tradition, au parti des anciens conservateurs bulgares; il n'avait jamais été, malgré ses hautes aptitudes, très populaire en Bulgarie. Les conservateurs sont issus des anciens tchorbadji (notables) qui, sous la domination turque, restèrent en bons termes avec les autorités ottomanes, même dans les moments de plus rude oppression du peuple bulgare. C'est pourquoi un des premiers soins de Stoïloff avait été de fonder un nouveau parti politique, qu'il avait intitulé simplement « parti national ». En conciliant les dissidences et en concentrant dans ce nouveau parti tous les éléments de bonne volonté qui avaient fait opposition au régime de Stambouloff, Stoïloff, Président du Conseil, rêvait de s'assurer une grande majorité dans le pays.

Quant à la politique extérieure, Stoïloff avait déclaré en termes catégoriques que son gouvernement suivrait la même ligne de conduite que celui qui l'avait précédé; qu'il s'efforcerait d'entretenir les meilleures relations avec tous les États, et en particulier avec la Turquie. Pas plus qu'aucun autre gouvernement bulgare patriote, il ne ferait de concessions à la Russie, mais il s'abstiendrait de la provoquer, ainsi que Stambouloff l'avait fait quelquefois.

Le Prince, dans un entretien avec un correspondant de journal, s'exprimait sur la démission de Stambouloff, comme il suit :

« Il a quitté le pouvoir de sa propre volonté. J'ai reçu sa démission par une dépêche à la frontière, en arrivant à Tzaribrod, à mon retour des obsèques de ma sœur à Munich.

Plusieurs fois déjà Stambouloff avait ainsi voulu donner sa démission; il espérait me faire sentir combien son concours m'était indispensable et revenir avec un nouveau prestige. » Mais les vraies causes de cette dernière démission étaient très graves : des difficultés ayant surgi çà et là à propos de la levée des impôts, Stambouloff imagina de faire rentrer les paiements en expédiant des soldats. Le ministre de la guerre ne crut pas que l'armée fût faite pour une telle besogne; il objecta qu'une telle mesure était contraire à la dignité du gouvernement ainsi qu'à celle du peuple, et il refusa. Stambouloff aigri, suspectant d'ailleurs les dispositions de l'armée et les sentiments du Prince à son égard, lança la dépêche où il se plaignait d'empiètements sur son autorité et donnait sa démission.

En ce qui concerne cette démission, voici un extrait d'un journal du parti national de Stoïloff, paraissant dans une ville de province de la Bulgarie méridionale, à Sliven; ce journal a rendu public le seul document qui ait été publié jusqu'ici sur ces événements : c'est la demande de retraite de Stambouloff, présentée le 14/28 mai 1894. Dans cette demande, Stambouloff se plaint que le ministre de la guerre ait reçu du Prince l'ordre de ne faire, durant son absence à l'étranger, aucune communication au régent de la principauté, c'est-à-dire à lui-même, concernant les affaires du ministère de la guerre. Une telle mesure, disait-il, est blessante pour la dignité du régent qui est le représentant du Prince; et, en outre, elle présente un grand danger pour la tranquillité du pays et pour les intérêts du Prince lui-même. En outre, Stambouloff se plaignait de la dépêche ouverte envoyée au chef de la chancellerie secrète du Prince, le docteur D. Stancioff, dans laquelle la conduite de Stam-

bouloff était qualifiée d'infâme (Gemein), parce que, dans son organe officieux, il avait fait publier le texte d'une lettre envoyée au Prince par le colonel Savoff, ministre de la guerre.

Après cet outrage immérité, continuait Stambouloff, je ne puis plus rester votre conseiller, et vous me témoigneriez une bienveillance véritable si, dès votre retour, vous daigniez accepter ma démission. Puisse Votre Altesse Royale être plus heureuse dans le choix d'un nouveau conseiller et trouver un homme d'État doué de sentiments élevés, et d'une bonne éducation, dont Elle ne soit pas obligée de qualifier la politique d'infâme, car cela ne fait honneur ni au peuple bulgare, ni à son Prince, si l'activité d'un ministre bulgare doit être caractérisée par l'adjectif « infâme » (Gemein).

En finissant, Stambouloff déclarait que le Prince avait encouragé ses adversaires, et que par ses procédés malveillants, il avait donné de la force à la coalition de ses ennemis.

« La politique insincère et indécise, terminait-il, n'a jamais apporté de profit à un État et finit toujours par une catastrophe extérieure et intérieure. Il est temps de mettre fin à cette politique, et c'est pourquoi je vous prie de bien vouloir accepter gracieusement ma démission. »

Stambouloff sentait le terrain se dérober sous lui, et plus il sentait diminuer son crédit, plus devenait grande sa susceptibilité. Ce régime épuisant de huit années d'une magistrature comme la sienne, avait peu à peu affaibli en lui la faculté d'apprécier sainement les choses, les hommes, les besoins et les tendances véritables du pays, et atrophié ce sens de la modération qui est la base de toute politique durable. Stambouloff est tombé par sa faute, pour avoir trop duré.

Le cri de délivrance, la détente universelle, la joie unanime, qui signalaient la chute du dictateur, témoignaient assez que le Prince était d'accord avec le sentiment public; il avait reçu des milliers de télégrammes (1), où on l'appelait le second libérateur du pays. Ce 18/30 mai où la Bulgarie fêtait le début d'une ère nouvelle, une clameur unanime s'élevait de tout le pays contre le tyran abhorré, l'homme détestable.

Les pertes matérielles que Stambouloff avait causées à la Bulgarie n'étaient rien à côté de la corruption morale qu'un pareil régime avait répandue dans toutes les classes de la nation. Si importantes qu'elles fussent, les pertes matérielles pouvaient être réparées en quelques années, par une sage politique économique; mais il n'en était pas de même de la corruption morale qu'un gouvernement prévaricateur avait fait peu à peu pénétrer dans le peuple; il faut des siècles entiers, il faut les efforts de plusieurs générations pour effacer les traces d'habitudes politiques aussi néfastes. Durant tout le temps de son gouvernement, Stambouloff, comme un véritable dictateur, employait tous ses efforts à ruiner moralement le peuple Bulgare pour l'habituer à supporter sans se plaindre toutes ses extravagances; et il faut reconnaître qu'il y réussit. Il était partout accompagné d'une nombreuse suite composée des membres de la plus haute société bulgare, qui chantait incessamment ses louanges. La peur aidant, toute la Bulgarie répétait à son tour ce concert d'éloges. D'innombrables espions, prêts à tout sacrifier, même leurs plus proches parents, pour faire

(1) Vingt mille.

plaisir au dictateur, pullulaient dans tout le pays. C'était la banqueroute morale de tout un peuple.

C'est dans ces circonstances que Stoïloff se vit confier le pouvoir; le gouvernement du parti national commença sous un ciel presque sans nuages, au milieu de l'espérance générale du peuple bulgare, dans la force et la puissance d'un parti nouvellement arrivé à la vie politique. Les passions étaient presque calmées; un courant de concorde et de solidarité avait soufflé parmi toutes les factions qui avaient fait opposition au régime stambouloviste. Tout le monde s'attendait à voir fleurir en Bulgarie une renaissance, une fusion des divers groupements politiques si cruellement éprouvés sous le régime qui avait pris fin le 18/30 mai. Malheureusement, les hommes politiques dirigeants ne surent pas comprendre à temps les devoirs qui s'imposaient à eux. Stoïloff n'était pas assez expérimenté pour s'élever au-dessus des intérêts de coterie, au-dessus des intérêts de son propre entourage politique. Il ne sut même pas conserver une attitude correcte à l'égard de certains de ses collègues : Radoslavoff, Pécheff, Tontcheff, Natchevitch (1), etc.; il chercha un moyen de consolider la fraction de son parti dont il était le chef direct et il eut recours au trop fameux appel au peuple pour la création de ce que l'on appela alors une chambre intelligente.

La lutte avait commencé entre Radoslavistes et Stoïlovistes, mais un coup sensible fut porté par Stoïloff à ses co-associés aux élections législatives de septembre. Pour la

(1) Natchevitch a joué un rôle important dans la vie politique bulgare; mais il n'a jamais eu un rôle de premier plan et il n'a jamais été appelé aux initiatives; il n'a pu se créer un parti politique et il est entré dans plusieurs ministères comme un appoint et non comme un chef.

première fois depuis que la Bulgarie existait, un ministre ne put se faire élire député à l'assemblée nationale. La candidature de Tontcheff échoua partout où elle avait été posée; il se retira du Cabinet devant cet échec jusqu'alors inouï. Sa retraite cependant rendait, en apparence du moins, la position du Cabinet très critique. Radoslavoff espérait écarter Stoïloff et constituer sous sa présidence un Cabinet; mais ses calculs furent déjoués par les événements, et il dut céder la place à K. Vélitchkoff, de même que Pécheff à Mintchevitch.

Stoïloff voulait d'abord désarmer les deux chefs de l'opposition, Karavéloff et Tzankoff, qui se trouvaient dans des conditions exceptionnelles, l'un en prison et l'autre en exil; il ne pouvait donc pas être question de l'élection de Tzankoff à qui les portes de la Bulgarie étaient fermées. Quand Stoïloff se fut créé une sorte de camarilla, qui lui permettait de régner en maître sur le pays, les mêmes abus qui avaient couvert d'opprobre le Cabinet de Stambouloff recommencèrent, au pire détriment des intérêts politiques et économiques du pays. La politique intérieure de Stoïloff ne consista qu'en une série de mesures de répression; il fit défendre par sa gendarmerie, aux citoyens de la capitale, de célébrer un service de *requiem* à la mémoire d'Alexandre III qui avait combattu en personne pour la liberté de la Bulgarie. En même temps il flattait la masse de la population rurale, il lui promettait de diminuer l'impôt foncier et de faire construire de nouvelles lignes de chemins de fer.

Une terrible réaction fut la conséquence naturelle d'une telle politique; elle se manifesta dans la vie politique et intellectuelle du pays : poursuites contre les instituteurs, restrictions à la liberté de la presse, conduite scandaleuse

dans le Sobranié de la majorité à l'égard de la minorité qu'elle terrorisait. On se servit de la question macédonienne dans un intérêt égoïste, et il en résulta que la population bulgare en vint à cet état de ruine et d'extermination où nous la voyons aujourd'hui; les biens de l'État furent mis au pillage; dans les entreprises publiques la concussion sévit. Sous ce dernier rapport, le régime de Stoïloff ressemblait beaucoup au régime de Stambouloff.

Stambouloff se plaignait souvent d'être poursuivi et attaqué par des personnages inconnus. Stoïloff devait donc prendre des mesures pour sauvegarder la vie de son prédécesseur et éloigner de lui tout danger. Après avoir donné sa démission, Stambouloff était allé remercier le Prince du rescrit que ce dernier avait bien voulu lui envoyer : un groupe de vagabonds manquèrent de le tuer à coups de pierres devant le palais même du Prince; il ne sauva sa vie que par la fuite. Quelque temps après, en se rendant chez le juge d'instruction pour y répondre de ses agissements quand il était au pouvoir, il fut attaqué devant la cathédrale de Sofia, par une bande dont l'intention était d'exécuter dès ce jour-là l'assassinat qui fut accompli plus tard.

La politique stoïloviste dégénéra en provocations téméraires contre l'opinion publique; elle se termina par la chute honteuse du cabinet nationaliste.

Après le 18/30 mai 1894, Stambouloff devint l'objet d'implacables poursuites de la part du gouvernement; il était encore si redouté, que pour abattre complètement un tel adversaire politique, le Cabinet Stoïloff se mit à fouiller les archives de l'État et des communes, pour y chercher la trace des abus commis par le précédent gouvernement. Mais comment Stoïloff pouvait-il permettre d'exposer au

public les abus du gouvernement de Stambouloff et de livrer ses prédécesseurs à la justice de l'État, lui qui pendant deux ans avait été leur collaborateur comme ministre de la justice, sans prendre aucune mesure pour sauvegarder l'honneur, la vie et les biens des citoyens? A supposer même qu'il pût se justifier de toute complicité dans les abus commis par le précédent gouvernement, il n'en restait pas moins avéré qu'en qualité de ministre de la justice, il aurait dû élever la voix pour la défense et l'application des lois. Dans un pays constitutionnel où les ministres sont responsables devant le peuple, chacun d'eux est tenu de répondre non seulement de ses actes, mais encore de son inaction, non seulement de ce qu'il a fait, mais encore de ce qu'il a laissé faire. Ce fut la raison pour laquelle la commission d'enquête choisie par la VIIIe assemblée nationale pour faire une instruction sur les actes du gouvernement de Stambouloff, ne parvint à découvrir qu'un très petit nombre d'abus dont, au reste, pour des raisons faciles à comprendre, une faible partie seulement fut divulguée.

La IXe assemblée nationale fit plus; elle condamna à l'oubli le rapport de la commission d'enquête, et couvrit par une amnistie tous les crimes et tous les abus commis sous le régime de Stambouloff. Il était évident qu'un ministre ne pouvait pas en livrer un autre à la justice de l'État pour des actions auxquelles il avait participé avec lui, et que, d'ailleurs, il continuait à accomplir comme lui. Mais on se demande à quoi avait pu servir cette commission d'enquête élue par le Sobranié et dont chaque membre, durant toute une année, toucha par jour vingt francs de frais, ce qui, avec les frais d'impression du rapport, chargea le budget d'une somme de 70,000 francs.

La réponse est facile à trouver : elle avait servi à favoriser les partisans de Stoïloff!

Après sa chute, et pour se donner de l'importance, Stambouloff se faisait interviewer par une foule de correspondants de divers journaux européens. Il avait un talent d'imitation très curieux, et l'on s'amusait à constater la peine qu'il se donnait pour singer celui qu'il considérait comme son maître, cette autre grandeur déchue : Bismarck.

L'ex-président du Conseil Bulgare ne possédait pas de Tusculum dans le genre de Varzin, où il pût se retirer pour bouder; mais en attendant il se plaisait, pour n'être pas oublié trop vite, à des conversations avec les journalistes. Il avait l'habitude, dans les grandes occasions, après avoir discrètement frondé son souverain, de dauber sur son successeur, auquel il refusait toute espèce d'aptitude aux affaires. La conversation était presque toujours piquante, relevée par des boutades, des mots à l'emporte-pièce, à la Bismarck, qui suppléaient à leur absence de profondeur par l'originalité de la forme.

Les hommes du nouveau ministère Stoïloff-Ghéchoff, disait Stambouloff, sont incapables de former un parti de gouvernement; il est vrai que j'ai été de tout temps un adversaire de l'influence russe en Bulgarie, mais j'ai été un adversaire loyal (1), sincère, tandis que les nouveaux ministres se flattent de conduire la Russie par le bout du nez : leur russophilie est une pure comédie.

La politique extérieure du cabinet Stoïloff est équivoque

(1) Lui, un adversaire loyal! mais pourtant il avait proposé plusieurs fois en 1890-1891, au gouvernement russe, l'expulsion du prince Ferdinand pour prix de sa propre réconciliation avec Saint-Pétersbourg et de son maintien au pouvoir; la Russie avait rejeté avec mépris une pareille proposition.

ou pour mieux dire hypocrite, ce qui constitue dans tous les pays et dans tous les temps la pire des méthodes. L'hypocrite, en effet, s'il est tout-puissant, perd toute considération dans la société; si au contraire il est faible, il perd la confiance des autres, et ne gagne en échange que du mépris. La Bulgarie n'est ni la France, ni la Russie, ni l'Angleterre, et les ministres bulgares, bien qu'il y ait dans ce pays des hommes d'un réel talent, ne peuvent pas se comparer à un Bismarck, à un Gortchakoff, à un Salisbury, etc. La Bulgarie est encore un pays jeune, et ses hommes d'État sont pour la plupart sans expérience. Voilà pourquoi nos ministres doivent méditer longtemps leur plan car leurs imprudences et leurs actions irréfléchies, sans importance pour eux-mêmes qui ne sont que des passants sur la scène politique, peuvent avoir des conséquences très graves en jetant le discrédit sur l'État lui-même et sur le peuple. C'est précisément ce qui obligea la Russie, qui n'avait pas confiance en la politique équivoque de Stoïloff, à conclure avec l'Autriche-Hongrie l'entente de 1897, dont le but était le maintien de la paix et du statu quo dans les Balkans.

Survint la guerre greco-turque; l'Autriche et la Russie s'efforcèrent de circonscrire l'incendie, et enjoignirent aux autres États balkaniques de ne pas bouger. Le point de vue des hommes d'État des pays balkaniques ne saurait être le même que celui des ministres des grandes puissances. La Bulgarie, située sur la route de Constantinople et du Bosphore, a été et est encore l'objet des plus graves préoccupations de la politique des grands États dans chacune des crises de la question d'Orient. Lors de la guerre de 1878, l'Europe épouvantée par les conquêtes de la Russie, morcela, au congrès de Berlin, la Bulgarie en trois parts; elle

manifesta même l'intention de permettre aux Turcs de placer des garnisons dans la Stara-Planina. Quand survint le grave événement du détrônement du prince Alexandre de Battenberg, la Russie refusa de reconnaître le Prince élu par l'assemblée nationale, Ferdinand de Saxe-Cobourg, sous prétexte qu'il n'avait pas été élu conformément aux stipulations du traité de Berlin. La Russie aurait même souhaité que l'Europe obligeât le Prince à abandonner le trône; mais les puissances se contentèrent de rester dans l'expectative jusqu'à ce que la Russie elle-même se fut départie d'une hostilité obstinée, dont elle ne tirait d'ailleurs aucun avantage. Les Puissances furent alors unanimes à reconnaître le Prince Ferdinand. Elles espéraient que son nouveau ministre, Stoïloff, suivrait une politique mieux définie que celle de son prédécesseur. Mais ces espérances furent déçues : la politique équivoque de Stoïloff souleva le mécontentement de tous les Cabinets européens et particulièrement de celui de Saint-Pétersbourg.

Tandis que d'une part avait lieu la conversion du Prince héritier Boris, et son baptême suivant le rite orthodoxe, d'autre part, l'article 38 de la Constitution restait en vigueur sans subir aucune modification, alors qu'on aurait dû convoquer la grande Assemblée nationale à Tirnovo, et rétablir l'ancien texte de cet article. A ce sujet, de nombreuses et mordantes critiques parurent dans la presse. Sur ces entrefaites, Stoïloff prononça à Plevna un discours où il disait que la politique la plus avantageuse pour la Bulgarie était de se rattacher à l'alliance franco-russe; un peu plus tard, il faisait des déclarations sur les droits légitimes de l'Autriche-Hongrie en Bulgarie, et cela, moins d'une année après l'assassinat, en plein jour et en pleine rue, du

protégé de François-Joseph, Stambouloff. C'était tromper à la fois et la Russie et l'Autriche, pour aboutir finalement à rester isolé de toute l'Europe qui perdait de plus en plus confiance dans le gouvernement de la Bulgarie.

Cette politique de condescendance ne satisfaisait cependant pas encore le cabinet de Vienne, surtout après l'entente austro-russe (1897). L'Autriche chercha à créer des difficultés au gouvernement bulgare et profita, dans ce but, du meurtre commis par l'aide de camp du Prince Ferdinand, le capitaine Boïtcheff, sur une chanteuse autrichienne, nommée Anna Simon. Toute la presse austro-hongroise, à cette occasion, se répandit en attaques furieuses contre la Bulgarie. Le Prince Ferdinand était alors à Cobourg, accompagné de Stoïloff; un correspondant du *Lokal-Anzeiger* réussit à obtenir une entrevue avec le président du Conseil Stoïloff; la conversation porta, naturellement, sur l'assassinat d'Anna Simon, au sujet duquel les journaux autrichiens avaient si violemment attaqué la Bulgarie et son Prince. En signalant ce fait, M. Stoïloff disait au journaliste que les attaques de la presse autrichienne et allemande étaient injustes, et que si l'on voulait citer, dans les autres pays européens, des crimes du même genre, il serait facile d'en trouver. Toutefois, Stoïloff ne fit dans sa conversation aucune allusion à un fait précis et s'abstint de rappeler la tragique histoire de l'archiduc héritier d'Autriche, Rodolphe, et de Mlle Vetchera. Malgré cette prudente réserve le peu scrupuleux correspondant du *Lokal-Anzeiger* ne craignit pas de télégraphier à Berlin que le ministre avait gravement outragé la Maison impériale d'Autriche en faisant allusion, à propos d'Anna Simon, à la fin malheureuse de l'archiduc Rodolphe. Les journaux pressés de reprendre

la campagne de calomnies contre la Bulgarie, saisirent cette nouvelle occasion de déverser le blâme et l'outrage sur la principauté; ils ne tenaient aucun compte des démentis, pas même de celui que Stoïloff envoya de Roustchouk au Correspondenz-bureau. Le ministre des affaires étrangères, le comte Goluchowsky, insista par l'entremise de l'agent diplomatique à Sofia, M. Call, pour que le président du Conseil fit par écrit des excuses; Stoïloff refusa catégoriquement, affirmant qu'il n'avait jamais prononcé les paroles qu'on lui reprochait. Frappé de la fermeté du gouvernement bulgare, le comte Goluchowsky sentit son erreur et consentit à recevoir l'agent diplomatique bulgare à Vienne et à entendre affirmer de sa bouche que jamais Stoïloff n'avait ni dit ni voulu dire quoi que ce soit ressemblant à ce que le *Lokal Anzeiger* lui avait prêté. Ainsi se termina cet « effroyable incident » au grand honneur de la Bulgarie et à la confusion de l'astucieuse diplomatie autrichienne; son agent diplomatique s'empressa, par ordre de son gouvernement, de retourner à son poste.

L'assassinat de Stambouloff fut aussi pour la presse autrichienne et allemande un prétexte pour se livrer à de violentes attaques contre la Bulgarie. Jamais homme d'État dans son passage au pouvoir, n'avait accumulé autant de haines et de rancunes que Stambouloff pendant ses huit années de gouvernement. Sa vie était constamment menacée; il le savait et il le disait avec une certaine crânerie; elle était menacée lorsqu'il était premier ministre et tout puissant, lorsqu'il tenait dans sa main tous les fils de la police et de l'administration. Le jour de l'assassinat de Beltcheff, ministre des finances, ce n'était pas lui qui était visé, mais bien Stambouloff lui-même. Les haines privées

suffisaient à expliquer l'attentat du 15 juillet 1895, surtout dans un pays où les passions sont violentes et où les mœurs vindicatives de l'Orient ont régné durant tant de siècles. Le mobile de l'assassinat de Stambouloff fut uniquement la vengeance : vengeance pour toutes les souffrances qu'il avait fait peser sur tant de citoyens et d'innocents; vengeance pour l'exécution du major Panitza, fusillé malgré la promesse de grâce qu'on lui avait faite; vengeance pour l'exécution de Milaroff, écrivain de grande valeur et de brillant avenir; vengeance pour le déshonneur de centaines de jeunes filles innocentes et de femmes honnêtes; vengeance pour les tortures horribles qu'avait subi dans la prison le jeune Tufektchieff, âgé de dix-sept ans; vengeance pour la mort du plus grand orateur de l'époque, Traïko Kitantcheff, qui succomba aux suites des mauvais traitements qu'il avait endurés dans la prison où l'avait fait jeter Stambouloff; vengeance enfin pour toutes les horreurs que le dictateur avait commises avec l'approbation silencieuse de l'Europe civilisée. L'assassinat en lui-même fut certes criminel; il fut même néfaste pour la Bulgarie en y créant le plus fâcheux des précédents.

Mais la lutte engagée contre le tyran n'était pas dirigée contre Stambouloff en tant qu'homme, mais contre le système de gouvernement dont il était la personnification, contre un régime déchu dont les anciens adversaires poursuivis naguère à outrance par le tyran, étaient devenus les meilleurs citoyens du pays et avaient vu triompher leurs idées. Le Prince lui-même déclara solennellement à cette occasion que le pays ne pouvait pas faire de progrès sans le secours de la Russie libératrice. Sur tous ces crimes, un voile fut jeté au jour du 18/30 mai; les parties adverses

désarmèrent, les exilés revinrent, et Stambouloff devenu simple citoyen put assister aux conséquences fatales de la politique par laquelle il avait voulu égarer le peuple bulgare hors de ses traditions nationales. C'est à ce moment qu'il tomba sous le poignard meurtrier; en lui périt non pas l'ancien président du Conseil, mais l'homme qui avait incarné un régime immoral et anti-national.

Parmi les exécuteurs du crime, quelques-uns furent acquittés par les tribunaux, d'autres condamnés à des peines diverses; seul Hallio, le principal auteur, fut condamné à la peine de mort, que la Cour commua en quinze années d'emprisonnement.

Il était du devoir du gouvernement de veiller sur la vie de l'ancien dictateur. Personne n'ignorait que des milliers d'individus aspiraient à se venger de lui. On aurait donc dû faire garder sa maison par la police, dût-il même se plaindre que ses mouvements étaient surveillés. C'est précisément cette négligence envers l'ancien dictateur qui servit de texte aux attaques furieuses de la presse étrangère contre le gouvernement de la principauté, et contre le Prince lui-même; on les déclara moralement responsables de l'assassinat. La presse triplicienne surtout jetait feu et flamme; il est facile de deviner quelle était la véritable cause de tout ce déchaînement : c'était le changement survenu dans la direction de la politique étrangère du gouvernement de Sofia. Les Bulgares ayant cessé de traiter la Russie en ennemie, comme le souhaitait la Triplice, il était naturel que les adversaires de la Russie redoutassent que la réconciliation entre la Bulgarie et sa libératrice s'achevât.

La Bulgarie ayant établi des impôts intérieurs sur certaines denrées alimentaires, l'Autriche saisit cette occasion

pour susciter des embarras au gouvernement. L'Allemagne, dont l'agent diplomatique représentait à Sofia les intérêts russes, pouvait difficilement se mettre en avant, mais son alliée, l'Autriche, se donnait le rôle de provocatrice et se chargeait de faire naître les querelles avec la Bulgarie. Elle protesta contre les nouveaux droits d'accise, tandis qu'au contraire la France et l'Angleterre s'abstenaient de causer des embarras au gouvernement princier.

Jusqu'à sa démission, la Triple alliance avait favorisé ouvertement Stambouloff; ses pires excès, fusillades, pendaisons, qui ensanglantaient les quatre coins de la Bulgarie, ne provoquèrent aucune indignation chez les puissances tripliciennes. Le dictateur était le favori de Vienne et de Berlin. Le comte Kalnoky n'hésita pas un jour, devant les Délégations, à le signaler comme un ministre de premier ordre, digne de faire figure sur un plus vaste théâtre. La vérité était que toutes ces hautes sympathies allaient à Stambouloff parce qu'il tenait la Russie en échec dans les Balkans.

On savait partout, cependant, que Stambouloff, dans sa passion effrénée du pouvoir, en était venu à se substituer à son maître en tout et pour tout, et ne lui laissait plus, dans les affaires les plus graves, ni initiative, ni contrôle. Il s'affichait comme l'ennemi irréconciliable de la Russie, non pas tant par conviction patriotique, que parce que cette attitude lui était nécessaire pour garder le pouvoir. La Triplice, à coup sûr, perdait en lui un ami qu'elle croyait sincère, mais qui, en réalité, tout en lui permettant de se servir de la Bulgarie pour faire échec à la diplomatie russe, n'avait en vue que les profits qu'il pourrait tirer des complaisances de Vienne et de Berlin, pour les besoins de la cause bulgare.

La chute et la disparition de Stambouloff démontraient jusqu'à l'évidence que les sympathies du peuple bulgare pour la Russie étaient loin d'avoir disparu, tandis que les bons rapports avec l'Autriche n'étaient qu'un expédient de politique auquel Stambouloff seul avait cru nécessaire d'avoir recours. De même, à propos de la Serbie, Kalnoky, disait un jour que l'Autriche ne possédait en Serbie qu'un seul ami sincère, le roi Milan.

La disparition de Stambouloff était naturellement beaucoup regrettée en Autriche, car, lui vivant, c'est son agent diplomatique, Burian, qui en réalité dirigeait la politique extérieure et intérieure de la Bulgarie: il passait parfois des journées entières avec l'ex-dictateur. Cet étrange agent diplomatique lui enseignait les meilleures manières d'organiser l'espionnage et la police secrète. A la mort de Stambouloff, la commission d'enquête trouva une liste sur laquelle étaient inscrits environ 4,000 espions bien payés, dont 400 rien que pour la ville de Sofia; la plupart de ces espions étaient sujets autrichiens.

La politique extérieure de l'Autriche a été et est encore, surtout dans les Balkans, l'une des moins franches qui se puisse imaginer. Le duc de Richelieu, qui fut ministre de France à Vienne, écrit à ce sujet, dans ses mémoires : « Les hommes du Cabinet de Vienne, accoutumés à affirmer des faits qu'ils savent faux, ne rougissent même pas, lorsqu'on leur prouve qu'ils ont falsifié les documents les plus authentiques et les plus solennelles stipulations des traités. » Si en effet nous jetons un coup d'œil sur l'état de la Bosnie et de l'Herzégovine administrées et occupées par l'Autriche, partout nous voyons la terreur et le pillage systématiquement exercés. La tactique de l'Autriche dans ces malheu-

reuses provinces ne consiste qu'en un effort permanent pour semer la discorde parmi les habitants, attiser les haines, provoquer la famine, dans l'unique but de ruiner à jamais le pays matériellement et moralement, car un peuple épuisé physiquement et moralement ne tarde pas à devenir un troupeau docile et passif que l'on peut sans danger gouverner et assimiler.

En arrivant au pouvoir, M. Stoïloff eut soin d'exposer la politique financière que lui et ses ministres avaient adoptée et se proposaient de mettre en pratique. Ivan Ghéchoff avait recueilli tous les renseignements dont il avait besoin pour préciser l'état déplorable où se trouvaient alors les finances de la principauté; pour remédier à cette situation, il proposa une série de mesures qui furent adoptées par le Conseil des ministres, et dont la plus importante était la création de l'impôt progressif sur les revenus et les professions. Le gouvernement nationaliste ne tira cependant aucun profit de ce programme, parce qu'il continua la politique de grands travaux publics qui avait été suivie par Stambouloff. Les constructions forcèrent plus d'une fois le gouvernement à s'écarter du programme tracé par M. Ghéchoff, en sorte que, malgré la volonté formelle de ce dernier de n'accorder aucun crédit supplémentaire à quelque usage qu'il fut affecté, le Sobranié fut obligé de voter plusieurs demandes de crédit. Les budgets se soldaient chaque année par des déficits de plus en plus importants et il était évident que la situation financière, loin de s'améliorer, ne faisait qu'empirer. Un pareil état de choses ne pouvait plus durer. Le mécontentement du peuple augmentait chaque jour; des meetings avaient lieu dans presque toutes les villes, et une manifestation fut organisée jusque

devant le palais princier et la salle de l'Assemblee nationale.

Ainsi le gouvernement de Stoïloff finit par aboutir à un complet désastre financier et à provoquer la plus violente irritation dans les masses populaires qui avaient accueilli avec tant d'enthousiasme l'aube du 18/30 mai 1894.

Le Cabinet Stoïloff ne pouvait même alléguer l'excuse d'avoir reçu de son prédécesseur l'abîme financier qu'il laissa à ses successeurs. Quelque fâcheux que fut à ce moment l'état des finances du pays, les emprunts conclus par Stambouloff pouvaient fournir au Cabinet Stoïloff assez de moyens pour consolider, dans une certaine mesure, la situation financière. S'il avait suivi une politique intérieure plus raisonnable, le Cabinet Stoïloff aurait pu, sans trop de peine, éviter les graves embarras que lui causaient plusieurs années consécutives de mauvaise récolte. Les syndicats financiers voulurent profiter de ces désordres intérieurs et retinrent les options de l'emprunt de Stambouloff pour donner de l'argent à Stoïloff; ce refus rendit la situation financière plus dangereuse que jamais.

L'aube que tous les Bulgares avaient saluée le 18/30 mai, aboutissait ainsi au crépuscule sans espoir du 18/30 janvier 1899; l'opposition sut profiter habilement de la faute commise par le gouvernement lorsque Stoïloff, incapable de s'élever au-dessus des mesquines passions de partis et d'inaugurer une nouvelle politique, qui aurait rendu impossible l'arrivée au pouvoir du Cabinet Grecoff-Radoslavoff, chefs d'un parti politique déconsidéré aux yeux du peuple. Le gouvernement nouveau, pas plus que celui de Stoïloff, n'était sorti du peuple; ni l'un ni l'autre n'avait obtenu la majorité dans des élections libres, mais au contraire, grâce à

la pression exercée sur les électeurs par les autorités policières et administratives, Stoïloff chercha à conclure un emprunt, l'emprunt de conversion, lié au rachat des chemins de fer orientaux; cet emprunt aurait été un véritable succès pour le Cabinet; le pays se serait débarrassé une fois pour toutes de ces chemins de fer, appartenant à des étrangers, qui circulent sur le territoire bulgare et qui ne cessent de causer au gouvernement d'inextricables embarras. Mais l'opposition commença, à propos du projet du gouvernement, une agitation telle que le Prince lui-même eut des doutes sur l'honnêteté du contrat voté par le Sobranié et hésita à sanctionner sa décision.

L'opposition n'approuvait pas l'emprunt qui se montait à 290 millions de francs, non plus que le projet du gouvernement, concernant le rachat des chemins de fer orientaux, ainsi que la construction d'une ligne parallèle à la première et aboutissant à la frontière turque.

Ainsi, une des causes qui amena la chute du cabinet Stoïloff fut le mauvais état des finances du pays; l'assemblée nationale vota, il est vrai, l'emprunt de 290 millions destiné à consolider la situation financière et à racheter le réseau des chemins de fer orientaux; le Prince, finalement, contresigna la décision du Sobranié, mais la Turquie refusa de la sanctionner et le Cabinet dut y renoncer. M. Stoïloff disait du projet de rachat : « Ou c'est une affaire favorable aux intérêts du pays, et alors le gouvernement à venir pourra la réaliser, ou c'est une mauvaise affaire compromettant les intérêts nationaux, et alors il sera facile de la rejeter. » Il voulait, par là, mettre l'opposition en face d'un dilemme; mais celle-ci n'hésita pas à faire échec aux projets même les meilleurs du gouvernement. Il y eut un

refroidissement dans les relations entre le Prince et le chef du Cabinet. La crise financière s'annonçait déjà, d'autant plus inquiétante que le pays était cruellement éprouvé par la grande sécheresse qui avait fait manquer la récolte plusieurs années de suite. Les dettes de l'État, singulièrement accrues, engloutissaient presque le tiers du budget : pendant les années 1899 et 1900, le paiement des coupons exigeait une somme de 25 millions par an, que le ministre des finances ne savait où prendre, toutes les ressources étant épuisées.

Le nouveau Cabinet Grecoff-Radoslavoff, qui succéda à celui de Stoïloff (1), fit émettre pour 25 millions de bons du

---

(1) Le Dr Konstantin Stoïloff, homme d'État bulgare, est mort à l'âge de 47 ans. La brièveté de sa vie ne l'a pas empêché de jouer un grand rôle dans l'histoire politique de la Bulgarie. Né à Plovdiv (Philippople), il étudia la jurisprudence à Heidelberg. C'est seulement en 1877, pendant la guerre de la libération, qu'il retourna dans sa patrie pour devenir, après la délivrance de la Bulgarie, un membre très actif de l'Assemblée Nationale de Tirnovo, qui devait élaborer la Constitution de la nouvelle principauté.

Le Dr Stoïloff, qui y avait prononcé des discours chaleureux contre les aspirations des députés libéraux, devint le chef des conservateurs auxquels il resta toujours fidèle sauf dans quelques rares circonstances où il s'écarta de leur programme.

Quand Alexandre de Battenberg, qui séjournait alors à Livadia avec le tzar Alexandre II, fut élu prince de Bulgarie, on confia à Stoïloff la mission de lui présenter l'acte de son élection. A Livadia, il fit une si bonne impression au Tzar et au Prince nouvellement élu, que dès son arrivée en Bulgarie, ce dernier le nomma chef du Cabinet princier et, en 1881, ministre des affaires étrangères. Il occupa ce poste pendant très peu de temps, car alors surgit un dissentiment entre le Gouvernement bulgare et les généraux russes demeurant à Sofia, dissentiment qui devait amener plus tard la rupture entre la Bulgarie et la Russie. A la suite de ce dissentiment, le Dr Stoïloff dût donner sa démission.

Après l'abdication de Battenberg, le Dr Stoïloff, devint ministre des affaires étrangères. A la fin de 1886, Stoïloff, accompagné de quelques personnes, se rendit à Stamboul et à Vienne pour sonder le terrain à propos de la nouvelle élection d'un prince. Ce fut à Ebenthal que le défunt homme d'Etat proposa la couronne de Bulgarie au Prince Ferdinand, qui l'accepta. Après l'élection de Ferdinand comme Prince de Bulgarie, le Dr Stoïloff, avec G. Natchevitch, forma un ministère conservateur pour introniser le nouveau prince en Bulgarie et affermir sa dynastie.

Quand, bientôt après cela, Stambouloff forma son ministère, Stoïloff

Trésor remboursables en cinq ans et portant intérêt à 6 p. c. Mais le Cabinet Karaveloff-Daneff, qui vint ensuite, fit rembourser ces bons du Trésor, grâce à un emprunt de 106 millions qu'il contracta.

Il faut tenir grand compte, quand on fait le bilan de l'activité du parti nationaliste, que c'est sous son gouvernement que se fit la réconciliation avec la Russie, si ardemment souhaitée par le peuple bulgare; elle eut pour conséquence la reconnaissance du Prince Ferdinand par les grandes puissances et le baptême du Prince héritier Boris, suivant les rites de l'Église orthodoxe bulgare.

Au fond du cœur de tout Bulgare vit un grand amour pour la Russie, rien n'est plus naturel, car non seulement la parenté de race et la communauté de religion attache le beau et fertile pays des Bulgares à la grande Russie,

---

en fit partie; mais vers la fin de 1888, il s'en sépara par suite de dissentiments avec l'ambitieux Stambouloff.

C'est seulement après la chute de Stambouloff, au mois de mai 1894, que Stoïloff parut de nouveau sur le devant de la scène, il arriva au pouvoir à la tête d'un gouvernement qui était appuyé par tous les partis politiques de l'opposition; il organisa un parti, appelé nationaliste. Ce nom était celui des unionistes de la Bulgarie du Sud, qui furent englobés par le nouveau parti et lui donnèrent un fond conservateur et libéral.

Quant, à la fin de 1894, Nicolas II monta sur le trône, en Bulgarie s'élevèrent des voix pour la réconciliation avec la Russie. Le Prince Lobanoff, alors ambassadeur de Russie à Vienne, encourageait cette réconciliation, qu'il réussit enfin à réaliser.

Ce fut à la suite de cela qu'en 1895, une députation bulgare, sous la conduite de Monseigneur Clément, métropolitain de Tirnovo, se rendit à Saint-Pétersbourg afin de dégager la voie pour la réconciliation. Stoïloff fut aussi membre de cette députation.

Le prix de cette réconciliation fut le baptême du Prince héritier de Bulgarie selon le rite orthodoxe; la conséquence fut la reconnaissance immédiate de Ferdinand, Prince de Bulgarie.

Après cela, le Dr Stoïloff mena à bonne fin plusieurs lois financières importantes, etc., mais ayant voulu racheter les chemins de fer orientaux en 1899, il dut céder le gouvernement à Grecoff-Radoslavoff.

Le parti nationaliste a perdu dans la personne du Dr Stoïloff un chef plein de talent et d'autorité. Toute la Bulgarie, sans distinction de partis, regrette sincèrement la mort prématurée d'un tel homme.

mais il y a aussi des liens de reconnaissance envers les grands et magnanimes fondateurs de la liberté bulgare; de tous ces éléments est faite l'union étroite des deux nations sœurs.

Le courage des armées russes avait aidé la Bulgarie à s'affranchir. Pour l'avoir oublié, le Prince de Battenberg fut victime d'une tragique fatalité : cet oubli le séparait non seulement du Tzar, mais, ce qui était encore plus grave, de ses propres sujets eux-mêmes; c'était donc une erreur politique sans seconde et c'est ce qui provoqua la chute du Prince Alexandre. Plus avisé, le Prince Ferdinand se garda de suivre la même voie. Sous le régime de Stambouloff, la Bulgarie s'était appliquée à conquérir sa liberté d'action, ce qui était utile, mais elle avait dépassé la mesure en traitant en ennemie et en offensant par tous les moyens et en lésant dans leurs plus légitimes intérêts les auteurs de son affranchissement.

On sait comment finit le dictateur. Le Prince avait eu le tort ou le malheur de laisser trop longtemps les mains libres à son impérieux serviteur. Il ne cessa de passer pour son complice que le jour où il dut confesser qu'il avait été sa dupe.

L'entreprise de réconcilier la Russie et la Bulgarie était difficile et compliquée. Un grand empire, une dynastie comme celle des Romanoff, ne se laissent pas aisément apaiser quand ils ont été blessés dans leur amour-propre par les procédés d'un petit État né d'hier.

Cependant, le Prince Ferdinand ne négligeait rien pour parvenir à rentrer en grâce à Saint-Pétersbourg. Du temps même où Stambouloff était encore à l'apogée de sa puissance, le Prince avait essayé par divers moyens de se récon-

cilier avec la Russie; et il est certain que ses tentatives furent faites au su et même d'après les conseils du dictateur qui, en réalité, était beaucoup moins hostile aux Russes qu'il ne s'en donnait les allures. Au commencement, le Prince se servit de ses parents et de sa mère, la Princesse Clémentine, qui avait eu l'art de disposer favorablement pour les projets de son fils des personnages influents au quai d'Orsay, à Paris; l'un de ces personnages mit le Prince en relations avec le baron de Mohrenheim, ambassadeur de Russie, à Paris, ce qui, plus tard, pendant son séjour à Vienne, aida le Prince à entrer en relations avec l'ambassadeur de Russie, dans cette ville, le Prince Lobanoff. On affirme que, dès cette époque, le Prince eut plusieurs entretiens secrets avec de Mohrenheim et Lobanoff et que finalement ce dernier consentit à poser directement la question à Saint-Pétersbourg. La réponse fut peu encourageante: elle ne laissa à l'ambassadeur aucun doute sur les dispositititions d'Alexandre III; il ne reconnaîtrait jamais le Prince Ferdinand.

On avait presque perdu toute espérance, quand la mort d'Alexandre III vint donner à la question une autre tournure. Le Prince envoya à Saint-Pétersbourg un télégramme de condoléances et, quelques heures après, il reçut les remerciements du nouveau Tzar Nicolas.

Déjà, pendant l'été de 1895, le Métropolite Clément avait, un jour, fait allusion au changement de religion du Prince Boris : « Il était, disait-il, souhaité par le Sobranié, et si le Prince Ferdinand y consentait, il pourrait alors être reconnu par la Russie comme Prince de Bulgarie. »

Dans un conseil de famille tenu à Cobourg, Ferdinand et Clémentine avaient décidé d'en passer par les exigences de la Russie. Le nouveau baptême eut lieu le 2/16 février

1896. Le Prince remercia le Tzar de la haute bienveillance qu'il avait témoignée à lui et à l'État, en daignant être le parrain de l'héritier du trône, lors de son passage dans le sein de l'Église orthodoxe.

Le voyage du Prince Ferdinand à la Cour de Russie marque une date importante dans l'évolution des destinées de la principauté et dans la carrière du Prince. Il fut reçu, ainsi que son illustre épouse née Princesse de Parme, avec des honneurs royaux; le Tzar les décora des plus hautes dignités, et le Prince Boris, filleul de l'Empereur Nicolas, avenir et espoir de la Bulgarie, fut comblé de marques d'amour de la part de son parrain; il est devenu cher à la nation russe, depuis qu'il est le coreligionnaire des orthodoxes et que, par conséquent, il promet l'installation d'une dynastie orthodoxe sur le trône de Bulgarie (1).

La visite du Prince Ferdinand et celle du Roi Charles de Roumanie, bien qu'elles n'aient pas provoqué beaucoup de commentaires, eurent une importance politique considérable. Les bonnes relations rétablies entre Saint-Péters-

(1) Il faut inspirer au jeune prince Boris une seule qualité : l'humanité avec la compassion, et le désir de rendre son peuple heureux. Il faut éveiller en lui l'amour des pauvres, le sentiment d'une parfaite justice aux pauvres comme aux riches; il faut lui apprendre aussi que le plus grand malheur pour un prince c'est de ne pas voir de ses propres yeux et de ne pas connaître par lui-même la véritable situation de ses Etats.

Le Prince, avant tout, doit être convaincu que les hommes sont égaux et que les droits de tous doivent être également respectés; qu'il doit à son peuple le sacrifice de son existence, de ses goûts et de ses plaisirs; que son devoir le plus sacré est de savoir écouter et consoler, qu'il ne doit avoir d'autre passion que celle de la vertu et des devoirs qu'elle impose. Le Prince ne doit jamais oublier qu'il est homme et qu'il n'est ce qu'il est que par la volonté des autres hommes; que, de sa part, ses sujets ont le droit d'attendre l'accomplissement de tous ses devoirs et de tout le bien qu'il a mission d'accomplir. Le Prince doit toujours avoir en mémoire les services rendus à l'Etat et ne jamais se montrer indifférent aux actes de dévouement.

Le peuple a droit à l'amour de son prince et ce n'est que justice de lui rendre amour pour amour.

bourg et Vienne, à la suite des visites de Nicolas II à Vienne, et de François-Joseph à Saint-Pétersbourg, attestaient que la question balkanique avait cessé d'être entre les deux Cours un objet de discorde. La Russie barrait le chemin à ces ambitions orientales où l'Autriche espère trouver une compensation de la perte de son influence en Allemagne, et c'était la cause entre les deux grands empires d'une rivalité incessante; cet antagonisme était pour toute l'Europe une source d'inquiétudes graves; il l'était à plus forte raison pour les petits États qui craignaient de se voir inféodés définitivement à l'une ou à l'autre des deux constellations politiques dont on appréhendait le conflit menaçant. Pour la Bulgarie, la Serbie et même pour la Roumanie, cet antagonisme avait pour conséquence l'opposition permanente entre les tendances politiques russes et les tendances autrichiennes. Les petits pays de la péninsule étaient ballottés, comme entre deux boussoles, entre les deux grands empires du Nord, vers lesquels ils évoluaient alternativement. Tour à tour, l'aimant russe ou l'aimant autrichien exerçait sur eux une irrésistible attraction, et ce mouvement de bascule, qui déroutait toutes les prévisions, était une source de périls et d'inquiétudes constantes, parce qu'il contribuait à rendre plus aigu le conflit d'intérêts entre Vienne et Saint-Pétersbourg.

Cette politique, qui avait si longtemps entravé le développement intérieur des États balkaniques prenait fin; les deux puissances « les plus directement intéressées » dans la péninsule des Balkans mesuraient maintenant toute l'étendue du péril que les convoitises désordonnées de tel ou tel des petits pays balkaniques pouvait faire naître. Leur accord eut tout d'abord cette conséquence que, per-

sonne ne pouvant plus escompter leur rivalité, les ambitions impatientes durent se refréner. Le principe du *statu quo* en Orient était la base de l'entente austro-russe. L'esprit clairvoyant des deux souverains avait compris qu'ils n'avaient ni l'un ni l'autre rien à gagner à cette hostilité sourde et ils avaient pris la résolution de ne plus rien entreprendre l'un contre l'autre sur cette terre classique de leur rivalité.

Le résultat de l'entente conclue le 27 avril 1897, lors du passage de François-Joseph à Saint-Pétersbourg, fut la dépêche-circulaire datée de la capitale russe, par laquelle les deux chanceliers, le comte Mouravieff et le comte Goluchowsky, remerciaient les gouvernements de Sofia, de Belgrade, de Bucarest et de Cettigné, de la déférence que ces gouvernements avaient témoignée aux deux empereurs en se conformant aux conseils de paix qu'ils leur avaient donnés pendant la guerre greco-turque.

CHAPITRE III.

LES MINISTÈRES GRÉCOFF ET IVANTCHOFF.

En même temps que l'avènement du nouveau ministère Grécoff-Radoslawoff, le monde apprit la nouvelle inattendue de la mort de la Princesse Louise de Bulgarie : coïncidence dramatique qui faisait marcher parallèlement les pires douleurs humaines et les intérêts politiques les plus réalistes.

La Princesse Louise, lors de son avènement au trône de Bulgarie, avait eu à triompher des plus grandes difficultés; la politique la suivit comme une ombre dès ses premiers pas dans la principauté, jusqu'au moment où elle se confina exclusivement dans son rôle d'épouse et de mère et où elle apprit à oublier, par l'exercice de la charité la plus éclairée, les souffrances personnelles qu'elle avait éprouvées.

La Princesse Louise était née à Rome, le 17 janvier 1870, elle descendait de la lignée de la famille ducale de Parme, détrônée en 1859 à la suite de la guerre austro-française. Son nom rappelait le destin changeant de cette branche de la dynastie des Bourbons : de 1807 à 1815, son grand-père était resté un duc sans terre, et en 1815 il avait dû se contenter du duché de Lucques, le traité de Vienne ayant assigné le duché de Parme à l'Impératrice Marie-Louise, femme de Napoléon Ier. C'est seulement en 1847, après la

mort de la Duchesse Marie-Louise, que le Duc Charles II prit possession du duché de Parme; il abdiqua bientôt en faveur de son fils Charles III qui, après quelques mois de règne, fut assassiné en 1854. Son fils Robert qui lui succéda, sous la tutelle de sa mère Marie de Bourbon, n'était âgé que de six ans; après la bataille de Magenta, le duché fut annexé au royaume d'Italie et le jeune duc dût le quitter pour toujours avec sa mère. Il vivait depuis lors avec elle au château de Schwarzau, en Basse Autriche, dans un site idyllique qu'il avait choisi pour sa résidence.

Le 20 avril 1893, le mariage de la Princesse avec Ferdinand de Saxe-Cobourg, Prince de Bulgarie, fut célébré à la villa Pianoré, dans l'ancien duché de Lucques. La Princesse Marie-Louise avait l'esprit vif et pénétrant. Le ton de sa conversation était spirituel et enjoué; elle était l'enfant favorite de son père qui l'adorait. Elle-même n'était pas médiocrement fière de ressembler à sa grand'mère la duchesse de Berry. Elle aimait beaucoup les arts; elle cultivait sa voix qui était très douce et son talent de pianiste où elle excellait.

C'est grâce aux efforts de la Princesse Clémentine que l'union projetée entre son fils et la jeune Princesse de Parme s'accomplit. Dès la première heure, ce mariage avait pris une grande importance politique. Au repas qui suivit la cérémonie, Stambouloff porta un toast caractéristique : il exprima la joie des Bulgares de voir, pour la première fois, après cinq siècles de servitude, une princesse monter sur le trône de Bulgarie : « La Bulgarie vous est reconnaissante, dit-il, en s'adressant au Duc de Parme, d'avoir confié votre fille à son Prince. La Bulgarie l'honorera et veillera sur elle comme sur un trésor. »

La Princesse Louise parlait à la perfection cinq langues, parmi lesquelles le bulgare; elle savait qu'en parlant la langue nationale elle faisait plaisir à ses sujets et, dans toutes les occasions officielles, elle ne manquait pas de s'en servir.

La Princesse Louise, femme de Ferdinand, prince régnant de Bulgarie, mourut vingt-quatre heures après la naissance de la Princesse Nadejda; elle n'avait que vingt-neuf ans; elle laissait deux fils et deux filles. Elle fut pleurée de tout le peuple bulgare et sa mort produisit dans tout le pays la plus douloureuse impression. Elle y était adorée pour ses vertus et son inépuisable charité. Elle possédait les plus rares qualités de l'esprit et du cœur; elle savait allier les connaissances les plus variées et les plus approfondies à des trésors de bonté, d'indulgence et de tendresse. Elle disparut dans l'éclat rayonnant de sa grâce et de sa jeunesse.

* * *

Le Cabinet Grécoff-Radoslavoff, qui prenait le pouvoir au milieu de ces tragiques circonstances, était composé de représentants de plusieurs partis politiques. Les anciennes querelles s'étaient atténuées depuis l'arrangement de 1897, entre la Russie et l'Autriche. On ne pouvait plus classer les hommes politiques en parti russe et parti autrichien; à Saint-Pétersbourg comme à Vienne, on souhaitait que la tranquillité régnât dans la péninsule balkanique et qu'elle cessât d'être le théâtre de conflits incessants.

Le Prince avait confiance en Grécoff, mais il se défiait des Radoslavistes. Grécoff avait l'art d'épargner au Prince les importunités qui auraient pu provenir des partisans de

Radoslavoff. Il était soutenu par les anciens membres du parti de Stambouloff privé de son chef. Il ne fut le chef déclaré des Stamboulovistes qu'après la chute de son ministère, mais, au pouvoir même, c'est avec leur appui qu'il gouverna.

Le premier acte du Cabinet nouveau qui ait provoqué les protestations du public fut, aux mois d'avril et de septembre 1899, les élections législatives qui furent accompagnées de violences inouïes et de terrorisme exercé par le parti Radoslaviste. Après les élections, Grécoff comprit que lui-même avait été joué par Radoslavoff; il envoya au Prince un rapport où il caractérisait la politique de son collègue, le ministre de l'Intérieur, et la qualifiait de politique criminelle et de politique de brigands. En même temps il donnait sa démission avec le secret espoir que le Prince ne l'accepterait pas et le chargerait de constituer un nouveau Cabinet. Cet espoir fut déçu; le Prince accepta sa démission et appela Théodore Ivantchoff, auquel il confia la mission de reconstituer un Cabinet avec Radoslavoff.

Dans le rapport qui accompagnait sa démission, Grécoff rappelait au Prince qu'à son entrée en fonctions, son ministère avait proclamé, comme un principe essentiel, que les emplois officiels ne seraient dorénavant occupés que par des personnes d'une capacité et d'une intégrité éprouvées, et d'une réputation irréprochable. Or, le ministre Radoslavoff n'avait nullement tenu ses promesses; non seulement il nommait aux emplois des individus d'une réputation douteuse, mais il lui arriva d'y placer des criminels qui avaient déjà subi des condamnations. Aux élections complémentaires, il avait violé les lois et commis les pires abus de pouvoir pour faire passer ses partisans. C'est la respon-

sabilité de tels actes que Grécoff se refusait à partager. Or, ce même Grécoff, qui se posait en adversaire de Radoslavoff, avait auparavant approuvé tout ce qui s'était fait au moment des élections du 25 avril (vs) 1899. D'accord avec Radoslavoff, il avait laissé faire les irrégularités les plus flagrantes, comme par exemple l'élection d'Ivantchoff et l'invalidation de quinze députés de l'opposition légalement élus. Il était donc évident que ce n'était pas ses principes politiques qui avaient décidé Grécoff à donner sa démission : la véritable origine de son animosité contre Radoslavoff fut l'affaire Hadgienoff.

En même temps que Grécoff quittait le ministère, les Stamboulovistes furent chassés des postes d'ailleurs peu nombreux qu'ils avaient conquis à la suite de compromissions ignominieuses et de trafics inavouables avec les Radoslavistes.

Le Cabinet Ivantchoff-Radoslavoff héritait d'une mauvaise situation financière; il conclut un emprunt de 260 millions au moyen duquel il se proposait de convertir les anciennes dettes de l'État. Le nouvel emprunt était garanti par les revenus des chemins de fer; on y annexa une convention portant rachat de l'exploitation de la ligne Tchirpanet-Stara-Nova-Zagora, qui appartenait à la Compagnie des Chemins de fer Orientaux. Le taux de l'intérêt était fixé à 5 p. c. Le contrat fut signé et sanctionné par la Chambre en 1899, mais les conditions défavorables du marché financier en Europe à cette époque empêchèrent la réalisation effective de l'emprunt.

C'était, pour le Cabinet, un grave insuccès; il dut renoncer à conclure son emprunt à l'étranger, et il fut obligé de chercher des ressources dans le pays même. Il commença

par suspendre les grandes entreprises, la construction des chemins de fer et des ports. Il décréta un emprunt intérieur sur les appointements des fonctionnaires dont il fit retenir une partie à titre provisoire; enfin, il réduisit de plus de 6 millions le budget général. Ces diverses mesures n'atteignaient pas la population agricole qui elle-même souffrait des mauvaises années et avait besoin d'assistance. Le gouvernement fit voter par le Sobranié une loi sur l'assistance aux agriculteurs éprouvés par la sécheresse de l'été 1899; en même temps, il fit suspendre la loi sur les accises.

Le Prince Ferdinand lui-même apportait toute sa sollicitude à la situation financière de son pays et il fit, pour y remédier, des sacrifices personnels en renonçant, au profit du Trésor, à la moitié de sa liste civile.

Au commencement de 1900, la crise ne s'était pas encore atténuée; elle s'accentuait au contraire de plus en plus et déjà, dans certains endroits, la famine apparaissait dans toute son horreur. Heureusement l'été de 1900 fut plus clément, et fit naître un rayon d'espoir de sauver la situation. La récolte fut moins mauvaise que les années précédentes, et le gouvernement résolut de recourir à la population agricole; il créa une dîme, impôt du dixième sur les céréales, et fit ainsi rentrer des revenus considérables dans le Trésor.

Cette politique financière, ces graves difficultés absorbèrent toute l'activité du gouvernement libéral, sa politique intérieure se heurtait à des conditions économiques que toute son attention tendait à améliorer. D'une part, il trouvait une opposition puissante dans la coalition formée par tous les partis politiques autres que celui qui était au pouvoir : on y voyait jusqu'à des partisans de Radoslavoff

lui-même. Cette coalition ne réussit cependant pas à faire voter un blâme au Cabinet par le Sobranié, lors des débats sur la dîme, qui fut votée à une forte majorité. La lutte se transporta alors hors de la Chambre dans des réunions publiques et sur la place ; des meetings furent organisés pour attaquer le Cabinet au sujet du nouvel impôt qu'il venait de créer et qui, au dire des chefs de l'opposition, devait causer la ruine des agriculteurs. Ainsi commença le mouvement contre la dîme, dont l'opposition sut tirer parti avec beaucoup d'habileté; le mouvement dégénéra bientôt en une émeute qui provoqua des troubles sanglants dans les villages de Trestenik, Douran-Koulak, etc. Le Gouvernement prit des mesures sévères pour étouffer dès leur naissance ces troubles. L'état de siège fut proclamé dans cinq arrondissements et les fauteurs d'insurrection furent jugés par des conseils de guerre qui en condamnèrent un grand nombre. Ces condamnés furent d'ailleurs relâchés après la chute du Cabinet. Ces troubles rendaient la tâche facile à l'opposition; elle reprit la lutte avec plus de violence que jamais, portant ses coups non seulement sur le gouvernement, mais atteignant le Prince lui-même.

La politique extérieure de ce Cabinet ne fut pas moins vague et embrouillée que sa politique intérieure. Les relations de la principauté avec les grandes puissances étaient bonnes, mais ses rapports avec les États voisins laissaient beaucoup à désirer. Un courant violent en faveur d'une action énergique en Macédoine commençait à se dessiner et à grandir. Les Serbes et les Roumains suivaient avec inquiétude les fluctuations de ce mouvement populaire et ne laissaient échapper aucune occasion d'exprimer de la façon la plus désagréable le mécontentement que leur cau-

sait cette politique. Un conflit, qui éclata entre la Bulgarie et la Roumanie, fut à la veille d'amener une guerre entre les deux pays. La cause en fut l'assassinat, à Bucarest, du professeur Michaïlano, par un assassin envoyé par le comité macédonien de Sofia. La victime passait, parmi les Macédoniens, pour être un mouchard de la police ottomane. La Roumanie se servit de cet incident pour se plaindre vivement des agissements du comité tout entier, dont elle demandait la dissolution. La guerre ne put être évitée que grâce à des concessions mutuelles faites par les deux gouvernements.

Les relations de la Bulgarie avec la Turquie étaient tendues et difficiles à cause de la tolérance du gouvernement bulgare à l'égard des bandes révolutionnaires qu'il laissait se former en toute liberté sur le territoire même de la principauté et franchir la frontière.

Théodore Ivantchoff, qui personnifiait le type d'un ministre constitutionnel, prit le gouvernement de l'État; il nous faut donc dire un mot des origines et du caractère de ce personnage. Il n'était ni recommandable par son passé brillant, ni connu comme le chef d'un parti quelconque. Comme individu, il était aussi antipathique que possible, et comme valeur politique il représentait zéro.

Dès les premiers jours de son existence, le Cabinet Ivantchoff-Radoslavoff commença par des violences et des infamies inouïes, qui finirent par amener ses membres devant le tribunal d'État. Il abolit d'abord la loi assurant l'inamovibilité des juges; il doubla les fonds secrets, rétablit la dîme en nature, provoqua des désordres parmi les paysans et, dans la répression, il se montra impitoyable et sans conscience. Dans les villages où les troubles eurent lieu, on se

souviendra longtemps de la brutalité de ce gouvernement. Les députés de l'opposition furent molestés de la plus odieuse façon par des bandes armées introduites jusque dans l'enceinte même de l'Assemblée nationale; la liberté de la presse fut bâillonnée par des mesures qui, en fait, ne l'accordaient qu'aux organes du Gouvernement. La concussion fleurit à tous les degrés de la hiérarchie gouvernementale. L'affaire de l'achat des wagons pourris, dont nous parlerons plus bas avec détails, acheva de compromettre le Gouvernement et de ruiner son prestige. Le ministère ne travaillait plus dans l'intérêt public, mais il ne servait que les intérêts particuliers de ses membres et de ses partisans.

C'est pourquoi finalement le Cabinet tout entier passa des fauteuils ministériels sur le banc des accusés devant le tribunal d'État. C'était la seule solution qui restât possible; le Cabinet n'était plus possible au pouvoir : l'indignation publique était à son comble, l'agitation populaire des paysans ne cessait pas. Le Prince comprit enfin l'impossibilité de garder comme ses collaborateurs et ses conseillers, des hommes qui s'étaient surtout rendus fameux par leurs concussions et le pillage des deniers publics. Il mit à leur place un autre gouvernement. La démission de Radoslavoff, qui entraîna celle du Cabinet tout entier, ne se passa pas selon les règles usitées dans les pays parlementaires, car la Chambre élue sous la pression et par la violence du Cabinet conservait sa confiance à l'homme auquel elle devait son existence. Le Cabinet sauta par suite de l'explosion du mécontentement public, provoquée par les abus du Gouvernement; le Prince ne voulut pas contrarier ce mouvement d'indignation. Les journaux de Sofia avaient publié des récits

très circonstanciés de certains tripotages qui s'étaient passés lors de la concession des travaux du port de Varna ; il avait été prouvé que Radoslavoff avait eu la main dans cette affaire par l'intermédiaire de son beau-frère Provadalieff et de Stanski (1). Ces accusations n'avaient pas été réfutées d'une façon satisfaisante. On citait dans quelques journaux, qui profitaient d'indiscrétions probablement voulues, certains télégrammes du souverain à son ministre, où il était dit qu'au sujet de la « caution stipulée » par son beau-frère et Stanski, tout était en ordre et que la somme se trouvait au palais. Radoslavoff dut donner sa démission, qui fut acceptée par le Prince. R. Pétroff (2) fut chargé de former le nouveau Cabinet, mais il ne resta que peu de temps au pouvoir. Après les élections législatives, il céda la place au ministère Karavéloff-Daneff, composé de progressistes et de démocrates. Les nationalistes avaient promis de le soutenir sous certaines conditions.

C'est ainsi que deux partis unis vinrent au pouvoir avec Karavéloff et Daneff.

Dans les États constitutionnels où la tradition parlementaire est bien établie, les changements de cabinets sont une opération normale qui se produit sans trouble. Il ne pourra

---

(1) Déposition du témoin Groseff, entrepreneur de travaux publics, devant la Cour d'Etat.

(2) R. Pétroff est né en 1861, à Choumen; il joua un rôle important dans la guerre serbo-bulgare de 1885, comme chef d'état-major général de l'armée; il n'avait alors que vingt-quatre ans et était capitaine. En 1887, il fut nommé commandant en chef de l'armée et réprima cruellement les pronunciamentos de Rutschuk et de Silistrie. En politique, Pétroff joua un rôle considérable; il fut successivement ministre de la guerre dans les Cabinets Stambouloff et Stoïloff, de 1894 à 1896; il contribua beaucoup à renverser l'ancien dictateur Stambouloff. En 1896, il fut subitement frappé de disgrâce par le Prince. Après la chute de Radoslavoff, en 1900, il revint au pouvoir mais seulement pour quelques mois. Après la démission du ministère Daneff, en mai 1903, il revint de nouveau au pouvoir, avec Petkoff, comme président du Conseil et ministre des affaires étrangères, fonctions qu'il occupa jusqu'en septembre 1906.

en être de même en Bulgarie que quand il s'y sera formé des partis qui se distingueront les uns des autres par des principes différents et lorsqu'ils auront des chefs désintéressés qui seront guidés exclusivement par l'intérêt public et par la loi au lieu de l'être par leurs intérêts personnels. Jusque-là, les ministères sont destinés à recourir à la violence et à finir dans les catastrophes.

Ce fut un scandale national très pénible que la comparution des anciens ministres devant l'Assemblée nationale et l'attitude piteuse qu'ils y eurent. Le cabinet Karavéloff entreprit un procès criminel contre quatre membres de l'ancien ministère Ivantchoff : l'ancien président du conseil Ivantchoff lui-même, le ministre de l'intérieur Radoslavoff, le ministre des travaux publics Tontcheff et le ministre des finances Teneff; ils étaient accusés d'avoir violé la Constitution et les lois du pays dans un intérêt personnel. Le tribunal d'État, qui devait juger ce procès, était composé de vingt-six membres, dont treize appartenaient à la Cour de cassation et les treize autres étaient les présidents des treize tribunaux départementaux de la principauté. Ce tribunal était présidé par M. Christo Pavloff, premier président de la Cour de cassation; les fonctions de procureur d'État étaient remplies par l'accusateur public nommé par l'Assemblée nationale, etc.

La sentence du tribunal d'État est sans appel et ne peut être modifiée que par la grâce accordée par l'Assemblée nationale qui a le pouvoir de décider si la peine prononcée par le tribunal d'État, conformément aux lois, peut être diminuée. Dans ce cas, la décision de l'Assemblée nationale doit être soumise par le ministre de la justice à la confirmation du Prince.

Voici un résumé de l'acte d'accusation divisé en plusieurs chapitres :

La première partie traite des crimes politiques. Ivantchoff et Radoslavoff sont accusés d'avoir violé la Constitution et les lois du pays, en interdisant aux partis d'opposition de convoquer des réunions et des meetings pour discuter la situation politique, crimes prévus par l'article 2 de la loi fixant les peines à appliquer aux délits visés par l'article 155 de la Constitution, ainsi conçu : « Les ministres peuvent être mis en jugement par l'Assemblée nationale, pour trahison envers la Patrie ou le Prince, pour violation de la Constitution, pour préjudice porté à la principauté dans un intérêt personnel. »

La seconde partie se réfère à la construction de magasins de l'Etat, à l'achat de ferronneries, à la location de chalands, etc. Les quatre ministres sont accusés d'avoir violé la loi sur les adjudications, la loi sur la comptabilité publique, la loi sur la dîme, et enfin la Constitution; ils sont accusés d'avoir dépensé sans l'autorisation du Sobranié, 3 millions de francs pour certains travaux et causé un grave préjudice à l'État dans leur intérêt personnel. Ces actes tombent sous le coup des articles 2 et 3 de la loi punissant les délits prévus à l'article 155 de la Constitution.

La troisième partie concerne l'achat de wagons. Ivantchoff et Tontcheff sont accusés d'avoir violé la loi sur la comptabilité publique, attendu que sans avoir inscrit préalablement au budget un crédit pour l'achat de wagons, ils ont acheté, par l'intermédiaire du commissionnaire Weissenberg, deux cent cinquante wagons à marchandises et cinq locomotives. Bien qu'ils aient su en temps utile que les wagons rendus en Bulgarie étaient impropres à l'usage

auquel ils étaient destinés, ils ont néanmoins employé leur influence pour que la fourniture fût acceptée. De ce fait, ils ont porté préjudice à l'État et retiré pour eux-mêmes et pour leur homme de confiance des avantages personnels.

Il nous paraît nécessaire de donner à nos lecteurs quelques indications supplémentaires sur les chefs d'accusation qui pesaient sur les ministres.

En 1900, la Bulgarie escomptait une récolte extraordinaire, et afin d'être en état d'en tirer tout le profit possible, le ministère Ivantchoff avait décidé de se procurer en location, des wagons de marchandises pour l'exportation du blé. La loi aurait voulu que cette location fût faite par voie d'adjudication publique. Mais de toutes les offres qui furent faites, aucune ne fut prise en considération sous prétexte que le prix demandé était trop élevé. Un beau jour apparut à l'horizon un juif hambourgeois, demeurant à Sofia, nommé Weissenberg, qui proposa au gouvernement d'acheter de vieux wagons qui, disait-il, étaient tout à fait propres à l'usage auquel on les destinait, et qui ne coûteraient que 1,500 francs l'un. Les ministres se réunirent à quatre seulement, pour écouter les propositions de Weissenberg : ce fait éveilla la méfiance et l'on se demanda dès lors s'ils n'avaient pas fait un accommodement secret avec l'agent étranger. Cette rumeur ne tarda pas à recevoir confirmation.

Weissenberg n'était que le prête-nom d'une grande maison allemande; mais, comme il faisait traîner l'affaire trop longtemps et que la maison avait hâte d'en finir, elle engagea directement des négociations avec le gouvernement sans l'intermédiaire de son agent, et lui proposa de lui céder les wagons à 750 marks la pièce.

Le ministre président Ivantchoff remplaçait alors le ministre des travaux publics Tontcheff qui était à Constantinople; il rejeta la proposition et une décision ministérielle donna à Weissenberg la fourniture de 250 vieux wagons à 1,500 fr. la pièce, et de 5 locomotives à 30,000 fr. l'une. Weissenberg, qui avait failli perdre la commande par suite de la proposition directe de la maison allemande, se vengea en rompant ses relations avec elle et en passant la fourniture des wagons à une autre maison de Brunswick.

Des ingénieurs bulgares du ministère des travaux publics furent envoyés à Brunswick pour la réception des wagons; mais comme deux d'entre eux déclarèrent que le matériel était hors de service, ils furent immédiatement révoqués. La leçon ne fut pas perdue pour leur collègue qui reconnut 110 wagons comme propres au service et les fit envoyer à Sofia. En réalité, les wagons étaient complètement impropres au service, et à peine étaient-ils arrivés que des clameurs s'élevèrent dans la presse au sujet de cette fourniture. On exposa aux fenêtres des rédactions des pièces de bois pourri et des morceaux de fer rongés de rouille. Le Prince lui-même envoya, en guise de cadeau, au ministre Tontcheff, un morceau de wagon pourri qu'il avait arraché de sa propre main.

Il ne restait au gouvernement qu'à refuser de recevoir les wagons qui n'étaient pas encore arrivés. Le rusé juif, sans se déconcerter, proposa un accommodement : le gouvernement paierait les 110 wagons reçus par l'ingénieur, et lui, Weissenberg, consentirait à renoncer à la fourniture des autres wagons. L'Assemblée nationale et le Prince, pour éviter un scandale public, durent en passer par cette transaction. Le Prince le fit par une lettre dont le contenu fut

rendu public : « J'attends que les auteurs de cette ignoble histoire qui ont causé à l'État des pertes considérables, soient découverts et punis d'une façon exemplaire. »

Nous avons raconté avec quelques détails cette affaire de wagons, mais l'acte d'accusation en contenait plusieurs autres semblables. Voici maintenant un extrait aussi succinct que possible du jugement rendu par le tribunal d'État dans le procès des ministres.

Le jugement, daté du 30 juin 1903, reconnaît les accusés coupables d'avoir violé les articles 3, 43, 73, 82, 86 de la loi constitutionnelle, en abolissant illégalement les conseils communaux et municipaux; en nommant illégalement des commissions provisoires; en modifiant illégalement les sections électorales; en usant illégalement de la candidature officielle et en mettant au service des candidats la force armée et la police; en internant illégalement des citoyens bulgares dans l'intérieur de la principauté; en prohibant illégalement les meetings et réunions publiques; en décidant illégalement, sans adjudication publique, la construction de dépôts dans les gares, et en allouant des subsides à la Deutsche-Levante Linie sur le chapitre des caisses agricoles. Les ministres furent condamnés à huit mois de prison et à la privation à vie de tous leurs droits civils et politiques. Mais le tribunal d'État, prenant en considération de nombreuses et importantes circonstances atténuantes, non seulement appliqua la peine minima, prévue par la loi, qui aurait dû être d'un an de prison, mais diminua d'un tiers ce minimum, qu'il réduisit à huit mois, et émit, en outre, le vœu que des démarches fussent faites auprès de l'Assemblée nationale et du chef de l'État pour obtenir la grâce complète des accusés en ce qui concernait la prison, le tribunal

n'ayant le pouvoir de faire de pareilles démarches que pour ce genre de peine. L'Assemblée nationale, dont la majorité était du parti de Stambouloff, vota l'amnistie complète des accusés, aussi bien pour la prison que pour la privation des droits civils et politiques.

Qu'on nous permette ici une courte digression. On lit dans un vieux rituel égyptien que chaque momie un peu distinguée conservait en son cercueil un exemplaire d'une sorte de confession négative dans laquelle le défunt énumérait tous les péchés dont il prétend ne s'être pas souillé.

« Je n'ai commis aucune faute contre les hommes. Je n'ai pas failli. Je n'ai cédé à aucune tentation. Je n'ai point fait de gain frauduleux. Je suis pur, je suis pur ! »

Ne croirait-on pas entendre les ministres bulgares ! C'est un des plus beaux cas de privation complète de sens moral qu'il nous ait été donné d'observer. Voilà des hommes qui ont commis des crimes inexcusables, par cupidité. Ils n'ont pas subi leur peine, ils n'ont pas payé leur dette à la société, et chacun a le droit de leur dire son mépris.

Et cependant, ces mêmes hommes, condamnés par le tribunal d'État, conformément à la Constitution, reparaissent en pleine lumière, ils éprouvent le besoin de nous révéler leurs états d'âme, ils étalent complaisamment leur ignominie, ils s'y complaisent et ils nous le disent, comme jadis, dans l'affaire de Panama, le ministre français Baïhaut. « Nous n'avons pas fait de gain frauduleux, nous sommes purs, nous sommes purs !... »

Revenons à notre récit interrompu. L'opinion publique se montra irritée de cette amnistie votée par le Sobranié et de la faiblesse du tribunal d'État. La peine prévue dans la loi aurait dû, en effet, être maintenue et S. A. R. le Prince

aurait eu le droit d'opposer son veto à cette décision du Sobranié. La peine de la privation des droits civils et politiques, au moins, aurait dû être maintenue, et cela pour deux raisons, d'abord comme punition de leurs forfaits, et ensuite comme exemple pour les hommes d'État de l'avenir. La Bulgarie ne fait que naître à la vie politique. Il est essentiel pour ses progrès futurs que les hommes politiques, dans leurs luttes, se conforment strictement aux dispositions des lois et laissent aux générations à venir des exemples d'austérité et d'honnêteté. C'est de ces considérations que le Sobranié aurait dû s'inspirer. Si, à l'aurore même de notre vie politique, nous commençons par grâcier et amnistier les hommes d'État coupables de concussion et de violation des lois, comment obtiendrons-nous que ces mêmes lois soient respectées par les fonctionnaires inférieurs et, à plus forte raison, par les simples citoyens. La Bulgarie aurait dû imiter la France qui condamna son ministre Baïhaut à cinq ans de prison. A un jeune État, il est plus nécessaire encore qu'à tout autre de ne laisser impuni aucun acte criminel; suivre la méthode contraire, c'est provoquer les abus et laisser un libre cours à la malhonnêteté publique. Tout au contraire, le Sobranié vota une proposition du député Tabournoff qui met les hommes d'État à l'abri de toute poursuite en justice. Ce Tabournoff était un Slave de Dalmatie. Le Cabinet Karavéloff-Daneff commit une faute impardonnable en permettant au ministre de la justice de défendre au Sobranié l'élection de Tabournoff, dont l'ancien ministre des affaires étrangères, Marko Balabanoff, et beaucoup d'autres députés de marque, demandaient l'annulation; malheureusement, la majorité du parti progressiste valida l'élection et l'aventurier dalmate put

entrer dans la salle des séances à côté des élus du peuple bulgare. Le Sobranié s'était montré plus bienveillant envers lui qu'il ne l'avait été envers un certain Gabé, juif de Russie, qui s'était fait élire député à Varna en corrompant les électeurs et qui fut invalidé.

Ce fut sur la proposition de Tabournoff que la XIIIe Assemblée nationale vota, dans sa séance du 31 décembre 1903, la loi interprétative de l'article 2 de la loi pénale traitant des peines à appliquer dans le cas des crimes prévus par le § 155 de la Constitution de décembre 1880. Cette disposition nouvelle explique que la violation par un ministre d'une loi ordinaire ne constitue pas une violation de l'article 43 ou de tout autre article, quel qu'il soit, de la Constitution; par conséquent, les ministres ne peuvent être traduits en justice et jugés que pour la violation d'un article formel de la Constitution. Les actions des ministres faites dans l'exercice de leurs fonctions et approuvées par le Sobranié ne peuvent être l'objet d'aucune poursuite civile ou criminelle. Cette interprétation de la loi vise non seulement les actes des ministres à venir, mais elle a un effet rétroactif et elle s'applique aux actes des ministres qui ont déjà été au pouvoir. L'organe du parti de Stambouloff, qui succéda quelque temps après au ministère Daneff, déclarait lui-même que dans aucun État parlementaire on ne peut se dispenser de tenir les ministres pour responsables des actes de leur gouvernement. Il est intéressant de remarquer que ces déclarations du journal du ministère stambouloviste confirment absolument l'opinion générale des publicistes bulgares sur la loi interprétative votée sur la proposition de l'aventurier dalmate, ex-sujet autrichien, Tabournoff. Cette loi introduit la corruption dans la haute administration; elle est

contraire à la Constitution, qui dit que la grande Assemblée nationale seule et non l'Assemblée ordinaire, a le pouvoir de modifier certains paragraphes de la Constitution. Une loi déchargeant les ministres de toute responsabilité pour leurs abus et leurs actes de violation des lois du pays, est un phénomène monstrueux qu'il serait impossible de trouver dans aucun autre pays.

A la mort de l'ancien ministre président Théodore Ivantchoff (1), le ministère stambouloviste alors au pouvoir, vota des obsèques nationales au défunt, comme pour le récompenser de ses forfaits. Un pareil honneur n'est dû et ne doit être accordé qu'aux hommes qui ont réellement bien mérité de la patrie et non à ceux qui n'ont songé qu'à leurs intérêts personnels. C'est ainsi que sont récompensés, en Bulgarie, des ministres jugés et condamnés par leurs pairs. Avec un pareil système, il ne faudrait pas s'étonner de voir un jour les collègues du défunt ministre Ivantchoff revenir au pouvoir. Si pareil scandale se produit, la Bulgarie, qui prétend à la couronne royale, n'aura droit qu'à la couronne impériale de la dégradation et de la corruption politique.

---

(1) Ivantchoff est mort à Menton (France) et les obsèques ont eu lieu à Sofia.

CHAPITRE IV.

LES MINISTÈRES KARAVÉLOFF ET DANEFF.

Le ministère de coalition formé par MM. Karavéloff et Daneff sortit des élections faites sous le gouvernement du général Ratcho Pétroff; ces élections avaient donné un résultat tellement bigarré qu'aucun parti n'était assez puissant dans la Chambre pour former à lui seul un gouvernement. Les démarches du général Pétroff pour s'entendre avec l'un des partis ne réussirent pas; il était d'avis que l'Assemblée nationale ne devrait pas se réunir parce qu'il la jugeait incapable de gouverner, et qu'il faudrait procéder à de nouvelles élections. Mais le Prince insista pour que la Chambre fût convoquée.

Trois partis s'y organisèrent : les nationalistes, les progressistes et les démocrates : les deux derniers constituèrent le ministère. Quant aux nationalistes, ils promirent de ne pas le combattre à la condition que Ivan Guechoff, leur chef, aurait la présidence de la Chambre.

Le ministère Karavéloff-Daneff hérita de deux questions de première importance : la question macédonienne et la question financière. Les comités macédoniens étaient devenus un État dans l'État; mais l'urgence des difficultés financières était telle, en raison de plusieurs mauvaises récoltes consécutives et de l'imprévoyance des ministères

précédents, que c'est d'elles qu'il fallut d'abord s'occuper. La question qui prit tout de suite une gravité exceptionnelle fut celle de l'emprunt gagé sur le monopole des tabacs; en effet, ce projet fut très mal accueilli, même dans les cercles gouvernementaux, si bien que quand il fut soumis au vote du Sobranié, il fut rejeté. Ce fut la première occasion, dans la vie parlementaire bulgare, où les députés gouvernementaux blâmèrent un cabinet de leur parti.

Malgré toutes ces difficultés, on peut dire que le cabinet de coalition, grâce à son attitude correcte à l'intérieur et à l'extérieur, parvint jusqu'à un certain point à écarter les difficultés dont il avait hérité. A l'intérieur, point de révocations en masse, point de nominations exclusivement faites parmi les amis du parti; point d'arbitraire gouvernemental; les lois sur la presse et sur le respect de la personne du Prince, votées par les gouvernements réactionnaires, furent abrogées; et il est remarquable que jamais la presse n'observa une aussi grande correction vis-à-vis de la couronne qu'après l'abrogation des lois répressives.

Karavéloff, devenu chef du ministère, ne réalisa pas, dans sa politique, les grandes espérances que son avènement sensationnel avait éveillées; après sa première défaite à l'Assemblée nationale, il ne lui restait plus qu'à se retirer ou à répondre au vote de défiance du Sobranié par une dissolution. Les ministres étaient d'avis de remettre à l'étude la proposition d'emprunt qui avait subi un échec et on espérait qu'après de nouvelles délibérations les difficultés seraient aplanies. Cet espoir se trouva déçu; le gouvernement fut de nouveau battu et ce nouvel échec décida de son sort. Le Prince pensa qu'il n'avait besoin de changer que le personnel politique et non le système; il appela donc M. Da-

neff à la tête des affaires. Mais une nouvelle surprise attendait le cabinet reconstitué : l'Assemblée refusa de voter le budget que lui demandait le nouveau gouvernement. Il était impossible de gouverner avec une pareille Chambre et Daneff se décida à en annoncer la dissolution.

Lorsque fut constitué le cabinet Daneff, la presse étrangère fut unanime à le considérer comme absolument russophile. Mais en réalité la qualification de « russe » donnée à un ministère bulgare était beaucoup plutôt un argument de polémique qu'une réalité; à coup sûr, il était vrai que le cabinet Daneff, comme tous les cabinets bulgares qui, depuis l'affranchissement, ont dirigé la politique du pays en bonne harmonie avec la Russie, avait une tendance à maintenir et à développer les relations traditionnellement amicales avec le gouvernement libérateur des Bulgares. Il n'en est pas moins vrai que le cabinet Daneff fut par dessus tout un gouvernement bulgare et qu'il attacha un grand prix, non seulement à l'amitié de la Russie, mais à des relations correctes et amicales avec toutes les puissances. Il n'y avait dans son programme rien d'exclusif.

M. Daneff avait formé un ministère homogène du parti progressiste (tzankoviste). Nous venons de voir comment le président du Conseil, ayant demandé que la session parlementaire fut prolongée jusqu'au mois de février afin de lui permettre de présenter le nouveau projet d'emprunt, la majorité en avait décidé autrement, et n'avait consenti à prolonger la session que pour un peu de temps. M. Daneff fit donc appel aux électeurs.

La situation financière était si désespérée que l'emprunt, même aux conditions les plus dures, se présentait comme indispensable, car les dettes de l'État étaient urgentes et

on n'apercevait aucun moyen d'ajourner les paiements ou de réaliser un emprunt plus avantageux que l'emprunt des monopoles rejeté par le Sobranié. On se demandait si l'on n'en devrait pas revenir à ce projet, lorsque des facteurs nouveaux modifièrent la situation : ce fut l'intervention du gouvernement russe et la participation de la banque d'État russe à de nouveaux pourparlers. C'est M. Daneff, dans sa mission à Saint-Pétersbourg, qui obtint l'appui du gouvernement russe, qui, toujours bien disposé pour la Bulgarie, prit à cœur ses intérêts, et envoya M. Vichnégradsky, adjoint du ministère des finances, à Paris, afin d'y faciliter les négociations de l'État bulgare; la banque d'État russe consentit à prendre une part considérable dans le nouvel emprunt; son intervention affermit le crédit du gouvernement bulgare et donna confiance au monde financier. Les pourparlers entamés à Paris aboutirent : on renonça à exiger le monopole et l'on se contenta d'imposer, comme condition fondamentale de l'emprunt, la conversion des obligations de 25 millions au pair, que le ministre Ivantchoff avait émises à 6 p. c. d'intérêts, payables dans une période de cinq années, et qu'il avait utilisées pour le payement des intérêts des coupons échus des anciennes dettes de l'État. Les 25 millions furent convertis grâce au nouvel emprunt de 106 millions fait par le ministère Daneff. Le Sobranié avait enfin adopté le projet d'emprunt, qui, depuis près d'une année, avait fait l'objet de tant et de si vives discussions. On se rappelle que Karavéloff (1), qui possédait au Parle-

(1) Karavéloff naquit en 1845 à Koprichtitza, en Bulgarie méridionale. En 1860, il partit pour Moscou, où avec l'aide de son frère Lubène, il fit ses études au Gymnase, puis à l'Université dans la section juridique. Il devint ensuite précepteur dans diverses institutions ou maisons privées. Il était très lié avec les différents milieux socialistes russes, dont les idées

ment une majorité politique considérable, s'était heurté à l'opposition systématique de ses propres amis quand il s'était agi d'approuver le projet d'emprunt.

M. Daneff, après la dissolution et les nouvelles élections faites sous son gouvernement, n'avait pas une majorité suffisante — il n'avait que cinq voix de plus que la majorité absolue. — pour assurer avec les seules forces de son parti le vote de l'emprunt, d'autant plus que dès le lendemain des élections, des députés élus comme ministériels firent cause

---

laissèrent des traces très profondes sur son esprit. Il n'en resta pas moins jusqu'à sa mort l'un des plus fervents et des plus convaincus défenseurs d'une politique d'alliance avec la Russie.

Karavéloff revint en Bulgarie pendant la guerre russo-turque; en 1879, il fut membre de l'Assemblée nationale constituante de Tirnovo, et quelque temps après l'élection d'Alexandre de Battenberg comme Prince de Bulgarie, il fut nommé ministre des finances dans le second ministère bulgare, sous la présidence de D. Tzankoff. La même année, il devint ministre président. Il resta au timon de l'Etat jusqu'à la suppression, par le Prince de Battenberg, de la Constitution de 1881. Il se retira alors en Bulgarie méridionale, et fut, pendant un certain temps, maire, puis maître d'école, à Plovdiv.

Après qu'Alexandre de Battenberg, sous la pression de la Russie, eut rendu la Constitution aux Bulgares, Karavéloff reprit, en 1884, les rênes du Gouvernement, qu'il garda pendant la révolution rouméliote, et pendant la guerre contre la Serbie, c'est-à-dire pendant les heures les plus critiques de la vie de la jeune principauté. Après l'abdication de Battenberg, il fut nommé régent, avec Moutkouroff et Stambouloff. Pendant la régence, il y eut un refroidissement entre la Russie et la Bulgarie. Karavéloff restait partisan d'une politique de concessions vis-à-vis du Tzar, tandis que Stambouloff y était opposé; c'est pourquoi Karavéloff dut quitter la régence et rentrer dans la vie privée. Stambouloff, parvenu aux extrêmes limites du pouvoir, le persécuta cruellement, et sous l'inculpation de complicité dans l'assassinat du ministre des finances Beltcheff, le fit condamner à cinq ans de prison. En 1894, Karavéloff fut grâcié après avoir passé quatre ans et demi en prison; mais il ne se rapprocha du Prince Ferdinand que plus tard, après le baptême orthodoxe du Prince héritier Boris et la reconnaissance du Prince par la Russie.

Au mois de mars 1901, Karavéloff devint ministre président mais il ne demeura dans ce poste que dix mois; car le contrat d'emprunt qu'il voulait passer avec les banques françaises fut rejeté par le Sobranié comme désavantageux, il dut céder la place à un ministère progressiste.

Le parti démocratique perdit, dans la personne de Karavéloff, un chef plein d'autorité. La Bulgarie a regretté sincèrement la mort de cet homme d'Etat. Le ministre président Daneff prononça à l'Assemblée nationale un discours touchant sur Karavéloff, dans lequel il montra l'exemple du désintéressement personnel. Le Sobranié décida que ses funérailles seraient célébrées aux frais de l'Etat et qu'une pension annuelle de 6,000 francs serait accordée à sa famille.

commune avec l'opposition. Le groupe ministériel fit donc alliance avec les démocrates et avec le petit groupe des stamboulovistes, qui se composait de neuf députés et qui était dirigé par Petkoff. Celui-ci avait proclamé que son parti était d'accord avec le gouvernement sur la question de l'emprunt et qu'il le voterait. A la suite de ces négociations, le projet d'emprunt fut adopté par 111 voix contre 58.

Le parti national s'était obstiné jusqu'au dernier moment dans une opposition irréductible, invoquant l'indépendance financière et politique du pays, menacée par l'ingérence de l'étranger. L'emprunt de 106 millions avait été voté par la Chambre, au taux de 81 1/2 p. c., c'est-à-dire que le gouvernement, sur le chiffre nominal de 106 millions, en reçut effectivement 86, garantis par le produit de l'impôt des banderoles du tabac et amortissables en cinquante ans avec intérêts de 5 p. c. M. Guéchoff, devenu chef du parti national après la mort de Stoïloff, n'approuvant pas l'emprunt, donna sa démission de la présidence du Sobranié; il fut remplacé par M. M. Balabanoff, ancien ministre des affaires étrangères, qui, quelques temps après, fut nommé agent diplomatique de Bulgarie à Bucarest. Le vieux Dragan Tzankoff monta alors au fauteuil présidentiel.

Il faut ici remarquer combien la vie politique de la Bulgarie, pendant les trente années de sa vie indépendante, a été anormale. Malgré le suffrage universel, c'est, dans ce pays presqu'entièrement agricole, la bourgeoisie des villes qui a détenu la domination dans l'Assemblée nationale et dans le gouvernement, au préjudice des éléments ruraux. Ce phénomène a été le résultat de l'aversion des paysans bulgares, laborieux et économes, pour la politique. Aujourd'hui, dans l'Assemblée nationale, c'est l'élément intellectuel qui

domine. Presque un tiers des législateurs ont passé par les universités. Beaucoup d'entre eux ont obtenu un grade académique dans les universités étrangères de France, de Russie, d'Autriche, d'Allemagne, de Belgique, de Suisse, d'Angleterre et même d'Amérique. Des orateurs brillants, des hommes d'État savants et éclairés ont paru dans nos Assemblées; des hommes comme S. Daneff, Th. Théodoroff, M. Balabanoff, Stef. Bobtcheff, K. Pomianoff, N. Ghenadieff, Takeff, D. Christoff, etc., feraient honneur à n'importe quel parlement européen.

Le niveau intellectuel de l'Assemblée nationale a relevé également le niveau de la presse; celle de Bulgarie est supérieure à celle des autres pays slaves balkaniques; beaucoup d'écrivains et de journalistes de talent écrivent dans nos journaux. Le fléau de la vie politique bulgare est l'extrême émiettement des groupes politiques. Les factions ne sont trop souvent que l'instrument de l'ambition politique personnelle d'un homme; les intérêts de l'État passent après les intérêts privés et les intrigues de coteries; ainsi se trouve rabaissé l'idéal politique dans notre pays.

Un incident scandaleux vint agiter le monde politique sous le ministère Daneff. Un journal de Sofia, la *Vetcherna Pochta* (*Le Courrier du Soir*) publia une série de fac-similé de lettres écrites de Saint-Pétersbourg, où il était émigré au temps de Stambouloff, par A. Ludskanoff, gendre du vieux Dragan Tzankoff. Ces lettres étaient adressées à des personnes suspectes, entre autres à Tufektchieff, qui, accusé d'avoir participé à l'assassinat de Stambouloff, avait été acquitté. La publication de ces lettres sensationnelles et très compromettantes était faite par Tufektchieff lui-même, dans le but de sauver son ami Hallio Stavreff, mis en accu-

sation par le ministère Daneff et condamné à la peine de mort, qui fut commuée à la suite de la publication de ces lettres en quinze ans d'emprisonnement, pour participation à l'assassinat de Stambouloff.

Ludskanoff, alors ministre de l'intérieur dans le cabinet Daneff, reconnut être l'auteur de ces lettres compromettantes; il ajoutait, en manière d'explication, qu'à l'époque dont il s'agissait, tous les émigrés bulgares sans exception étaient des conspirateurs, et il fit dire dans l'organe du ministère, *la Bulgarie*, « peut-être les moyens de lutte préconisés dans ces lettres sont-ils un peu rudes et méritent-ils d'être blâmés: mais il est dans la nature humaine. lorsqu'il s'agit de se défendre, de ne pas s'arrêter devant le choix des moyens: l'histoire ne nous montre pas que jamais les persécutés aient répondu aux mauvais traitements en s'humiliant. Mais cela dit, aucun homme qui aspire à jouer dans son pays un rôle d'homme d'État ne peut entrer en relations avec des hommes comme Hallio, Tufektchieff, etc. ».

En somme, Ludskanoff invoquait tout simplement l'amnistie générale qui ne permettait plus de revenir sur ces faits. C'était une explication quelque peu insuffisante, pour un ministre de l'intérieur chargé de la sûreté de l'État.

Une crise ministérielle paraissait imminente, au moins par la retraite de Ludskanoff; elle fut ajournée quelque temps à cause de la visite du roi Carol de Roumanie; mais dès que le roi eut quitté la Bulgarie, elle éclata. Quoique le Prince ait eu des pourparlers avec M. Guéchoff, chef du parti national, on sentait que la crise ne serait pas très sérieuse; le Prince tenait seulement à obliger quelques ministres, dont la réputation était ébranlée, à abandonner leur portefeuille. M. Daneff, pour obéir à la volonté du Prince,

avait dû donner la démission du cabinet tout entier, mais il ne doutait pas que le Prince n'eût la ferme intention de conserver son ministère; il refusa donc, au nom de son parti, la retraite demandée de Ludskanoff et il en résulta que le cabinet resta au pouvoir, le ministre des travaux publics seul, Constantinoff, cédant son portefeuille à Popoff, vice-président de la Chambre; en outre, le ministre de la justice, Al. Radeff, échangea son portefeuille contre celui de l'instruction publique, qu'occupait Théodoroff. La crise était ainsi terminée; mais les conséquences de cette victoire remportée par le parti progressiste en heurtant les désirs du Prince, n'étaient pas de nature à assurer une longue vie au cabinet. Peu de temps après, en effet, le cabinet Daneff dut céder la place à un nouveau ministère dirigé par le général Ratcho Pétroff et Petkoff. Cette retraite de Daneff fut amenée surtout par la divergence d'opinion entre le Prince et son président du conseil sur la politique étrangère et particulièrement sur l'attitude que la Bulgarie devait prendre dans la question macédonienne, la plus difficile que la politique bulgare ait à résoudre. L'incident avec Alexandre Radeff, ministre de la justice, et enfin les nombreuses lettres de menaces que les chefs stamboulovistes forgeaient chaque jour pour les envoyer au prince qu'ils avertissaient de complots — d'ailleurs imaginaires — contre sa vie et son gouvernement, contribuèrent aussi à la chute du gouvernement de M. Daneff. A la suite de ces soi-disant révélations, des mesures sévères et rigoureuses furent prises par le ministère de la guerre pour la sauvegarde du Prince: le palais et les rues qui y conduisent furent bloqués par des patrouilles et, durant toute une semaine, l'inquiétude régna dans la capitale. Malgré toutes ces causes apparentes de mécontente-

ment du Prince et de dissentiment avec son président du Conseil, les motifs réels qui le déterminèrent à changer le ministère restent maintenant encore mystérieux; on dit que le Prince avait des griefs personnels contre ses ministres, que l'un d'eux, notamment, lui avait manqué de respect. On dit aussi que le Prince aurait souhaité de faire un ministère de concentration patriotique dans lequel il aurait fait entrer des représentants de tous les partis. Quoi qu'il en soit, cette combinaison échoua, et c'est alors qu'il chargea le général Pétroff et feu Petkoff de former un ministère. Le général Pétroff était un homme de mérite, n'appartenant à aucun parti; mais il fut obligé de donner à son nouveau cabinet une nuance politique définie; il s'entoura exclusivement de stamboulovistes et prit pour son principal collaborateur le chef de ce parti, Petkoff.



Les gouvernements de Karavéloff et de Daneff furent marqués par deux événements qui rapprochèrent la Bulgarie de l'empire russe et qui achevèrent de manifester aux yeux du monde la réconciliation du Prince Ferdinand et du Tzar : ce furent la visite du grand-duc Alexis Mikhaïlovitch de Russie, en juillet 1901, et les fêtes de Chipka.

Le grand-duc Alexis arriva dans les eaux bulgares à bord du cuirassé *Rostislav*. Des saluts furent échangés entre son navire et la *Nadejda*, à bord de laquelle se trouvait le Prince Ferdinand. Tous les bâtiments en rade avaient hissé le grand pavois. Le souverain et le grand-duc firent route ensemble vers le château d'Euxinograd. Au cours du banquet, des toasts fort cordiaux furent échangés en l'honneur des souverains russes et bulgares et des deux armées. Les

ministres étaient présents au banquet avec la suite du Prince, ainsi que les notables de Varna.

Le but de cette manifestation était de frapper l'imagination des Bulgares, en leur montrant par un fait ostensible la bonne entente de la Russie et de la Bulgarie. Les temps étaient loin où le prédécesseur de Ferdinand, l'infortuné Prince Alexandre de Battenberg, cependant parent de la Tzarine femme d'Alexandre II, par la famille de Hesse, avait rompu toute relation avec le Tzar. Par sa mère, le prince de Battenberg descendait d'une famille de révolutionnaires polonais, les Hauke. Le prince Ferdinand (1) était Saxe-Cobourg-Gotha par son père, et Orléans par sa mère, la princesse Clémentine, fille de Louis-Philippe, et par conséquent petite-fille de Philippe Égalité. Il n'y avait de mésalliance dans cette famille que par les Kohary, dont l'immense fortune foncière en Hongrie avait compensé l'absence de noblesse.

Cette visite du grand-duc Alexis préoccupa vivement l'opinion à Vienne; on craignait que, de nouveau, l'influence russe ne devînt prépondérante à Sofia et ne l'emportât sur l'influence autrichienne. Les fêtes de Chipka allaient accroître encore ces inquiétudes. Au mois de septembre 1902, la Bulgarie célébra le 25e anniversaire des combats homériques dont la passe de Chipka a été le théâtre pendant la

---

(1) Voici ce que nous dit l'historien anglais Gibbon, dans son histoire de la décadence et de la chute de l'empire romain, au sujet de la parenté des Bourbons avec les empereurs byzantins : « L'Empereur Romanos eût de sa femme Théophano, deux fils qui régnèrent successivement sous le nom de Basile II et de Constantin IX, et deux filles, qui portèrent les noms d'Anne et de Théophano; cette dernière épousa Othon II, Empereur d'Occident; Anne fut mariée à Vladimir, Grand-Duc et apôtre de Russie, dont la petite-fille Anne épousa Henri Ier, roi de France. C'est ainsi que le sang de la Dynastie macédonienne, et peut-être celui des Arsacides (dynastie des Parthes), coule encore dans les veines de la famille de Bourbon. » (Gibbon, chapitre 48.)

guerre de 1878. Ce défilé fameux est le principal de ceux qui conduisent, à travers la chaîne des Balkans, de la vallée du Danube à celle de la Maritza, du bassin de la mer Noire à celui de la Méditerranée, de la Bulgarie aux plaines rouméliotes. Lorsqu'en 1878 l'armée russe s'avança vers le sud, après avoir franchi le Danube, elle se rua, avec une fougue aussi brillante qu'aveugle, à travers les plaines bulgares, balayant tout sur son passage, ne paraissant pas soupçonner que l'ennemi pût lui offrir un semblant de résistance, s'élançant d'un seul bond jusqu'aux Balkans qu'il lui restait à franchir.

A la tête de cette formidable poussée en avant, marchait l'avant-garde conduite par le général Gourko, qui s'aventura avec une témérité inouïe jusqu'à la passe de Chipka et s'en empara. C'était la clé de la route de Constantinople qui tombait ainsi entre les mains de l'armée russe, qui semblait n'avoir plus qu'à suivre ses éclaireurs pour déboucher en Roumélie. Mais le gros de l'armée russe s'était heurté aux funèbres mamelons de Plevna, devant lesquels elle allait être arrêtée quatre mois entiers par la vaillance et la ténacité d'Osman Pacha et de ses soldats. Pendant qu'elle s'épuisait en assauts infructueux et sanglants, la petite garnison de Chipka, restée en possession du défilé, avait à repousser les attaques furieuses d'une autre armée turque, envoyée au secours des assiégés de Plevna. Il n'y avait là qu'un régiment russe et cinq bataillons de volontaires bulgares, qui arrêtèrent les 9, 10 et 11 août (v. s.), l'armée de Suleïman Pacha, lui barrèrent l'entrée des Balkans, l'empêchèrent de débloquer Plevna, et sauvèrent ainsi l'armée russe d'un désastre. Ce petit groupe était commandé par Stolétoff et Radetzki. Gourko, après avoir poussé une pointe

hardie jusqu'à Andrinople, avait été obligé de rétrograder devant la marche offensive des Turcs. En reculant, il avait laissé Chipka occupée par un poste, avec la consigne de défendre la passe jusqu'à la dernière extrémité; c'est ce que la vaillante petite troupe avait fait, tandis qu'avec un égal héroïsme, Suleïman Pacha essayait de la forcer. L'enjeu était décisif : si les Turcs étaient passés, le siège de Plevna, où Osman Pacha tenait toujours, se serait terminé par la déroute des Russes; si Chipka tenait bon, Plevna devait fatalement succomber, et l'armée tardivement rassemblée de Suleïman Pacha serait trop faible pour couvrir Constantinople. Les sodats turcs remplirent de leurs cadavres les fossés du camp russe; ils le tournèrent de trois côtés, mais tous leurs efforts se heurtèrent à la vaillance des Russes et de leurs alliés bulgares, qui finalement gardèrent le défilé. C'est cette glorieuse confraternité d'armes que les Russes et les Bulgares célébrèrent en 1902; l'armée bulgare figura, par des manœuvres,les mouvements qu'avaient exécutés,en 1878, les deux forces ennemies; une église fut inaugurée sur le sol ensanglanté de Chipka. Les fêtes commencèrent par la consécration de l'église et du séminaire; ensuite, devant le monument de Saint-Nicolas, fut célébré un service de *requiem* pour Alexandre II et Alexandre III, et pour tous les morts de la grande guerre de libération. Le grand-duc Nicolas Nicolaevitch, accompagné d'une suite nombreuse, le Prince Ferdinand de Bulgarie, les généraux russes, conduits par le ministre de la guerre Kouropatkine, Ignatieff, Dragomiroff et tous les anciens généraux ayant combattu à Chipka; le président du Conseil et tous ses collègues et une foule d'invités assistèrent à la cérémonie.

Les fêtes de Chipka se terminèrent de la façon la plus

brillante; la revue, commandée par le Prince Ferdinand lui-même, fut magnifique, et l'on put y admirer l'allure martiale et la correction des manœuvres de l'armée bulgare. Au dîner de gala qui suivit la revue, S. A. R. le Prince Ferdinand porta un toast au Tzar et au grand-duc Nicolas :

« Nous nous souvenons avec reconnaissance des héros tombés sur le champ de bataille. La Bulgarie, appelée à la vie par le Tzar Libérateur, a donné les fruits que l'on attendait d'elle, et c'est en continuant la politique qu'elle a suivie qu'elle espère arriver à la prospérité. »

Le grand-duc Nicolas, à son tour, porta un toast à l'armée bulgare : « L'Empereur a donné une preuve de sa bienveillance au Prince Ferdinand, en me chargeant de le représenter. J'ai acquis pendant mon séjour en Bulgarie la conviction des brillantes qualités de l'armée bulgare. »

Au même dîner, Ignatieff prononça un discours qu'il termina par ces mots: « La Bulgarie, sous la sage direction de son Prince et d'un gouvernement patriotique et stable, et sous la puissante protection de la Russie, peut compter sur un brillant avenir. »

Le gouvernement russe avait tenu à indiquer nettement que les fêtes russo-bulgares de Chipka ne devaient ni inquiéter ni froisser la Turquie; en quittant la principauté, le grand-duc vint rendre visite au Sultan, à Constantinople. La Sublime-Porte sait d'ailleurs depuis longtemps que la politique russe a cessé d'être un élément de troubles dans les Balkans; l'accord austro-russe de 1897 tendait au maintien du statu quo et de la paix, et ce fait n'était pas ignoré dans l'entourage du Sultan.

Le général Kouropatkine, ministre de la guerre, et beaucoup d'autres généraux russes se rendirent, en quittant

Sofia, à Plevna : une foule énorme y acclama les visiteurs russes qui, après un séjour d'une demi-heure, quittèrent la gare au milieu d'acclamations frénétiques.

Après les fêtes, le comte Ignatieff visita la capitale. Son arrivée et son séjour de cinq jours eurent une véritable importance politique; jamais la capitale n'avait accueilli aucune personne avec un pareil transport de joie et de pareilles acclamations, tant l'ancien ambassadeur à Constantinople est resté populaire en Bulgarie pour les services inappréciables qu'il a rendus. Il faut renoncer à décrire l'enthousiasme universel qui accueillit Ignatieff dans la capitale, car la plume ne peut exprimer ce que l'âme bulgare éprouvait au moment où l'instigateur de la libération nationale traversa les rues de la capitale. De la gare jusqu'à la cathédrale, sur une distance de près d'un kilomètre, sur tout le parcours de la voiture du comte et de la comtesse Ignatieff, volaient d'innombrables quantités de petits bouquets de fleurs jetés par les écoliers, les petites filles et les dames qui étaient rangés des deux côtés des avenues jonchées, elles aussi, de fleurs. A la cathédrale, tout le clergé, le métropolitain en tête, sortit au-devant des illustres visiteurs. Pendant tout leur séjour à Sofia, ce ne furent que fêtes, illuminations, cortèges aux flambeaux, etc.

La vénération témoignée par la population de la capitale au comte Ignatieff, n'était que l'expression du sentiment de la reconnaissance de tout le peuple. Ces sentiments si splendidement exprimés n'étaient ni passagers, ni exagérés; ils avaient leur racine profonde dans le cœur de tout un peuple qui, plongé durant tant de siècles dans la servitude, fêtait sa délivrance et célébrait les hommes qui lui avaient apporté la liberté.

Le comte Ignatieff éprouva là, peut-être pour la première fois de sa vie, les émotions les plus douces qu'un homme qui a bien mérité de sa patrie peut éprouver à la vue de la reconnaissance universelle qui va vers lui à cause de ses bienfaits.

Le peuple bulgare célébrait en lui, non seulement le principal initiateur de la guerre de 1878, mais encore l'ambassadeur qui, à Constantinople, depuis 1862 jusqu'à la libération, n'avait jamais cessé de travailler en faveur des Bulgares; c'est lui qui avait triomphé dans la lutte contre le Phanar, à propos de l'Exarchat. Lui qui avait lutté à la conférence de Constantinople, en 1876, lui enfin qui avait signé le traité de San Stefano. C'est pour toute cette activité bienfaisante que le peuple bulgare chantait ses louanges dans les fêtes solennelles célébrées en son honneur. Dans sa carrière, Ignatieff avait travaillé surtout pour le bien de la Bulgarie; il appartenait donc aux Bulgares de lui rendre les plus grands honneurs et de charmer les dernières années de sa vie par des acclamations sans précédent.

* * *

C'est sous le ministère de M. Daneff que mourut, à Sofia, le métropolite Clément (1901).

Le métropolite Clément, mort à l'âge de 63 ans, fut à la fois un écrivain distingué (1) et un grand patriote. Dans sa jeunesse, et pendant qu'il faisait encore ses études de théologie à Odessa d'abord, puis à Kiew, il n'avait au cœur qu'une passion, la haine du Turc, en qui il abhorrait le maître et l'infidèle. En 1873, il se décida à embrasser la vie monastique, sous les auspices de Mgr Grégoire, métropolite

(1) Son drame, *Ivanko*, reste encore, depuis plus d'un quart de siècle, la meilleure pièce donnée au théâtre bulgare.

de Rustchuk. Il était encore dans cette ville au moment de la guerre russo-turque.

C'est après le traité de Berlin que commença véritablement son rôle dans la nouvelle principauté de Bulgarie, comme métropolite de la vieille capitale de Tirnovo, comme premier ministre, comme président du Saint-Synode bulgare, à Sophia, et comme chef de missions politiques auprès de trois tzars. Après la guerre russo-turque, l'Assemblée constituante de Tirnovo chargea Mgr Clément et l'Exarque bulgare à Constantinople, Mgr Anthime, d'aller remercier Alexandre II de la délivrance de la Bulgarie, et bientôt après, le prince de Battenberg lui confia le pouvoir à la tête d'un ministère conservateur (du 12-26 décembre 1879 jusqu'à mars 1880) et même la régence pendant un voyage à l'étranger.

Lors de la révolution de Plovdiv, en 1885, l'Assemblée nationale envoya Mgr Clément, alors légat de l'Exarque bulgare et président du Saint-Synode, auprès du tzar Alexandre III, à Copenhague, pour solliciter son intervention en faveur de la réunion de la Bulgarie et de la Roumélie orientale.

Après l'abdication du Prince de Battenberg, le 21 août 1886, Mgr Clément accepta la présidence du gouvernement, mais il ne la garda que quelques jours. A l'avènement du Prince Ferdinand, en 1887, Clément complimenta le Prince dans la cathédrale de Sophia, en lui recommandant avant toutes choses de réconcilier la Bulgarie avec la Russie.

Peu de temps après, en 1888, Stambouloff le chassa de Sophia avec ses collègues du Saint-Synode et le renvoya à Tirnovo, où quelques années plus tard, en 1893, le gouvernement lui intenta un procès pour s'être prononcé dans la

cathédrale de Tirnovo, contre la modification de l'article 38 de la Constitution devant permettre le baptême de l'héritier du trône d'après un rite autre que le rite orthodoxe.

Mgr Clément fut interné dans le couvent de Pétropavlosky, près de Tirnovo, où il subit la torture dont il resta souffrant jusqu'à sa mort.

Après la chute de Stambouloff, le 18/30 mai 1894, il rentra en triomphe à Sophia et plus tard, en 1895, l'Assemblée nationale ayant autorisé le gouvernement, sur le désir du Prince Ferdinand, à envoyer une députation à Pétersbourg pour déposer une couronne d'or sur la tombe du père du tzar Nicolas, ce fut Mgr Clément qui la dirigea. Ce fut lui aussi qui prépara la réconciliation de la Russie et de la Bulgarie. Depuis cette époque, il ne quitta plus guère Tirnovo, partagé entre les soins de son diocèse et les lettres, qu'il cultiva durant toute sa vie.

Stambouloff, avant que sa démission fût acceptée par le Prince, confessa dans son journal *Svoboda*, qu'il avait commis une grande faute, « qui me fit perdre ma popularité même dans ma ville natale de Tirnovo. J'avais fait poursuivre un homme qui était tout à fait innocent ; c'était uniquement pour faire plaisir au Prince, qui, voulant visiter, avec la Princesse, la ville de Tirnovo, craignait que le métropolite ne vînt pas au-devant de lui pour le saluer ; je l'ai fait simplement emprisonner dans le couvent susmentionné. » Au moment de résigner le pouvoir, Stambouloff ouvrit à Mgr Clément les portes de sa prison.

CHAPITRE V.

LES CABINETS STAMBOULOVISTES.

La cause principale de la chute du cabinet progressiste, présidé par M. Daneff, et de l'arrivée au pouvoir des nationalistes libéraux, fut l'insuccès de la politique extérieure du gouvernement dans la question macédonienne. M. Daneff avait dissous les comités macédoniens, confisqué leurs archives, fait le procès à quelques-uns de leurs chefs; Boris Sarafoff, chef des comités macédoniens, avait été en prison sous l'inculpation d'assassinat du professeur Michaïlano, mais acquitté après six mois de détention.

M. Daneff, selon l'opposition, ne montrait pas assez d'énergie pour combattre l'influence croissante des rivaux de la Bulgarie en Macédoine, la Grèce et la Serbie. Il s'en rapportait entièrement aux espérances que le chancelier russe, le comte Lamsdorff lui avait données, et, à la faveur de cette confiance, il avait laissé ouvert le chemin à la propagande serbe; Mgr Firmilian était monté sur le siège épiscopal d'Uscub.

Le cabinet Daneff avait entretenu de bonnes relations avec tous les autres États, même avec la Turquie, mais il n'était pas parvenu à établir des relations intimes avec aucun d'entre eux, la France excepté. Après sa chute, il fut remplacé par le cabinet Ratcho Petroff-Petkoff, qui

adopta une ligne de conduite toute différente. Ses origines stamboulovistes l'empêchaient de rechercher la confiance du gouvernement russe; et, un incident, dans l'été 1906, fut même sur le point d'amener un trouble durable dans les rapports des deux pays. M. Schtegloff, ministre de Russie à Sofia, reçut un jour de son gouvernement l'ordre de continuer l'expédition des affaires courantes, mais de s'abstenir de toutes autres relations avec le gouvernement princier. Voici l'incident qui avait provoqué cette attitude. Un journal semi-officieux, la *Vetcherna-Pochta*, publia une série d'articles offensants pour le ministre de Russie; il citait des extraits d'une correspondance privée entre M. Schtegloff et le ministre des affaires étrangères, le général Pétroff. A toutes les représentations faites de Saint-Pétersbourg au sujet de cet incident, le gouvernement princier avait gardé le silence. D'après le journal russe *Novoé-Vremia*, la cause unique du malentendu était l'inexpérience diplomatique du ministre bulgare, et l'incorrection de ses relations avec la rédaction d'un journal qui paraissait s'attacher systématiquement à discréditer le représentant de la Russie. M. Schtegloff finit par s'adresser par écrit au général Pétroff en lui demandant des éclaircissements sur la campagne de dénigrement menée contre sa personne par le *Vetcherna-Pochta*, et priant le ministre de mettre les rapports russo-bulgares à l'abri des tentatives faites pour nuire à la bonne entente entre les deux États. Quand le ministre bulgare répondit à cette note, en appelant dans son cabinet le rédacteur du journal en question, et en lui communiquant le texte même de la lettre de l'agent russe, le *Novoé-Vremia* ne voulut voir dans un pareil acte qu'une inconvenance personnelle sans portée politique, une boutade, une mani-

festation de mauvaise humeur, mais non pas de mauvais vouloir.

L'incident finit par être clos, le ministre Pétroff ayant fait exprimer par l'agent diplomatique de la principauté à Saint-Pétersbourg, des regrets, des explications et des assurances pour l'avenir. Les relations furent reprises et les agences purent télégraphier que l'on avait à cette occasion échangé des paroles empreintes d'une parfaite courtoisie.

Le nuage était donc dissipé; mais entre la Russie et la Bulgarie la courtoisie est insuffisante; dans l'intérêt des deux États, il faut dans leurs rapports quelque chose de plus.

Il est juste de faire remarquer qu'à cette époque, le Prince Ferdinand était à Marienbad et que l'éloignement de la haute personnalité qui dirige effectivement les affaires bulgares expliquait d'une part l'incartade dont le général Pétroff seul, et non le gouvernement bulgare, devait porter la responsabilité, et, d'autre part, la patience et le bon vouloir de la presse russe.

Il faut dire aussi que M. Schtegloff avait à Sofia beaucoup de sympathies; il y avait été autrefois secrétaire du général Soboleff, quand celui-ci était ministre de l'intérieur et président du Conseil. Quand il revint en qualité d'agent diplomatique, M. Schtegloff passa la plus grande partie de son temps en Russie. Il a été remplacé par M. Sémentovsky-Kourilo.

Avec la Turquie, le cabinet Pétroff-Pekoff chercha un rapprochement; une convention fut négociée et signée en 1904, entre les deux pays; elle traitait principalement des questions concernant la population bulgare de Macédoine.

Le principal bénéfice de cette convention pour la Bulgarie, fut que, par le seul fait de traiter avec elle cette question macédonienne, la Turquie lui reconnaissait le droit, que tout le monde lui avait dénié jusque-là, de s'intéresser au sort des Bulgares vivant sous la domination du Sultan. Elle donnait en outre la liberté à douze cents personnes emprisonnées dans les cachots de l'Asie-Mineure et de Salonique et qui bénéficiaient de l'amnistie prévue par le traité. Il est piquant d'observer que le programme de Mürzsteg n'avait prévu aucune amnistie pour les individus ayant participé à l'insurrection et au mouvement révolutionnaire.

En échange, le gouvernement bulgare s'obligeait à poursuivre les comités révolutionnaires sur son territoire et à ne pas souffrir la formation de bandes révolutionnaires et leur passage au delà de la frontière. Cette clause était, pour le gouvernement bulgare, particulièrement difficile à exécuter, d'autant plus que l'échec des réformes promises à Mürzsteg ne permettait guère d'entraver la progrande des comités et de mettre fin à toute tentative de violences.

La Bulgarie n'ayant pu exécuter cette clause de ses engagements, qui était pour le gouvernement turc la principale, le Sultan refusa aussi de mettre à exécution les clauses le concernant, en sorte que la convention resta lettre morte. La politique du cabinet Pétroff restait vague et indécise : il négociait à Constantinople, et en même temps il armait fiévreusement son armée, en sorte qu'il n'obtenait les bénéfices ni de l'une ni de l'autre méthode. Cette politique indécise, qui ne permettait pas de mettre fin à la tension des rapports entre Constantinople et Sofia, provoqua le mécontentement et les observations de l'agent diplomatique à Stamboul, M. Natchevitch, qui donna sa démission. Ce dis-

sentiment était significatif, car Natchevitch passait pour un diplomate des plus avisés, et pour la personnification même de la politique de rapprochement et de pacification entre la Turquie et la Bulgarie. Natchevitch se plaignait que le langage belliqueux du ministre des affaires étrangères vînt neutraliser les efforts que lui-même faisait à Constantinople pour améliorer les relations entre les deux pays; on savait d'ailleurs que Natchevitch avait toute la confiance du Prince Ferdinand, et que chaque fois qu'il avait offert sa démission, le Prince l'avait refusée. Son insistance pour se démettre de ses fonctions et l'acceptation finale du Prince en prirent une particulière importance.

Le gouvernement princier, voulant reprendre à Constantinople les relations interrompues par la démission de M. Natchevitch, chargea son représentant à Paris, M. Zolotovitch, d'aller en mission spéciale auprès du Sultan; mais la Porte refusa son agrément, parce que, disait-elle, M. Zolotovitch avait à plusieurs reprises mal parlé de la politique ottomane. Le poste vacant finit par être attribué, avec l'agrément de la Porte, à M. Iv. Guechoff, qui avait été agent diplomatique à Paris, à Vienne, à Constantinople et qui, en dernier lieu, se trouvait en disponibilité. Ce choix indiquait l'intention de garder une attitude pacifique, mais expectante, conformément aux paroles prononcées par M. Stancioff, au Sobranié, lors de son premier discours comme ministre des affaires étrangères (novembre 1906).

Avec la Grèce, la politique du général Pétroff fut très faible. Avec la Serbie, il essaya d'abord de conclure une convention douanière, et l'on put croire un instant qu'une réconciliation définitive allait unir les deux États voisins; mais cette amitié naissante dégénéra en un conflit douanier

et bientôt en un conflit politique. Ce fut seulement avec la France que les relations de la Bulgarie furent réellement bonnes, grâce aux emprunts et aux commandes de fournitures militaires; cette amitié ne pouvait d'ailleurs apporter à la Bulgarie aucun avantage politique considérable, la France étant liée, dans sa politique balkanique, par son alliance avec la Russie. L'Autriche et la Russie, d'une part, l'Autriche et l'Italie de l'autre, s'étant mises d'accord sur la question des Balkans et par conséquent sur leurs relations avec la Bulgarie, il était naturel que la froideur des rapports de la Bulgarie avec la Russie sous le ministère Pétroff eut une répercussion sur ses relations avec les autres États. Les agents des grandes puissances à Sofia ne cachaient pas leur mécontement de la politique de Pétroff, et ils évitaient autant que possible de le rencontrer.

Pour ces diverses raisons, le Prince Ferdinand accepta, en octobre 1906, la démission du général Pétroff. Il fut remplacé par M. Dimitre Stancioff, représentant de la Bulgarie à Saint-Pétersbourg. M. Petkoff, ministre de l'intérieur, fut chargé de la reconstitution du cabinet. Le général Pétroff, soldat de carrière, homme de guerre de valeur, n'avait jamais eu beaucoup de goût pour la politique. Tout en étant président du conseil d'un cabinet Stambouloviste, il n'était pas lui-même Stambouloviste d'origine; et l'on peut dire que, à l'intérieur surtout, le véritable inspirateur de la politique bulgare, était l'homme qui allait en prendre officiellement la direction : D. Petkoff.

Petkoff, engagé volontaire en 1878, s'était battu bravement au défilé de Chipka, où il avait perdu une main. Après la délivrance, il avait joué un rôle considérable dans l'histoire de son pays. Député toujours réélu, journaliste chaque

fois qu'il n'était pas ministre, il a fait partie, comme chargé du portefeuille des travaux publics, du cabinet Stambouloff; c'est en cette qualité qu'il a présidé aux grands travaux qui ont transformé Sofia en une capitale moderne, et qui l'ont fait appeler le « Haussmann bulgare ». Rentré dans l'opposition, il garda néanmoins la confiance du Prince, et en 1903, ce fut lui qui, avec le général Pétroff, avait constitué le cabinet Stambouloviste, dont il devint lui-même président dans les circonstances que nous venons de relater.

Le général Pétroff laissait les relations de la Bulgarie avec plusieurs des États européens ou balkaniques dans une situation critique : nous avons parlé des difficultés avec la Russie. Les affaires d'Anchialo et les manifestations anti-helléniques avaient amené la rupture avec Athènes, et elles avaient eu une répercussion jusqu'à Constantinople; des notes très raides avaient été échangées entre la Porte et le ministère des affaires étrangères. Le nouveau ministre allait donc trouver une situation difficile. M. Stancioff est le plus distingué des diplomates de la Bulgarie : il n'appartient à aucun parti politique, mais il est *persona gratissima* auprès du Prince. Il a fait ses études au Theresianum de Vienne, dont il sortit pour être secrétaire particulier du Prince Ferdinand; il fut plus tard agent diplomatique de Bulgarie à Vienne et à Saint-Pétersbourg; c'est de là qu'il fut appelé au ministère des affaires étrangères.

Le premier discours du nouveau ministre était attendu avec curiosité et intérêt : son exposé constitua une sorte de programme de la politique extérieure du cabinet; son ton pacifique et modéré contrastait heureusement avec celui qu'employait trop volontiers son prédécesseur. M. Stancioff regrette que les relations avec la Serbie ne soient pas

empreintes des sentiments de fraternité qui devraient exister entre deux peuples de même race. « C'est, disait-il, la question macédonienne qui divise les deux pays. » En ce qui concerne la Grèce, M. Stancioff se contente d'esquisser l'attitude du roi de Grèce dans la question de Macédoine.

Au début de son ministère, M. Stancioff eut à s'occuper d'une importante affaire. Le baron d'Aehrenthal et M. Isvolsky adressaient aux représentants de l'Autriche-Hongrie et de la Russie, à Sofia, Athènes et Belgrade, une « note concertée » sur la question macédonienne. Il s'agissait de préciser le sens de l'article III du fameux programme de Mürzsteg, qui fut la grande pensée et qui restera comme le fiasco retentissant du comte Goluchowsky.

M. Stancioff, dans son discours, déclara « que la Bulgarie a toujours interprété le programme de Mürzsteg dans le sens souhaité par les puissances ».

La plus grande partie de son discours était consacrée aux relations avec la Turquie. La Bulgarie, y disait-il, entend avoir une politique claire et franche, elle désire garder vis-à-vis de la Turquie une attitude loyale et elle espère être payée de réciprocité. Elle n'a aucune aspiration menaçante pour l'intégrité de l'empire ottoman. Elle ne demande, au nom de la justice et de l'humanité et même au nom de l'intérêt bien entendu de la Turquie, que la reconnaissance des droits des Bulgares de Macédoine à une existence supportable et à un traitement équitable au point de vue religieux et national.

Il espère que la Turquie ne pourra pas se montrer blessée de l'appui que la Bulgarie cherche auprès des grandes puissances pour la délivrance de ses frères de Macédoine. Quant aux réformes, commencées sous les auspices de l'Europe,

le ministre constate que les résultats n'en sont pas encore sensibles, mais il espère qu'ils le devriendront. Tel fut le langage conciliant et pacifique de M. Stancioff.

Le poste de ministre à Saint-Pétersbourg, devenu vacant, par l'entrée de M. Stancioff au ministère, fut donné au général Paprikoff, qui, aujourd'hui, a remplacé au ministère M. Stancioff, nommé ministre à Paris. Le général Paprikoff est un des plus brillants officiers de l'armée bulgare; il a fait ses études à l'académie militaire de Saint-Pétersbourg; il a été chef d'état-major, puis ministre de la guerre dans le cabinet Daneff; il passe pour *persona gratissima* auprès du Prince.

L'un des premiers actes du cabinet réorganisé sous la présidence de Petkoff, fut la négociation d'une convention avec la Turquie sur les bases de l'entente de 1904; c'est seulement en 1907, qu'après de longues négociations, la convention a été enfin signée; elle concerne l'extradition et la jonction des chemins turcs et bulgares.

La politique intérieure de Petkoff, comme d'ailleurs celle de la plupart de ses prédécesseurs, consista, avant tout, à garder le pouvoir. Il avait besoin, dans cette intention, que les employés et fonctionnaires du gouvernement, appartinssent à son parti et lui fussent dévoués; la nouvelle loi sur les employés, votée dans les dernières séances de la douzième Assemblée nationale, sous le cabinet Daneff, gênait l'application de la méthode de gouvernement de Petkoff; dès son arrivée à la présidence du conseil, il en suspendit l'application. C'était une violation formelle de la Constitution; l'abolition d'une loi, par un simple ukaze, était une atteinte au droit souverain de l'Assemblée nationale. Petkoff, dans le même dessein, prononça la dissolution

de la XII[e] Assemblée nationale et procéda à de nouvelles élections.

La politique intérieure de Petkoff était provocatrice, réactionnaire et violente; son langage était sans cesse menaçant : « Je vous ferai pendre dans l'enceinte même de l'Assemblée nationale, » s'écriait-il; ou encore : « Si je le veux, ni vous, M. Pecheff (1), ni eux, disait-il en montrant les membres de l'opposition, vous ne reviendrez ici comme députés; si je voulais vous anéantir, je n'aurais qu'à sortir d'ici pour quelques minutes et vous disparaîtriez tous sans merci et sans amnistie (2). »

Ces paroles violentes furent prononcées par Petkoff lors des délibérations en réponse au discours du Trône. De pareilles violences provoquèrent une grande indignation parmi le peuple, et furent la cause directe de la grève des employés de chemins de fer et aussi de la manifestation scandaleuse du 3/16 janvier 1907. On dit que la manifestation des étudiants contre le Prince, à l'inauguration du nouveau théâtre, fut accueillie avec plaisir par le ministère, et qu'il y trouva un prétexte pour prendre des mesures rétrogrades, qui mécontentèrent violemment la population, si bien qu'un jour il se rencontra un exalté, nommé A. Pétroff, qui tua d'un coup de revolver le président du conseil. Après le scandale du 3/16 janvier, l'Assemblée nationale vota une loi ordonnant la fermeture de l'Université et une autre sur le respect dû à la personne du Souverain. Ces

(1) Par cette allusion, M. Petkoff voulait faire entendre à M. Pecheff, ex-ministre, que ses amis Ivantchoff, Tontcheff, Radoslavoff, etc., avaient été amnistiés par la Chambre, grâce à son intervention, autrement ils auraient été à jamais exclus de la Chambre, ayant été condamnés par la Cour d'Etat à la peine de prison et à la perte de leurs droits civils et politiques.

(2) *Nov-Vek* (Nouveau Siècle), 1904, n° 813.

mesures ne suffisaient pas au président du conseil; il avait besoin d'invoquer la sûreté de l'État pour pouvoir protéger sa propre personne : c'était la méthode qu'employait volontiers son maître Stambouloff. Il organisa un véritable régime de terreur, lançant à travers la ville des bandes armées de gourdins, qui molestaient tous les citoyens connus pour appartenir à l'opposition. Une bande semblable fut même organisée dans l'enceinte du Sobranié, pour terroriser les députés de l'opposition. Un tel régime, d'où qu'il vienne, est la négation complète de la souveraineté du peuple. De pareilles mœurs publiques ne sont plus possibles aujourd'hui : l'histoire de ces vingt dernières années en a apporté des preuves répétées, telles par exemple que le sort encore si récent du roi Don Carlos de Portugal et de son ministre Franco. La Bulgarie elle aussi avait connu une crise de même nature après la chute de Battenberg. Au nom du Prince Ferdinand, encore inexpérimenté, Stambouloff exerçait une véritable dictature et répandait la terreur dans tout le pays : il tomba sabré dans les rues de Sofia. Il en a été de même en Serbie, le roi Milan s'était rendu insupportable à ses sujets; mais son fils Alexandre dépassa toute mesure, en confiant le pouvoir à un tyran qui couvrit le gouvernement de honte et usa des pires violences : ce fut le roi qui paya de sa tête les fautes de ses conseillers.

Après les événements du 3/16 janvier, tous les partis d'opposition se coalisèrent en un seul « bloc », qui poursuivit sans trêve ni repos l'abrogation des lois et des mesures vexatoires que Petkoff avait réussi à faire voter par l'Assemblée nationale. Jamais groupement politique ne fut mieux accueilli en Bulgarie et ne devint plus rapidement populaire. Les mesures du cabinet stambouloviste contre

l'Université et contre les grévistes, de même que les modifications draconiennes de la loi sur la presse, étaient considérées par le parti de l'opposition comme une atteinte à la Constitution bulgare : le parti national, les progressistes, les démocrates et les socialistes firent un cartel d'opposition pour la défense de la Constitution. Seules, les deux fractions du parti Rodoslaviste-Tontcheviste furent exclues de la coalition en raison des divergences qui existaient entre elles et les démocrates et en raison de la condamnation antérieure des chefs de ces deux fractions, pour abus, par le tribunal de l'État. L'opposition organisa à Sofia et dans les principales villes de province, des congrès et des meetings de protestations, contre le gouvernement stambouloviste et chercha à créer une agitation générale dans toute la principauté. Il s'agissait de convaincre le Prince que le cabinet stambouloviste n'avait pas avec lui l'opinion publique. Dans tous ces congrès, les chefs de l'opposition étaient acclamés par une foule enthousiaste.

La grève des chemins de fer ne cessait pas, les employés et le gouvernement se montrant également intraitables. Pour répondre aux refus réitérés du président du conseil de négocier avec eux, les grévistes, dans une grande réunion, avaient juré de continuer la grève et de persister dans leur lutte contre le gouvernement jusqu'à ce qu'ils eussent raison de lui. Avec l'aide des soldats du bataillon des chemins de fer et de quelques employés nouveaux, le gouvernement réussit à assurer le service sur quelques lignes; mais sa tentative pour faire venir de l'étranger des mécaniciens et des chauffeurs n'aboutit pas; un grand nombre de locomotives et diverses pièces de matériel avaient été détériorées par les grévistes et mises pour plusieurs mois hors d'état de servir.

On avait pu croire pendant longtemps que le peuple bulgare n'était qu'une masse amorphe et sans organisation et que les hommes politiques pouvaient librement gouverner selon leurs intérêts personnels. Ce fut ce sentiment qui poussa les chefs des cinq partis de l'opposition à se tendre la main, au nom du même idéal d'un gouvernement qui serait fondé effectivement sur la Constitution. Ce bloc fut accueilli par le peuple avec une grande joie; il vit en lui l'espérance d'un nouvel ordre de choses où le ressort fondamental de la vie publique serait non la mise en coupe réglée des biens de l'État, mais la légalité et l'honneur. Malheureusement, l'entente ne dura pas; la discorde ne tarda pas à désagréger le bloc lui-même, et les citoyens, qui avaient mis leurs espérances dans les chefs des cinq partis, eurent une désillusion de plus. Il apparut clairement qu'il y avait encore en Bulgarie des hommes pour lesquels l'exercice du pouvoir était avant tout la satisfaction de leurs intérêts personnels.

Le parti stambouloviste entama un procès contre le chef du parti national, M. Ivan E. Guechoff; il prétendait faire annuler la décision des tribunaux roumains relative à la succession d'un banquier de Bucarest, Bulgare d'origine. M. Evloghi Gheorghieff, qui avait institué M. Guechoff comme légataire universel. Le Sobranié donna au gouvernement l'autorisation d'intenter le procès; les Stambouloviste espéraient faire rentrer dans les caisses de l'État l'héritage du banquier qui se montait à plusieurs millions. et surtout ils cherchaient à discréditer. grâce à ce procès, le chef du plus puissant et du plus redouté des partis d'opposition, et à l'éloigner ainsi du pouvoir.

D'après les avocats du gouvernement, M. Guechoff n'aurait été que l'héritier fictif du multimillionnaire; en

réalité il aurait été chargé d'un fidéicommis et l'héritage aurait été, dans la volonté du testateur, destiné à l'État bulgare et à la propagande nationale; ils demandaient donc que M. Guechoff fut condamné à restituer l'excédent de la succession, les legs particuliers une fois payés, soit 16 millions. On consacrerait cette somme à des œuvres de bienfaisance en Macédoine et en Bulgarie. Les demandeurs prétendaient que si cette destination de la fortune n'avait pas été expressément indiquée dans le testament, ni dans les codicilles, c'est qu'en l'y exprimant, le testateur aurait craint d'entraîner l'annulation du testament par les tribunaux roumains. Ils prétendaient encore que des codicilles indiquaient effectivement la destination de l'héritage, qu'ils se trouvaient avec le testament dans la même enveloppe, et qu'ils auraient été enlevés avant l'arrivée des autorités roumaines par des amis de M. Guechoff. Enfin, disaient les requérants, « si M. Guechoff, interrogé par les tribunaux roumains, a déposé n'avoir reçu ni instructions orales, ni instructions écrites, faisant de lui non un héritier, mais un simple fidéicommissaire de la fortune de M. Gheorghieff, c'est parce que M. Guechoff avait des raisons graves de les dissimuler aux tribunaux roumains ». Cette argumentation admettait ainsi que M. Guechoff aurait fait une fausse déposition. Les quatre avocats, qui avaient reçu de l'État chacun 15,000 francs à titre d'honoraires, croyaient qu'avec l'aide de l'État, ils trouveraient un moyen de tourner la loi; mais ils furent déçus. Dès le début du procès, les avocats de M. Guechoff soulevèrent la question préalable de savoir si les tribunaux bulgares étaient compétents pour se prononcer sur une question d'héritage portée devant un tribunal autre que celui du pays où avait eu lieu l'ouverture de la succes-

sion. Le tribunal départemental de Sofia résolut la question dans le sens désiré par le gouvernement, mais la Cour d'appel réforma son jugement et se reconnut incompétente. Nul doute que la cour de Cassation ne se prononce à son tour dans le même sens, et ne mette ainsi un terme à un procès inspiré en réalité par la haine des Stamboulovistes contre leurs adversaires politiques.

***

Tandis que les gouvernements précédents, par une politique d'économie et d'expédients financiers avaient lutté pour conjurer la crise financière, le ministère stambouloviste, au contraire, adopta une politique de dépenses prodigieuses, de constructions considérables, et, pour trouver des ressources, il eut recours à de nouvelles lois fiscales. Dès son arrivée au pouvoir, il augmenta de 5 millions le budget de l'armée, et, outre les crédits prévus au budget, il dépensa des sommes considérables pour l'armement et l'équipement des troupes. Heureusement pour lui, les revenus de la première année non seulement rentrèrent régulièrement, mais même dépassèrent les prévisions budgétaires, grâce à plusieurs années consécutives de bonnes récoltes. Mais au lieu de faire servir ces excédents à payer les dettes de l'État ou à constituer un capital de réserve, le gouvernement les dépensa; encore ne lui suffirent-ils pas. L'année suivante, le gouvernement chercha à négocier un emprunt à l'extérieur, et, à la session ordinaire du Sobranié, il présenta une convention dans ce sens qui fut votée. Ainsi, sous le gouvernement stambouloviste, dans un espace de quatre années, les dépenses extraordinaires dépassant le budget, se montèrent à 200 millions de francs; et si les finances bul-

gares purent faire face à de telles exigences sans catastrophe, ce fut seulement grâce à des récoltes abondantes qui facilitèrent la rentrée des revenus de l'État. En 1907, le budget grossit de 30 millions. Le gouvernement chercha de nouveaux revenus, faisant argent de tout : il introduisit le monopole du sel, des allumettes, du papier à cigarettes; il élabora un nouveau tarif douanier, très élevé; il augmenta le prix des banderoles pour le tabac, en diminuant le poids de chaque paquet; une nouvelle répartition des impôts directs accrut considérablement les revenus. Mais malgré tous ces expédients, il fallut conclure un nouvel emprunt, qui servit d'abord à convertir les deux premiers emprunts, de 1888 et 1889, montant à 52 millions. L'emprunt de 1907 fut de 145 millions, nominalement. Il servit au paiement des commandes de fournitures militaires, notamment d'artillerie, et à la construction des chemins de fer.

Le gouvernement tira aussi, sous forme d'emprunt, des sommes considérables de la Banque Nationale et des banques agricoles bulgares.

La corruption des fonctionnaires, dont l'exemple venait de haut, jeta de profondes racines dans toutes les branches des administrations publiques. On vit des vols dans les banques agricoles, à la Banque Nationale, dans les postes, dans les trésoreries; l'affaire de l'usurpation de terrains au village de Knéja, l'affaire de commissions pour les fournitures militaires et toute une série de scandales de même nature montrèrent la corruption profonde d'une époque dont la Bulgarie portera longtemps le fardeau.

Comme exemple de l'arbitraire des ministres du parti stambouloviste, qu'il nous soit permis de citer les faits

suivants, se rapportant aux lignes Sarambey-Nova-Zagora et Rustchuk-Tirnovo.

De l'étude de ces chiffres (1), il résulte que Stephan Simeo-

(1)

	Sommes réclamées pour la construction des lignes de chemins de fer suivantes	Réclamées	Reconnues
	A.—*Ligne Sarambey-Nova-Zagora.*		
1	Payements non effectués pendant l'arrêt de construction....... fr.	51.968 00	44.785 00
2	Pertes provenant de l'escompte des bons du Trésor...............	161.689 00	296.026 00
3	Appointements non payés du personnel pour la partie de la ligne dont la construction avait été arrêtée......................	12.000 00	2.400 00
4	Pertes sur les gains qui proviendraient de la construction de la ligne inachevée...............	1.006.560 30	767.342 00
5	Arriéré de la construction à forfait d'une partie de la ligne Tchirpan-Nova-Zagora.................	485.956 00	331.480 20
6	Pertes provenant de l'interruption provisoire des travaux sur le tronçon Tchirpan-Nova-Zagora.	274.224 15	188.572 30
7	Différence de l'agio.............	32.172 00	50.817 00
8	Dépenses générales sur la liquidation de la ligne arrêtée.........	161.077 70	161.077 70
	B. — *Ligne Rustchuk-Tirnovo.*		
1	Travaux exécutés sans être prévus dans le contrat............ fr.	840.025 87	826.658 10
2	Indemnité à payer pour dépenses générales nécessitées par l'approbation retardée des projets et l'arrêt des travaux............	1.637.961 40	1.108.007 50
3	Pertes provenant de l'agio.......	63.674 95	35.823 00
4	Payements arriérés sur le plan de situation......................	84.543 00	77.435 00
5	Différence de l'agio.............	204.989 00	—
6	Intérêts sur le montant des deux lignes au 1/11 1904............	1.977.400 00	—
	Total sommes réclamées jusqu'au 1/11 1904..... fr.	6.236.000 00	
	Total sommes reconnues....		5.743.356 00

noff, pour ces entreprises. n'avait pas le droit, d'après les conclusions de la commission *ad hoc* composée d'ingénieurs experts, de réclamer plus de 760.231 francs pour les pertes à lui causées par l'interruption des travaux sur les deux lignes. Mais l'entrepreneur réclamait, en plus un dédommagement pour les gains qu'il avait manqué de faire, se montant à 1,000.560 francs pour les deux lignes; le conseil des ministres avait évalué ces dommages-intérêts à 767,342 francs pour la ligne Sarambey-Nova-Zagora, de sorte que si nous prenons l'évaluation de la commission pour les dommages subis (760.231 francs), et les dommages-intérêts fixés par le conseil des ministres pour les bénéfices non réalisés (767,432 francs), il aurait donc fallu que Simeonoff reçut en tout 1.527,573 francs. Or, le conseil des ministres ne tenant aucun compte des conclusions de la commission, décida, d'après ses propres lumières, de payer à Simeonoff, pour les deux lignes, 5,743.556 francs, calculés jusqu'au 1er juillet 1905, plus les intérêts à 10 p. c. depuis cette date; en tout, en chiffres ronds, 6,236,000 francs.

L'illégalité dans cette affaire consiste en ce que le conseil des ministres s'érigeait lui-même juge et expert, sans tenir compte de l'opinion de la commission compétente qui jugeait les trois quarts des réclamations de l'entrepreneur entièrement dénuées de fondement. Dans aucun État, pareil abus n'est toléré. Le cas était d'autant plus grave que l'Assemblée nationale avait décidé que Simeonoff, en dehors de l'indemnité à laquelle il avait droit, ne devrait recevoir aucun dédommagement pour les bénéfices manqués, mais seulement pour les pertes effectives.

Cette affaire est un exemple, entre beaucoup d'autres, de la manière dont les Stamboulovistes géraient les finances

de l'État; et nous ne parlons pas ici de l'affaire des munitions, qui donna lieu à des procès scandaleux où furent mêlés le ministre de la guerre et d'autres hauts personnages. Les journaux qui avaient dénoncé le scandale furent condamnés, mais l'opinion publique est restée convaincue de la réalité des faits qu'ils avaient eu l'initiative de dénoncer.

Quand le ministère Petroff-Petkoff prit le pouvoir, personne n'aurait pu prévoir que son gouvernement dégénérerait aussi vite en un gaspillage financier (1). Sa prodigalité.

---

(1) Un petit détail caractérisera bien le ministère stambouloviste et le système de pillage qu'il inaugura dans le pays. Nous ne voulons parler ici que d'un de ses membres, le ministre des finances, M. Lazare Payacoff. Une année après son entrée dans le cabinet, il avait payé toutes ses dettes qui s'élevaient à une somme considérable, Or, considérons le fait. Un ministre, en Bulgarie, ne touche que 1,000 francs par mois; comment, avec un traitement pareil, peut-on faire de si grosses économies? Invité par la presse à donner des explications, Payacoff reconnut bien avoir payé ses créanciers, mais il ne dit point comment il avait fait pour avoir l'argent. Et il ne le pouvait pas, car il aurait dû avouer publiquement qu'il l'avait pris dans le Trésor.

Pour mieux faire voir la situation matérielle de Payacoff au temps où il n'était encore que simple directeur de la société de crédit « Ghirdap », nous donnons ici un extrait d'une lettre qu'il écrivit à un de ses créanciers, au moment de l'arrivée au pouvoir des Stamboulovistes.

« Qu'au moins à l'avenir, y disait Payacoff, Dieu s'apitoie sur nous et nous permette d'arranger un peu nos affaires, nous pourrons alors nous passer du fauteuil ministériel; aussi, j'hésitais à accepter d'être ministre avant d'avoir amélioré ma situation. Vous me demandez toujours de l'argent et comme je ne vous réponds pas, mon silence vous étonne. Sachez cependant que je n'ai point d'argent comptant; la vieille n'envoie plus rien de Gabrovo et il ne me reste qu'un traitement de 300 francs, qui n'a pas tardé à attirer l'attention de l'huissier, lequel y a fait une saisie. Eh bien! on me demande de payer des dettes et des intérêts qui ne finissent pas; puis-je donc faire un miracle pour répondre à tout cela? Je fais tout pour y répondre et je m'impose au public comme une personnalité considérable, uniquement par égard à la place que j'occupe dans la société; mais personne ne sait les peines que j'endure.

» La situation change avec notre arrivée au pouvoir. Je tâcherai de retirer de plus grands revenus de ceci ou de cela, de façon à pouvoir vivre mieux à l'avenir. Le poste de ministre est tout prêt, mais je ne pense pas l'occuper dès à présent pour ne pas m'exposer aux tracasseries de la presse, qui me gêneront dans mes affaires. Mais je ne m'inquiète pas, car je pourrai l'occuper plus tard, si je veux, à condition toutefois qu'on réussisse dans les élections. »

Peu de temps après, M. Manoucheff se noyait à Euxinograde (Varna) et

ses préparatifs militaires exagérés, faits trop vite et sans méthode, ses crédits dépensés en dehors des prévisions budgétaires, ses missions inutiles envoyées à l'étranger pour favoriser quelques-uns de ses amis politiques, constituaient des procédés de gouvernement illégaux et dangereux pour les finances publiques; sans les bonnes récoltes, ils auraient abouti déjà à une catastrophe, mais la Bulgarie n'est pas encore à l'abri des conséquences d'une mauvaise gestion financière.

Pour mettre fin à la grève des employés de chemins de fer, Petkoff, au lieu de donner satisfaction partielle à ce qu'il y avait de légitime dans leur demande, préféra user de représailles, sans avoir calculé quelles seraient les suites de cette politique pour le Trésor et pour les commerçants; il compromit dans cette affaire sa réputation d'homme d'État. Il promulgua une loi privant les employés qui avaient abandonné le service par suite de la grève, de la pension de retraite à laquelle ils avaient droit, pour tout le temps de service fait avant la grève. Puis, il appela sous les drapeaux ceux des grévistes qui faisaient partie des réserves, et il les obligea par la force à travailler. Mais de pareils expédients ne pouvaient pas être employés pendant longtemps, car les ouvriers ainsi enrégimentés travaillaient peu et mal, et ils ne tardaient pas à atteindre le terme de la période de service militaire qu'ils devaient à l'État. L'opinion publique commençait à s'alarmer et beaucoup de personnes prenaient ouvertement le parti des grévistes,

---

Payacoff le remplaçait au ministère des finances pour en tirer tous les profits qu'il en attendait. Et aujourd'hui, Payacoff qui, il y a cinq ans, était poursuivi sans cesse et partout par ses créanciers, jouit d'une fortune très importante. (Journal *Mir*, nº 1430, du 13 juillet 1904.)

mais Petkoff avait engagé son amour-propre à ne pas céder et plutôt que de le faire, il préféra faire perdre à l'État plus d'un million de francs.

L'opinion publique était déjà excitée par la grève des employés de chemins de fer, lorsque, une dizaine de jours après qu'elle avait commencé, éclata la manifestation des étudiants.

Le soir du 3/16 janvier 1907, eut lieu l'inauguration du nouveau théâtre national, construit dans la capitale. Les membres du gouvernement, le Prince et son frère Philippe, les enfants princiers, le corps diplomatique et presque tous les citoyens notables de la ville assistaient à la cérémonie; seuls, quelques professeurs de l'Université avaient été rayés de la liste des invités par le ministre de l'instruction publique, M. Chichmanoff; celui-ci était malade et gardait le lit depuis quelques jours; il n'assistait pas à la représentation, ce qui ne l'avait pas empêché de donner libre cours à ses rancunes contre les professeurs. Les étudiants irrités par cette incorrection du ministre, sifflèrent le Prince à son entrée au théâtre. Cet outrage n'était le fait que d'un petit groupe d'étudiants et de grévistes; il ne pouvait donc, en aucune manière, être imputé au peuple bulgare. Mais Petkoff, dans l'intérêt de sa politique, transforma l'incident en un attentat contre la famille princière. Il y vit un moyen commode pour affermir son pouvoir ébranlé. Il accusa les professeurs et tous les étudiants sans exception d'avoir prémédité la manifestation scandaleuse du théâtre national, et il fit signer au Prince un oukaze décrétant la fermeture de l'Université pendant six mois, et la révocation de tout le personnel enseignant jusqu'à une nouvelle nomination. Quant aux étudiants, quelques-uns furent arrêtés, d'autres

expulsés de la capitale, et conduits par la force dans leur famille en province, d'où ils furent rappelés quelques jours après pour être incorporés dans l'armée et faire leur temps de service militaire. Quelques jours après, le Sobranié, qui se trouvait en vacances au moment de l'incident, se réunit, vota l'oukaze décrétant la fermeture de l'Université et approuva sans réserve les mesures prises par le gouvernement.

Le ministre de l'instruction publique, M. Chichmanoff, donna sa démission. L'incident du théâtre national suivi de la fermeture de l'Université et de la démission du ministre, a été l'aboutissement et le dernier acte de la politique déplorable suivie depuis plus de trois ans et demi par M. Chichmanoff (1). Brouillé avec tous les professeurs, détesté personnellement, il cherchait à prendre de l'influence sur les étudiants pour les détourner des idées socialistes auxquelles la plupart d'entre eux sont attachés, et pour les gagner par toutes sortes de faveurs à la politique stambouloviste. Il les excitait contre les professeurs, et il fermait les yeux, avec une indulgence exagérée, sur leurs pires incartades. Les étudiants acceptèrent ces faveurs, mais ne lui donnèrent pas leur sympathie. La manifestation du 3/16 janvier fut la conséquence de cette politique de faiblesse.

Le nouveau ministre de l'instruction publique, M. Apos-

(1) Le conseil académique de l'Université réorganisée a décidé que M. Chichmanoff serait présenté au nouveau ministre pour obtenir une chaire à l'Université. Le ministre Mouchanoff ratifiera certainement cette présentation en nommant l'ancien ministre. C'est une grande faute que le conseil académique a commise là, car c'est M. Chichmanoff qui, pendant son ministère, a désorganisé l'Université et les écoles. Un professeur, nommé Lambré Popoff, ayant déshonoré une famille, M. Chichmanoff refusa de le révoquer. Il y fut obligé par les étudiants qui menaçaient de se livrer à des voies de fait. Cet individu n'a même pas osé rester à Sofia et il est parti pour l'étranger.

toloff se déclara prêt à revenir sur les mesures restrictives prescrites par la nouvelle loi relativement à l'autonomie de l'Université et à la liberté académique ; mais il refusa de se prêter à la réintégration de tous les professeurs congédiés sans exception. L'intransigeance des professeurs qui furent appelés six mois après la fermeture de l'Université, sur la question des droits et de l'autonomie universitaires, empêcha les négociations engagées avec le ministre Apostoloff d'aboutir. L'Université fut rouverte avec des instituteurs bulgares et des professeurs étrangers ; mais les étudiants ne vinrent pas ; la plupart d'entre eux allèrent dans les Universités étrangères. La nouvelle Université n'eut que cent quatre-vingt dix étudiants, tandis qu'auparavant treize cents fréquentaient les cours.

La manifestation du théâtre national fut considérée par le gouvernement stambouloviste comme la conséquence d'un mal profond qui rongeait l'organisation scolaire en Bulgarie et qu'il s'efforçait depuis longtemps d'enrayer. Mais les prétendus réformateurs ne pouvaient pénétrer assez profondément dans la vie sociale et politique de la principauté, pour porter un jugement équitable sur la situation et distinguer clairement le mal qu'ils voulaient déraciner, n'ayant pu le prévenir. Ce mal, ce n'est pas par des lois répressives qu'on pourra y porter remède, mais bien plutôt par des mesures raisonnables, canalisant, pour ainsi dire, l'énergie exubérante de la jeunesse scolaire et universitaire. Le bon sens le plus élémentaire nous oblige à conclure que le mal n'était pas seulement dans les écoles, comme le gouvernement affectait de le croire, mais surtout dans le public lui-même, dévoyé par un gouvernement corrupteur.

Malheur aux hommes qui espèrent sauver un pays en y restreignant la liberté de la parole et de la pensée!

Lorsque le cabinet démocrate arriva au pouvoir, on répandit le bruit que M. Malinoff et ses collègues n'auraient pas le courage de résoudre la question universitaire dans le sens que souhaitait l'opinion publique. La chute même du cabinet Goudeff n'était-elle pas la preuve de l'impuissance du gouvernement à trouver une solution équitable à une question si importante pour l'avenir de la nation. La solution semblait dépendre exclusivement du Prince qui, disait-on, ne céderait pas facilement. Personne n'avait prévu la solution que le cabinet démocrate apporta et qui était précisément celle que souhaitait le public éclairé. Les professeurs peuvent à bon droit triompher, car leur triomphe est aussi celui de la nation; le gouvernement actuel n'a fait que sanctionner la volonté populaire exprimée dans une série de meetings et de réunions. M. Mouchanoff, ministre de l'instruction publique, fit signer au Prince deux oukazes : l'un révoquait tous les professeurs nommés par le cabinet Goudeff, et l'autre réintégrait tout le personnel enseignant de l'Université, tel qu'il était avant la crise.



Au moment où la lutte des partis contre Petkoff atteignait son paroxysme, et où se multipliaient les meetings de protestation, le destin frappa le président du conseil; il fut tué le 26/10 mars 1907, en pleine rue, par la main d'un employé révoqué, Alexandre Pétroff, natif de Viddin.

Les pensées de meurtre n'éclosent et ne se développent que dans certaines conditions. L'assassin Pétroff se trouvait précisément dans ces conditions. « Dans la Bulgarie

d'aujourd'hui, disait-il, pendant son procès, la corruption est partout; c'est pourquoi la jeunesse elle aussi est gangrenée. » Ces paroles d'un criminel qui, depuis le commencement jusqu'à la fin de son procès ne chercha pas à dissimuler les mobiles de son crime, sont la condamnation d'une politique corruptrice du pays et des mœurs publiques. Le cas de Pétroff est tout à fait identique à celui de Karandjouloff, qui assassina le ministre de l'instruction publique Kantcheff, et se tua ensuite lui-même. Les causes de ces crimes politiques sont le système de l'instruction moyenne donnée aux jeunes gens ; elle les prépare à toutes sortes d'emplois publics sans les former sérieusement pour l'un ou pour l'autre, et aussi la facilité de l'accès de la carrière de fonctionnaire, la mauvaise organisation des fonctions publiques et du statut des employés de l'État.

L'assassin, immédiatement arrêté, fut emprisonné avec quelques autres personnes; le lendemain, l'Assemblée nationale vota une loi restreignant sévèrement la liberté de la presse; puis, fut promulguée une loi contre les anarchistes; enfin, on rétablit la loi de Stambouloff de 1887. Le ministère Goudeff employait toute son énergie à réduire au silence les voix qui s'élevaient contre son système violent et arbitraire de gouvernement. Dans le pays, la situation était de plus en plus tendue et les esprits de plus en plus troublés; après l'avènement de Goudeff à la place de Petkoff, le système de gouvernement restait le même, et les fonctions publiques demeuraient entre les mains des adhérents du parti stambouloviste; le ministère réorganisé, M. Goudeff déclara qu'il suivrait les mêmes errements que son prédécesseur. Jamais, en Bulgarie, les lois n'avaient été ainsi foulées aux pieds, jamais autant que sous le parti

stambouloviste elles n'avaient servi de jouet aux passions politiques, votées hier, abrogées aujourd'hui. Trois lois avaient vivement mécontenté l'opinion publique : la loi sur les employés, la loi sur la responsabilité des ministres et la loi sur la question de l'Université. Le résultat de cette politique a été la défaite complète du parti stambouloviste qui, aux élections de 1908, n'a pas pu faire élire un seul de ses candidats, tandis que le parti au pouvoir, dirigé par M. Malinoff a recueilli le bénéfice de l'impopularité de ses adversaires.

* * *

L'incident Ménini.

Sous le ministère stambouloviste, un incident étrange éclata entre l'archevêque catholique de Plovdiv, Mgr Ménini, et le gouvernement Bulgare. A propos de la Constitution que le Tzar a accordée aux peuples russes, par laquelle il assure à son peuple la liberté religieuse, l'archevêque Ménini crut pouvoir, dans une brochure, en tirer la conclusion suivante : « Le généreux Empereur de toutes les Russies, Nicolas, par son manifeste de l'année dernière, a accordé à tous les Russes, par la Constitution, la liberté de conscience. Le peuple bulgare serait bien inspiré en profitant de cet exemple pour embrasser la religion qu'il croirait la meilleure. Il devrait ainsi au Tzar non seulement la libération du joug turc, mais aussi le bien précieux de la liberté religieuse. » Partant de là, Mgr Ménini se croit autorisé à insinuer au ministre bulgare qu'il serait bien inspiré en préparant l'union de l'Église bulgare avec Rome. Cette sorte de manifeste causa un vif mécontentement dans l'opinion nationale. Le ministre, au lieu d'expulser le prélat im-

prudent, préféra user de libéralisme; si pareil incident se fut produit à Athènes, à Bucarest ou à Belgrade, l'archevêque aurait eu à se repentir de son initiative audacieuse. Les Bulgares se sont montrés plus traitables et ils se sont contentés de rire d'une tentative si peu conforme à leurs sentiments et à leurs idées.

* * *

Convention douanière entre la Bulgarie et la Serbie.

Le gouvernement bulgare s'est efforcé de créer des relations amicales durables entre la Principauté et le royaume voisin de Serbie. Peu après l'avènement du roi Pierre, en 1905, le gouvernement bulgare envoya à Belgrade le colonel Hessaptchieff, ancien attaché militaire, comme envoyé extraordinaire et chargé d'une mission spéciale. Le colonel, qui prit plus tard le titre d'agent diplomatique à Belgrade, déploya une grande activité pour aboutir à un rapprochement avec la Serbie; il obtint, outre certains résultats politiques encore mal connus, la conclusion entre la Bulgarie et la Serbie d'une union douanière qui pouvait être le prélude et préparer le terrain, dans un avenir plus ou moins éloigné, à une union politique entre les deux pays. L'entrevue des deux souverains à Nisch, en 1905, la visite du roi Pierre à Sofia, la même année, tout enfin, faisait présager l'avènement d'une ère de relations amicales fondées sur les intérêts bien entendus des deux pays. Le gouvernement bulgare, fidèle à son désir d'amener un rapprochement entre les deux pays et une pratique effective de la fraternité de race serbo-bulgare, fit déposer au Sobranié la convention douanière conclue avec la Serbie; elle fut votée avec

de bruyantes acclamations par l'unanimité absolue des voix, ce qui, dans l'histoire parlementaire bulgare, était jusque-là sans exemple. Cette union douanière avait toute la portée d'un accord politique : c'est ce que l'on comprit parfaitement à Vienne où l'on prévit que de grands inconvénients pouvaient en résulter pour l'Autriche-Hongrie. La formation d'une alliance entre les États balkaniques serait mal vue à Vienne et à Berlin, parce qu'elle créerait dans la Péninsule une masse capable de faire contrepoids à l'influence autrichienne et d'arrêter la poussée germanique vers la mer Égée.

Une grande manifestation en faveur de l'union douanière avec la Bulgarie fut organisée à Belgrade et coïncida avec la fête nationale. La presse tout entière fit appel à la nation, et approuva cette politique de rapprochement avec la Bulgarie. Un seul journal, la *Stampa*, jeta dans ce concert une note discordante. Le jour du grand meeting, les citoyens serbes manifestèrent devant les bureaux du journal, criant « à bas la *Stampa*, à bas les traîtres ! » et bombardant les salles de la rédaction avec des œufs pourris ; ils brûlèrent une centaine de numéros du journal *Neue Freie Presse;* ils se portèrent aussi devant la maison du fameux Balougdjitch, le conspuant aux cris de : « à bas le traître ».

A cette manifestation d'entente serbo-bulgare, l'Autriche riposta par une note où elle se déclarait résolue à ne pas renouveler le traité de commerce et à fermer sa frontière aux produits serbes, si l'union douanière avec la Bulgarie devenait un fait accompli. Le président du conseil, ministre des affaires étrangères, Pachitch, répondit avec le calme et la fermeté d'un homme décidé à rester conciliant jusqu'au bout, mais sûr de son droit et résolu à le défendre.

La rupture économique s'en suivit; la frontière fut fermée au bétail et aux produits agricoles serbes: les négociations pour le renouvellement du traité de commerce n'étaient pas interrompues, mais Vienne les laissait volontairement traîner en longueur.

Dans ces difficultés, le gouvernement bulgare fit ce qu'il put pour venir en aide à la Serbie; il accorda à ses produits un tarif réduit de 50 p. c. sur les chemins de fer, pour les transports vers Varna. M. Pachitch était résolu à résister; il avait sondé le terrain et, l'ayant trouvé solide, il osa s'y aventurer; derrière les apparences bénignes d'un conflit douanier, l'Angleterre, la France et l'Italie comprirent qu'une grave question politique était engagée et que l'existence d'une Serbie indépendante et forte était une garantie de stabilité politique pour l'Orient et pour l'Europe tout entière (1).

La presse de Vienne avait été désagréablement surprise par la publication dans les journaux officiels de Sofia, d'une entente établissant une espèce de zollverein entre la Bulgarie et la Serbie. Aux termes de cette entente, les deux pays s'accordaient réciproquement la libre circulation sur leur territoire de leurs produits nationaux, à l'exception de ceux qui sont l'objet d'un monopole. L'Autriche, depuis qu'elle est en conflit avec la Serbie, prodigue à la Bulgarie les procédés les plus amicaux. Par les derniers traités de commerce avec les grandes puissances, la Bulgarie a obtenu certaines concessions en ce qui concerne le régime des capitulations. Seule, l'Autriche-Hongrie avait refusé jusqu'ici

(1) Voyez sur ce point l'ouvrage de M. René Pinon : *L'Europe et l'Empire ottoman*, chap. IX. Paris, Perrin, 1908, un vol. in-8°.

de conclure un traité de commerce avec la Bulgarie; en sorte que, les concessions des autres puissances ayant été faites sous conditions, restaient lettre morte faute d'une entente avec l'Autriche. Dès son arrivée au pouvoir, le baron d'Aehrenthal accorda au cabinet de Sofia le consentement de son gouvernement à la mise en vigueur des restrictions au régime des capitulations. Mais cette concession n'est qu'un trompe-l'œil, ou comme on dit en allemand : « schwindel » parce que cette abolition des capitulations, en tant qu'elle a rapport à la procédure civile, ne s'applique qu'à la période qui précède le jugement, c'est-à-dire qu'elle ne modifie que le régime des « citations », tandis que la partie la plus importante, l'exécution des jugements, a été laissée sous le régime des capitulations; donc, en matière civile, les demandeurs ne pourront à l'avenir faire aucune démarche contre les défendeurs autrichiens, sans l'intervention des délégués du consulat autrichien. Cette restriction a été maintenue, dit-on, pour permettre au gouvernement viennois d'obtenir de nouveaux avantages en échange de l'abandon de cette clause.

Malgré l'accueil extrêmement chaleureux que la convention d'union douanière trouva au Sobranié bulgare et dans le public serbe, le gouvernement de Belgrade recula devant la crainte de représailles de la part de l'Autriche, avec laquelle il se trouvait à ce moment en pleine guerre douanière. Il ne saisit pas la Scoupchtina de la convention, et il se servit de ce projet pour obtenir du cabinet de Vienne des conditions plus avantageuses dans le traité de commerce serbo-autrichien. Cette attitude, par trop machiavélique du gouvernement serbe, provoqua l'indignation des Bulgares et refroidit leur enthousiasme pour la fraternité. Le

gouvernement serbe, d'ailleurs, ne put atteindre son but. Balougdjitch, ancien secrétaire particulier du roi Pierre — un aventurier, au vrai sens du mot, — qui s'était mis au service des intérêts autrichiens, travailla efficacement à faire échouer toute tentative de rapprochement non seulement avec la Bulgarie, mais encore avec le Monténégro. Cet individu était l'ami intime du prince Karageorgewitch dans son exil, et il l'était resté après son avènement au trône; par naïveté, le Roi lui confiait tous les secrets de la politique serbe. Par cette confiance aveugle, accordée à ce bas aventurier, le Roi et le gouvernement se voyaient souvent placés dans une situation difficile. Balougdjitch ne se faisait pas faute de vendre aux Autrichiens, au service desquels il s'était mis, tous les secrets de l'activité de Patchich qu'il accusait publiquement de trahison envers la patrie. Le président du conseil poursuivit en justice son accusateur et le fit condamner à l'emprisonnement; mais déjà l'aventurier s'était réfugié à Zemlin, sur le territoire hongrois, et, peu après, non seulement il fut grâcié par le roi Pierre, mais encore il fut nommé premier secrétaire de légation à l'agence de Serbie à Constantinople. De là, il a été récemment transféré à Uskub comme agent commercial de Serbie. En réalité, sa mission consiste beaucoup moins à renseigner son gouvernement sur les conditions du marché dans cette partie de la Turquie, qu'à semer la discorde et les dissensions parmi la malheureuse population de la Macédoine.

Les menaces de l'Autriche ne laissaient pas que d'impressionner fortement le gouvernement de Belgrade. A une rupture avec l'Autriche, la Bulgarie aurait peu à perdre, puisque ses exportations sont moins grandes que les exportations autrichiennes en Bulgarie. Mais le cas de la Serbie

est très différent : l'Autriche absorbe les cinq-sixièmes de son exportation totale : économiquement, Belgrade est donc dans la dépendance de Vienne, et l'Autriche peut tenir la dragée haute au petit royaume. Dès qu'elle sut que la Serbie et la Bulgarie préparaient un arrangement commercial, qui n'était pas précisément l'union douanière, mais qui supprimait les droits de douane entre les deux États, l'Autriche protesta avec véhémence. Ce qu'il faut aux ambitions autrichiennes dans les Balkans, en effet, ce sont des États faibles et divisés pour qui l'indépendance ne soit qu'une apparence et qui dépendent en réalité des grandes puissances, leurs voisines. Ce sont de pareilles divisions entre les petits États, au XIVe siècle, qui ont permis aux Turcs de conquérir toute la péninsule. En 1885, l'Autriche a réussi à déchaîner la guerre entre les Serbes et les Bulgares. Elle regrette que cette lutte fratricide n'ait pas laissé de rancunes. La *Nouvelle Presse libre* a écrit, au moment de la crise serbe, un curieux article pour rappeler à la Serbie qu'elle oubliait Slivnitza. Elle l'a en effet oublié, mais les aventures où l'a conduite le roi Milan lui ont coûté assez cher pour qu'elle cherche à en pallier les conséquences néfastes. L'Autriche redoute que si elle laisse l'entente commerciale se conclure, on n'en arrive peu à peu à une entente politique. Sans doute, l'intimité serbo-bulgare n'est pas encore menaçante, mais l'Autriche connaît, pour en avoir souffert, l'histoire du XIXe siècle ; elle se souvient des destinées du Zollverein qui commença modestement, en 1817, par une union douanière conclue entre la Prusse et les principautés enclavées dans son territoire. Plus tard, le Zollverein engloba le Grand-Duché de Hesse ; puis il s'étendit aux autres États de l'Allemagne centrale. Il devint bientôt si puissant et si

fort que l'Autriche elle-même demanda à y entrer et que la Prusse lui ferma violemment la porte au visage. Ce fut dans cette atmosphère de relations cordiales créée par le Zollverein que germa et grandit l'arbre puissant de l'Unité germanique sur lequel on vit s'épanouir deux grandes fleurs, Sadowa et Sedan.

La Serbie a été bien inspirée en oubliant Slivnitza, mais l'Autriche n'oublie pas qu'il est de son intérêt d'écraser l'œuf d'où pourrait naître un ennemi. Aussi surveille-t-elle avec une attention jalouse les faits et gestes de la Serbie : ce malheureux pays se trouve dans la dépendance économique de son puissant voisin. Il suffit à l'Autriche, sous prétexte d'hygiène, de changer un règlement administratif et de l'appliquer sévèrement pour réduire la Serbie à merci ; « elle n'a pas besoin de mettre en mouvement ses bataillons, elle n'a qu'à mobiliser ses vétérinaires » : le bétail serbe est arrêté à la frontière, et c'est la misère dans le petit royaume ; regardez une carte, la Serbie a l'air d'entrer dans l'Autriche comme dans la gueule d'un requin ; la ligne du Danube est l'énorme et pesante mâchoire supérieure ; au sud, la Bosnie, le Sandjak de Novi-Bazar, dessinent la mâchoire inférieure qui est mobile et préhensible.

* * *

La voie ferrée de Tirnovo à Borouchtitza et la démission du ministre Gateff.

Ce fut un événement sensationnel que le télégramme du ministre des travaux publics, M. Gateff, alors en congé à Paris, faisant annoncer par un de ses amis que, avant même de quitter Sofia, il avait donné sa démission, parce qu'il désapprouvait le projet de chemin de fer de Tirnovo à

Borouchtitza, projet qui passait pour très impopulaire. M. Gateff a exposé, dans une lettre ouverte, les motifs de sa démission et toute l'histoire de la fameuse ligne transbalkanique. Il déclarait s'être efforcé, par tous les moyens en son pouvoir, de convaincre ses collègues, que la construction de cette ligne constitue une faute, et sera pour son pays un mal irréparable. Il ajoutait qu'il avait produit à l'appui de sa protestation des documents officiels émanant de fonctionnaires techniques et démontrant que cette ligne, avec sa rampe de 25 pour mille, sur un parcours de 6 à 7 kilomètres et avec ses 10 1/2 kilomètres de tunnels, ne sera jamais établie dans des conditions suffisantes pour une exploitation normale; elle sera vouée à rester une ligne d'intérêt local sans importance internationale, tandis que le tracé Hain-Bogas, proposé par les ingénieurs, constituerait la jonction la plus directe entre la Roumanie et Constantinople, et par conséquent attirerait le trafic international. M. Gateff continue en disant que tous ses arguments n'ayant pas plus convaincu ses collègues que le délégué du Prince chargé de faire une enquête, il a été réduit à donner sa démission pour ne pas assumer la responsabilité d'une faute irréparable. Le gouvernement roumain était disposé à consentir à lier ses lignes de chemins de fer avec les lignes bulgares, mais à la condition que le gouvernement princier fit passer la ligne transbalkanique par le défilé de Hain-Bogas qui seul pouvait permettre l'exploitation comme ligne internationale. Nous citons ci-dessous *in extenso*, le texte de la lettre que M. Gateff écrivit à Petkoff, ministre de l'intérieur. Au cours des débats où la majorité stambouloviste, intéressée dans la question, finit par adopter le tracé Tirnovo-Borouchtitza, M. Ghennadieff, ministre du com-

merce et de l'agriculture, déclara que M. Gateff, son collègue, était d'accord avec lui au sujet de la construction de la ligne et qu'il n'était parti pour l'étranger que pour y soigner sa santé. Cette affirmation fut brutalement désavouée par la dépêche dont nous venons de parler. M. Ghennadieff, en défendant son projet devant le Sobranié, ne s'arrêta même pas devant la falsification de documents officiels, tels que les rapports de M. Ed. De Launay; il déclara devant les députés que, aux environs des villages de Radevtzi, Platchkovtzi, dans la montagne du Balkan. on trouvait des gisements de houille si abondants que leur seule présence suffisait à justifier le passage de la ligne au milieu de ces montagnes.

Lettre de M. Gateff à M. Petkoff.

Sofia, le 26 novembre 1905.

« Je crois avoir rempli mon devoir en démontrant à Ghennadieff et à toi, avec preuves à l'appui, que le gouvernement commet une erreur colossale en décidant irrévocablement la construction de la ligne de Tirnovo à Borouchtitza. J'espérais vous voir, sinon refuser de trancher la question en principe, du moins consentir à reprendre l'étude d'une question si importante; mais, à mon grand regret, vous êtes restés, l'un et l'autre, inflexibles, inébranlables, malgré toutes mes démarches, et vous m'avez même répondu catégoriquement que, fussiez-vous même convaincus que vous commettiez une erreur, vous n'auriez cependant pas reculé.

» Étant persuadé que cette ligne constituera non seulement une faute de la part du gouvernement, mais aussi un désavantage à jamais irréparable pour le pays, il m'est

12

impossible de me présenter devant le Sobranié pour y défendre un projet que je désapprouve et de me charger de la construction.

» J'aurais honte également d'accepter la proposition qui m'a été faite par Ghennadieff et par toi de me cacher le jour où le Sobranié approuvera l'adjudication. Voilà pourquoi j'ai résolu de me retirer du cabinet, et pourquoi j'ai envoyé ma démission au ministre président M. R. Pétroff.

» Ne voulant pas que ma démission fasse du bruit et cause du scandale, j'ai allégué comme motif non pas la question de la ligne, mais le mauvais état de ma santé qui m'oblige à aller me soigner à l'étranger. GATEFF. »

Une assemblée de tous les ingénieurs bulgares convoqués à Sofia, avait adressé une protestation contre la construction de la ligne en question qu'ils qualifiaient d'absurde. Il suffira en effet de mettre sous les yeux du lecteur les données les plus importantes de chacun des deux tracés, pour lui permettre d'apprécier les inconvénients de l'un et les avansages de l'autre.

Tirnovo-Borouchtitza.	Tirnovo-Hain-Bogas.
Longueur en kil. 131,	103 kil.
Point le plus élevé 883 mètres,	600 mètres.
Longueur des tunnels 10,290 mètres,	2,892 mètres.

La première ligne coûte 9 millions de plus que l'autre.

* * *

Une affaire d'espionnage.

L'affaire d'espionnage du chiffre officiel dans laquelle fut impliqué le correspondant de l'agence Havas, Jules Sandoz, occupa longtemps les autorités et l'opinion pu-

blique. L'enquête démontra que Sandoz avait été chargé par une compagnie internationale, siégeant à Constantinople, qui s'occupe particulièrement d'espionnage, de lui fournir les chiffres officiels du gouvernement bulgare, afin de les livrer aux États intéressés, sans doute la Grèce et la Turquie.

Sandoz était alors septuagénaire; venu de Constantinople à Sofia, il avait fait la connaissance d'un certain D. Théodoroff, fonctionnaire des postes à Sofia, et il lui avait fait, verbalement et par écrit, des propositions qui ne constituaient rien moins qu'une tentative de corruption. Il lui demandait, en effet, de lui livrer une copie de tous les télégrammes chiffrés, de provenance gouvernementale de ou pour Sofia, Plovdiv, Belgrade, de ou pour toutes capitales étrangères, transitant par Sofia. Il promettait de donner « une provision sitôt qu'il aurait reçu quelques communications ». Cette dernière proposition étant restée sans effet, Sandoz revint à la charge, et promit verbalement une bonne rétribution pour chaque copie. Aussitôt, Théodoroff dénonça cette tentative de corruption. On fit une perquisition dans la chambre occupée par Sandoz, à l'hôtel Royal, mais aucune pièce compromettante ne fut découverte. Sandoz fut simplement prié de se tenir à la disposition de la justice; interrogé par le juge d'instruction, il déclara qu'il était venu en Bulgarie pour ses affaires; il avoua avoir fait des propositions à Théodoroff, pour le compte d'un de ses amis de Constantinople dont il se refusait à donner le nom; il se déclarait fort surpris qu'on l'interrogeât pour une affaire qui n'avait rien que de normal et d'habituel. A la suite de ces aveux, Sandoz fut reconnu coupable, mais, par déférence pour son grand âge, il fut simplement retenu

dans sa chambre d'hôtel et surveillé par un gendarme. Le parquet de Sofia dressa l'acte d'accusation, en vertu de l'article 146 du code de procédure criminelle, aux termes duquel la tentative de corruption d'un fonctionnaire pour obtenir la livraison de secrets de service, est passible d'une détention pouvant varier de vingt-quatre heures à trois ans. L'affaire vint devant le tribunal et Sandoz fut condamné à un an de prison; il se pourvut devant la cour d'appel et il fut mis en liberté sous caution, avec garantie de 5,000 fr. et promesse de se trouver en Bulgarie au jour fixé pour le jugement de son procès. Il ne revint jamais. Le tribunal de Sofia a ainsi commis une grosse faute, en faisant relâcher un espion; il aurait dû, au contraire, le retenir en prison, pour couper court une fois pour toutes à de pareilles tentatives.

***

La mort de la princesse Clémentine.

(3/16 février 1907.)

La princesse Clémentine, morte au cours de l'hiver 1907, était la dernière survivante des enfants de Louis-Philippe, roi des Français, et de la reine Marie-Amélie de Bourbon; elle était veuve du prince Auguste de Saxe-Cobourg et Gotha, et mère du prince Ferdinand; elle mourut à Vienne, après une courte maladie, accablée surtout par le poids de ses quatre-vingt dix ans.

La princesse Clémentine était une femme remarquable; elle avait tout l'esprit et toute la finesse diplomatique de Louis-Philippe son père. Elle était née à Paris en 1817 et c'était là qu'elle avait épousé le prince Auguste, et qu'elle

avait donné successivement le jour à quatre enfants; le dernier fut le prince Ferdinand, né à Vienne en 1861.

La princesse Clémentine, par sa naissance, par son mariage et par les alliances de ses enfants, était unie aux plus hautes familles souveraines de l'Europe; elle jouissait dans toutes les cours du renom d'une princesse d'un grand caractère, dans lequel l'ambition tenait la première place. Déjà dans son enfance, elle étonnait son entourage par la vivacité de son intelligence et par la maturité de son esprit. Après son mariage, elle partagea sa vie entre Vienne et Paris; elle se trouvait dans cette dernière ville lorsqu'éclata la révolution de février 1848; elle dut, ainsi que ses enfants, renoncer à revoir la France tant que dura le règne de Napoléon III; jusqu'en 1871, elle vécut en Angleterre, auprès de ses parents, ou à Vienne. Mais toute sa vie, elle est restée Française d'esprit et de cœur, et ses longues pérégrinations en Europe n'ont point amoindri l'amour qu'elle portait à sa première patrie.

La princesse Clémentine avait une toute particulière tendresse pour son plus jeune fils, le prince Ferdinand, avec lequel elle vécut, depuis la mort de son mari, survenue en 1881, soit à Vienne, soit au château d'Ebenthal, jusqu'au moment où le prince, alors officier dans l'armée austro-hongroise, accepta la couronne de Bulgarie en 1887. C'est à cette occasion que la princesse Clémentine fit preuve de ses éminentes qualités; c'est elle qui poussa son fils à accepter, dans des conditions très difficiles, un trône qui paraissait si fragile. Sa mort n'est pas seulement une perte irréparable pour le prince Ferdinand, mais aussi pour les Bulgares, qui savaient tous avec quel cœur elle avait adopté leur pays; ils l'aimaient pour son dévouement à la Patrie,

non seulement parce qu'elle était la mère de leur Prince, mais surtout parce qu'elle désirait passionnément faire de la Bulgarie un royaume grand, heureux et prospère. Des monceaux de télégrammes attestèrent que la douleur du Prince était partagée par son peuple, qui pleurait la mort de celle qu'il a surnommée la « Mère de la Bulgarie ». Les Bulgares n'oublieront jamais cette noble femme qui n'a pas hésité à conseiller à son fils de prendre en mains les destinées d'un peuple à peine délivré d'un lourd esclavage et que menaçaient bien des orages. En livrant son dernier-né aux hasards de la destinée et aux périls du pouvoir, elle entendait s'associer à son œuvre, en partager les soucis et les périls.

Les événements de 1886 sont encore présents à toutes les mémoires. Personne n'a oublié tous les obstacles qui se dressaient devant la Bulgarie après la déposition du prince Alexandre de Battenberg, et toutes les difficultés du choix d'un nouveau prince. C'est dans ces circonstances si difficiles que la princesse Clémentine vint au secours des Bulgares pour sauver le pays de l'anarchie; elle assura à la députation venue pour offrir la couronne à son fils, que le peuple bulgare pouvait procéder à l'élection : c'est ainsi que Ferdinand fut choisi à l'unanimité, en juin 1887, par l'Assemblée nationale. Mais le Prince, d'abord, ne voulait venir en Bulgarie que comme commissaire du gouvernement turc, ce que la Régence refusa catégoriquement. Le Prince alors se décida à venir comme Prince régnant. Clémentine fit tout son possible pour écarter les épines de la route de son fils; elle venait rarement en Bulgarie, mais elle s'employait infatigablement à faire des démarches auprès de toutes les cours d'Europe en faveur du Prince; au

début surtout, elle lui rendit ainsi de grands services, alors que la Russie refusait de le reconnaître. Elle était en très bonnes relations avec le Prince Lobanoff, ambassadeur de Russie à Vienne, et c'est par cet intermédiaire qu'elle put exercer son action sur la cour de Saint-Pétersbourg et qu'elle parvint à faire reconnaître son fils comme Prince de Bulgarie par Nicolas II.

Plus tard, dans les moments difficiles du règne, malgré son âge et sa surdité, elle a souvent aidé son fils et elle n'a reculé pour lui devant aucun voyage et aucune démarche. Après la mort de la princesse Marie-Louise, la princesse Clémentine se voua aux soins et à l'éducation des quatre enfants du Prince; elle passait avec eux une partie de l'année à Sofia ou à Euxinograde et une autre à Ebenthal ou à Menton.

L'histoire de la Bulgarie réservera une belle page à cette Princesse, dont la vie a été ballottée par tant d'orages, et qui avait acquis une telle expérience politique, qu'elle pouvait donner, dans la gestion des affaires publiques, les conseils les plus sages et les plus éclairés. Les Bulgares n'oublieront jamais la noble figure de la Princesse qui aimait passionnément leur pays.

* * *

Assassinat de Petkoff.

Trois semaines après la mort de la princesse Clémentine, survint la fin tragique du président du conseil Petkoff. A la fin d'une séance du Sobranié, Petkoff, accompagné de ses collègues, le ministre de la guerre Savoff, le ministre des finances Payacoff, le ministre du commerce Ghennadieff, se dirigeait vers le parc public, connu sous le nom de

Jardin Boris, afin d'y faire une promenade; il marchait en causant, avec ses collègues, lorsqu'ils furent rejoints par un individu qui réussit à détourner l'attention du gendarme qui suivait les ministres. L'assassin, Alexandre Pétroff, déchargea son révolver sur Ghennadieff, qui fut blessé au bras; il tira une seconde fois; la balle alla se loger dans l'épaule droite de Petkoff et pénétra dans les poumons; le blessé s'affaissa et expira presque immédiatement. L'assassin tira encore plusieurs autres coups de feu dans la direction du groupe des ministres, mais il n'atteignit personne et fut bientôt arrêté.

C'était un ancien employé de la Banque Agricole renvoyé par le ministre Ghennadieff. Il était âgé de vingt-deux ans. On n'a aucune raison d'attribuer son crime à un motif politique; le conseil de guerre le condamna à mort et il fut pendu.

Petkoff était né en 1858, au village de Bach-Keui, près de Toultcha, dans la Dobroudja; dès sa jeunesse, il se consacra à la cause de l'émancipation bulgare; fils de paysans, ancien ouvrier, il avait fait son éducation dans les conspirations contre le despotisme turc à une époque où il n'y avait guère d'écoles; dans la guerre de l'indépendance, il se montra brave soldat. Il fut un des principaux lieutenants du dictateur Stambouloff et, après l'assassinat de ce dernier, il devint le chef du parti. Ainsi, douze ans après la terrible exécution du dictateur bulgare, son meilleur lieutenant, son fidèle ami disparaissait frappé à son tour par un désespéré, avide d'assouvir ses rancunes personnelles. Si Petkoff, au pouvoir, a usé de procédés moins violents et moins illégaux que ceux de Stambouloff, c'est sans doute uniquement parce que la situation n'était plus tout à fait la même, que

les luttes de partis s'étaient un peu apaisées, mais les caractères des deux hommes avaient de grandes analogies.

Petkoff était petit, trapu, un peu lourd. Il était gaucher, d'une glorieuse gaucherie, ayant perdu son bras à Chipka. Son front fuyant, ses pommettes développées lui donnaient une physionomie un peu rude et brutale; ses yeux étrangement brillants étaient pénétrants, son regard trahissait un esprit très net, très simpliste, une volonté d'acier; Petkoff ne savait guère que lire et écrire à l'époque de Chipka; il était dans toute la force du terme un *Self-made-man;* devenu par son énergie et sa valeur personnelle une personnalité européenne, il était resté un peu fruste et primaire.

Ghennadieff avait heureusement échappé aux coups de l'assassin; ce fut lui qui se chargea de l'*interim* du ministère de l'intérieur, jusqu'à ce que le Prince eut appelé M. Goudeff; ce fut lui aussi qui succéda à Petkoff comme chef du parti stambouloviste. Ghennadieff diffère de son ami par une culture tout européenne : ancien élève de l'Université de Bruxelles, c'est un éloquent avocat et un grand orateur.

L'assassin de Petkoff et ses complices présumés avaient été renvoyés, en vertu de la nouvelle loi votée par le Sobranié, devant un conseil de guerre. Cette loi stipule que tous les auteurs d'attentat contre les ministres ou autres personnages officiels seront traduits devant la juridiction militaire. Les partis d'opposition tinrent une réunion et constituèrent un bloc pour protester contre une pareille loi: plusieurs orateurs soutinrent que les cours martiales établies par Stambouloff avaient toujours subi l'influence du gouvernement, et par suite commis de graves injustices. Ils citaient à l'appui de leur affirmation des lettres et des télégrammes de Stambouloff, d'où il résultait que les con-

seils de guerre subissaient réellement l'action du gouvernement. Aussi *la Presse* somma-t-elle le gouvernement stambouloviste d'abolir, en temps de paix, l'institution des tribunaux militaires à compétence civile. Une polémique furieuse s'engagea entre les organes de l'opposition et le *Nov Vek*, journal stambouloviste. On se passionnait pour ou contre les accusés; on s'efforçait d'influencer les juges. L'organe stambouloviste soutenait que c'était le parti nationaliste qui avait armé le bras de l'assassin, bien que l'enquête eut démontré qu'il s'agissait de l'acte isolé d'un exalté et non d'un complot politique. Après des délibérations qui durèrent toute la nuit, la cour martiale prononça sa sentence. Au cours de son interrogatoire, Pétroff avait avoué son crime en revendiquant pour lui seul la responsabilité et en attestant l'absolue innocence de ses co-accusés. Le public, nombreux et agité, entourait le tribunal. Pétroff fut reconnu coupable d'assassinat avec préméditation, et condamné à la pendaison; Iconomoff fut condamné à quinze ans de prison et Chranoff à dix ans de la même peine. Gherof, contre lequel aucune charge n'avait pu être relevée, fut acquitté.



Les relations entre la Serbie et la Bulgarie furent envenimées par un incident créé par le commissaire de police serbe de Ristovatz. Une jeune institutrice bulgare, nommée Maria Iliéva, se rendait de Sofia à Uskub par la Serbie; sous prétexte que son passeport n'était pas en règle, l'agent de police la retint à la frontière et chercha à abuser d'elle. Ne pouvant réussir dans ses projets coupables, il la fit mettre en prison et la maltraita. L'incident provoqua une

vive indignation dans la presse bulgare, qui se livra à des attaques furieuses contre les Serbes et somma le gouvernement de donner enfin une bonne leçon à ses mauvais voisins. Le ministère envoya une note très énergique et l'affaire fut réglée par des excuses du gouvernement serbe, de telle façon que les relations diplomatiques des deux pays n'eurent pas à en souffrir.

***

Boris Sarafoff.

A peine un an après l'assassinat de Petkoff, le même destin tragique frappait deux des personnalités les plus en vue de la principauté, les chefs révolutionnaires Boris Sarafoff et Ivan Garvanoff. L'assassin Panitza est le lieutenant d'un des chefs révolutionnaires de la Macédoine, Sandansky ; il est neveu du fameux major Panitza, qui fut accusé d'avoir conspiré contre le prince Ferdinand et ses ministres et fusillé. Ses amis vengèrent sa mort par le massacre de Stambouloff, tué en plein jour dans la rue Rakovska.

Le mobile de l'assassinat de Sarafoff fut, croit-on généralement, son opposition à la politique de violence en Macédoine ; il différait sur cette question avec Sandansky qui, plus cruel et plus sauvage, avait en outre des motifs personnels de rancune contre Sarafoff.

Dans ces dernières années, Sarafoff avait joué un rôle moins actif ; il passait pour écouter les conseils de prudence du gouvernement bulgare. Bien qu'il n'eut que trente-six ans, Boris Sarafoff était connu dans toute l'Europe et il avait toujours reçu à Paris et à Londres un accueil flatteur. Sa physionomie était douce, mais son caractère énergique

et indomptable; il fut, pendant plusieurs années, l'âme de l'organisation révolutionnaire en Macédoine.

Les corps de Sarafoff et de Garvanoff furent embaumés pour donner le temps aux députations de la province et de l'étranger de venir assister à ses funérailles. Une commission spéciale fut nommée pour en fixer le programme. Les maisons et les magasins, sur tout le parcours du convoi, étaient tendus de noir. Des députations des fédérations d'Arménie, de Genève, de Bucarest, des différentes villes de Bulgarie et des différentes parties de la Macédoine suivaient le char funèbre. Avant ces grandioses funérailles, les deux corps étaient restés exposés durant plusieurs jours à l'église, et le public, sans distinction de nationalité ou d'opinion, défila sans interruption du matin au soir pendant trois jours, venant honorer la mémoire des patriotes macédoniens. Devant l'église, des discours furent prononcés, au nom des différentes sociétés venues pour assister aux obsèques. Toute la cérémonie se déroula dans un ordre parfait, sans aucun incident.

Les assassins ne sont pas encore arrêtés; ils se sont enfuis de Bulgarie. Un congrès général, qui a eu lieu au printemps, a exclu Sandansky de l'organisation macédonienne.



La démission du ministère Goudeff.

On savait généralement, dès le mois d'octobre 1907, que certains chefs de parti, notamment les démocrates et les progressistes, avaient été appelés au Palais et sondés en vue d'un changement éventuel de cabinet. Dans le courant de décembre, ces négociations devinrent sérieuses et le Prince demanda à M. Malinoff, chef du parti démocrate, si, le cas

échéant, il consentirait à constituer un nouveau ministère avant que la Chambre stambouloviste eut voté le budget. La session touchait à sa fin, et le cabinet Goudeff, malgré les protestations unanimes du public, n'avait pas encore déposé le budget. C'est ce qui provoqua l'intervention directe du Prince; il consentit à ajourner la clôture des travaux parlementaires à huitaine, à la condition que, du 15 au 22 décembre, la Chambre voterait le budget. Tout faisait croire cependant que le parti stambouloviste était résolu à conserver le pouvoir à tout prix; ses organes *Nov Vek* et *Vetcherna Posta* insinuaient à plusieurs reprises que le cabinet, pour assurer la continuation des travaux entrepris, se verrait forcé de proroger le Sobranié jusqu'au mois de janvier 1908. Une pareille prétention poussa à bout la patience du Prince et, le dernier jour de la session, il envoya au ministre président, M. Goudeff, un oukaze décrétant la clôture de la Vme session ordinaire de la XIIIme Assemblée Nationale. Le cabinet Goudeff fut ainsi forcé de présenter sa démission au Prince, qui l'accepta sans tarder (1).

Le nouveau cabinet est composé de démocrates. Ce sont d'anciens amis politiques de Karavéloff: on se souvient que c'est sous le gouvernement de cet homme politique qu'avait eu lieu, en 1885, la réunion de la Roumélie orientale, la guerre avec la Serbie et la chute du prince de Battenberg. En 1901, les démocrates ont été au pouvoir, associés avec les progressistes. Peu populaire, malgré son nom, mais puisant sa force et son autorité dans les classes que l'on est

---

(1) M. Goudeff, ex-ministre président pendant près d'une année, après l'assassinat de l'ex-président D. Petkoff, était un jeune homme des plus pauvres, vivant d'une modique subvention de la rédaction du journal « *Nov Vek* »; actuellement il est propriétaire d'un petit palais et dispose de quelques centaines de mille francs

convenu d'appeler « intellectuelles », le parti karavéliste, qui compose le nouveau ministère, aura probablement avec lui de nombreux éléments stamboulovistes et radicaux. Dans le dernier Sobranié, M. Malinoff ne comptait que quelques partisans; les élections nouvelles lui ont donné une énorme majorité; il gouvernera tant qu'il paraîtra au Prince que le bien du pays et le succès de sa politique l'exigent. Ainsi, malgré les luttes des partis et les rivalités des hommes, la stabilité gouvernementale résulte de l'action personnelle du Prince.

Il faut à la Bulgarie un ensemble de réformes administratives, judiciaires et politiques. Il lui faut surtout une modification profonde dans les mœurs politiques, une répression énergique de tous les abus qui se sont glissés dans le fonctionnement du régime parlementaire. Tous les amis de la Bulgarie souhaitent que le nouveau ministère accomplisse cette lourde tâche. L'amnistie qu'il a fait voter dès son arrivée au pouvoir est un heureux début pour un gouvernement de réconciliation nationale.

* * *

Le mariage du prince Ferdinand.

Les débuts du nouveau ministère ont été heureusement marqués par le mariage du prince Ferdinand avec la princesse Éléonore de Reuss-Koestritz. L'Assemblée nationale a accueilli la nouvelle inopinée des fiançailles par des acclamations enthousiastes et par le vote de félicitations au Prince et à la Princesse. Ce mariage est en effet un événement heureux pour la dynastie et pour la nation. Après la mort de la très regrettée princesse Marie-Louise, le prince Ferdinand avait trouvé dans sa mère, la princesse Clémen-

tine, des trésors d'affection et une constante sollicitude pour ses chers enfants; mais, il y a un an, la princesse Clémentine fut à son tour enlevée et le Prince, au moment où ses enfants commencent à avoir besoin d'autre chose que des soins maternels et de caresses, dut bien des fois regretter qu'une main féminine ne fut plus là pour diriger l'éducation de sa jeune famille. C'est pour combler ce vide que le Prince s'est résolu à donner une seconde mère à ses enfants.

L'origine historique de la famille de Reuss remonte au XII[e] siècle. Elle présente cette particularité que tous ses membres du sexe masculin portent le prénom d'Henri. La famille de Reuss se divise en deux branches: la princesse Éléonore appartient à la branche cadette; elle est fille de feu le prince Henri IV et sœur du prince Henri XXIV; elle est née au château d'Ernstbrunn, en Basse-Autriche, le 22 août 1860; elle est donc plus âgée de quelques mois que le prince Ferdinand. C'est en 1689 que le rameau de Koestritz s'est détaché de la ligne de la branche cadette; en raison du droit de primogéniture, il n'hérite pas du trône, mais il a droit au parage de Koestritz qu'il gouverne (1). Géra en est la ville principale; le chef de cette branche est le prince Henri XXIV, frère de la princesse Éléonore, cousin de la grande-duchesse Marie Pavlovna. La princesse Éléonore a fait la campagne de Mandchourie avec l'armée russe; elle a fondé à son château de Leoben, en Lusace, un hôpital dont elle s'occupe elle-même.

Le mariage a eu lieu au château d'Osterstein, à quinze minutes de distance de Géra, en présence des hauts personnages représentant les différents souverains. Nous cite-

(1) Parage signifie juridiquement possession d'un fief entre plusieurs héritiers. (Dictionnaire Mozin-Peschier.)

rons seulement S. A. I. le grand-duc Vladimir Alexandrovitch, avec la grande-duchesse Marie Pavlovna, son épouse, représentant le Tzar; S. A. R. le prince Auguste-Guillaume, représentant son père l'Empereur allemand; S. A. le prince Dietrichstein, représentant S. M. François-Joseph; S. A. le prince Philippe, frère du prince Ferdinand, avec son fils; S. A. Henri XXIV, avec son fils, le prince héritier, etc. La Bulgarie était représentée par M. Stancioff, ancien ministre des affaires étrangères, et le comte de Bourboulon, ex-maréchal de la Cour. Après le mariage, le couple princier est retourné en Bulgarie en passant par la Roumanie, où il a été cordialement accueilli par le roi Carol et la reine Élisabeth. En arrivant à Rutschouk, première station bulgare, au moment où la Princesse mettait le pied pour la première fois sur le sol de la principauté, des honneurs dignes du souverain bien-aimé et de son épouse furent rendus au couple princier; de là il se rendit à Varna.

Après un repos d'une quinzaine de jours à Euxinograde, les nouveaux mariés sont venus à Sofia où les autorités et le peuple leur ont fait la réception la plus chaleureuse et la plus brillante. Installée dans sa capitale, la nouvelle souveraine s'est fait un devoir de visiter les principales institutions de bienfaisance et de se faire connaître du peuple; elle a ainsi gagné, dès les premiers jours, une popularité de bon aloi.

La grande-duchesse Marie Pavlovna, proche parente de la nouvelle souveraine, a récemment embrassé la foi orthodoxe. Nous empruntons au journal *Novoé-Vremia* le manifeste suivant, que l'empereur de Russie a promulgué le 10 avril 1908, à l'occasion du passage de la princesse Marie Pavlovna dans le sein de la religion orthodoxe.

« Notre tante chérie la grande-duchesse Marie Pavlovna, avec le consentement de son époux, ayant approfondi et reconnu la vérité de la religion orthodoxe, a été entraînée par le penchant de son âme à s'unir avec nous dans la foi et la communion de prières de l'Église et du Saint-Sacrement. Elle a accepté aujourd'hui, à notre grande joie, la foi et le baptême orthodoxes. En annonçant cet événement tant souhaité à tous nos fidèles sujets, nous ordonnons de nommer Son Altesse Impériale « la vraie croyante Grande-Duchesse ».

On ne peut qu'approuver l'acte de la Grande-Duchesse, car l'identité de foi dans une famille et dans un pays, est une garantie de concorde entre tous. C'est sans doute en vue de cet avantage que la princesse Sophie, sœur de l'Empereur d'Allemagne et Princesse héritière du trône de Grèce, a embrassé la foi orthodoxe.

Par son mariage avec le Prince régnant de Bulgarie, la princesse Éléonore est devenue souveraine de ce pays, et toute la nation bulgare souhaite que sa venue soit le commencement d'une ère de bonheur pour la famille princière et de prospérité pour la nation bulgare.

CHAPITRE VI.

LE PRINCE FERDINAND.

Le traité de Berlin détruisit en partie les stipulations de la paix conclue le 19/3 mars 1878 à San-Stefano, entre la Russie et la Turquie. La Bulgarie, telle qu'elle avait été constituée par cette paix, aurait dû comprendre tous les territoires où le bulgare était la langue dominante; elle aurait donc reçu, dès sa naissance, les provinces qui, au point de vue géographique et ethnologique, semblent devoir lui revenir; on eut supprimé ainsi les difficultés que devait engendrer la question macédonienne, tandis que la division artificielle du territoire bulgare en trois parties, portait en elle-même le germe des troubles futurs.

Au mois de septembre 1885, éclata, dans la Roumélie orientale, une insurrection qui avait pour but de réunir cette province à la Bulgarie; le résultat fut atteint, mais excita la jalousie du gouvernement serbe qui déclara à la principauté une guerre que le prince de Battenberg termina victorieusement en quelques jours.

Au mois d'avril 1886, un firman du Sultan nommait le prince Alexandre de Battenberg, pour cinq ans, gouverneur général de la Roumélie orientale qui, depuis ce temps, fait, en réalité, partie intégrante de la Bulgarie.

Le 9/21 août 1886, le prince Alexandre fut surpris par l'insurrection d'un détachement de son armée qui l'emmena

prisonnier hors de sa capitale; les régiments restés fidèles ramenèrent le prince à Sofia, mais, devant l'attitude hostile du Tzar, il se décida à abdiquer le 7 septembre.

Une députation composée de MM. Grécoff, Stoïloff et Kaltcheff, vint trouver, à Ebenthal, le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg, pour lui proposer le trône de Bulgarie. Le Prince répondit d'abord qu'il ne pouvait accepter de venir en Bulgarie que comme commissaire turc; la députation objecta qu'elle cherchait un prince et non un commissaire turc qu'elle aurait pu demander au Sultan. Le prince Ferdinand hésitait encore et demandait s'il aurait l'assentiment de la Russie, mais la députation ayant exigé une acceptation sans réserve, le Prince se décida à la donner.

Le 7/19 juillet, l'Assemblée nationale proclama, à l'unanimité, Ferdinand de Saxe-Cobourg-Gotha Prince de Bulgarie; le 15 août de la même année, il prêta le serment constitutionnel à Tirnovo (1), l'ancienne résidence de Tzars bulgares, et fit son entrée solennelle à Sofia, le 22 août. La Russie et la Turquie refusèrent longtemps de le reconnaître et ce ne fut qu'en 1896 que la Sublime Porte consentit à accorder son adhésion au fait accompli : les grandes puissances signataires du traité de Berlin avaient déjà donné la leur.

Le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg était, au moment de son avènement, lieutenant au 11e régiment de hussards dans l'armée austro-hongroise. Fils du prince Auguste de

(1) Tirnovo est bâtie sur une pente assez escarpée au sommet d'une falaise dont la Yantra baigne le pied. Cette rivière prend sa source dans les Balkans près de Chipka, décrit de nombreux circuits et se creuse, près de Tirnovo, un défilé très pittoresque dans les rochers dont les parois forment de chaque côté de son lit deux murs de hauteur égale. Tirnovo est, pour les Bulgares, ce qu'était autrefois Reims pour la France royale; c'est une cité sanctifiée par les souvenirs historiques.

Saxe-Cobourg-Gotha, il était, par sa mère, la princesse Clémentine d'Orléans, petit-fils de Louis-Philippe Ier, roi des Français. Cette ligne catholique des Cobourg descend du prince Ferdinand, mort en 1881, dont le fils aîné, Ferdinand, oncle du prince de Bulgarie, fut en 1853 roi de Portugal et grand-père du roi Carlos, assassiné dernièrement.

La maison de Saxe-Cobourg-Gotha a maintenant des représentants sur le trône de cinq États : Cobourg-Gotha, Angleterre, Belgique, Portugal et Bulgarie.

Le jubilé d'avènement du prince Ferdinand et la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie.

Depuis quelques années, une certaine presse a fait courir à plusieurs reprises le bruit que la Bulgarie proclamerait son indépendance complète et que son Prince prendrait le titre de roi. Ce bruit a pris surtout une certaine consistance en 1907, à l'occasion des fêtes du jubilé d'avènement du prince Ferdinand. La pensée de briser les derniers liens qui lui rappelaient la domination turque est venue depuis longtemps au peuple bulgare ; elle lui a été suggérée tout d'abord par les pays mêmes qui, dans les premières années de sa vie indépendante, lui ont suscité le plus de difficultés. Mais les motifs qui nous portaient à nous méfier de la perspective d'une indépendance prématurée étaient nombreux, et pas un homme politique en Bulgarie ne les méconnaissait. La presse autrichienne, qui s'est toujours efforcée d'entraver l'œuvre nationale bulgare en Macédoine, nous a souvent incités à proclamer hâtivement notre indépendance, afin de nous présenter aux yeux de l'Europe comme provoquant des troubles en Macédoine. C'était un piège que le prince Ferdinand a su éviter en refusant longtemps de se laisser

proclamer roi de la Bulgarie indépendante. Le gouvernement bulgare démentit officiellement ces bruits par un télégramme : « Le Prince poursuit infatigablement sa haute mission et. dans les circonstances actuelles, il a envers la nation bulgare d'autres devoirs à remplir et ne saurait songer à des formalités de titre et de satisfaction personnelle. La Bulgarie et son Prince défendent en Orient la cause du progrès et de l'humanité et n'ont en vue que ce noble idéal. »

Si le prince Ferdinand et son gouvernement avaient obéi aux suggestions d'origine étrangère qui les poussaient à proclamer. hâtivement et à tout risque. l'indépendance complète de la Bulgarie érigée en royaume par la seule volonté nationale. les ennemis intérieurs ou étrangers de la jeune Bulgarie n'auraient pas manqué d'accuser le Prince d'avoir provoqué. dans un but d'ambition et de vanité personnelle. le mouvement insurrectionel en Macédoine pour l'abandonner après en avoir retiré tout le parti possible d'avoir fait litière des intérêts de sa patrie adoptive pour ramasser une couronne dans le sang de la malheureuse population bulgare. au risque d'aboutir. selon toute probabilité. après une longue période de sanglante anarchie, à rompre les liens moraux qui rattachent les Bulgares de la Macédoine à ceux de la principauté.

Aujourd'hui les circonstances ont changé. La révolution opérée par les Jeunes-Turcs à Constantinople. les dispositions nouvelles de la politique ottomane. ne permettaient pas de différer plus longtemps un acte qui n'est que l'achèvement naturel de l'émancipation commencée à San-Stefano et à Berlin. Le 22 septembre 1908 (vieux style), le prince Ferdinand Ier s'est proclamé Tzar des Bulgares, reprenant ainsi l'ancien titre des souverains nationaux de la

Bulgarie; il a déclaré rompus tous les liens plus théoriques que réels qui rattachaient la Bulgarie à l'Empire Ottoman. Prochainement l'Europe — nous n'en saurions douter, — ratifiera l'œuvre des Bulgares et de leur souverain; elle ne fera que reconnaître les progrès faits par la Bulgarie depuis qu'elle est indépendante. L'acte de 1908 est l'achèvement naturel de l'œuvre commencée en 1878 par le « Tzar libérateur ».

Le jubilé de vingt ans de l'avènement du prince Ferdinand.

On vient de célébrer solennellement, à Sofia, le jubilé de vingt ans de l'avènement au trône de Bulgarie du prince Ferdinand. Les fêtes données à cette occasion ont eu lieu avec le plus grand éclat, le 15 août 1907. La veille, le Prince avait adressé à son peuple un manifeste dans lequel, après avoir rappelé l'époque troublée où il s'était vu offrir la couronne et opposé en contraste les progrès intellectuels, économiques et politiques réalisés par le peuple bulgare depuis vingt ans, le souverain continue : « C'est à vous, Bulgares, que votre Prince doit tout cela. La vitalité extraordinaire du peuple bulgare, son amour pour le travail, son aptitude au progrès, sa raison saine et son dévouement à la patrie, toutes ces qualités mises au service d'une œuvre sacrée, sont la cause de nos succès. C'est là que se cache le mystère de la place enviable qu'a conquise, dans la péninsule balkanique, un peuple dont, il y a trente ans, l'Europe ne soupçonnait pas l'existence. Au nom de la Bulgarie, dont nous sommes tous les serviteurs, je vous remercie des efforts que vous avez faits, de votre persévérance et de votre fidélité au trône et à la patrie; mais si grande que soit notre joie

dans la conscience du devoir accompli, nous ne devons pas nous laisser enivrer par les succès réalisés, ni laisser faiblir notre activité; dans la vie des peuples, l'effort doit être permanent, si nous progressons, les autres nations progressent aussi et si le chemin que nous avons à faire pour les rejoindre a diminué, il n'a pas disparu entièrement. Nous avons encore à travailler, chaque génération doit apporter sa part sur l'autel de la patrie. La génération de la renaissance a été appelée à réveiller la conscience nationale; elle a lutté dans les conditions les plus défavorables alors que le Bulgare avait oublié son alphabet ou qu'il avait honte de son nom. La génération de l'émancipation, née elle aussi dans l'esclavage, a trouvé un terrain mieux préparé. La conscience nationale était déjà ranimée et la lutte engagée pour la liberté. Combattant à une époque terrible, elle a ajouté de glorieuses pages à notre nouvelle histoire et ses efforts ont été couronnés par le magnanime Tzar libérateur qui envoya les fils de la Grande Russie combattre pour la résurrection de la Bulgarie. La génération nouvelle a vu les rayons de la liberté éclairer sa jeunesse, elle a recueilli les fruits du labeur et des sacrifices de ses deux devancières; elle est maintenant à la fleur de son âge, elle a, elle aussi, des devoirs à remplir envers la patrie. Nos pères en créant la nouvelle Bulgarie, nous ont légué la tâche de continuer la lutte et de nous montrer dignes d'eux. Animé de ces espérances, je prie le Très-Haut de soutenir ma main droite au service de la patrie et de couronner nos travaux par le succès, et je crie : Vive le peuple bulgare. »

A l'aube du jour, trente-et-un coups de canon réveillaient la capitale, où la province avait déversé trente mille visiteurs. Le Prince arriva au camp à cheval, avec ses deux fils,

enfants charmants au type bourbonien très prononcé, les deux princesses avaient précédé leur auguste père en voiture de gala. Un brillant état-major accompagnait le chef de l'État devant lequel défilèrent tous les soldats de la garnison de Sofia, augmentée de deux régiments venus de province et suivie du corps des cyclistes et des « Younaks » (1) ou sociétés de gymnastique. Un peu avant le défilé, le ministre de la guerre vint saluer le Prince devant les troupes et le pria de recevoir, de la part de sa fidèle armée, l'ordre militaire de vingt ans de services irréprochables. Le souverain décoré par son armée! quelle touchante idée!

Après le service divin et la grande parade militaire, le souverain et sa famille se transportèrent dans un pavillon fort bien décoré où eut lieu la réception solennelle du corps diplomatique, des ministres, du Saint-Synode, du bureau du Sobranié, des anciens ministres et anciens députés et des représentants de l'armée bulgare. Le président du Conseil présenta au Prince un rapport imprimé contenant l'exposé de la situation au moment de son avènement et de la situation actuelle. Un dîner de deux mille cinq cents couverts fut servi au camp. Le Prince y assistait avec les ministres, les députés, tous les maires de la principauté et les hauts dignitaires de l'État. Le soir, un feu d'artifice fut tiré et la ville fut illuminée.

Le prince Ferdinand et le peuple bulgare ne peuvent éprouver qu'un sentiment de satisfaction et d'orgueil au souvenir des vingt années qui viennent de s'écouler. Le Prince était monté sur le trône des glorieux Tzars Bulgares à une de ces époques troublées qui sont particulièrement

(1) « Younak » signifie « brave ».

favorables au développement des nations jeunes; ce qui avait eu lieu en Roumanie, en Grèce, en Serbie s'est répété plus tard en Bulgarie.

L'événement le plus important de ces temps derniers, c'est la réconciliation entre libérateurs et libérés, entre la Bulgarie et la Russie, réconciliation qui consolide la dynastie du prince Ferdinand en même temps qu'elle assure l'avenir de son peuple. Tout le monde sait qu'à son avènement, le Prince n'avait ni les sympathies, ni encore moins l'appui de l'Empire libérateur; mais la sagacité de son esprit politique, bien supérieure à celle de son prédécesseur le prince de Battenberg,lui fit comprendre que ni sa dynastie, ni le peuple bulgare ne pourraient jouir, dans leur développement, d'un avenir assuré, tant que l'amitié traditionnelle, qui doit toujours exister entre la Bulgarie et la Russie, ne serait pas complètement renouée. Le premier soin du nouveau Prince fut d'écarter l'antagonisme qui existait entre libérateurs et libérés; pour y parvenir, il fit baptiser dans l'orthodoxie son fils, le prince héritier Boris. Le gouvernement du Tzar répondit à ces avances en modifiant dans un sens favorable son attitude envers la Bulgarie.

L'habileté politique du prince Ferdinand lui gagna peu à peu les sympathies du peuple qui l'avait d'abord accueilli sans enthousiasme, et quand il jugea sa situation suffisamment consolidée par la revision de la Constitution, il abandonna la politique de Stambouloff et fit appel aux partis mixtes pour former un ministère sous la présidence de M. Stoïloff.

Les fêtes du jubilé du prince Ferdinand ont été avant tout la manifestation du triomphe des aspirations nationales et de l'esprit d'indépendance de la Bulgarie; elles ont été aussi

une glorification du génie politique bulgare. La Bulgarie régénérée fêtait le vingtième anniversaire de son paisible développement et, à cette occasion, elle se rendait compte de tout ce qui avait été fait pendant cette période; elle continuera son développement dans le même sens, sûre qu'elle est de devenir un jour le facteur le plus puissant de la péninsule balkanique.

Il est difficile de porter un jugement exact sur l'œuvre et le caractère du prince Ferdinand. Son œuvre n'est point achevée et son caractère a été diversement apprécié suivant les opinions de ceux qui l'ont jugé. Ce qu'on peut constater c'est que, eu égard à la situation difficile dans laquelle il s'est trouvé, il a donné des preuves d'une grande habileté politique. C'est à cette habileté que la Bulgarie doit d'avoir vu s'atténuer l'hostilité de l'opinion européenne et la mauvaise volonté de la Sublime Porte.

Les fêtes de l'inauguration des monuments commémoratifs de la guerre de la libération.

Il y a des moments, dans la vie des peuples, qui laissent une impression ineffaçable dans la mémoire de ceux qui les ont vécus : telles sont les fêtes organisées à l'occasion de l'inauguration des monuments de la guerre libératrice et des maisons, transformées depuis en musées, qui ont abrité, pendant les jours de la guerre de l'indépendance, le Tzar libérateur Alexandre II, son successeur Alexandre III, alors prince héritier, le grand-duc Nicolas Nicolaevitch, le prince Charles, devenu dans la suite roi de Roumanie, et le grand-duc Vladimir, fils du Tzar libérateur. Deux peuples frères, dont l'un a aidé l'autre à ressusciter à une vie nouvelle, ne

pouvaient donner une expression plus saisissante et plus vraie des liens indissolubles qui les attachent l'un à l'autre que par ces brillantes manifestations des sentiments de fraternité qui les animent.

Le peuple bulgare, qui jouit de sa liberté politique depuis trente ans, vécut, pendant ces fêtes, un moment qui restera unique dans son histoire. Il a inauguré, en présence du fils du Tzar libérateur, le grand-duc Vladimir Alexandrovitch, et des héros de la guerre d'indépendance, le magnifique monument élevé à la mémoire d'Alexandre II.

La capitale de la jeune principauté s'était parée pour recevoir dignement ses hôtes. A leur arrivée à la gare de Sofia, le grand-duc Vladimir, sa femme Marie Pavlovna et leur fils André Vladimirovitch, étaient accompagnés par le prince Ferdinand, qui s'était porté à leur rencontre à Somovite sur le Danube, tandis que D. Stancioff, ministre des affaires étrangères, les avait rejoints à Orsova sur la frontière autrichienne. Le quai de la gare était pavoisé et décoré de guirlandes de feuillage et une compagnie d'infanterie, avec le drapeau et la musique, était rangée pour rendre les honneurs. Le personnel de la légation russe et les autres agents diplomatiques, les ministres, les hauts fonctionnaires de l'État attendaient l'arrivée du train. Le prince héritier Boris, en uniforme de lieutenant de l'armée bulgare, était venu se placer à la droite de la compagnie d'infanterie, salué par les hourrahs des soldats. Lorsque Leurs Altesses Impériales descendirent du wagon, accompagnées de Son Altesse Royale le Prince de Bulgarie, les trompettes sonnèrent « aux champs », la musique joua l'hymne russe, le drapeau s'inclina sur le passage des augustes hôtes, tandis que les hommes poussaient des acclamations frénétiques; le maire

de la ville, Theodoroff, présenta aux illustres voyageurs le pain et le sel sur un plateau d'argent. Son Altesse Royale et ses hôtes s'arrêtèrent quelques instants dans le salon préparé pour les recevoir; le prince Ferdinand présenta au grand-duc Vladimir les membres du corps diplomatique, les ministres et anciens ministres, les membres du clergé, le maire de la ville et le président du comité du Tzar libérateur Alexandre II, chargé de l'érection des monuments et de l'ornement des maisons-musées. Le grand-duc Vladimir dit à Zaïmoff : « Vous avez beaucoup fait pour la perpétuation de la mémoire de mon père et de notre maison. » — « C'était là un devoir pour la Bulgarie », a répondu le président du comité.

Après la réception, les princes se rendirent au palais dans deux voitures de gala à quatre chevaux, escortées par deux pelotons du régiment de la garde et suivies de tous les personnages qui avaient assisté à l'arrivée. Les rues, sur tout le parcours de la gare au palais, étaient magnifiquement pavoisées et la foule, en masse compacte, se pressait derrière la haie des soldats; toutes les fenêtres et balcons étaient garnis de spectateurs accourus pour rendre hommage au fils du Tzar libérateur, au témoin vivant de la glorieuse épopée de 1877. Une joie générale se lisait sur tous les visages et les bouches s'ouvraient d'elles-mêmes pour faire retentir les acclamations sur le passage des illustres hôtes, comme un écho lointain répété par les montagnes.

Ce jour restera comme une date mémorable dans l'histoire de la Bulgarie, comme une journée où s'est manifesté dans toute sa vivacité le profond sentiment d'amour que tout Bulgare porte dans son cœur pour la Russie.

Le lendemain arrivaient les députations d'officiers russes,

à la tête desquelles étaient les généraux Massaloff, baron Kaulbars, commandant la circonscription militaire d'Odessa, Stoletoff,chef de la légion bulgare pendant la guerre de 1877, Parensoff, gouverneur de la ville de Saint-Pétersbourg, Kleigels, Stavrovsky, Dobrotine, comte Keller, Ponomareff, etc.; les colonels von Geiking, chef du 54e régiment de Minsk, Dobrovolsky, Konovalef, Choumakoff, Grodzidsky, etc.; les lieutenants-colonels Ghinter, Tataroff, Bogoyavlensky, von Menar, Kozliakovsky, etc.; les capitaines Vorobovsky et Akermann et vingt-et-un officiers de grades inférieurs; enfin le maire d'Odessa, M. Protopopoff.

Deux jours après l'arrivée des hôtes, le 30 12 août, eut lieu dans la capitale l'inauguration de la statue du Tzar libérateur Alexandre II. La Bulgarie, en élevant ce magnifique monument à la mémoire bénie du Libérateur et de tous les combattants tombés pour la liberté bulgare en a élevé, au fond de son cœur, un autre qui durera tant qu'il y aura un seul Bulgare sur la terre et qui se transmettra de générations en générations.

C'est avec des acclamations de joie que le peuple se presse aux abords de la rue par où devait passer le Prince et ses augustes hôtes, bien que cette rue ne fut accessible qu'aux personnes qui devaient prendre part à la cérémonie; chacun aurait voulu trouver un coin libre autour de la place du Sobranié où s'élève le monument recouvert d'une toile; il y a du monde partout : sur les arbres, sur les voitures des invités, sur les balcons, sur les toits des maisons et même sur les échafaudages de l'église en construction de Saint-Alexandre-Newsky. Pendant ce temps, un *Te Deum* était célébré à la chapelle du palais en présence du Grand-Duc, du Prince de Bulgarie et de leurs familles, des ministres, de

M. Sementovsky-Kourilo, agent diplomatique de Russie, de tous les généraux et officiers russes. A dix heures et demie sonnant, la députation militaire russe venait se ranger à droite du monument autour duquel la compagnie des vétérans bulgares de 1877/1878 faisait la garde d'honneur: le général Stoletoff courait saluer ses vieux légionnaires. Le général Kaulbars, ancien ministre de la guerre en Bulgarie, passa la revue des troupes et félicita le général Nicolaeff de leur bonne tenue. Tout autour, le long des estrades dressées pour les invités, la garnison de la capitale était rangée, attendant l'arrivée du Souverain et de ses hôtes. Trente-et-un coups de canon annoncèrent, vers onze heures, leur arrivée sur la place. Au milieu des acclamations du peuple et de l'armée, ils allèrent prendre place sous le baldaquin dressé à l'entrée du palais de l'Assemblée nationale pavoisé aux couleurs russes et bulgares. Les ministres, les membres du corps diplomatique vinrent se ranger devant le baldaquin et bientôt commença la cérémonie religieuse à laquelle officiait le métropolite Mgr Partheny, assisté de tout son clergé et de la société chorale de Nicolaeff. La cérémonie terminée, le prince fit, dans un discours chaleureux, l'éloge du Tzar libérateur, des immenses services qu'il a rendus à la cause bulgare et de l'importance des fêtes militaires commémoratives célébrées en ce jour (1).

---

(1) Comme nous l'avons fait à l'occasion du jubilé du Prince, nous donnerons ici la partie essentielle de ce discours : « Le 19 février 1878, le grand Tzar de Russie donna la liberté au peuple bulgare. La bonne nouvelle se répandit comme l'éclair jusqu'aux frontières de la terre bulgare; des millions de cœurs, débordant de joie et de bonheur, envoyaient leurs bénédictions au Tsar et à son glorieux fils; en même temps, des millions de cœurs russes glorifiaient les libérateurs. C'est à ce moment que se forma, entre les deux peuples frères, cette union spirituelle qui restera à jamais indissoluble. La Bulgarie, profondément reconnaissante envers la Russie et le Tzar libérateur a voulu perpétuer la mémoire du grand Tzar en érigeant cet humble monument sur lequel elle a fait inscrire ces mots profondément

Le Grand-Duc, touché jusqu'aux larmes, répondit par quelques paroles émues, et se dirigea, accompagné du Prince et des membres de leurs familles, du corps diplomatique et des ministres, vers le piédestal de la statue dont l'auteur, M. Arnoldo Zocchi, lui expliqua les bas-reliefs. Le Grand-Duc exprima sa satisfaction au sculpteur italien et, à sa suite, les généraux, les députations, les dignitaires russes et bulgares déposèrent des couronnes au pied du monument, devant lequel les troupes défilèrent dans un ordre parfait, aux applaudissements des généraux russes et du Grand-Duc, heureux d'exprimer au prince Ferdinand son admiration pour les grands progrès réalisés par l'armée bulgare.

Leurs Altesses Impériales et Royales et leur cortège rentrèrent au palais au milieu des acclamations et au son des musiques qui jouaient l'hymne russe. Le soir, la ville fut splendidement illuminée, un dîner de gala réunit à la Cour, avec les princes et les délégations russes, tous les membres du corps diplomatique, les ministres et un grand nombre de notables citoyens de la ville, qui furent présentés par le Prince à Son Altesse le Grand-Duc, qui reçut également, le lendemain, M. Zaïmoff, président du comité du Tzar libérateur ; aux souvenirs évoqués par le Prince qui présidait, en sa qualité de président honoraire du comité, le Grand-Duc répondit, les larmes aux yeux, par quelques paroles cordiales. Le vendredi 31 12 septembre, le Grand-

---

gravés dans l'âme nationale : « Au Tzar libérateur, la Bulgarie reconnaissante. » Aujourd'hui, le peuple bulgare et son Prince, heureux de voir au milieu d'eux Votre Altesse Impériale, représentant de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, votre auguste famille, les glorieux héros de la guerre et les délégués de la brave armée russe, s'inclinent pieusement devant la mémoire du Tzar libérateur. Au nom du peuple bulgare, je déclare ce monument inauguré, en répétant le cri national : « Au Tzar libérateur, la Bulgarie reconnaissante ! »

Duc reçu aussi les représentants des diverses sociétés scientifiques, littéraires et artistiques. MM. Kostoff, président de la *Slavianka Besséda*, et Bobtcheff, président de la *Société de bienfaisance slave*, offrirent au Grand-Duc deux diplômes attestant son élection en qualité de membre honoraire de ces deux sociétés : le Prince accepta les diplômes avec un visible plaisir.

Le jour suivant, le Grand-Duc, la Grande-Duchesse et le Prince visitèrent le bazar où étaient rassemblées des paysannes bulgares en costume national, puis ils visitèrent l'église en construction de Saint-Alexandre-Newsky, la vieille église Sainte-Sophie, le musée, le jardin botanique et zoologique, l'école de dessin, l'atelier du peintre Véchine. ancien professeur de l'école des beaux-arts, personnage bien connu en Europe par ses œuvres artistiques qui ont figuré aux expositions de Saint-Louis (États-Unis), Londres. Milan, etc.

Le dimanche 2/15 septembre, Son Altesse Impériale posa la première pierre de Saint-Nicolas le Thaumaturge, qui s'élèvera sur un terrain attenant à la légation de Russie. La cérémonie eut lieu en présence du Prince et de sa famille, de la Grande-Duchesse et de son fils André, du ministre russe M. Sementovsky-Kourilo, des membres du ministère, du président de la Chambre, etc. Mgr Partheny officiait, assisté de tout le clergé de la capitale. L'office terminé, M. Sementovsky donna lecture de l'acte de fondation de l'église russe, puis le Grand-Duc posa la première pierre, jeta de la terre dessus à trois reprises et frappa trois fois du marteau. La Grande-Duchesse, son fils André, le prince Ferdinand et ses fils répétèrent le même geste sur quelques petits blocs de marbre préparés à cet effet et sur

lesquels figuraient les initiales de chacun d'eux; ces blocs furent posés sur la première pierre dans l'intérieur de laquelle on enferma un vase en porcelaine contenant l'acte de fondation de l'église et quelques monnaies d'or et d'argent.

Les solennités officielles à Sofia furent complétées par les manifestations populaires qui éclatèrent pendant toute la durée des cérémonies, bien qu'elles ne fussent pas prévues dans le programme. Ces manifestations imprimèrent aux démonstrations officielles leur vrai caractère d'une explosion de reconnaissance envers la Russie et le Grand-Duc Vladimir, qui, vivement touché par la sincérité évidente de ces démonstrations d'amour, tendit fraternellement au peuple bulgare cette main qui avait si vaillamment tenu l'épée pour sa libération; aussi le Bulgare restera-t-il éternellement reconnaissant à son légendaire « grand-père Ivan »; c'est de ce nom que le peuple, en Bulgarie, désigne familièrement les Russes.

Le dernier jour fut consacré à une manifestation de deuil dirigée par les sociétés de bienfaisance macédoniennes. Ce fut le moment le plus émouvant du séjour des hôtes russes en Bulgarie. Plusieurs dizaines de drapeaux noirs, portés en tête de l'innombrable cortège macédonien, défilèrent le long du boulevard du Tzar-Libérateur, devant le Palais et devant le club militaire où logeaient les généraux et officiers russes. Les discours prononcés à cette occasion étaient pleins d'une douloureuse émotion, mais aussi de patriotiques espérances.

Le dimanche soir, vers minuit, leurs Altesses Impériales et Royales, accompagnées par les généraux et les ministres, partirent pour Plevna où le lundi à huit heures et demie des salves d'artillerie annoncèrent leur arrivée à l'Église-

Mausolée, au milieu d'un concours formidable de population. Aux portes de l'église, deux dames de Plevna offrirent un bouquet à la grande-duchesse Maria Pavlovna, en même temps qu'un chœur faisait entendre le chant du *Bojé Tzaria Chrani;* un *requiem* fut célébré à l'Église-Mausolée à l'intention des soldats morts sur le champ de bataille. Non loin de cette église, un assez vaste jardin renferme ce qu'on appelle la « maison-musée », celle même où le tzar Alexandre II rendit à Osman-Pacha, prisonnier, l'épée que celui-ci lui avait remise; elle contient des reliques du Tzar et des combattants de Plevna. La colline que, le 30 août 1877, Skobeleff tentait en vain d'enlever et où il perdait douze mille hommes, est aujourd'hui surmontée d'un petit monticule artificiel dont l'intérieur forme un caveau contenant les ossements des victimes.

Après l'inauguration des monuments de Plevna, le Prince et le Grand-Duc ont passé la revue des troupes de la garnison de Plevna, et devant elles, le prince Ferdinand proclama le Grand-Duc chef du 17e régiment d'infanterie de Dorostol, son fils le grand-duc André, capitaine à la suite du même régiment et la grande-duchesse Maria-Pavlovna chef du 3e régiment de Plovdiv. De Plevna, Leurs Altesses et leur suite se transportèrent au village de Pordim où se trouvent les maisons (aujourd'hui transformées en musées), que le tzar Alexandre II et le roi Charles de Roumanie ont habitées pendant la guerre. Un *requiem* y fut célébré pendant que la foule se pressait au dehors et que des paysans des environs se livraient, au son d'une cornemuse, à une danse nationale. A Pordim, les princes et leur suite visitèrent la petite église où le tzar Alexandre II a entendu la messe pendant la guerre et la maison-musée Charles Ier, puis ils

partirent pour Bela où se trouvent encore des monuments et des maisons-musées. De Gorno-Ablanovo, où le grand-duc Vladimir avait tenu son quartier général en 1877, le cortège revint à Bela où attendaient les ministres et les généraux.

Le matin du 3/16 septembre, les canons réveillaient de leur tonnerre les échos de Plevna depuis trente ans endormis. Le sol tremblait sous les pas rythmés des troupes, sous le galop des chevaux et, au feu du soleil levant, flamboyaient l'or, l'argent et les vives couleurs des uniformes! Sur les collines, dans la plaine, sous le gazon des « tumuli », dans les cryptes des monuments funèbres, les ossements blanchis des héros de 1877 ont frémi d'un long tressaillement. Les grands jours de l'épopée seraient-ils revenus? et sur cette terre saturée de sang humain, de nouvelles hécatombes allaient-elles s'ajouter à celles des temps épiques? Dormez en paix, ou plutôt réveillez-vous un instant de votre glorieux sommeil, mânes des héros de la grande guerre, votre sang versé sur le champ de bataille a fécondé la terre sur laquelle vous avez combattu; grâce à vous, elle est à présent libre et prospère. Le canon que vous entendez c'est celui des jours de fête, c'est le salut de vos anciens chefs, de vos compagnons d'armes accourus pour vous rendre hommage. Soldats de Pordim, de Bela, de Plevna entendez ces hourrahs retentissants sur le passage de l'éclatant cortège du fils de votre Empereur! Voyez, du haut du céleste séjour, cette jeunesse en armes, ces officiers déjà savants dans l'art des combats, à leur tête est le souverain de la patrie que vous avez délivrée : il se présente aujourd'hui devant vous, dépouilles mortelles des héros trépassés! devant le représentant du Grand Tzar de la noble Russie, entouré d'une armée forte, d'un peuple dont les progrès rapides assurent

les destins et il s'incline devant vous plein de reconnaissance pour les bienfaits dont vous avez comblé son pays d'adoption.

Ce fut la fin des fêtes. Leurs Altesses Impériales et Royales, accompagnées de leur suite et de leurs maisons militaires et civiles, partirent de Plevna pour Varna par un train spécial; à leur arrivée, ils furent reçus à la gare par le maire qui leur offrit le pain et le sel, par le préfet, les fonctionnaires et la population qui les accueillit avec enthousiasme. Le soir, dîner à Euxinograde, illumination, feu d'artifice, etc.; leurs Altesses Impériales furent pendant huit jours les hôtes du prince Ferdinand au palais d'Euxinograde et, après avoir visité les environs de Varna, elles accompagnèrent le prince Ferdinand à Roustchuk où elles trouvèrent le ministre plénipotentiaire de Russie, le personnel de l'ambassade russe et les ministres bulgares. Avant de quitter la Bulgarie, le Grand-Duc et le Prince accomplirent un pieux pèlerinage à Ivanovo où s'élève le monument funèbre du jeune prince de Leuchtenberg tué pendant la guerre; enfin, le Grand-Duc, la Grande-Duchesse et leur suite quittèrent Roustchuk pour Guirghevo où le prince Ferdinand et les ministres leur dirent adieu.

On nous pardonnera de nous être étendu sur le récit de ces fêtes commémoratives des grands événements dont le Tzar-libérateur Alexandre II a été le promoteur : il a semé, mais il n'a pas eu la satisfaction de récolter les fruits de sa politique généreuse; il est tombé victime de lâches assassins, mais grâce à lui le peuple bulgare, mis en possession de ses propres destinées, a suffisamment montré depuis qu'il était digne de la liberté qu'il devait à ce grand Prince. Il n'oubliera pas que c'est à lui qu'il doit d'avoir été arraché

au joug flétrissant qu'il subissait depuis des siècles et qui lui avait presque fait perdre sa foi et sa nationalité; il n'oubliera pas que l'épée du Tzar-libérateur a mis fin aux intrigues des gouvernements de l'Europe occidentale pour lesquels le maintien de l'intégrité de l'Empire Ottoman semblait un inviolable article d'évangile.

La reconnaissance des Bulgares durera, je l'espère, autant que ce peuple lui-même, car les liens étroits qui existent entre lui et le peuple russe sont non seulement des liens consacrés sur les champs de bataille, mais encore et surtout des liens de parenté, de race et de religion. On a voulu persuader aux Bulgares que si la Russie s'était imposé pour leur délivrance de lourds sacrifices d'hommes et d'argent, c'était uniquement dans un but de conquête. Il s'est trouvé, parmi les Bulgares, des hommes d'État qui, inspirés peut-être par un désir mal compris de voir leur patrie grandir et prospérer en dehors de la tutelle moscovite, ont ajouté foi à ces calomnies! Un refroidissement avec le peuple frère en est résulté qui, heureusement, grâce à l'instinct populaire guidé par l'esprit judicieux du prince Ferdinand, n'a pas persisté. Aujourd'hui, la nation est revenue aux affections séculaires auxquelles elle doit sa délivrance et auxquelles elle restera invariablement fidèle.

Le voyage du grand-duc Vladimir dans la principauté bulgare, les fêtes commémoratives des événements de 1877, prolongées pendant seize jours, l'appel fait constamment aux souvenirs de la grande épopée, n'ont pas été sans inspirer à l'étranger certaines inquiétudes! Celles de l'Autriche, notamment, se sont produites avec une acrimonie bien déplacée. Qu'a fait l'Autriche, en effet, pour l'indépendance de la Bulgarie? Elle a toujours témoigné autant de répul-

sion pour les Bulgares que de sympathie pour les Turcs; c'est elle qui, à Roustchuk, sur le vaisseau *Germania*, a livré à Midhat Pacha deux Bulgares qui furent fusillés. Si les ovations dont le Grand-Duc et les généraux russes ont été l'objet, si les manifestations patriotiques des sociétés macédoniennes ont provoqué à Vienne un grand mécontentement, à qui la faute? L'Autriche considérerait-elle les déclarations russophiles faites à Sofia comme contraires à l'entente austro-russe, ou comme portant atteinte aux visées pangermanistes sur la ligne de Mitrovitza et sur Salonique? Les feuilles officieuses de Vienne, tournant autour des stipulations de la fameuse entente de Mürzsteg, ont fait ressortir la non-concordance de ces déclarations avec les termes de l'entente? Quoi qu'il en soit, quelques jours après, les mêmes organes officieux disaient que la Russie s'était empressée de rassurer la Hoffburg en s'arrangeant pour que le couple grand-ducal visitât Vienne en quittant la Bulgarie. Ces polémiques de journaux ne seront pas d'une grande utilité à l'Autriche pour l'aider dans sa marche au delà de Mitrovitza vers Salonique, *Dafür buergt die Wacht am Rylo !*

A ce propos, le *Novoé-Vremié* a consacré plusieurs articles aux affaires macédoniennes. « La Bulgarie, écrit ce journal. qui célèbre aujourd'hui la mémoire de son libérateur, peut et doit savoir qu'elle est et restera aussi chère à la Russie que dans les années de la libération et qu'elle trouvera toujours un défenseur fidèle et puissant dans le peuple qui sacrifia ses enfants pour la délivrer. » Dans un autre article, le même journal accuse énergiquement l'Autriche de manquer de bonne foi dans l'œuvre des réformes à entreprendre en Macédoine et il insinue qu'il serait

temps d'annuler le pacte de Mürzsteg : « Que devons-nous faire à l'avenir sur cette question? dit-il en finissant. En Bulgarie, on croit inébranlablement à la faillite définitive de cet acte international et on désire que la Russie reprenne sa liberté d'action vis-à-vis de l'Autriche qui a abusé de sa collaboration avec la Russie pour prendre une situation privilégiée. L'Autriche s'opposera sans doute à ce que la Russie donne à l'entente de Mürzsteg une nouvelle et énergique impulsion : la réforme judiciaire et administrative en Macédoine n'est du goût ni de Vienne, ni de Berlin qui agit derrière le dos de Vienne. C'est à la Russie à tirer parti de cette situation pour reprendre sa liberté d'action. N'oublions pas en effet que la pierre de touche de la politique autrichienne c'est la mauvaise volonté dont elle a fait preuve dans cette question de la réforme judiciaire et administrative prévue cependant par l'article IV du programme de Mürzsteg. »

Terminons ces considérations sur le voyage en Bulgarie des héros de la guerre de 1877, en répétant une dernière fois que nos hôtes ont quitté le pays qui leur doit la liberté avec la confiance profonde de sa reconnaissance éternelle. Tout fut parfait dans ces fêtes à jamais mémorables : la manifestation des sentiments du peuple, les prévenances affectueuses du prince Ferdinand pour ses Augustes hôtes. Chacun a fait son devoir ! Puisse une harmonie aussi complète présider toujours aux destinées de la Bulgarie !

CHAPITRE VII.

LE PROGRÈS MATÉRIEL ET INTELLECTUEL.

Dans le domaine de la culture sociale et intellectuelle, la Bulgarie a fait pendant ces dernières années des progrès remarquables.

Si nous jetons un regard rapide sur son industrie, ses fabriques, nous voyons qu'elle a fait un grand pas en avant. Non seulement des capitalistes et des industriels étrangers ont fondé des établissements prospères dans la région, mais ils ont pu y employer les ressources et la main-d'œuvre locale. La mine de Pernik avec ses organisations exemplaires, des mines de plomb, de cuivre, etc., sont déjà en pleine activité ainsi que des fabriques d'étoffes à Gabrovo et à Sliven, des fabriques de sucre et de papier, de cuirs et d'objets en argile à Sofia, ainsi qu'une fabrique d'allumettes à Kostenetz-Bania, etc. Les forces économiques de la contrée sont aussi appelées à prendre un grand essor : de grandes et de petites sociétés ont été fondées pour procurer à tous le crédit à bon marché. La banque nationale, des banques particulières indigènes et étrangères ont mis leurs capitaux à la disposition des commerçants, des industriels, des artisans et des agriculteurs; il existe même, pour ces derniers, des banques agricoles spéciales.

Le commerce s'est largement développé, spécialement l'exportation des produits agricoles qui a enrichi beaucoup de cultivateurs.

L'instruction publique a pris un remarquable développement : des écoles ont été ouvertes dans les centres les plus reculés. Les gymnases pour garçons et filles sont aujourd'hui surpeuplés et il va devenir indispensable d'en ouvrir de nouveaux. Sofia possède déjà plusieurs gymnases, des écoles d'agriculture, d'autres écoles professionnelles, un séminaire ecclésiastique, des écoles normales d'instituteurs, une école de peinture.

Le nombre des personnes sachant lire et écrire est presque aussi élevé en Bulgarie que dans les pays les plus avancés de l'Europe. Si nous considérons le chiffre de la population, 3,744,283 habitants, et le nombre des élèves pendant l'année 1904, 340,668, nous trouvons une proportion de 9.1 élèves par cent habitants.

A côté des écoles d'instruction proprement dite et professionnelles, il y a encore en Bulgarie un institut pour les sourds-muets et un pensionnat pour les aveugles. Au premier rang des établissements d'instruction publique, il faut citer l'Université Bulgare qui existe déjà depuis plus de quinze ans : c'est la pépinière de la haute culture intellectuelle et de la science nationale. Malgré quelques excès de jeunesse et les incidents de l'année 1907, qui ont amené la suspension des cours, l'Université Bulgare, depuis qu'elle existe, a réussi à conquérir une bonne renommée ; les professeurs se sont distingués par une série de travaux scientifiques et les étudiants ont prouvé dans les examens leur intelligence et leurs aptitudes.

La Bulgarie possède encore d'autres institutions destinées à faciliter les études supérieures ou artistiques : telles sont le Musée scolaire au ministère de l'instruction publique, des bibliothèques et des laboratoires destinés spécialement

aux écoles, des salons de lecture, un musée national d'archéologie et d'ethnographie, une station centrale de météorologie, un théâtre national, etc.

La librairie a pris, depuis ces dernières années, une extension considérable : elle a publié un grand nombre de manuels, des livres populaires dans toutes les branches d'instruction et elle est aujourd'hui abondamment pourvue d'ouvrages concernant les belles-lettres, la science et l'instruction professionnelle; mais c'est surtout la presse périodique qui s'est développée. Sofia seule possède neuf journaux quotidiens et plus de vingt feuilles paraissant deux ou trois fois par semaine; il y a dans la capitale près de cinquante revues, y compris les revues spéciales de littérature et de science; les questions sociales ont un grand nombre d'organes avidement recherchés par les étudiants et les ouvriers.

Nous avons maintenant beaucoup de sociétés scientifiques, littéraires et politiques à la tête desquelles figure la Société de Littérature ou Académie bulgare; puis viennent les sociétés historique, juridique, économique et la société slave de Bulgarie; toutes ont leur organe spécial, mensuel ou bi-mensuel. La société slave de bienfaisance donne, dans son salon de lecture, de fréquentes conférences et des cours publics. La jeune société des publicistes bulgares, qui compte parmi ses membres beaucoup d'écrivains de talent et d'énergie, attire déjà sur elle l'attention très sympathique du public; c'est le centre des communications intellectuelles avec les pays slaves méridionaux; dans un but de propagande, elle a, au mois d'août 1906, organisé un Congrès de littérateurs ou publicistes.

On le voit, la Bulgarie avance rapidement dans les voies

de la civilisation; elle promet d'occuper bientôt une place honorable parmi les nations, qui, en Europe, sont à la tête du progrès, et la première en Orient et dans la péninsule balkanique.

Dans ces dernières années, la Bulgarie a conclu des traités de commerce avec tous les pays. M. Deschanel, dans son rapport à la Chambre des députés sur le budget des affaires étrangères, manifestait, au mois de janvier 1908, devant le Parlement français, une vive sympathie pour la principauté bulgare. A l'entendre, ce pays jeune, en voie de développement rapide, est appelé à jouer en Europe un rôle économique important, en raison de ses qualités d'intelligence et de ses aptitudes au travail. Actuellement l'Autriche, en raison de sa proximité, est en avance, mais d'autres nations, et surtout l'Allemagne, l'Angleterre et l'Italie, s'efforcent de la suivre ou même de la précéder dans leurs relations commerciales et industrielles avec la Bulgarie, et M. Deschanel n'hésite pas à déclarer que, grâce au traité de commerce de 1906, la France a des chances de prendre en Bulgarie une situation prépondérante : « Bien, écrit-il dans son rapport, que l'application du traité de 1906 ait donné lieu à certaines difficultés, le protocole du 26 janvier de la même année a donné une complète satisfaction à nos desiderata. »

Depuis sa libération, la Bulgarie n'a pas cessé de progresser dans la voie de la civilisation. Est-ce parce que le pays reste fidèle à ses traditions; est-ce parce que les ferments de progrès et les éléments de développement qui existent dans la race bulgare sont tellement vivaces que ni les révolutions ni les difficultés intérieures n'ont pu les étouffer? Toujours est-il que la patrie bulgare est aujourd'hui en

plein progrès : le commerce, l'industrie et la culture intellectuelle se développent en même temps.

Le Socialisme en Bulgarie.

Les doctrines du socialisme, exprimées sous toutes leurs formes, ont trouvé en Bulgarie un terrain favorable à leur développement. Depuis quatorze ou quinze ans, ces doctrines y ont fait des progrès extraordinaires; le socialisme bulgare a toujours eu des représentants au Sobranié et leur nombre, sous le régime des libéraux progressistes — le parti de Tzankoff, — s'est élevé jusqu'à sept. De nos jours, le courant intellectuel socialiste compte des adhérents dans presque toutes les classes de la société et surtout parmi les instituteurs, les employés inférieurs et les ouvriers. Les socialistes ont des clubs à eux et possèdent des ressources suffisantes pour fonder des journaux, des revues et toutes sortes de publications dans le but de répandre leurs doctrines. Leur propagande trouve le meilleur accueil dans la jeunesse universitaire, primaire, secondaire ou supérieure. Il est à prévoir que l'union, parmi les socialistes, ne sera pas plus durable que dans les partis politiques : ils sont déjà séparés en trois groupes : 1° socialistes étroits (révolutionnaires); 2° socialistes larges (réformistes); 3° prolétariat.

Les socialistes étroits sont des socialistes dans le sens le plus complet du mot; ils ne reconnaissent pas l'organisation sociale et politique contemporaine et entendent modifier d'un seul coup cette organisation conformément à leurs théories. Les socialistes larges rejettent également l'organisation sociale actuelle; mais, à l'encontre des premiers, ils tiennent compte des partis bourgeois et admettent volon-

tiers des compromis avec ces partis. Nous en voyons un exemple récent dans la formation du « Bloc », sorte de coalition entre les quatre partis bourgeois : nationalistes, libéraux-progressistes, démocrates et social-démocrates pour lutter contre le parti des libéraux-nationaux (Stambouloviste) alors au pouvoir ; les réformistes n'ont pas hésité à entrer dans cette coalition. Les prolétaires répondent parfaitement à leur nom : ils rejettent absolument l'organisation sociale et politique actuelle et aspirent au triomphe définitif et complet du socialisme dans son expression la plus étroite et la plus extrême, ils sont plutôt des anarchistes.

Malgré tous les progrès que le socialisme a réalisés en Bulgarie, on peut dire cependant que, dans ce pays, il n'y a pas de place pour cette doctrine, au moins quant à présent. La Bulgarie est, en effet, avant tout, un pays agricole. La terre y est partagée en petites parcelles, entre une nombreuse population rurale qui en est maîtresse absolue et qui la cultive pour son propre compte. L'industrie nationale se trouve entre les mains de la population urbaine, mais elle est encore fort éloignée du jour où elle parviendra au développement qu'elle a atteint dans les États de l'Europe occidentale. Il n'y a pas encore, à proprement parler, de grands industriels en Bulgarie ; on y trouve encore très peu d'usines employant plus de cinq à six ouvriers ; et, quant aux fabriques, elles sont en si petit nombre qu'on pourrait facilement les compter sur les doigts ; celles qui emploient plus de trente ou quarante ouvriers sont bien rares. L'ouvrage ne manque nulle part pour ceux qui ont le désir de travailler.

On le voit donc, la terre bulgare est peu propice au développement du socialisme, et alors se pose la question de

savoir comment il s'y est implanté et quelles sont les causes de son succès? On peut répondre à cette question que le socialisme, en Bulgarie, est un produit étranger importé par un esprit excessif d'imitation; les socialistes bulgares, à l'exemple de leurs frères de l'Europe occidentale, se sont crus obligés d'émettre la prétention de lutter contre un capitalisme qui n'existe pas chez eux : le socialisme en Bulgarie n'a donc pas de raison d'être.

On a comparé avec raison les socialistes bulgares d'aujourd'hui aux Bogomiles d'autrefois *(patareni)* : c'était une secte religieuse qui existait pendant la dernière période de l'ancien royaume bulgare. Cette secte ne reconnaissait aucune patrie et s'affranchissait par conséquent de tous les devoirs dont la base est le patriotisme. Ses adhérents ont eu une large part de responsabilité dans la catastrophe qui a précipité la chute de l'État bulgare et amené la domination des Turcs. Si les socialistes contemporains méconnaissaient, eux aussi, leurs devoirs envers la patrie, la propagation de leurs idées constituerait un véritable danger public.

On a pu voir déjà que le socialisme mal compris conduisait à l'anarchisme : l'assassinat du président du Conseil des ministres D. Petkoff en est la preuve. Malheureusement il ne faut pas se dissimuler que les doctrines anarchistes ont déjà trouvé un certain nombre d'adeptes dans la principauté; ils y ont même fondé une « Revue », le *Svobodno Obchtestvo* (la Libre Société) à l'aide de laquelle ils propagent leurs funestes idées; mais, comme les socialistes, les anarchistes en Bulgarie ne sont qu'une petite minorité d'égarés sans convictions ou d'ambitieux dont les capacités sont loin d'être à la hauteur de leurs appétits.

Le Ministre Schischmanoff.

A son arrivée au ministère de l'instruction publique, Schischmanoff fatigua le monde de circulaires, plus longues et plus variées les unes que les autres où il exposait sa politique scolaire qui, à l'en croire, allait inaugurer une ère nouvelle pour l'instruction publique en Bulgarie. Le temps et la réalité ont fait justice de ces procédés enfantins et de ces innovations de parade. La politique scolaire d'un État doit être en harmonie avec les intérêts généraux de la nation et concourir à leur développement. elle doit créer des pionniers pour toutes les branches de l'activité sociale, les attacher solidement au pays natal et à ses traditions.

M. Schischmanoff qui. pendant de longues années, avait rempli des fonctions importantes au ministère de l'instruction publique et qui,au moment où il fut appelé à le diriger, occupait une chaire à l'Université de Sofia, n'ignorait pas que l'enseignement dans les écoles primaires s'était sensiblement écarté du rôle qu'il avait à remplir et qu'il était urgent de prendre les mesures nécessaires pour l'y ramener. Loin de comprendre le devoir qu'il avait à remplir, le ministre sembla se mettre tout entier à la disposition du socialisme et de ses adhérents; il négliga les intérêts élevés et sacrés qui lui étaient confiés pour complaire aux représentants de la démagogie la plus extrême. Tout d'abord, il abrita sous son autorité ministérielle tous ceux qui, visiblement, travaillaient à ruiner les fondements de l'État et ne cherchaient qu'à bafouer les aspirations idéales et les traditions du peuple; je veux parler de l'Union des instituteurs, composée en majorité de socialistes larges ou étroits et de

social-démocrates, et qui était devenue un véritable État dans l'État. Aucun mouvement dans le personnel ne se faisait sans le consentement du conseil d'administration de l'Union qui sut tirer parti de cet état de choses au profit de l'action audacieuse et téméraire de ses membres sur le peuple (1). Lancés dans cette voie funeste, fidèles jusqu'à l'exaltation à leur credo politique, les instituteurs, leurs inspecteurs et beaucoup de professeurs de l'enseignement secondaire introduisirent sans scrupule leurs doctrines destructrices dans les écoles, ouvrirent des conférences, des réunions publiques, publièrent des journaux et des revues. On vit un certain nombre d'instituteurs ridiculiser, jusque dans la chaire de leurs écoles, l'idéal politique de la nation, injurier les croyances populaires et aller même, dans des conférences publiques, convoquées par ordre de Schischmanoff, jusqu'à décider de biffer l'Histoire Sainte du programme des écoles primaires et secondaires. Sous un pareil ministre, l'œuvre scolaire en Bulgarie ne tarda pas à se désagréger: pour s'attirer une popularité malsaine et complaire à la jeunesse universitaire, il fit allouer une somme de cinq mille francs pour la construction du club des étudiants, il les soutint dans la lutte qu'ils avaient engagée contre leurs professeurs, il modifia les règlements des examens de maturité d'une façon dérisoire et, pour contraindre les professeurs laborieux et capables à s'effacer devant des concurrents indignes, il rendit l'accession au professorat si facile, que la dernière des médiocrités peut aujourd'hui y parvenir. Le grand appui que le ministre donnait à l'*Union des Institu-*

(1) Le gouvernement a dissous la société *l'Union des instituteurs des écoles primaires*, à la suite des désordres survenus lors de l'inauguration du nouveau théâtre à Sophia.

teurs rendit cette société assez audacieuse pour accorder aux employés des chemins de fer en grève une somme de quinze mille francs et ouvrir en leur faveur une souscription dans toute la principauté. Il est de notoriété publique que Schischmanoff entretenait des relations intimes avec des émigrés russes établis à Sofia où ils se livraient à une propagande effrénée des doctrines nihilistes et anarchistes. Le gouvernement ne pouvait pas ignorer non plus les relations de ce singulier ministre de l'instruction publique avec les socialistes bulgares; mais pendant les quatre années que dura son ministère, ses collègues ne lui adressèrent aucun reproche et ne laissèrent même échapper aucune occasion d'affirmer leur solidarité avec lui. Le président du Conseil, M. Petkoff, déclara même à plusieurs reprises, au Sobranié, que la politique scolaire de M. Schischmanoff avait l'approbation du Cabinet tout entier. Il fallut le scandale du 3/16 janvier 1907, quand, à l'inauguration du nouveau théâtre national, la jeunesse universitaire se permit de siffler le chef de l'État, pour que le gouvernement se décidât à parler sur un autre ton. Voici comment le *Nov-Vek (Nouveau Siècle)*, l'organe officiel, juge la politique scolaire de M. Schischmanoff, après cette date qui figurera tristement dans l'histoire : « Aux nombreuses invitations que le conseil des ministres faisait à M. Schischmanoff pour la suppression finale de l'anarchie qui avait pris racine parmi les instituteurs, le ministre répondait, en cachant à dessein une partie de la réalité et en comparant, d'un ton très léger, la propagande anarcho-socialiste et anti-monarchique des instituteurs aux étincelles du vin en effervescence qui finit par se calmer. Tous les efforts que le conseil des ministres employa à dissuader M. Schischmanoff, ainsi qu'à le con-

vaincre que là où il y a des étincelles il peut aussi y avoir des bombes et des pierres lancées contre la couronne, demeuraient sans résultats. Il fallut le 3/16 janvier 1907 pour que Schischmanoff comprit qu'il aurait dû depuis longtemps s'en aller avec toute la politique suivie jusqu'alors (1). »

Cependant, les événements qui se sont déroulés après la date du 3/16 janvier vinrent montrer que le gouvernement avait encouragé le ministre Schischmanoff dans sa politique de désorganisation et de corruption scolaire, en pleine connaissance de cause, dans le but unique de créer une situation telle qu'elle justifiât les mesures réactionnaires projetées depuis longtemps; le 3/16 janvier fut, en effet, accueilli par les ministres avec une satisfaction qu'ils ne dissimulaient guère, se réjouissant de pouvoir enfin appliquer les mesures déjà décidées, non seulement contre l'Université, mais encore contre les libertés publiques. La fermeture de l'Université et les mesures de rigueur prises contre les étudiants, dont un grand nombre s'en allèrent dans les universités étrangères, ne sauraient être considérées comme une punition de la honteuse manifestation accomplie devant le théâtre national le soir de son inauguration; aucune raison sérieuse n'imposait non plus l'introduction de modifications radicales à la loi sur l'instruction publique, dont la plus importante, et en même temps la plus absurde, est la remise des écoles primaires entre les mains de maires ignorants. Ces mesures réactionnaires ont suscité l'indignation de milliers de citoyens qui n'ont cessé de protester dans l'espoir qu'un nouveau ministère réparerait les maux causés par le gouver-

(1) *Nov-Vek (Nouveau Siècle)* du 3/16 novembre 1907.

nement stambouloviste, et apaiserait une surexcitation qui se traduisit, le 25/11 mars 1906, par l'assassinat commis par un individu exalté, Alexandre Pétroff, sur la personne du président du Conseil, l'impétueux Petkoff, qu'il frappa d'une balle meurtrière au moment où il se promenait le long du boulevard du Tsar-Libérateur.

Le Parlementarisme et les Partis politiques.

Les petits États balkaniques ont emprunté aux États occidentaux le régime parlementaire, mais ils n'en ont guère que la parodie ; il est vrai de dire que, même en Occident, ce régime est loin d'être parfait. Seule l'Angleterre a réalisé l'idéal du parlementarisme. Le moins qu'on puisse dire, c'est que toutes les autres constitutions ne sont que des traductions ou des transpositions de la constitution anglaise qui, durant le siècle dernier, est devenue un objet d'envie pour le monde entier et que de toutes parts on s'est mis à copier.

Si l'on veut organiser un régime représentatif compatible avec la vie moderne et qui soit en même temps un parlementarisme réel, si l'on ne veut pas qu'il subisse des déformations qui le fausseront et le paralyseront, il faut que chaque nation accommode et adapte le régime parlementaire aux conditions de sa vie propre. Il faut viser à établir un parlementarisme moderne, effectif, utile et exempt des défauts qui l'ont discrédité dans l'opinion générale.

En effet, le parlementarisme actuel n'est bien souvent qu'un mensonge quand il n'est qu'une forme extérieure de gouvernement au lieu d'être l'âme et le principe régulateur de la vie politique. Il est comme le vin nouveau

que l'on verse dans de vieilles outres : il les fait éclater. Celui qui entreprendrait de connaître à fond l'histoire des élections en Europe ne pourrait se défendre quelquefois d'une vive surprise. Les vérifications de pouvoir ont donné lieu, dans les chambres des différents pays, aux discussions les plus passionnées; les mémoires publiés par les candidats évincés, les discours de leurs amis sont remplis d'allégations très graves et qui sont loin souvent d'être dénuées de fondement : électeurs corrompus, pression exercée, falsification de listes, bulletins jetés par paquets dans l'urne, électeurs fictifs votant pour les absents ou les morts, annulation irrégulière des votes, tous les genres de fraudes sont relevés et attestés par les témoignages les plus formels.

Le parlementarisme est l'apothéose de l'égoïsme et le triomphe de l'intérêt personnel. Théoriquement, il devrait être la solidarité organisée; en pratique, il n'est que l'émanation de l'égoïsme et du particularisme érigés en système. Suivant la fiction constitutionnelle, le député renonce à son individualité et devient le mandataire désintéressé d'une collectivité, c'est par lui que les électeurs sont censés penser, parler et agir; en réalité, les électeurs, par le fait de l'élection, abdiquent tous leurs droits en faveur du député qui recueille toute la force que ses mandataires perdent. On a dit que les électeurs étaient un bétail de vote. C'est une expression figurée mais d'une rare exactitude. Le mandat de député devrait être confié au plus capable et au plus sage; mais, hélas ! il échoit le plus souvent à celui qui sait exercer la pression électorale avec le plus d'effronterie. Le droit du peuple de disposer de soi-même, n'est en réalité qu'une fiction : en théorie, le suffrage doit assurer l'influence de la majorité; en pratique, cette influence repose entre les

mains d'une demi-douzaine de chefs de parti qui le plus souvent obéissent eux-mêmes à leur comité. En principe, les députés ne devraient s'inspirer que du bien de la masse; en réalité, sous l'apparence du bien public, ils ne recherchent que leur bien propre ou celui des électeurs influents.

Dans les petits États balkaniques, on se sert d'un moyen très simple pour conduire les élections : elles sont faites par les *sopadjis*, empruntés par la Bulgarie à la Roumanie sous feu le Dr Grécoff, ancien premier ministre : la plupart des ministères se sont servis de bandes recrutées par la police et les préfets pour terroriser les électeurs de l'opposition qui essaient d'approcher les urnes. Dans une discussion à la Chambre française, un député a déclaré que les Bulgares sont passés maîtres dans l'art de procurer la majorité à leur gouvernement..... et ce député avait raison, puisqu'en fait chaque ministère est arrivé au pouvoir grâce à ces bandes organisées par les préfets. En Grèce, on se sert des *klephtes* pour fomenter des troubles et mettre dans l'embarras le ministère qui occupe le pouvoir et alors on se plaint amèrement du défaut de sécurité dans l'État. A chaque élection, les docteurs en droit nouvellement reçus et les jeunes médecins sans clientèle jouent aussi un grand rôle; on les voit toujours en avant dans tous les mouvements politiques, et dans toutes les élections ils trouvent une occasion de se procurer une place quelconque.

Avec un pareil système, il n'y a pas de stabilité possible dans les partis politiques et par suite dans le gouvernement. On se demande comment un mécanisme aussi délicat, aussi compliqué que le gouvernement constitutionnel, a pu s'introduire dans ces sociétés de l'Orient où les droits de l'État et ceux des particuliers sont encore si mal définis : une con-

stitution semblable, pour ces peuples jeunes, semble avoir été bâtie en l'air, comme la ville des oiseaux d'Aristophane. En effet, si on étudie la formation des différents partis qui occupent la scène politique dans les États balkaniques, on voit qu'ils se sont constitués non pour développer toutes les forces du pays dans des vues désintéressées, mais uniquement pour permettre à leurs chefs et à leurs partisans de profiter des avantages du pouvoir et d'accroître leur fortune personnelle.

Aussitôt après la libération de la Bulgarie, deux partis se constituèrent : le parti conservateur et le parti libéral; aucun de ces deux partis ne voulait faire connaître son programme exact sur la politique extérieure, car le but des conservateurs comme celui des libéraux n'était autre que de s'arroger le pouvoir. La lutte commença entre eux pour s'en emparer et alors parut au grand jour le charlatanisme des partis et l'égoïsme des hommes politiques. Aujourd'hui, la Bulgarie peut se vanter d'avoir non seulement deux, mais huit partis politiques qui sont également dépourvus de principes! quelle différence y a-t-il en effet entre les Stamboulovistes, les Radoslavistes, les Tontchevistes, etc., de même quelle opposition essentielle entre le programme et les aspirations politiques des progressistes, des nationalistes et des démocrates? Quelles sont donc les raisons essentielles, quels sont les principes fondamentaux qui empêchent ces huit partis ou fractions de partis de se fondre en deux ou trois groupes dont chacun aurait un programme précis sur toutes les questions principales? Le fait qu'il n'y a entre eux aucune différence essentielle de programme montre bien que l'hostilité dont ils font preuve à l'égard les uns des autres n'est en réalité qu'une rivalité d'intérêt personnel

et de convoitises égoïstes. L'histoire d'hier et d'aujourd'hui le prouve : c'est une série de vols, de concussions, dont les scandaleux procès plaidés dernièrement donnent le tableau fidèle.

En résumé, c'est un bonheur pour le pays qu'il soit presque exclusivement agricole et que les paysans bulgares se désintéressent de la politique. Nous l'avons déjà dit, la propriété en Bulgarie est très divisée, il n'y a pas de grandes propriétés comme en Roumanie, où l'on a pu voir des boyards louer, pour trois millions et demi de francs, leurs domaines au juif Fischer (1), qui ne se faisait pas faute d'écorcher les paysans et de ne leur laisser que tout juste de quoi ne pas mourir de faim.Grâce au régime de la propriété en Bulgarie, les paysans arrivent, surtout depuis quelques années de bonnes récoltes, à une aisance relative et à une situation économique qui a frappé l'étranger lui-même. Voici comment s'exprime à cet égard un journal anglais, le *Daily-News* : « Le paysan primitif oriental a reçu une éducation dans les écoles et dans les casernes. Les ports et les chemins de fer ont contribué au développement de son industrie; les écoles d'agriculture ont produit une révolution dans les procédés de culture. Dans l'ordre économique, la Bulgarie a fait, en une génération, des progrès plus considérables que la Grèce et la Serbie en trois générations. Il n'y a qu'un nuage : la question macédonienne. La solution définitive de cette question est dans le sens d'un contrôle neutre de l'Europe, et surtout dans la jonction des chemins de fer bulgares avec la mer Égée; la réduction des armements dans

(1) 159,399 hectares loués pour 3 1/2 millions de francs; 30,152 autres au juif Schuster pour 525,546 francs.

la principauté ferait de la Bulgarie, en moins de trente ans, un des pays les plus heureux et les plus prospères de l'Europe, car les Bulgares ont énergiquement le goût du travail et de l'ordre.

Seuls les intellectuels et particulièrement les avocats, se livrent avec ardeur aux luttes politiques. Cette plaie, d'ailleurs, n'est pas particulière à la Bulgarie : toute l'Europe en souffre. La plupart des membres du Sobranié sont des avocats qui, songeant plutôt à leurs intérêts qu'à ceux du pays, font des lois qui sont de véritables nids à procès qui énervent la jurisprudence.

Le remède est heureusement à côté du mal : il faut que les citoyens s'accoutument à se grouper en deux ou trois partis ayant des programmes bien précis, au lieu de sept ou huit. Tant qu'ils n'auront pas renoncé à cet émiettement des forces politiques du pays, la vie politique sera ballottée et troublée par les ambitions de quelques personnages sans scrupules. »

Les finances.

A son arrivée au pouvoir, en 1903, la principale préoccupation du cabinet Pétroff-Petkoff fut la stabilisation des finances de l'État et l'amélioration de la situation économique du pays. Pour en venir à ses fins, le gouvernement dut recourir aux expédients habituels : augmentation des impôts, création de nouvelles sources de revenus et conclusion d'emprunts. Les causes qui ont motivé ces expédients tiennent aussi bien aux besoins de l'État, croissant parallèlement avec le progrès général du pays qu'à l'entreprise de nombreuses constructions publiques, telles que chemins

de fer, ports, chaussées, écoles, casernes, hôpitaux, etc. En présence d'un tel programme de constructions, le budget de l'État ne pouvait suffire et la demande de crédits extrabudgétaires s'est imposée; aussi, dès l'année 1903, y a-t-il eu lieu de noter un accroissement de 5 millions de francs dans le chapitre des dépenses du budget pour 1904.

Mais jetons un coup d'œil sur les réformes fiscales introduites par le gouvernement durant la période législative quinquennale, et voyons quels en sont les résultats acquis.

Le budget des recettes et des dépenses pour 1903, voté par le Sobranié, s'élevait à 98 millions de francs. Il était loin de représenter les ressources dont la Bulgarie pouvait disposer; il aurait pu atteindre 120 millions au minimum. Ce budget modeste et exigu ne permettait pas un développement notable dans les différentes branches de l'économie nationale. Le gouvernement n'avait pas à sa disposition des ressources extrabudgétaires, à l'effet de pourvoir à des entreprises d'un caractère social et d'utilité publique; il trouva, au contraire, en prenant les rênes de l'État au mois de mai 1903, une dette flottante d'environ 2,330,000 francs qu'il fallait liquider. A défaut de moyens et d'une forte volonté, les gouvernements qui se sont succédé jusqu'à l'année 1903 ont été forcés de ne rien entreprendre et le pays s'est trouvé dans un état stationnaire pendant plusieurs années. Pour donner une plus grande extension à la gestion de l'État et parer aux besoins provoqués par la situation générale économique du pays, il fallait s'assurer un plus fort rendement de recettes dans le budget ordinaire. Le renforcement du budget des recettes, la création de nouveaux revenus ne pouvait pas avoir lieu immédiatement, mais graduellement. Il importait au préalable d'adopter

et appliquer une série de dispositions législatives, avant d'arriver à un résultat pratique sérieux.

Par la mise en application, en 1905, de la loi relative au régime des impôts directs, l'administration financière a été stabilisée, les arriérés liquidés. La nouvelle évaluation, en 1905, de la propriété bâtie et de l'impôt sur le revenu, tout en contribuant à l'augmentation des recettes budgétaires *par une répartition plus équitable de l'impôt foncier*, fit en même temps ressortir l'état progressif des métiers et du bien-être général de la population. Le cadastre, dont la confection commencée en 1903 a été finie en 1905, a eu pour objet une nouvelle répartition de l'impôt foncier, ce qui a réduit notablement la charge des petits cultivateurs. L'un des principes essentiels du programme du gouvernement consistait dans le dégrèvement des impôts directs et l'augmentation des contributions indirectes; l'impôt du « Beglik », c'est-à-dire la taxe imposée sur les moutons et les chèvres, a été réduit d'un million et demi de francs. Voici les résultats obtenus du fait de l'introduction des réformes dans la perception des impôts directs : les arriérés sont en grande partie recouvrés ; le rendement des contributions directes s'élevait en 1903 au chiffre global de 37 millions et demi, aujourd'hui il atteint 41,380,000 francs, soit une plus-value d'environ 4 millions.

Le résultat des réformes accomplies dans le régime des contributions indirectes est encore plus important. La somme prévue à rentrer de ce chef au budget de 1903 était de 32 millions de francs. Durant onze mois, en 1907, les recettes encaissées montent à 56 millions; en fixant à 4 millions de francs le rendement du mois de décembre, nous obtiendrons une rentrée totale des contributions indirectes

d'environ 60 millions de francs. Soixante millions en regard des 32 millions de francs en 1903! Ce brillant résultat est dû, sans contredit, à l'accroissement de la richesse nationale et aux nouvelles lois fiscales.

Les lois au moyen desquelles nous avons réformé l'assiette et le mode de perception des impôts indirects sont les suivantes : 1° la loi sur les tabacs. Grâce aux réformes introduites et à la majoration du droit de banderoles adoptée en 1906, la production du tabac suit une progression constante, le rendement pour 1907 est de 16 millions de francs, ce qui représente une augmentation de 60 p. c. sur la prévision de 10 millions de francs du budget de 1903. 2° Par la loi de 1905 sur les accises et les licences sur les spiritueux, l'État s'est réservé la vente exclusive de certains articles, le sel, les allumettes, le papier à cigarettes et les cartes à jouer. Les articles monopolisés ont donné à l'État, en 1907, un revenu de 11 millions de francs, en regard duquel les dépenses pour le personnel ne sont que de cinquante mille francs. N'oublions pas de mentionner la refonte de la loi sur les timbres qui a donné de bons résultats. En 1903, le rendement du droit de timbre était en moyenne de 3,300,000 francs et, en 1907, il atteint 5 millions, d'où une augmentation de près de 50 p. c. par rapport au revenu de 1903.

Il nous reste à examiner une question très importante, celle de la conclusion des traités de commerce et de la mise en application du tarif spécifique autonome qui majore les droits d'entrée. Les négociations à ce sujet ont abouti à un plein succès : à l'égal des autres puissances de l'Europe, nous avons obtenu un régime douanier favorable à notre production nationale, en vertu d'un tarif autonome basé

sur le principe des intérêts réciproques. Nous ne nous sommes pas dessaisis de tout ce qui a été acquis jusqu'à présent sous le rapport économique et fiscal au moyen des traités de commerce. Nous n'avons point perdu de vue les intérêts des agriculteurs, des industriels et des artisans, en ayant soin, d'un autre côté, de réserver une liberté complète à la concurrence intérieure, dont l'essor pourrait renforcer la protection extérieure. Résultats : en 1903, les recettes des droits d'entrée prévues au budget étaient de 9 millions de francs et 8 millions seulement ont été recouvrés. Pour l'année 1907, ce revenu atteint le chiffre de 20 millions de francs environ. Ce fait témoigne de l'heureuse application des traités de commerce et est en harmonie avec la situation économique du pays.

Disons également que la Bulgarie progresse sous tous les rapports. Les communications par voies ferrées, les ports, télégraphes et téléphones ont pris de l'extension. En 1903, la somme recouvrée sur les recettes de ces chapitres était de 11,600,000 francs; en 1907, la rentrée est de 18 millions de francs. Rappelons par parenthèse que le matériel roulant des chemins de fer a été amélioré et augmenté, qu'un grand nombre de stations de postes-télégraphes ont été établies, ainsi qu'une foule de lignes téléphoniques. Ces mesures ont déterminé l'accroissement du budget des dépenses.

Telles sont, en traits rapides, les principales réformes touchant le budget des recettes de l'État. Voici les résultats généraux obtenus : en 1903, la prévision budgétaire était de 98 millions de francs, contre une rentrée de 104 millions de francs; d'un autre côté, le budget pour 1907 était de 122 millions de francs, avec un chiffre total de recou-

vrements d'environ 144 millions de francs, c'est-à-dire 40 millions de plus qu'en 1903 (1).

Calculons maintenant le revenu des 4 dernières années. Le budget de 1904 nous a donné réellement 115,300,000 fr.; celui de 1905, 127,600,000 francs; celui de 1906, 134 millions de francs, et celui de 1907, 144 millions de francs; total : 520 millions de francs en chiffres ronds. Prenons comme base la rentrée du budget de 1903, 104 millions de francs, et admettons qu'un tel rendement ait été obtenu durant les quatre années subséquentes et que des réformes financières n'aient pas été appliquées, nous avons alors : $4 \times 104 = 416$ millions. Différence entre les deux totaux : 104 millions de francs. Ce petit calcul fait ressortir l'heureuse influence des réformes fiscales qui ont créé pendant 4 ans un revenu de plus de 104 millions de francs, dont le Trésor aurait été privé si les réformes n'avaient pas été introduites.

Nous pouvons hardiment avancer que les réformes fiscales et les dispositions qui ont porté le budget des recettes de 100 à 144 millions, loin d'influer défavorablement sur l'état économique et social de la population, ont, au contraire, poussé le pays dans la voie du progrès. En effet, les données statistiques du commerce d'exportation de 1900 à 1906 nous font voir que l'économie rurale s'est bien développée. En outre, les patentables s'élevaient, en 1902, à 46,228 âmes; en 1905, les rôles nominatifs indiquaient 52,464 âmes, soit 6,236 ou 13 pour cent en plus. Nous possédons d'autres renseignements qui confirment le développement du commerce.

---

(1) La plupart de ces sommes sont indiquées en chiffres ronds.

En 1903, 16,137 trains ont fait un parcours de 2,078,093 kilomètres; en 1904, ce chiffre est porté à 2,685,215 kilomètres sur 22,041 trains et, en 1905, le parcours de 21,976 trains s'élève à 2,852,037 kilomètres. Ajoutons à ces chiffres les recettes des chemins de fer qui ont augmenté, en proportion du mouvement précité. En 1903, les recettes sont de 8 millions; en 1905, elles atteignent 10 millions et demi et en 1906, 12 millions. En 1907, le nombre des voyageurs qui ont circulé pendant les neuf premiers mois de l'année est de 4 millions; en 1906 et pour la même période de temps, la circulation des voyageurs montait à 3.300.000. Notons que le même progrès est remarqué dans le mouvement des ports de Varna et de Bourgas.

Suivons l'essor de l'industrie. D'après les indications statistiques, il y a eu, en 1904, cent soixante-six établissements industriels qui ont bénéficié de la loi pour l'encouragement de l'industrie nationale, dont le capital versé était de 31 millions et la production de 32 millions de francs. En 1907, il y a 206 établissements de même nature qui ont produit des marchandises pour 42 millions de francs. Le capital versé est de 54 millions de francs! Vous remarquerez ici *l'agglomération d'un capital, d'une épargne sociale placée* dans de nouvelles entreprises industrielles.

Sous le même rapport, les dépôts de la caisse d'épargne, où sont placées les petites économies de la population, dénotent une affluence de capitaux. En 1905, les placements se sont élevés à la somme de 18 millions de francs, contre 14,866,735 obtenus en 1904. En 1907, les dépôts reçus pendant les 9 premiers mois représentent 17,694,453 francs et pour la même période, en 1906, 17 millions de francs. Un

indice de la diffusion de la richesse, c'est que le nombre des déposants a grandi.

Nous fondant sur les données ci-dessus, nous pouvons affirmer que les richesses nationales s'accroissent ; cet essor se manifeste sous trois formes : dans l'extension du commerce et de l'industrie, dans le placement des économies nationales en immeubles et enfin dans l'accumulation de grandes disponibilités à la Caisse d'épargne, aux banques bulgares et autres.

Abordons maintenant la deuxième partie de la question, savoir, les dépenses de l'État. C'est un fait avéré que l'extension des dépenses a été nécessitée par suite des réformes considérables accomplies dans le domaine politique et social. Les dépenses ont été consacrées, en premier lieu, aux besoins militaires de l'État et, en second lieu, au relèvement intellectuel et moral du pays. Grâce aux ressources ordinaires des budgets, aux crédits extrabudgétaires et aux emprunts, le gouvernement a été en mesure de remplir le programme qu'il s'était tracé : l'approvisionnement de l'armée et l'extension du réseau des voies ferrées et des routes. Dans deux ou trois ans, quand le sifflet de la locomotive se sera fait entendre à travers le Balkan, depuis le Danube jusqu'à Kustendil, l'exploitation des chemins de fer rapportera un nouveau rendement de revenus qui augmenteront sans cesse et qui assureront à l'État des excédents importants, après la couverture des intérêts et de l'amortissement du capital dépensé.

Examinons l'accroissement progressif des dépenses. Les crédits du budget de 1904 se chiffrent à 105 millions et demi de francs ; le budget de l'année suivante reçoit une augmentation importante de crédits : il atteint 116 millions de francs.

Le même chapitre du budget de 1906 est prévu à 118 millions, celui de 1907, à 121,983,000.

Les principaux crédits extrabudgétaires demandés au Sobranié depuis 1904 à 1907 sont : en 1904, un crédit pour l'armement de 42,700,000 francs, dont 25 millions restent disponibles sur le produit de l'Emprunt Bulgare 5 % or 1904 (1). En 1906, l'Assemblée nationale a voté des crédits jusqu'à concurrence de 35 millions de francs, dont 1 million de francs affectés à la construction des bains minéraux de l'Etat à Verchetz, Banki, Hissar et Méritchléri, à la captation de quelques sources à Hissar et à l'aliénation de terrains autour des sources. En 1907, un crédit de 32 millions a été voté pour l'armement, dont 25 millions sont à prélever sur l'emprunt 4 1/2 % or 1907. De plus, un crédit de 1 million de francs (ressort du ministère du commerce et de l'agriculture) a pour destination spéciale l'installation de l'énergie électrique à la mine de Pernik. N'omettons pas de dire que les excédents résultant des budgets ordinaires sont affectés à la couverture des susdits crédits extraordinaires.

Les chiffres que nous donnons ci-après ne sont pas dénués d'intérêt : il est utile de les consulter.

---

(1) Cet emprunt a été conclu en vue de consolider la dette flottante et affecte une provision de 20 millions de francs nominaux aux travaux de construction de lignes ferrées. N'ayant pu suffire à la couverture des crédits extrabudgétaires, malgré les avances importantes consenties par la Banque nationale Bulgare et la Banque agricole, ainsi que les rentrées régulières des impôts ordinaires et des arriérés, il fallut recourir en 1907 à un autre emprunt d'un montant nominal de 145,000,000 de francs à 4 1/2 p. c. d'intérêt, sur le produit duquel 25 millions sont réservés aux fournitures Schneider, 32,338,090 francs à la construction de nouvelles lignes de chemins de fer et 53,910,307 francs à la conversion des emprunts bulgares 6 p. c. or 1888 et 1889.

Revenus des lignes exploitées par l'État.

Le coût de la totalité des lignes, qui sont la propriété de l'État, y compris le matériel roulant, est de 177,131,092 francs; le rendement net des lignes est de 4,353,999 francs.

Tableau des revenus des Chemins de fer de 1901 à 1906.

Années.	Recettes.	Dépenses.	Revenu net.	Capital employé
1901	7.285.097	4.718.706	2.566.391	153.529.211
1902	7.498.178	5.347.855	2.150.323	160.770.744
1903	8.226.842	5.692.969	2.533.873	161.576.979
1904	10.960.288	7.144.334	3.815.954	164.966.623
1905	11.170.970	7.372.105	3.798.865	170.966.656
1906	11.772.387	7.418.388	4.353.999	177.131.092

Tableau des rentrées du droit du Mourourié (1) et du droit des banderoles.

Années.	Mourourié sur le tabac indigène non fabriqué.	Droit de banderoles sur les tabacs fabriqués.
En 1903	Francs 786.858	Francs 10.429.078
» 1904	» 841.591	» 11.328.140
» 1905	» 872.025	» 11.856.901
» 1906	» 918.879	» 12.498.684
» 1907	» 843.071	» 16.052.653

(1) On entend par « Mourourié » le droit de fr. 0.40 payé sur un kilogramme de tabac non fabriqué. Naguère, jusqu'en 1890, les producteurs de tabac étaient assujettis aussi bien au droit du mourourié qu'à l'impôt foncier. Mais la loi du 15 décembre 1890, élaborée en vue de favoriser la culture de cette plante, exempta les terres ainsi ensemencées de l'impôt foncier et soumit les acheteurs du tabac non fabriqué au droit du mourourié de fr. 0.40 par kilo.

Rendement de l'impôt du Timbre de 1903 à 1907.

En 1903..............fr.	3.152.242 35
» 1904................	4.000.381 70
» 1905................	4.465.325 »
» 1906................	4.746.434 85
» 1907................	5.196.654 52

Le devis pour la *construction du port de Bourgas* était, au début, de 7,098,138 francs, mais la dépense réelle a atteint 7,280,000 francs. Ce surplus de dépenses est dû aux travaux supplémentaires entrepris ultérieurement, tels que construction de canaux, routes, établissement de phares ainsi que d'autres aménagements nécessaires au service d'exploitation du port.

Le port de Varna coûtait, au début, 6,922,472 francs: en ajoutant le prix des travaux accessoires entrepris jusqu'au 1er janvier 1906, le capital déboursé s'élève à 7,450,000 francs.

Trafic des ports de Varna et Bourgas.

Années	BOURGAS.			VARNA.		
	Importation en tonnes.	Exportation en tonnes.	TOTAL.	Importation en tonnes.	Exportation en tonnes.	TOTAL.
1888	6.469	29.931	36.400	— —	— —	— —
1894	29.669	71.044	100.713	37.944	106.257	144.201
1896	33.048	137.896	170.924	43.915	131.481	175.396
1899	31.352	32.009	63.361	35.274	52.939	88.213
1900	14.694	32.559	47.253	29.445	52.294	81.739
1903	25.027	161.687	186.714	53.471	139.241	192.712
1905	27.343	212.956	240.299	63.272	153.732	217.004

Il ressort de ces données que le mouvement commercial du port de Bourgas était très faible avant l'inauguration de la ligne Yamboli-Bourgas (1890); à partir de cette époque il s'est renforcé, notamment après la mise en exploitation du port (1903). Quant au port de Varna, le trafic a sensiblement augmenté pendant la période décennale; il y a espoir qu'il sera triplé et quadruplé, même après l'exécution de certains travaux indispensables : construction du premier môle, achèvement de hangars, établissement d'un canal navigable partant de la mer Noire par le port de Varna et aboutissant au lac de Devna.

L'entretien du service d'exploitation (personnel, frais de route et de séjour, fournitures de bureau, etc.) a coûté en 1905 : 47,068 francs pour le port de Bourgas et 11,496 pour le port de Varna. *Le rendement le plus élevé pour les droits maritimes, taxes et autres* revient aux mois de novembre et décembre. Notons que les revenus du port de Bourgas dépassent triplement ceux de Varna.

Années.	Bourgas. Revenus en francs.	Varna. Revenus en francs.
1903	149.571	11.974
1904	363.703	34.431
1905	379.679	83.075

État comparatif des recettes et des dépenses du budget de l'État de 1903 à 1907.

Années.	Recettes prévues.	Rentrées réelles constat.
En 1903	Francs 98.017.900	Francs 99.014.365
» 1904	» 106.163.400	» 115.163.709
» 1905	» 111.920.000	» 127.606.502
» 1906	» 117.953.000	» 132.752.240
» 1907	» 121.983.000	» 143.998.945

Années.	Dépenses prévues.	Dépenses réelles constat.
En 1903	Francs 97.753.910	Francs 98.768.430
» 1904	» 106.149.404	» 106.967.309
» 1905	» 111.903.281	» 111.902.553
» 1906	» 117.948.420	» 113.733.843
» 1907	» 121.969.441	» 125.530.263

Crédits extraordinaires.

Les crédits extraordinaires autorisés durant la période législative de 1903 à 1907 s'élèvent à environ 200 millions de francs et se divisent en deux catégories bien distinctes : crédits militaires et crédits pour la construction d'écoles primaires, chaussées, hôpitaux, bains minéraux, chemins de fer, ports, quais, casernes, etc.

La couverture de la totalité des crédits est assurée par des sources spéciales de revenus, soit au moyen de provisions prévues aux emprunts *intérieurs* (conclus aux deux banques bulgares de crédit) et extérieurs, soit au moyen d'excédents

certains résultant des budgets ordinaires de l'État de 1904 à 1907. (De sorte que l'allocation de ces crédits n'influe en rien sur l'équilibre des budgets ordinaires, comme certains critiques osent l'affirmer.)

1° En 1903 et en 1904, les *crédits militaires* votés en dehors des budgets de l'État montent à la somme de 71 millions 300,000 francs, dont 25 millions sont prélevés sur le produit de l'Emprunt bulgare 5 % or 1904. En 1907, les crédits de ce genre demandés sont de 32 millions de francs, sur lesquels l'Emprunt bulgare 4 ½ % or 1907 fournit une provision de 25 millions. Le total des crédits sanctionnés est donc de 103,300,000 francs. De ce chef, 20,460,146 francs 12 cent. restent encore disponibles à partir du 1er mars 1908.

2° Pour le parachèvement du réseau des chemins de fer et des ports, la presque totalité des crédits est fournie par le produit de l'Emprunt 5 % 1904 (16,183,800 fr.) et de l'Emprunt 4 ½ % or 1907 (32,438,090 fr.), = 48,621,890 francs, dont fr. 42,265,755.50 ne sont pas encore employés. Le reste des crédits, environ 20 millions, est couvert par les excédents budgétaires de 1904 à 1907. Quant aux autres crédits spéciaux affectés à diverses constructions d'utilité publique, ils ne dépassent pas la somme de 30 millions de francs. Les emprunts conclus aux deux banques bulgares de crédit fournissent cette dernière somme.

Charges de la dette publique bulgare en 1907 et en 1908.

A. — *Redevances et divers.*	1908	1907
I. Redevance de la Roumanie Orientale envers la Sublime-Porte . .	2.951.000	2.951.000
II. Subvention à la Société Bulgare de navigation............	500.000	382.192
III. Frais de change, commission et autres.....................	185.000	220.000
	3.636.000	3.553.192

B. — *Amortissement.*	1908	1907
IV. Amortissement des arrérages dus par la Roumélie antérieurement au 1er septembre 1887.	500.000	500.000
V. Amortissement de l'Emprunt Bulgare 6 % or 1888..........	— —	1.332.000
VI. Amortissement de l'Emprunt Bulgare 6 % or 1889..........	— —	835.000
VII. Amortissement de l'Emprunt Bulgare 6 % or 1892.........	3.040 000	2.868.042
VIII. Amortissement de l'Emprunt Bulgare 5 % or 1902....	620.000	590.000
IX. Amortissement de l'Emprunt Bulgare 5 % or 1904..........	527.500	505.000
X. Amortissement de l'Emprunt Bulgare 4 ½ % or 1907........	490.000	— —
	5.177.500	6.630.042
C. — *Intérêts.*		
XI. Intérêts de l'Emprunt Bulgare 6 % or 1888.............	— —	1.914.705
XII. Intérêts de l'Emprunt Bulgare 6 % or 1889............	— —	1.268.400
XIII. Intérêts de l'Emprunt Bulgare 6 % or 1892.............	5.852.265	6.030.900
XIV. Intérêts de l'Emprunt Bulgare 5 % or 1902.............	5.170.375	5.200.250
XV. Intérêts de l'Emprunt Bulgare 5 % or 1904.............	4.933.000	4.958.250
XVI. Intérêts de l'Emprunt Bulgare 4 ½ % or 1907..........	6.519.543	3.270.656.25(1)
	22.475.183	22.643.161.25
Total général....	51.788.683	33.326.395.25

Population et degré d'instruction en Bulgarie, en Serbie et en Roumanie, au 31 décembre 1900.

Population.

Au 31 décembre 1900, il y avait en Bulgarie une population de 3,744,283 habitants, dont 1.909.567 hommes et

(1) Ce chiffre représente la somme des intérêts courus pendant le deuxième semestre de 1907 pour le 1er *coupon* de l'emprunt de 1907. Le premier tirage d'amortissement a eu lieu le 19 décembre 1907/1er janvier 1908 et l'*échéance de payement* le 19 janvier/1er février 1908. Voilà pourquoi la somme d'amortissement concernant l'emprunt bulgare 4 1/2 p. c. or 1907, en 1907, ne se trouve pas indiquée au tableau B.

1,834,716 femmes. En Serbie, la population était de 2 millions 492,882 habitants, dont 1,281,278 hommes et 1,211,604 femmes, et en Roumanie, de 5,956,690 habitants, dont 3,026,639 hommes et 2,930,051 femmes.

Degré d'instruction en général.

Pendant la même année, le nombre des habitants lettrés était : en Bulgarie, 893,672, soit 23.87 p. c.; en Serbie, 423,433, soit 16.99 p. c., et en Roumanie, 1,034,597, soit 17.37 p. c. D'où il ressort que le premier rang, au point de vue de l'instruction, entre les trois États balkaniques, appartient au plus jeune — à la Bulgarie, qui est supérieure de 6.50 p. c. à la Roumanie et de 6.88 p. c. à la Serbie.

Instruction par sexe.

En Bulgarie, il y avait 687.982 hommes et 205,690 femmes lettrés, d'où l'instruction des hommes était 36.03 p. c. et celle des femmes 11.21 p. c.

La Serbie avait 331,794 hommes et 71,642 femmes lettrés, soit 27.46 p. c. hommes et 5.91 p. c. femmes.

La Roumanie avait 785,120 hommes et 249,477 femmes lettrés, soit 25.94 p. c. hommes et 8.51 p. c. femmes.

Il appert de la comparaison dans les trois États, que l'instruction des hommes en Bulgarie est supérieure à l'instruction des hommes en Serbie de 8.57 p. c. et en Roumanie de 10.09 p. c., et l'instruction des femmes est supérieure de 2.70 p. c. à l'instruction des femmes en Roumanie, et en Serbie de 5.30 p. c.

Instruction par langue maternelle (1).

L'instruction de la population en Bulgarie, par langue maternelle, était la suivante : langue bulgare 801,204 per-

(1) Les renseignements pour la Roumanie nous font défaut.

sonnes, soit 27.74 p. c., dont 620,682 hommes, soit 42.18 p.c., et 180,522 femmes, soit 12.75 p. c.; autres langues : 92,468 personnes, soit 10.80 p. c., dont 67,300 hommes, soit 15.37 p. c. et 25,168 femmes, soit 6.01 p. c.

En Serbie, il y avait 393,574 personnes, soit 17.12 p. c. lettrées en langue serbe, dont 331,354, soit 28.00 p. c. hommes et 62,200, soit 5.58 p. c. femmes; autres langues : 29,859 personnes, soit 15.37 p. c., dont 20,437, soit 20.90 p. c. hommes et 9,422, soit 9.76 p. c. femmes.

Par conséquent, l'instruction en langue bulgare, de la population mâle, est supérieure à celle en langue serbe de 14.18 p. c., et l'instruction de la population féminine est aussi supérieure de 7.17 p. c. Quant à la population lettrée en d'autres langues, en Bulgarie, elle était de 5.53 p. c. inférieure à celle de Serbie pour les hommes et de 3.75 p. c. pour les femmes.

Il appert de la comparaison de la population lettrée en Bulgarie dans la langue maternelle bulgare à la population lettrée en d'autres langues, que l'instruction en langue bulgare est supérieure à l'instruction en d'autres langues de 26.81 p. c. pour les hommes et de 6.74 p. c. pour les femmes. En Serbie, l'instruction en langue serbe est supérieure à l'instruction en d'autres langues de 7.10 p. c. pour les hommes, tandis que la proportion des femmes lettrées en d'autres langues est supérieure à la proportion des femmes lettrées en langue serbe de 4.18 p. c. (1).

Pour donner une plus grande lucidité à ce qui précède, nous ajoutons le tableau ci-après :

---

(1) J'ai tâché de me procurer une statistique sur l'instruction générale en Grèce, mais il n'existe pas dans le royaume hellénique de statistique officielle sur ce point. Nous croyons cependant qu'il y a dans ce pays moins d'illettrés qu'en Roumanie, en Serbie et en Bulgarie.

		Nombres absolus.			Nombres relatifs.		
		hommes	femmes	Total.	hom.	fem.	Total.

Principauté de Bulgarie.

		hommes	femmes	Total.	hom.	fem.	Total.
Total	Lettrés...	687,982	205.690	893,672	36.03	11.21	23.87
	Illettrés..	1,221,585	1,629,026	2,850,611	63.97	88.79	76.13
	Totaux...	1,909,567	1,834,716	3,744,283	00.00	100.00	100.00
Langue bulgare	Lettrés...	620,682	180,522	801,204	42.18	12.75	27.74
	Illettrés..	850.886	1,235,770	2,086,656	57.82	80.25	72.26
	Totaux...	1,471,568	1,416,292	2.887.860	100.00	100.00	100.00
Autres langues	Lettrés...	67,300	25,168	92,468	15.37	6.01	10.80
	Illettrés..	370,699	393,256	763,955	84.63	93.99	89.20
	Totaux...	437,999	418,424	856.423	100.00	100.00	100.00

Royaume de Serbie.

		hommes	femmes	Total.	hom.	fem.	Total.
Total	Lettrés...	351,791	71,642	423.433	27.46	5.91	16.99
	Illettrés..	929,487	1,139,962	2,069,449	72.54	94.09	83.01
	Totaux...	1,281,278	1.211,604	2,492,882	100.00	100.00	100.00
Langue serbe	Lettrés...	331,354	62,220	393,574	28.00	5.58	17.12
	Illettrés..	852,153	1,052,824	1,904,977	72.00	94.42	82.88
	Totaux...	1,183,507	1.115,044	2,298,551	100.00	100.00	100.00
Autres langues	Lettrés...	20.437	9,422	29,859	20.90	9.76	15.37
	Illettrés..	77,334	87,138	164,472	79.10	90.24	84.63
	Totaux...	97.771	96,560	194.331	100.00	100.00	100.00

Royaume de Roumanie.

		hommes	femmes	Total.	hom.	fem.	Total.
Total	Lettrés...	785,120	249,477	71,034,59	25.94	8.51	17.37
	Illettrés..	2,241,519	2,680,574	4,922,093	74.06	91.49	82.63
	Totaux...	3,026,639	2,930,051	5,956,690	100.00	100.00	100.00

CHAPITRE VIII.

LES AFFAIRES DE MACÉDOINE.

I.

Le voyage du comte Lamsdorff à Sofia.

13/26 décembre 1902.

L'annonce officielle du voyage du comte Lamsdorff, ministre des affaires étrangères de Russie, en 1902, à Sofia et à Vienne, produisit dans toute l'Europe et principalement dans la péninsule balkanique, une grande sensation.

Le comte Lamsdorff succéda au comte Mouravieff comme ministre des affaires étrangères de Russie, et il conserva ce poste jusqu'en 1906; il vient de mourir à San-Rémo, après une longue maladie. Il était né en 1847. Sa longue carrière de quarante années s'est passée tout entière au département des affaires étrangères à Saint-Pétersbourg. Il avait accompagné, en 1878, son chef le prince Gortschakoff au Congrès de Berlin et il était devenu directeur politique au ministère. En 1903, la constitution d'une vice-royauté de l'Asie orientale lui enleva la direction de la politique russe en Extrême-Orient. Ce fut l'une des causes de la désastreuse guerre russo-japonaise, que sa prudence aurait sans doute réussi à prévenir.

Le comte Lamsdorff n'était pas un diplomate voyageur: il n'avait pas parcouru le monde comme la plupart de ses

émules et il n'avait pas cet étrange vernis de cosmopolitisme en même temps que cet esprit d'exclusivisme qui font souvent du diplomate tout ensemble un citoyen du monde et un membre d'une étroite coterie. C'est à Saint-Pétersbourg, dans les bureaux du ministère, que le comte fit toute sa carrière, vécut, travailla, gravit un à un tous les échelons de la hiérarchie, jusqu'à ce que, à la mort de Mouravieff, il fut appelé à en occuper le sommet.

Le comte Lamsdorff ne fut pas un ministre grand seigneur à la Gortschakoff ou à la Talleyrand, gens de haut lignage qui pensaient honorer leur place encore plus qu'ils ne se sentaient honorés par elle; c'était un de ces premiers commis appliqués et expérimentés comme l'histoire de l'ancien régime en a connus qui, sans bruit, conduisaient effectivement le département, avaient le secret des négociations les plus délicates et remplissaient auprès de leurs ministres le rôle d'un chef d'état-major perdu dans les rayons de la gloire de son général.

Le comte Lamsdorff entra en Bulgarie par la station de Tsaribrode; il y fut salué par le président du Conseil, M. Stoyan Daneff; le ministre des travaux publics, M. Popoff; l'agent diplomatique de Russie, M. Bakhmetieff, et le secrétaire général du ministère des affaires étrangères, M. Tzokoff; ce dernier était attaché à sa personne; il est actuellement agent diplomatique à Saint-Pétersbourg.

Le train spécial arriva à Sofia le 13/26 décembre 1902, et le Ministre fut d'abord salué à la gare par l'aide-de-camp, général Nicolaeff, actuellement ministre de la guerre, au nom du prince Ferdinand.

Le comte reçut à Sofia un accueil enthousiaste; les Macédoniens aussi bien que les Bulgares de la principauté l'accla-

mèrent. Cette réception chaleureuse s'adressait d'ailleurs non à la personne du comte, mais uniquement au représentant du tzar Nicolas II, car sa politique, qui fut la cause des horribles massacres et des dévastations qui ont ensanglanté la Macédoine, ainsi que du développement des bandes de toute nationalité et de l'assassinat de deux consuls russes, ne pouvait être populaire en Bulgarie. Toute la Bulgarie officielle. Prince. gouvernement. haut clergé orthodoxe, fonctionnaires s'empressèrent à l'envi de rendre hommage au représentant de Nicolas II. Le maire de la capitale. conformément au rite slave. lui offrit le pain et le sel symboliques en prononçant une harangue de bienvenue. En se rendant au galop de ses chevaux au Palais où l'attendait l'hospitalité du prince Ferdinand. le comte put voir sur son trajet se déployer les bannières des sociétés populaires rassemblées en son honneur. Le comte fut l'hôte du Prince, qui voyait avec joie dans sa présence la confirmation d'un fait qui était l'orgueil de son règne : l'amitié protectrice de la cour de Russie. C'était la première fois qu'un chancelier russe venait à Sofia et la ville tenait naturellement à le dignement recevoir. Tout en étant l'hôte du Prince, le comte Lamsdorff put constater que, du premier jour jusqu'au dernier, le peuple s'était associé du fond du cœur aux cérémonies officielles qui s'étaient ainsi transformées en réjouissances nationales.

Le soir, au Palais, il y eut un dîner de gala, auquel prirent part les membres du corps diplomatique. les ministres et anciens ministres, les hauts fonctionnaires. les membres les plus distingués de la colonie macédonienne : ces derniers furent présentés par le président du Conseil. M. Daneff, au comte Lamsdorff. Le même soir. les Sofiotes organisèrent en

son honneur une promenade aux flambeaux, qui devint une manifestation triomphale.

Le lendemain, le comte vint au Sobranié, et, après avoir assisté à une partie de la séance, il descendit dans les couloirs et à la buvette. Le président, M. Tzankoff, prononça, en le recevant et en portant sa santé, des paroles qui eurent dans toute la Bulgarie un écho unanime et sympatique.

Le prince Ferdinand donna la plus grande attention à cette visite du comte Lamsdorff; il sut avec le tact le plus parfait éviter tout ce qui aurait pu gêner le ministre du Tzar dans sa mission et le placer dans une position délicate; il sut aussi lui faire sentir les profondes sympathies et l'amour des Bulgares pour la Russie. Dès la première soirée, le caractère de cette visite fut nettement marqué. Le comte ne chercha qu'à recueillir des informations auprès des hommes politiques de Sofia au sujet de la question macédonienne. Il fut visible que sa mission n'avait pas seulement pour but de s'enquérir de la situation, mais surtout de recommander au gouvernement du Prince une complète abstention vis-à-vis du mouvement révolutionnaire. En même temps qu'à Sofia, la diplomatie russe agissait à Constantinople et à Belgrade, réclamant de la Turquie des réformes administratives en Macédoine et conseillant énergiquement à la Serbie, de même qu'à la Bulgarie, d'empêcher l'agitation des comités.

Après avoir séjourné deux jours, le comte quitta Sofia par train spécial, accompagné, jusqu'à Tzaribrode, par le Prince, les ministres et M. Bakhmetieff.

Le voyage du comte Lamsdorff à Vienne et dans les Balkans montrait qu'en Russie comme en Autriche-Hongrie on reconnaissait la gravité et l'imminence du danger que les

menées révolutionnaires en Macédoine faisaient courir à la paix de l'Europe. C'était, comme disait lord Palmsterston, « une de ces allumettes qui peuvent mettre le feu à l'Orient tout entier ». Vienne et Saint-Pétersbourg étaient également décidées à maintenir à tout prix la paix dans la péninsule.

A Constantinople, les explications données par la Russie, sur le voyage du chancelier, ne rassuraient qu'à demi le plus soupçonneux des souverains. Il craignait que le comte, qui avait prêché à Sofia et à Belgrade la prudence et la modération, ne parlât sur un autre ton à Vienne où il allait se rendre. On redoutait les fluctuations de la politique de Vienne. N'est-ce pas à elle, en effet, plutôt qu'à la femme, que l'on pourrait adresser la célèbre apostrophe d'Hamlet : « Ton nom est fragilité. »

II.

Les réformes en Macédoine.

Depuis qu'il y a des Turcs en Europe, et que, de ce fait, il existe une question d'Orient, depuis surtout que les Turcs ont cessé d'être des conquérants et que, à mesure que les frontières de leur empire ont reculé, leurs sujets chrétiens se sont affranchis, les puissances sont fixées sur la valeur des réformes que le gouvernement ottoman promet périodiquement et ne réalise jamais.

Les visites du chancelier russe à Sofia, Belgrade et Vienne et les démarches faites par les ambassadeurs auprès de la Sublime-Porte, indiquaient que l'Europe sentait le besoin de trouver une solution au terrible problème macédonien et qu'elle était résolue à mettre un terme à un état de choses qui constitue une menace permanente pour le maintien de

la paix européenne. L'intérêt bien entendu de la Turquie était de rétablir le calme dans ses provinces d'Europe et d'empêcher qu'il ne fût de nouveau troublé.

La Turquie, qui est d'une si merveilleuse richesse naturelle, est menacée d'une ruine totale par la mauvaise gestion de ses finances; de même que le prodigue finit toujours par tomber aux mains des usuriers, de même la Turquie a fini par tomber aux mains de ses créanciers étrangers; les puissances se conduisent à son égard avec la même absence de scrupules que les usuriers à l'égard de leurs débiteurs récalcitrants. Chaque emprunt permet à l'Europe de s'attribuer des compensations politiques importantes. Il existe en Turquie des services publics assurés par des Turcs et qui fonctionnent correctement depuis que l'Europe a présidé à leur réorganisation. Telles sont la régie des Tabacs et la Dette Ottomane. Il existe également des provinces qui ont des gouverneurs généraux à demi-indépendants et dont la stabilité est garantie par les puissances; des races différentes vivent en paix sous leur gouvernement. C'est le cas du Liban. Pourquoi un pareil régime ne pourrait-il pas être appliqué en Macédoine?

Le journal *l'Européen* écrit : « La gendarmerie et les soldats, ne pouvant toucher leur solde, trouvent bon de vivre sur la contrée; ils la traitent en pays conquis; sous prétexte de rechercher les armes cachées, ils pénètrent dans le domicile des habitants et commettent toutes sortes de violences. Ce dont la Macédoine a besoin, c'est d'un homme capable de réorganiser la perception des impôts d'une façon honnête et correcte et d'assurer le paiement régulier des fonctionnaires.

La double entente de la Russie et de l'Autriche dans les

Balkans se trouvait dans la nécessité de faire des réformes ou du moins d'en avoir l'air, puisqu'elle avait affirmé sa volonté d'assurer à elle toute seule la tâche que la majorité des grandes puissances avait paru sur le point d'assumer. De cette préoccupation naquit la note communiquée au Sultan, au mois de février 1903 et publiée en substance par le messager du gouvernement de Saint-Pétersbourg du même mois (1).

La Porte mit à accepter ce plan de réformes un empressement dont M. Constans, ambassadeur de France à Constantinople, s'étonnait dans une dépêche à M. Delcassé. Il était évident que le gouvernement turc avait été agréablement surpris par la modestie des exigences austro-russes.

Cependant, la situation était grave et appelait de prompts remèdes. Les événements ne tardèrent pas à prendre de telles proportions que l'opinion occidentale ne put rester longtemps indifférente, ni se contenter de l'action insuffisante des deux empires « les plus intéressés ». Au cours des événements sanglants de l'année 1903, on vit s'émouvoir les deux gouvernements de la France et de la Grande-Bretagne.

Lors de la visite à Saint-Pétersbourg de l'empereur François-Joseph, aussi bien qu'au moment de l'entrevue de Mürzsteg, l'Autriche et la Russie s'étaient déclarées « les plus directement intéressées » dans la question de Macédoine et, comme telles, elles avaient rédigé et proposé un programme de réformes. Les autres puissances avaient approuvé leurs déclarations et leur attitude. Dès cette époque cependant, l'Angleterre avait laissé entendre que la Macédoine

(1) Voyez Draganoff, *la Macédoine et les Réformes*. Paris, Plon, in-8°.

avait besoin de réformes beaucoup plus radicales. Les événements se compliquant de plus en plus, le marquis de Lansdowne devint plus pressant et l'on vit se dessiner un programme anglais des réformes.

A Vienne et à Saint-Pétersbourg, on s'inquiétait de cette intervention, et les deux Empereurs sentaient la nécessité de frapper les imaginations par un acte solennel; ils se réunirent à Mürzsteg et s'y mirent d'accord sur un plan de réformes; mais leur programme n'était qu'une tentative de plus pour maintenir la péninsule des Balkans sous le joug de l'accord de 1897.

Pour faire adopter ce plan par l'ensemble des puissances, la diplomatie austro-russe s'avisa d'un expédient; elle proposa la division de la Macédoine en secteurs qui seraient confiés aux diverses puissances qui y enverraient chacune quelques officiers chargés de réorganiser la gendarmerie. L'Autriche s'attribua le territoire le plus rapproché de sa frontière bosniaque, le Sandjak d'Uskub, où ses officiers furent chargés d'organiser la gendarmerie. Elle faisait ainsi un premier pas sur la route de Salonique.

Le plan des deux puissances aboutissait ainsi à une faillite de leur entente, puisqu'après quelques années d'application, ils laissaient la Macédoine plus troublée et plus anarchique qu'auparavant. Les réformes essayées étaient bien loin d'avoir donné les fruits que l'on en espérait et elles avaient coûté beaucoup de larmes et de sang.

Sur ces entrefaites, Sir Edward Grey, secrétaire d'État au Foreign Office, fit, à une députation du comité balkanique, présidée par l'archevêque de Canterbury, qui venait lui exposer la nécessité de renoncer au programme de Mürzsteg pour établir un contrôle européen plus complet

en Macédoine, une déclaration d'où il résultait que le gouvernement britannique n'adopterait pas une politique hostile à l'Autriche. Cette déclaration produisit à Vienne une grande satisfaction. L'entrevue d'Édouard VII et de François-Joseph, à Ischl, amena un accord d'où résulta l'introduction de l'article IV dans le programme de Mürzsteg.

Les agents civils austro-russes attachés à l'inspecteur général des trois vilayets macédoniens, Hilmi Pacha, ne prenaient jamais leurs renseignements à la source directe; ils ne voyageaient pas dans le pays pour s'informer sur place de la situation et recueillir les plaintes des habitants; ils ne profitaient même pas de l'article 1er du programme de Mürzsteg, qui leur donnait la faculté d'envoyer dans le pays leurs drogmans ou leurs secrétaires dans le but d'exécuter leurs ordres, d'écouter les plaintes de la population et de surveiller les autorités locales. « Les agents civils, disait le *Times* dans un article de fond, sont les représentants de l'Europe en Macédoine et non point de simples bureaucrates transférés par les hasards de leur carrière à Salonique ou à Bitolia. »

Les bandes grecques, envoyées et soldées par le gouvernement d'Athènes, exerçaient surtout leurs ravages dans les kazas de Castoria et de Serres. La population bulgare, dans ces kazas, était exposée à l'extermination totale. Ces bandes étaient armées et entretenues avec des fonds recueillis par souscription en Grèce et parmi les Hellènes de Turquie, d'Égypte et de tous les pays du monde. La nation grecque tout entière, favorisant et appuyant, à l'exemple de son gouvernement, l'action des bandes en Macédoine, les puissances auraient dû exercer à Athènes une pression aussi énergique que possible. Si les vaisseaux de guerre des

grandes puissances ont pu forcer le Sultan à accéder à leurs exigences, pourquoi n'auraient-ils pas pu de même agir énergiquement sur le gouvernement grec?

Conformément à l'article 3 du programme de Mürzsteg, les puissances s'engageaient à demander au gouvernement ottoman, aussitôt qu'il aurait obtenu l'apaisement en Macédoine, de remanier les subdivisions administratives de la contrée de façon à ce que les frontières de ces subdivisions coïncidassent autant que possible avec la répartition ethnographique de la population.

Que dit cet article 3?

« Aussitôt que l'on aura constaté un apaisement du pays, on demandera au gouvernement ottoman une modification de la délimitation territoriale des unités administratives en vue d'un groupement plus régulier des différentes nationalités. »

Les comités révolutionnaires crurent que leur intérêt était, en prévision de la modification promise, d'étendre leur action sur des territoires de plus en plus vastes; ils l'étendirent en effet par les moyens qui leur sont familiers: la violence et le crime.....

Le baron d'Aehrenthal et M. Izwolsky ont adressé, en décembre 1907, aux représentants de l'Autriche et de la Russie, à Sofia, Athènes et Belgrade, une « note concertée sur la question macédonienne ». Il s'agissait de préciser le sens du paragraphe III de ce fameux programme de Mürzsteg, qui a été la grande pensée et qui restera le fiasco retentissant de la politique du comte Goluchowsky.

La note disait que : 1° des modifications dans la délimitation territoriale des unités administratives en Macédoine ne pourront être conseillées à la Porte qu'après la dispari-

tion complète et définitive des bandes: 2° que les deux puissances de l'entente n'ont jamais eu l'intention de recommander une division de la Macédoine en sphères nationales. Elles n'avaient eu en vue que des modifications secondaires destinées à faciliter l'administration du pays. En tout cas, elles étaient résolues à ne tenir aucun compte des « soi-disant changements territoriaux que l'action des bandes aurait provoqués ».

Comment pourrait-on croire à la sincérité de cette interprétation tardivement donnée par l'Autriche et la Russie, quand on sait que l'agent civil d'Autriche, feu M. Muller de Rogoy, lors de son passage à Athènes en 1903, suggéra au gouvernement grec l'idée de profiter de l'occasion favorable que lui offrait l'article III du programme de Mürzsteg, pour élargir la sphère de la nationalité hellénique. Quand on relit l'article III, il est impossible de l'interpréter autrement qu'on ne l'avait d'abord fait. Ainsi, la lice se trouvait ouverte à l'activité des trois peuples concurrents; chacun d'eux se préparait à un partage futur de la Macédoine. C'est à cause des espérances que cet article III a fait naître, que les trois nationalités se sont entredéchirées. Les deux ministres de l'entente sont intervenus trop tard pour corriger ce qu'ils ont appelé par politesse pour leurs prédécesseurs « un malentendu ».

Il y a dans la note austro-russe des passages inadmissibles : par exemple lorsqu'on avertit les populations chrétiennes que si elles ne déposent pas les armes, elles pourront provoquer une recrudescence de répression amplement justifiée, on dépasse les bornes que les deux mandataires de l'Europe auraient dû ne jamais franchir. Les deux mandataires sortaient de leur rôle lorsqu'ils accor-

daient d'avance, dans des termes si généraux, une sorte de blanc-seing aux exécutions en masse. « Amplement justifiées » était vraiment une façon de parler un peu excessive; en vérité, cette entente internationale des deux puissances « les plus directement intéressées » sur la question balkanique restera à jamais une grande et cruelle mystification.

Depuis cinq années, le télégraphe nous apporte régulièrement des récits de violences qui émeuvent les âmes les moins sentimentales. Des villes ont été ruinées, des villages incendiés, des populations entières dispersées, des crimes sans nombre ont été commis au nom de l'intérêt supérieur de l'une ou de l'autre des nationalités en présence, si bien qu'il est difficile de dire aujourd'hui de quel côté on a accumulé le plus de crimes et de fraudes et à qui l'opinion publique doit être le plus indulgente. Les responsabilités de la Turquie sont sans doute très grandes, mais convenons que celles de l'Europe ne le sont pas moins et que la politique tortueuse suivie par les différents gouvernements, « spécialement intéressés » dans les affaires d'Orient, a beaucoup contribué à l'anarchie macédonienne. Des années durant, ces gouvernements ont mis tout en œuvre pour se contrecarrer les uns les autres, pour développer leur influence particulière dans des régions où la souveraineté ottomane n'aurait pas dû être contestée. L'Autriche, qui tend vers Salonique, s'est arrêtée au principe du *statu quo* et du maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman. Quant aux différentes nationalités qui vivent côte à côte en Macédoine, elles ont été victimes de la politique égoïste des grandes puissances; on a éveillé leurs appétits, on a surexcité chez elles les sentiments nationalistes, on leur a fait croire que leurs ambitions pourraient être un jour entièrement réalisées, puis, un beau

jour, l'entente s'étant faite entre les puissances, on a voulu les obliger à renoncer brusquement à leurs aspirations pour se plier à la discipline d'une politique qui devait nécessairement décevoir leurs plus chères espérances. Après avoir déchaîné les passions nationalistes, on voulut les arrêter brusquement ; les populations ne comprirent pas, et continuèrent leur action dans la voie où on les avait si imprudemment laissées s'engager.

L'Europe étudie en ce moment (juin 1908) une réforme judiciaire qui est excellente dans son principe. Mais si, avant de l'appliquer, on laisse passer autant de mois qu'il s'en est écoulé avant la mise en vigueur des réformes financières, on ne peut pas de sitôt compter sur elles pour la pacification du pays. Du reste, finances et justice c'est beaucoup, mais ce n'est point tout. Il faut aussi réorganiser la police, augmenter les effectifs de la gendarmerie et les pouvoirs des officiers européens.

En même temps que cette action réformatrice doit s'exercer sur la Porte, une autre action doit s'exercer parallèlement sur les États balkaniques ; à mesure que les réformes se développeront, il est nécessaire qu'ils mettent toute leur bonne volonté à faciliter la pacification.

Le gouvernement turc fait en ce moment, pour la réforme financière, ce qu'il a fait pour le contrôle financier. Il présente un contre-projet qui, de toute évidence, n'offrira pas, notamment au point de vue de la surveillance, les garanties que les ambassadeurs ont jugées indispensables. C'est un jeu bien connu ; il serait par conséquent inexcusable de s'y laisser prendre.

La Grèce ne se contente pas d'aspirer à occuper les territoires qu'occupe en Macédoine une population purement

hellénique; elle aspire à étendre ses limites aussi loin que possible par la terreur, le massacre et la dévastation. Les bandes grecques mettent à feu et à sang les villages bulgares. Les Grecs semblent avoir oublié l'histoire de la guerre honteuse de 1897, pour ne se souvenir que des temps d'Alexandre le Grand ou de l'Empire Byzantin, où les anciens Hellènes exerçaient l'hégémonie sur toute la péninsule balkanique.

La Serbie emploie les mêmes procédés contre la population bulgare en Macédoine; elle espère ainsi créer des Serbes là où il n'en existe pas et étendre ses limites du côté de la mer Égée.

Pour conjurer les complications qu'il était trop facile de prévoir, les grandes puissances se sont décidées à prendre des mesures efficaces. La question de Macédoine semble avoir fait l'objet des entretiens des souverains et des ministres, lors des visites qu'ils ont échangées au cours de l'année 1908. Ils ont pris la résolution d'insister auprès de la Sublime Porte afin d'obtenir d'elle qu'elle cesse d'exciter les uns contre les autres les peuples soumis à sa domination. Les puissances ont compris que la tranquillité de l'Orient, si nécessaire aux nationalités de la Péninsule, est aussi la sauvegarde de la paix générale.

L'entrevue d'Ischl a permis au roi Édouard VII et à l'empereur Francois-Joseph de se concerter sur la ligne de conduite à suivre dans la question macédonienne et de se déclarer d'accord sur l'œuvre des réformes, y compris l'article 4 du programme de Mürzsteg, ainsi que sur la question de la pacification de la Macédoine. Une nouvelle phase s'ouvre donc dans l'histoire de ce malheureux pays. La Porte se trouve désormais en face de l'unanimité des puis-

sances; elle perd ainsi la raison secrète qui lui permettait de résister aux exigences réformatrices de l'Europe. On peut espérer que l'entrevue d'Ischl contribuera dans une large mesure à améliorer la situation des vilayets macédoniens, et à étouffer en germe des conflits qui auraient pu devenir menaçants pour la paix européenne. Le gouvernement turc serait aujourd'hui mal inspiré en s'opposant aux réformes et il irait contre ses propres intérêts, car si la Turquie veut la tranquillité chez elle, la prospérité de son peuple et sa propre conservation, elle doit se décider à mettre tous ses sujets sur un même pied d'égalité et à leur laisser la libre exploitation du riche pays qu'elle possède depuis tant de siècles et dont elle n'a jamais rien su tirer; il est nécessaire que les populations puissent en toutes circonstances se tenir en relations directes avec le gouvernement, pour l'informer de leurs besoins. C'est par cette méthode seulement que l'empire turc retrouvera sa force et sa solidité et qu'il pourra entrer dans la voie du progrès et de la civilisation; c'est par cette méthode seulement que les populations retrouveront la tranquillité de leurs foyers et s'estimeront heureuses de vivre sous un sceptre sage et prévoyant.

Malheureusement, la population chrétienne des Balkans n'a pas confiance dans la politique autrichienne: l'expérience du passé lui donne des appréhensions pour l'avenir. L'Autriche fait toujours montre de sa bonne volonté et s'entend en apparence avec toutes les puissances pour l'amélioration du sort de la Macédoine, mais sous main elle excite les Turcs et les Albanais contre les chrétiens; elle ne perd jamais de vue ses ambitions sur Salonique et elle travaille inlassablement à atteindre son objectif. Voici

comment, dans une séance du Parlement autrichien, le député Klofac s'exprimait sur la politique que l'Autriche poursuit dans les Balkans : « Aucune diplomatie au monde n'agit avec plus de duplicité que la diplomatie hypocrite de l'Autriche ; il n'arrive pas un crime, pas une infamie dans la péninsule des Balkans, où l'Autriche n'ait le doigt. La diplomatie autrichienne, par l'entremise de ses agents, est en rapport direct avec quelques-uns des chefs révolutionnaires macédoniens, qui agissent suivant ses inspirations. Dans toute la péninsule, l'Autriche a ses agents provocateurs ; elle fournit des armes et des munitions. Les attentats de Salonique et l'assassinat des consuls russes ont sans doute été exécutés par des musulmans fanatiques, mais leur véritable auteur, c'est l'Autriche. L'Autriche a occupé la Bosnie et l'Herzégovine non pas pour y introduire des réformes, mais pour se rapprocher de Salonique. »

Le député Klofac continue : « La déclaration publique du professeur Kassimovitch, en 1900, où il dit que le chef de la police secrète à Serajevo, le docteur Lothar Berks, lui avait donné des gâteaux empoisonnés en lui demandant de s'en servir pour faire disparaître, en Serbie, trois personnes que l'administration autrichienne jugeait gênantes pour sa politique en Bosnie-Herzégovine, est suffisamment édifiante. A la frontière monténégrine, ce sont des agents provocateurs qui commettent des meurtres pour laisser des motifs à la vendetta qui existe depuis longtemps entre Herzégoviniens et Monténégrins. Et, en même temps, on fait courir le bruit que ces peuples sont des brigands et des meurtriers, que le gouvernement turc est incapable de tenir en bride. De deux peuples slaves faits pour être frères, les Serbes et les Bulgares, l'Autriche, par ses intrigues, a fait

des ennemis acharnés. Toute la Serbie et toute la Bulgarie sont remplies d'espions et d'agents autrichiens. A quoi d'ailleurs, sinon à payer ces agents, servirait le fonds de 340,000 couronnes dont dispose la légation autrichienne en Serbie? Notre politique, conclut M. Klofac, devrait être celle d'un voisin honnête et non celle d'un brigand (unsere politik muss die eines ehrlichen Nachbars aber nicht die eines Strassenraubers sein). »

L'Autriche, comme le dit si bien le député Klofac, a occupé la Bosnie et l'Herzégovine, non pour y introduire des réformes, mais pour se rapprocher de Salonique. En outre, le traité de Berlin lui a permis d'avoir des garnisons et des routes militaires dans le Sandjak de Novi Bazar. Ainsi furent trompées les espérances des patriotes de ces provinces dont l'insurrection avait provoqué la guerre serbo-turque et par suite la guerre russo-turque. Comment ces populations sont traitées par l'Autriche, elles l'ont exposé elles-mêmes dans les memorandum que tout le monde connaît, qu'elles ont adressés à l'empereur François-Joseph, et par lesquels elles faisaient appel à l'opinion publique européenne. Le sentiment public en Bosnie-Herzégovine est tout à fait défavorable à la domination autrichienne, et la grande majorité des habitants, orthodoxes ou musulmans, répugne absolument à l'établissement d'une sujétion directe à l'empire d'Autriche.

En 1906, le bruit courut et les journaux annoncèrent que l'empereur François-Joseph viendrait assister aux grandes manœuvres qui auraient lieu en Bosnie, et qu'à cette occasion il proclamerait l'annexion des deux provinces à la monarchie. L'occasion pouvait en effet paraître favorable: la Russie était occupée chez elle et l'Allemagne, par la bou-

che du prince de Bulow, avait solennellement promis de prêter à son alliée, le cas échéant, un concours efficace.

L'irritation de la population de ces deux provinces se manifesta d'une façon tellement significative, qu'au dernier moment François-Joseph renonça à son voyage et délégua à sa place l'archiduc héritier, qui reçut pour instructions de se borner à un rôle strictement militaire.

L'ancien agent diplomatique à Sofia, le baron Kall, a blâmé dans un entretien le procédé imprudent employé par les autorités militaires en Bosnie-Herzégovine et la mauvaise administration des autorités impériales autrichiennes. En Serbie, il faut remonter à la paix de Passarovitz pour comprendre comment les Autrichiens sont devenus l'objet d'une haine si profonde et si générale, à tel point que les paysans serbes prirent part à la lutte contre les Autrichiens, préférant l'ancien régime turc à la tyrannie de leur nouveau maître qui, pendant leur domination sur le pays, avait essayé de les contraindre à se faire catholiques, tandis que les Turcs n'avaient jamais tenté de les obliger à devenir musulmans. Aujourd'hui, en Bosnie-Herzégovine, les autorités autrichiennes commettent une faute de même nature: l'administration, d'accord avec l'archevêque Stadler et son entourage, s'efforce d'obliger les Bosniaques à devenir catholiques. Cette faute rappelle le projet de Bourée vis-à-vis des Bulgares à l'époque de Napoléon III.

Quand les grandes puissances, au congrès de Berlin, eurent réglé le sort des petits peuples de la péninsule des Balkans et procédé souverainement au découpage des territoires et à la répartition des âmes, elles purent s'imaginer avoir fondé pour longtemps l'équilibre selon la formule de Beaconsfield. Les diplomates se flattaient de disposer de

l'avenir, mais la vie est plus forte que leurs calculs et la réalité a déjoué leurs combinaisons trop subtiles. Ils s'imaginaient que ces petits États, trop faibles pour se défendre eux-mêmes contre un retour offensif du Turc, seraient condamnés à rester en tutelle, à ne vivre que par la grâce de l'Europe et dans la mesure où elle leur en laisserait la faculté. Beaconsfield appréhendait que la Bulgarie ne devint l'avant-poste de la Russie dans la direction de Stamboul, et il avait exigé le dépècement en trois morceaux de la Bulgarie de San Stéfano. L'Angleterre eut plus tard l'occasion de regretter la faute qu'elle commit à cette époque, en ne permettant pas de se constituer à une grande Bulgarie, qui aurait été en état de se défendre elle-même et d'opposer à la poussée germanique un obstacle suffisant. Le délégué du comité balkanique, que présidait jusqu'au jour de sa nomination comme ambassadeur à Washington, l'éminent historien James Bryce, parcourant la Macédoine, ne cachait pas qu'à son avis, le temps était venu de jeter bas la statue de Beaconsfield et d'en revenir à la formule de Gladstone, « la Macédoine aux Macédoniens (1) ».

Au Congrès de Berlin, les diplomates n'envisageaient pas pour les petits peuples balkaniques un destin autonome et un avenir indépendant : ils oubliaient que le seul ordre durable est celui qui se fonde sur les vœux des populations. L'émancipation incomplète des nationalités balkaniques devait fatalement engendrer de prochaines complications. Tout le monde sait comment la Bulgarie, moins de dix ans après la guerre russo-turque et le congrès de Berlin, se réunit avec la Roumélie orientale.

---

(1) Voyez pour ce passage et les suivants, l'ouvrage de M. René Pinon : *l'Europe et l'Empire Ottoman*. Perrin, 1908, in-8°.

Beaconsfield, pour faire obstacle à la Russie, avait introduit l'Allemagne dans la politique orientale : elle n'a pas tardé à y prendre la première place et les hommes d'État britanniques peuvent regretter aujourd'hui l'aveuglement de leurs prédécesseurs. Depuis le congrès de Berlin, la politique allemande n'a pas cessé de s'intéresser aux affaires du Levant ; mais c'est surtout avec Guillaume II que l'Orient est devenu l'objet principal des grands desseins de la politique impériale. C'est l'Allemagne qui a remplacé l'Angleterre et la Russie à Constantinople et qui y a inauguré politiquement et économiquement des méthodes nouvelles. Une Turquie réformée, fortifiée, capable de se suffire à elle-même, ce serait pour l'Allemagne la fin de son influence et des concessions fructueuses qu'elle en tire. « Un tuteur qui tire de gros bénéfices de la gestion des biens de son pupille ne souhaite ni sa mort ni sa majorité, et s'il est peu scrupuleux, il tâche de le maintenir en bonne santé mais en enfance. »

Malheureusement, en Turquie l'incurie du gouvernement est telle que la population devient de plus en plus pauvre et misérable, tandis que les étrangers s'enrichissent sous la puissante protection de leurs gouvernements, qu'ils prennent des hypothèques sur l'empire ottoman, et mettent peu à peu la main sur ses ressorts vitaux, ses richesses, ses ressources. C'est à Constantinople, centre du gouvernement des ambassades et des banques, que se distribuent les concessions et les entreprises. Là s'organisent les sociétés et se préparent les combinaisons financières.

L'Europe, quand elle a entrepris la politique des réformes, s'est obligée elle-même à la mener à bien en organisant un régime où toutes les populations puissent trouver des condi-

tions acceptables de vie et de travail. Il serait injuste de dire que l'activité des agents civils n'a pas donné de résultats, mais il faut, pour apprécier leur œuvre, se placer à leur point de vue. Leur rôle a été volontairement effacé, leurs instructions leur permettaient, non pas de se substituer aux fonctionnaires turcs, mais seulement de les appuyer en les éclairant. Malheureusement, leurs droits sont tellement restreints que, même en étendant dans la pratique la limite de leurs prérogatives et le domaine de leur activité, ils ne peuvent ni commander à la gendarmerie, ni prendre des mesures pour prévenir ou réprimer les attentats. Lorsque les agents civils vont faire des enquêtes sur place, ils interrogent les paysans bulgares en présence des gendarmes ou des soldats devant lesquels personne ne se risque à parler.

L'article IV du programme de Mürzsteg prévoit qu'il faudra réorganiser les institutions administratives et judiciaires et qu'il serait désirable d'ouvrir l'accès de ces fonctions aux chrétiens indigènes ainsi que de favoriser les autonomies locales. Jusqu'ici cet article est resté lettre morte.

Il serait à désirer que l'on pût trouver le moyen d'unifier les fonctions des agents civils et celles des conseillers financiers et de faire disparaître toute rivalité et toute inégalité entre eux. L'unité de l'action européenne y gagnerait. On en viendra probablement aussi à reconnaître la nécessité de nouveaux organes de contrôle. Comme il y a des conseillers financiers, on créera aussi des conseillers judiciaires. Ils seraient chargés d'inspecter le service de la justice: ils auraient aussi un certain droit de surveillance et d'intervention dans les procès ayant un caractère politique, de manière à inspirer confiance aux habitants.

Gladstone fut le premier à proposer pour la Macédoine un

régime autonome ; c'est à lui que revient l'honneur d'avoir employé le premier la formule dont on se sert aujourd'hui pour signifier l'autonomie de ce malheureux pays : « La Macédoine aux Macédoniens. » Les comités bulgares ont le même but ; ils ont fait rédiger un projet de réformes qu'ils ont soumis aux représentants des grandes puissances et où ils réclament eux aussi l'autonomie de leur pays.

En réalité, ce qui inquiète les Grecs et les Serbes, c'est que les Bulgares, tout en luttant pour l'autonomie, ne préparent en même temps le terrain pour un coup d'État qui amènerait l'annexion de la Macédoine, comme cela s'est produit pour la Roumélie orientale. Ils citent à chaque instant cet exemple, mais ils oublient que la Roumélie orientale était peuplée exclusivement de Bulgares et que, par suite, son union avec la Bulgarie n'était qu'une question de temps, tandis que la Macédoine est peuplée de différentes nationalités, prodigieusement enchevêtrées ; les Bulgares y sont la majorité, mais les autres nationalités : Turcs, Grecs, Serbes, Albanais, Valaques, quoique moins nombreuses, sont assez fortes dans leur ensemble pour faire échouer toute tentative que les Bulgares voudraient tenter à leur détriment. Une tentative d'annexion rencontrerait encore bien d'autres obstacles, car le gouvernement de la Macédoine autonome ne saurait être purement bulgare.

Toutes les difficultés que l'Europe rencontre dans les Balkans ne seront réglées que par la solution de la question macédonienne. Pour mettre fin aux assassinats politiques qui ne cessent pas, pour remédier aux injustices et à l'insécurité qui font le malheur de la population des trois vilayets, pour éviter les insurrections et les guerres qui menacent de mettre le feu à toute la péninsule, pour préparer, en un mot,

un avenir meilleur, il faut non seulement appliquer, mais encore développer le programme de réforme de Mürzsteg. Au lieu de cela, la tendance du gouvernement turc est de réduire à une simple fiction les réformes déjà bien insuffisantes qui sont actuellement réalisées. La Macédoine pourrait être organisée sur le modèle du Liban avec un gouverneur particulier. Nous proposons, quant à nous, que ce gouverneur soit désigné en la personne du fils cadet du Sultan, le prince Burhaneddin, auquel serait adjoint un vice-gouverneur appartenant à l'un des États neutres de l'Europe et qui jouirait des mêmes droits que le gouverneur général. Il faut faire comprendre au Sultan que sa souveraineté, ainsi que l'intégrité de son empire,ne seront sauvegardés que par ce moyen. Le prince Burhaneddin, auquel la nature n'a pas ménagé ses dons, une fois mis à la tête du gouvernement de la Macédoine, sous le contrôle efficace des puissances signataires du traité de Berlin, pourra introduire un régime nouveau par lequel on arrivera à la suppression complète des bandes et à la pacification du pays.

On nous objectera peut-être que, d'après ce que l'on dit et ce que l'on écrit, depuis quelque temps, le Prince aspirerait au trône de Turquie, de par la volonté de son père le sultan Abdul-Hamid. C'est là, croyons-nous, une hypothèse irréalisable, étant donné le fanatisme des Ulémas et de la population turque. Ce serait un coup d'État dangereux, qui susciterait des troubles, dont il n'est pas possible de prévoir les conséquences. Il est donc désirable que le prince Burhaneddin accepte le poste de gouverneur général de la Macédoine et renonce à de plus hautes visées; sans cela, il pourrait avoir le même sort que les princes qui, comme lui,

ont aspiré au trône; une vie emprisonnée dans quelque sérail de Stamboul (1).

Le prince Burhaneddin, s'il devenait gouverneur général de la Macédoine, pourrait rendre cette dignité héréditaire dans sa famille, si un plébiscite lui était favorable. Il gouvernerait le pays, au moins durant les cinq premières années, avec l'aide de son adjoint européen, et sous le regard vigilant d'une commission de contrôle. Une pareille autonomie de la Macédoine serait possible et elle est nécessaire; elle serait probablement le seul moyen pour maintenir l'intégrité de l'empire ottoman.

Les Grecs et les Serbes ne veulent point entendre parler d'autonomie; ils réclament le partage du pays. La Turquie, elle, ne consent ni à l'autonomie, ni encore moins, et avec raison, au partage; mais, malgré cela, elle donne tout son concours aux bandes serbes et grecques qui dévastent le pays. Elle met tout son espoir dans le désaccord des grandes puissances. Souhaitons que cet espoir soit vain; les grandes puissances ont montré dernièrement qu'elles souhaitent de mettre enfin un terme aux troubles sanglants de la Macédoine et d'éviter que des occasions de guerre générale ne viennent à se développer dans les Balkans.

Les Grecs et les Serbes, qui veulent à tout prix le partage de la Macédoine, s'imaginent tromper la Turquie en lui prêtant main-forte pour extirper les Bulgares. Si c'est

---

(1) Depuis la fondation de l'empire turc, par Osman 1er, jusqu'à Ahmed 1er, le trône passa de père en fils; mais en 1617, Mustapha 1er fut proclamé après la mort de son frère Ahmed 1er, dont le fils fut écarté. Dès lors, l'usage s'établit de donner le trône au prince le plus âgé, que l'on préparait au pouvoir en lui confiant l'administration de provinces de l'empire. Mais il arriva que l'héritier présomptif parut dangereux : un sultan ombrageux en fit un prisonnier, et cette coutume devint très funeste aux héritiers du trône de l'empire turc.

là leur but — et il ne peut être autre — ils se méprennent étrangement. C'est un fait connu que le régime turc ne se soutient que grâce à l'habileté de sa diplomatie; le sultan Abdul-Hamid est, on le sait, l'un des hommes d'État les plus habiles de l'Europe; c'est à son adresse que la Turquie, malgré son état de détraquement intérieur, doit d'avoir prolongé son existence en Europe. La rivalité entre les grandes puissances qui ont des intérêts à Constantinople, voilà la véritable source de la force du gouvernement ottoman, l'art de ses hommes politiques consiste à savoir habilement tirer parti de ces désaccords et de ces compétitions; ils savent que la concession d'une mine ou d'un chemin de fer suffit pour troubler le concert européen et c'est toujours de ce moyen qu'ils usent lorsqu'ils se voient acculés par la diplomatie européenne. C'est ainsi que l'Autriche a agi pour discréditer l'œuvre des réformes entreprises en Macédoine par les grandes puissances. La Turquie ne cède aux désirs des grandes puissances qu'au moment où elles se décident à montrer la force de leurs escadres, comme le fit la France lorsqu'elle occupa l'île de Mitylène, lors de l'affaire Lorando. L'Italie et l'Autriche ont obtenu satisfaction par les mêmes moyens. Mais les petits États balkaniques, qui ne peuvent pas recourir aux mêmes procédés, non seulement n'obtiennent aucune satisfaction, mais ils ne reçoivent même pas de réponse. Tout dépend, en effet, de la volonté du Sultan sur laquelle ils sont hors d'état d'exercer une pression quelconque.

La question macédonienne est européenne, mais elle est, avant tout, balkanique. Elle intéresse d'abord les petits États de la péninsule; et l'on sent approcher le moment où le soin de régler les questions balkaniques n'appartiendra

plus qu'aux seuls peuples de la péninsule. Ce jour serait peut-être arrivé déjà si une entente avait pu s'établir entre ces jeunes nations encore présomptueuses et turbulentes. Si elles parvenaient à un accord sur la solution à donner à la question macédonienne, cet accord ne tarderait pas à entraîner celui des grandes puissances, dont les ambitions particulières ne réussissent à se faire jour qu'à la faveur des divisions des petits États. C'est pourquoi, certains gouvernements, et particulièrement l'Autriche, derrière laquelle on aperçoit l'Allemagne, ne se font pas faute de travailler à perpétuer et à envenimer cette mésintelligence.

C'est à propos de la Macédoine que, depuis 1905, deux conflits diplomatiques aigus ont mis en présence la Roumanie et la Grèce d'une part, la Grèce et la Bulgarie de l'autre. L'origine du conflit gréco-roumain est dans la question des Koutzo-Valaques. La constitution d'une nationalité roumaine en Macédoine atteignait les Grecs dans leurs intérêts les plus chers; elle menaçait de leur enlever la meilleure partie des éléments qui représentent, en Macédoine, l'hellénisme. Les Koutzo-Valaques de Turquie, molestés, persécutés et tués, crièrent leur détresse à ceux du royaume roumain. Le gouvernement du roi Carol chercha à atteindre son adversaire hellénique dans ses intérêts en dénonçant le traité de commerce. Les Grecs de Roumanie, ruinés, molestés de toutes manières, commencèrent à émigrer, abandonnant leurs affaires. Un violent mouvement antigrec agita l'opinion dans toute la Roumanie; la Grèce perdit une bonne clientèle commerciale, sans rien gagner en Macédoine.

C'est aussi à cause de la Macédoine qu'éclatèrent, dans l'été 1906, les troubles antigrecs en Bulgarie, à Sofia, à Philippopoli, à Anchialo.

Le seul moyen pour le Sultan de conserver son autorité sur les populations chrétiennes de Macédoine, c'est précisément de leur accorder assez de liberté pour qu'elles puissent s'en contenter, assez de garanties pour qu'elles puissent avoir confiance dans les hommes chargés de les administrer. Lorsque les différents organes d'une administration autonome seront organisés et placés sous la haute surveillance européenne, on peut espérer que les populations reprendront confiance. Le Sultan resterait ainsi le souverain du pays et l'on aboutirait à un régime qui se rapprocherait de celui qui a été organisé pour le Liban, à la suite de l'expédition française de 1860, par le protocole de 1861.

Ce serait le seul moyen de permettre aux agents européens des réformes d'exercer efficacement leur contrôle. Les officiers seraient mis en mesure de commander effectivement la gendarmerie et de prendre les précautions nécessaires pour prévenir les attentats; ils ne seraient plus, lorsqu'ils vont faire des enquêtes sur place, obligés d'interroger les paysans en présence des policiers ou des fonctionnaires ottomans. Depuis que les comités bulgares ont eux-mêmes donné pour mot d'ordre de s'abstenir de toute violence, les bandes grecques et serbes ont redoublé leur activité en Macédoine. Les Turcs regardent, sans y intervenir, ce conflit; eux qui ont été en état d'enrayer la formidable insurrection de 1903, réussiraient à plus forte raison, s'ils le voulaient énergiquement, à atteindre et à détruire les bandes serbes et grecques. S'ils persistent dans cette attitude, s'ils continuent à ne poursuivre que mollement les Grecs et les Serbes, tandis qu'ils traquent sans merci les Bulgares, le moment viendra où ceux-ci se croiront obligés de répondre à la violence par

la violence et l'on verra bien alors que l'organisation n'est ni détruite, ni découragée.

Dans le Nord, les Serbes, grâce à la tolérance du gouvernement turc, ont ramené au Patriarchisme un assez grand nombre de villages exarchistes, soit par la force, soit par la corruption ; les Grecs, de leur côté, dans les vilayets de Monastir et de Salonique, ont accompli les plus sinistres exploits ; ils ont pénétré jusque dans les régions de Serres et de Drama, attaquant les villages sans défense et se livrant à d'affreux massacres, sans que les autorités ottomanes fissent rien pour s'y opposer. C'est depuis longtemps la méthode des Turcs de soutenir les minorités : ils se montrent bien disposés pour la propagande grecque, dans les parties de la Macédoine où il n'y a pas de Grecs ; là, au contraire, où ils sont nombreux, les Turcs favorisent les Roumains, et ils protègent les Serbes dans les parties peuplées de Bulgares. Les Turcs ne redoutent ni les Grecs ni les Serbes, mais ils craignent les Bulgares qui ont une excellente armée, nombreuse et bien organisée.

La politique autrichienne est, elle aussi, opposée à la formation dans la péninsule d'un État assez fort pour s'interposer comme un écran entre l'empire des Habsbourg et la mer Égée. C'est à elle, en définitive, qu'a profité le dépècement de la grande Bulgarie de San Stéfano : elle ne veut pas la voir renaître ; aussi, la trouvera-t-on toujours opposée à toute idée d'annexion de la Macédoine par la Bulgarie ; elle est hostile même à une autonomie de la Macédoine, tant elle craint que la nationalité bulgare ne s'y affirme avec trop de vitalité. Elle espère, au contraire, profiter de l'anarchie actuelle et étendre son influence sur la Macédoine, peut-être

même l'annexer, comme elle l'a fait pour la Bosnie et l'Herzégovine, à la monarchie des Habsbourg.

III.

L'Europe était bien tranquille, calme comme une mare endormie au soleil, lorsqu'une pierre y fut jetée par le baron d'Aehrenthal (discours du 27 janvier 1908). C'est le projet de chemin de fer joignant Serajevo à Mitrovitza. Aussitôt, ce fut dans toute l'Europe une agitation générale ; la Russie et les États balkaniques réclamèrent eux aussi des chemins de fer ; la Macédoine s'agita pour les réformes. La Turquie, bravant l'Europe, se mit à réunir des troupes et sembla prendre une attitude agressive en Arménie. Cette agitation se calmera sans doute peu à peu ; les puissances agiront sur la Bulgarie pour qu'elle reste en repos ; la Turquie remettra son sabre au fourreau, et l'Europe ajoutera un article au pacte austro-russe de Mürzsteg.

Tout le monde aujourd'hui est d'accord pour reconnaître que le programme dit de Mürzsteg, arrêté à la fin de 1903 par l'Autriche et la Russie, n'a pas amené un résultat suffisant. Les gouvernements des États balkaniques ont constaté, dans leurs notes aux grandes puissances, l'avortement piteux de ce programme. La presse européenne bien informée exprime une opinion analogue : et cette opinion est puissamment corroborée par les faits qui se produisent en ce moment même (printemps 1908), sur tous les points de la Macédoine. Partout, on annonce des massacres de chrétiens par les Albanais et les Turcs ou des massacres de chrétiens entre eux ; partout on parle de villages incendiés ; partout les chrétiens paisibles réclament l'exécution des réformes que

l'Europe leur a promises. Il paraît évident que la plus urgente, celle qui permettrait le rétablissement de l'ordre, serait la réforme de la gendarmerie, car il n'existe pas de gendarmerie internationale en Macédoine, mais seulement l'ancienne gendarmerie turque insuffisamment réformée par les officiers européens. L'expérience prouve que ces effectifs sont insuffisants, et que l'autorité des officiers étrangers qui l'ont réorganisée n'est pas assez complète. Le feu général italien di Giorgis, à la suite d'une conférence tenue sous sa présidence, par les officiers des diverses nationalités, a rédigé un rapport aux ambassadeurs à Constantinople pour réclamer une augmentation des effectifs en troupes et en officiers, et demander que l'ordonnancement des crédits affectés à la gendarmerie lui soit exclusivement confié, l'intervention de l'inspecteur général étant une gêne constante pour le bon fonctionnement des services de la gendarmerie. Il n'est pas possible de dire plus nettement qu'une bonne partie des crédits alloués par la commission financière et le gouvernement ottoman au service de la gendarmerie est détournée de son affectation. Il est de toute évidence qu'avec des effectifs et des crédits insuffisants, la gendarmerie est incapable de remplir la mission qui lui a été confiée par les puissances.

Les troupes turques font preuve, pour des motifs divers, d'une impuissance absolue dans la répression des désordres; on ne doit donc pas s'étonner si les massacres et les incendies continuent. Enfin beaucoup de bons esprits croient qu'il sera impossible d'exécuter en Macédoine aucune réforme sérieuse tant que les puissances ne se mettront pas d'accord sur la proposition anglaise qui exige la création d'un gouverneur général européen ou turc ayant la haute autorité sur la Macédoine et l'exerçant à la fois au nom du Sultan et

au nom des grandes puissances signataires du traité de Berlin. Les partisans de cette solution invoquent comme exemple les résultats obtenus en Crète. Il paraît désirable que les gouvernements européens acceptent ce projet de l'Angleterre, quel que soit d'ailleurs le nom que l'on donnerait au gouverneur général, dans la forme où M. Izwolski l'acceptait dans sa réponse à la note anglaise.

Le prince Burhaneddin aurait, comme fils du Sultan, un prestige plus grand que Hilmi Pacha, surtout si on lui adjoignait un vice-gouverneur européen avec un conseil, dont les membres appartiendraient aux diverses nationalités. Une commission européenne, composée des délégués des différentes puissances signataires du traité de Berlin, aurait la charge de contrôler le gouverneur général et le vice-gouverneur en vertu d'un statut à élaborer.

Pour la construction du chemin de fer de Uvac-Mitrovitza, le baron d'Aehrenthal déclara, dans son discours du 27 janvier, que ce n'était pas une mesure de politique conquérante, mais simplement un acte d'ordre économique. La Russie, se prévalant de cette déclaration, accepta la construction de la ligne du Sandjak, mais elle réclama, pour tous les États qui ont des intérêts dans les Balkans, la faculté de s'entendre avec la Turquie pour obtenir les chemins de fer qui pourraient leur être utiles. La Russie insistait notamment : 1° sur la ligne du Danube à l'Adriatique, qui couperait celle de Serajevo à Salonique et favoriserait le développement du commerce international en Orient. Comme protectrice des puissances slaves, la Russie insista pour obtenir ce chemin de fer. La France et l'Angleterre ne pouvaient qu'appuyer sa proposition (1) ; 2° la ligne

(1) La question du raccordement des chemins de fer de la principauté

de Sofia à Uskub qui permettrait aux Bulgares de ne point demeurer toujours séparés de leurs frères de Macédoine et de communiquer avec eux par une voie rapide. Tel était le programme russe. L'Autriche consentit à n'y point faire d'opposition, car elle tient essentiellement à garder ses bonnes relations avec la Russie et à rester d'accord avec elle pour empêcher ce foyer d'incendie, qu'est depuis longtemps la Macédoine, de communiquer le feu au continent européen. A propos de cette question de chemins de fer,

---

avec ceux de la Turquie, par la construction d'une voie ferrée entre la ville de Kustendil (en Bulgarie) et celle de Coumanovo (en Turquie), a été soulevée, pour la première fois, lors de la visite que S. A. R. le Prince a faite au Sultan en 1896. Cependant, ce n'est qu'en 1904 que le gouvernement impérial ottoman prit, par la conclusion de l'accord turco-bulgare du 12/25 mars 1904, des engagements formels de conclure avec la principauté une convention concernant l'exécution du plan de la jonction projetée. En conformité des stipulations de cet accord, en 1906 une convention a été conclue à Constantinople par les délégués des deux pays, dans laquelle tous les détails et conditions de la construction de la voie ferrée ont été précisés. Cette convention est restée jusqu'à présent à l'état de projet, le Sultan se refusant à donner sa sanction.

La question se trouvait dans cet état au moment où le baron d'Aehrenthal fit ses déclarations concernant la construction du chemin de fer de Mitrovitza à Uvac. Pour donner une satisfaction à l'amour-propre russe, ainsi qu'à l'Italie et à la Serbie qui se considéraient, et à juste titre, comme menacées, par les projets austro-hongrois, dans leurs intérêts vitaux, on eut recours au projet de construction d'une voie ferrée transversale qui relierait le Danube avec la Mer Adriatique et aiderait les autres États (surtout la Serbie et l'Italie) à contrebalancer l'influence croissante de l'Autriche-Hongrie en Vieille Serbie et en Macédoine. C'est ainsi qu'a été mise sur le tapis la question du chemin de fer du Danube, à travers la Serbie et la Turquie, jusqu'au port de San Giovanni di Medua, dont la concession a été déjà demandée par le gouvernement serbe à la Sublime-Porte.

En même temps, la Grèce, aussi, a soulevé la question du raccordement des chemins de fer du royaume avec ceux de la Macédoine méridionale par le point-frontière de Platamone, et a fait des démarches auprès du gouvernement ottoman en vue d'obtenir la jonction désirée.

En présence de tant de projets, tout le monde s'est demandé ce qu'allait faire le gouvernement bulgare pour son plan de raccordement qui était le plus ancien et dont l'exécution promettait d'être la moins coûteuse.

Les gouvernements des grandes puissances (sauf celui de l'Angleterre) ont préalablement promis d'appuyer les démarches éventuelles de la principauté auprès de la Sublime-Porte. Cependant, jusqu'à ce moment, le gouvernement bulgare n'a fait aucune démarche officielle en vue d'obtenir la sanction impériale de la convention de 1906.

les puissances se sont retrouvées groupées de part et d'autre comme elles le furent à propos du Maroc à la conférence d'Algésiras. C'est là, au point de vue de la politique générale, l'intérêt de cette crise du printemps 1908.

Discours de M. Izwolski.

(16 avril 1907.)

Après les déclarations du rapporteur, M. Izwolski, ministre des affaires étrangères, prend la parole. Il expose d'abord que son département a déjà commencé l'élaboration des réformes désirables, mais que la revision du budget des représentants de la Russie à l'étranger doit être précédée de la réorganisation de l'administration centrale.

Il dit ensuite que l'on s'intéresse surtout, en ce moment, au sort des chrétiens de la Turquie d'Europe. Il rappelle que la Russie a déjà conclu à ce sujet, dès 1897, un engagement avec l'Autriche-Hongrie, et que cette convention a été élargie six ans plus tard par le programme adopté à Mürzsteg.

M. Izwolski déclare que l'on peut appliquer à cette entente l'expression diplomatique de protocole de désintéressement.

Il est clair, ajoute-t-il, que, si les puissances les plus intéressées s'engagent à ne pas rechercher d'acquisitions ou d'avantages territoriaux sur les frontières de la Turquie, elles créeront un terrain tout à fait favorable pour exercer une influence énergique en même temps que pacifique sur la Porte, en vue de l'exécution des réformes. Les autres puissances européennes envisagent aussi de cette façon la convention en question.

M. Izwolski continue :

J'ai accepté la convention avec l'Autriche-Hongrie comme un héritage qui me paraissait offrir une garantie très avantageuse pour le cours pacifique des événements dans la péninsule balkanique.

J'ai recueilli cet héritage au moment où la Russie, ébranlée par la guerre et par des troubles intérieurs, avait besoin d'avoir des garanties contre toute complication étrangère. Par dessus tout, j'étais anxieux de liquider définitivement les conséquences du traité de Portsmouth et de créer en Extrême-Orient, au point de vue politique, un ordre bien établi.

En même temps, j'ai tenté des efforts énergiques pour faire servir, le plus possible, à l'amélioration de la situation des chrétiens en Macédoine, l'instrument qui se trouvait entre les mains de l'Autriche-Hongrie et de la Russie.

Ma plus ardente préoccupation a été d'obtenir la réalisation d'une réforme judiciaire véritablement importante ; pour cet objet, un projet relatif à cette réforme fut élaboré et présenté aux puissances, avec l'espoir que le projet accepté par les puissances serait remis à la Porte et serait appuyé unanimement par les représentants des puissances.

Le ministre parle ensuite du projet de chemin de fer des Balkans exposé par le baron d'Aehrenthal, ministre austro-hongrois des affaires étrangères, devant les Délégations ; il rappelle également les opinions formulées à ce sujet dans la presse russe et étrangère, opinions d'après lesquelles la Russie devrait s'opposer énergiquement à la réalisation du projet autrichien.

Or, dit M. Izwolski, contrairement aux opinions ainsi exprimées, je dois déclarer que mon but n'est pas de remporter des victoires diplomatiques, mais d'assurer les intérêts politiques et réels de l'État, en faisant disparaître les facteurs possibles de complications.

C'est pourquoi je n'ai formulé aucune protestation contre le projet de chemin de fer du Sandjak ou contre l'interprétation qu'adoptait l'Autriche-Hongrie de l'article 25 du traité de Berlin et de la convention de 1897. Malgré cela, je n'ai pas fermé mes yeux à l'évidence, et j'ai bien compris que ce projet modifierait sensiblement la situation dans la péninsule balkanique. La jonction du réseau bosniaque avec le réseau turc apparaît comme constituant un facteur important dans la politique extérieure et, bien que l'on puisse appeler ce fait nouveau un fait d'ordre économique, il n'en aura pas

moins des conséquences très sérieuses au point de vue politique. En tous cas, on ne peut le juger que comme donnant à l'Autriche-Hongrie un avantage incontestable dans la péninsule balkanique.

La Russie, continue M. Izwolski, ne poursuit dans les Balkans qu'un seul but, à savoir la prospérité et le développement de chacun des États balkaniques et l'amélioration du sort des chrétiens en Turquie. Nous pouvons donc considérer, sans envie comme sans mécontentement, les avantages que l'Autriche-Hongrie s'est acquis, mais en même temps, il nous faut veiller à ce qu'il ne résulte de ces avantages aucun préjudice pour les États balkaniques ou bien pour les chrétiens de Turquie.

C'est pourquoi, au lieu de protester, nous avons présenté un projet tendant à appuyer toutes les constructions de voies ferrées dans les Balkans qui paraîtraient devoir rendre des services aux États balkaniques. La preuve que notre pensée dirigeante en cette affaire, qui a été accueillie avec sympathie par les puissances, a été aussi sainement appréciée en Autriche-Hongrie, nous est fournie par le dernier discours de M. Tittoni, ministre italien des affaires étrangères.

Comme M. Tittoni, je viens dire, moi aussi, la construction du chemin de fer du Sandjak ne saurait être contestée à l'Autriche-Hongrie, mais il est d'autant plus naturel, de la part de la Russie, de prendre en mains, en cette affaire, les intérêts des États balkaniques, qu'elle-même ne recherche aucune concession dans la péninsule balkanique.

L'Autriche-Hongrie elle-même a déclaré approuver en principe notre projet et ainsi cet incident a perdu définitivement toute acuité.

Mais ce n'est pas la question des chemins de fer, c'est la réalisation des réformes urgentes dont la Macédoine a besoin, qui reste notre tâche principale, et c'est à l'accomplissement de cette tâche que j'ai consacré tous mes efforts.

L'opinion publique russe a accueilli avec une vive sympathie les propositions formulées par le gouvernement britannique et, au premier abord, il semble que l'on doive me faire un reproche de n'avoir pas adhéré immédiatement et expressément à ces propositions et d'avoir, au contraire, présenté un contre-projet.

Il convient donc que j'explique mon attitude.

Dans un de ses derniers discours, le ministre britannique des affaires étrangères a exposé que si la Grande-Bretagne formulait ces propositions relatives à la question macédonienne, elle ne voulait, en aucun cas, agir à l'écart des autres puissances, en dehors d'elles, ou en opposition avec le concert européen, car cela serait dangereux pour la paix générale. Or, ce qui est dangereux pour la Grande-Bretagne l'est doublement pour la Russie.

Quelque nécessaire que soit la réalisation de réformes en Macédoine, la Russie ne peut s'exposer, à cet effet, à des complications pouvant entraîner une guerre. Aussi, lorsque le projet britannique nous fut connu, il nous fallut examiner s'il avait des chances d'être accepté intégralement par toutes les puissances, car son acceptation par la Turquie en dépendait. Or, le projet de sir E. Grey contient des dispositions qui n'ont aucune chance d'être adoptées par l'unanimité des puissances, non plus que de l'être volontairement par le Sultan.

Lorsque je proposai des modifications du projet britannique, j'eus donc à éviter avec le plus grand soin toutes dispositions que le Sultan eût pu considérer comme portant atteinte à ses droits de souveraineté.

Des mesures telles que la nomination d'un gouverneur général, équivalent, aux yeux du Sultan, au commencement d'une séparation politique entre la Macédoine et l'empire turc.

J'éprouve la plus vive satisfaction à être en mesure d'annoncer que l'Autriche-Hongrie, la plus intéressée à cette question, n'a formulé aucune objection contre la participation de toutes les puissances à une œuvre réformatrice plus active et a accepté intégralement notre contre-projet. L'Allemagne l'a également approuvé. Nous avons trouvé auprès de la France, avec laquelle nous sommes en parfaite harmonie et entretenons des relations empreintes de toute la cordialité qui existe entre alliées, un empressement tout particulier à nous appuyer.

L'Italie a adhéré formellement à notre projet. La réponse donnée par la Grande-Bretagne permet de s'attendre à voir une entente définitive se faire entre les cabinets de Londres et de Saint-Pétersbourg. La Grande-Bretagne a renoncé, en effet, aux deux dispositions les plus scabreuses de son projet, à savoir : la nomination

d'un gouverneur général et la réduction des effectifs des troupes turques. Sur les autres points, les négociations se poursuivent.

Certains viennent dire que le concert européen s'est toujours montré hostile, dans le passé, aux buts poursuivis par la politique russe en Orient et que l'histoire est un éternel recommencement. Je leur répondrai que le concert européen a pu se montrer hostile tant qu'il a soupçonné la Russie de poursuivre dans les Balkans des buts égoïstes et des acquisitions territoriales, mais, le jour où il devient hors de doute que la Russie a pour but unique la pacification de la Macédoine et le maintien du *stato quo* et de l'équilibre dans la péninsule balkanique, on peut compter que les puissances qui poursuivent les mêmes buts, agiront toutes de concert avec la Russie.

La Russie donne des preuves manifestes de son sincère amour de la paix et n'entreprend en politique aucune modification dangereuse. Les bases de sa politique restent d'ailleurs identiques.

Je n'ai, dit le ministre, aucun doute au sujet de l'appui de l'Allemagne. Le fait que j'ai réussi à élaborer un projet réalisable m'est attesté par des télégrammes d'approbation qui me sont parvenus de diverses villes de la Bulgarie. Les chrétiens de Macédoine comprendront, j'en suis convaincu, que si la Russie leur prête un puissant appui moral, ils ne doivent, de leur côté, rien entreprendre qui soit de nature à provoquer un conflit armé.

Comme la Russie a besoin, avant tout, de la paix, pour rétablir ses forces ébranlées au cours de ces dernières années, elle doit observer, dans la direction à imprimer aux affaires d'Orient, un égoïsme salutaire, qui rendra finalement aux États et aux peuples balkaniques plus de services. Ils verront dans la Russie leur amie et leur défenseur naturels et ils désireront une Russie puissante et florissante.

Le discours du ministre a été chaleureusement applaudi par toute la Douma.

POST-SCRIPTUM.

Au moment où nous allions mettre notre ouvrage sous presse, une nouvelle ère s'est ouverte dans l'Orient européen à Constantinople.

Le 23 juillet 1908, le Sultan a rétabli — non pas précisément *proprio motu*, — par un iradé solennel, la *Constitution de 1876*. Cet événement a été précédé de trois autres faits, tout à fait différents au point de vue de leur origine et de leur caractère, mais qui sont cependant issus de causes connexes : c'était 1° l'entrevue de Reval entre l'empereur de Russie Nicolas II et le roi d'Angleterre Edouard VII, pour chercher à s'entendre sur un programme de réformes plus larges pour la Macédoine; 2° les intrigues de la presse allemande inspirées par l'Auswärtiges Amt (ministère des affaires étrangères) de Berlin et tendant à détruire l'effet de l'entente anglo-russe, intrigues qui aboutirent à la conclusion d'une convention militaire avec le Sultan et bientôt à une convention de même nature entre l'Autriche et la Sublime-Porte; 3° la révolution admirablement pacifique opérée par l'initiative du parti *Jeune-Turc*, grâce au concours de l'armée et surtout des officiers des IIe et IIIe corps à Andrinople, Salonique, Monastir, Uscub, Serres et autres garnisons des trois vilayets de Macédoine et de celui d'Andrinople.

Les origines et les causes de cette révolution sont assez connues : la mauvaise administration des affaires civiles et militaires en Turquie, l'inégalité de traitement entre les sujets ottomans des différentes confessions, les privilèges et les faveurs de toutes sortes attribués aux musulmans au

préjudice des chrétiens, les mauvais traitements infligés aux rayas, les massacres organisés en Macédoine et en Arménie, sous la protection du gouvernement turc, l'immixtion des grandes puissances dans les affaires intérieures de la Turquie pour mettre fin à cet état de choses intolérable, la guerre avec la Russie, unique protectrice efficace des chrétiens slaves en Orient, les défaites et les humiliations que chaque conflit avec l'Europe infligeait à la Turquie, la perte presque absolue de prestige qui en résultait pour la Sublime Porte, enfin l'affranchissement, par la force des armes, des populations enlevées au joug musulman, notamment par la guerre de 1877-78. Bien que le traité de Berlin, par son article 23, eut imposé au gouvernement turc l'obligation de procéder à des réformes en Macédoine. Abdul-Hamid avait toujours trouvé le moyen de se soustraire à ses obligations, ce qui avait amené, en 1902-1903, les révoltes dont la répression sanguinaire avait réveillé les sympathies de l'Europe et amené l'élaboration du fameux programme de Mürzsteg qui, s'il n'a pas essentiellement amélioré la situation des chrétiens en Macédoine, a pourtant eu pour effet de provoquer, de la part des grandes puissances, vis-à-vis du gouvernement turc, une intervention et un contrôle si constants, si permanents, que tout patriote turc pouvait prévoir la fin prochaine de l'indépendance du gouvernement de son pays et l'établissement, à son préjudice, d'un véritable protectorat au profit des grandes puissances.

C'est de cette époque et sous l'influence de ces événements que s'est formée l'organisation secrète des Comités *Jeunes-Turcs*, dont le but était le rajeunissement de la Turquie selon les exigences de la vie moderne, l'anéantissement du système autocratique, la transformation de l'Empire

turc en un État constitutionnel et parlementaire, offrant aux populations, musulmanes ou chrétiennes, de tout l'Empire, des garanties de liberté telles qu'elles rendraient inutile et superflue toute immixtion étrangère. L'œuvre entreprise par ces vaillants patriotes était bien difficile à accomplir car, bien qu'ils trouvassent un appui secret chez leurs compatriotes intelligents et un asile assuré en Suisse, en France et en Angleterre, l'épouvantable système d'espionnage organisé à Yildiz-Kiosk rendait bien difficiles leurs rapports avec leurs frères de Turquie et surtout avec les officiers et la partie intelligente de la jeunesse qui formaient le noyau de cette association.

L'éruption du volcan patriotique qui couvait éclata quand au mois de juin dernier, deux nouveaux mandataires de l'Europe, la Russie et l'Angleterre, tombèrent d'accord à Reval pour recommander aux puissances d'exiger de la Turquie des réformes plus efficaces en Macédoine, réformes qui devaient nécessairement amener une nouvelle intrusion de l'Europe dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman. Un mouvement d'indignation et de révolte se produisit tout à coup (20 et 21 juillet) dans les garnisons de Monastir, de Salonique et d'Andrinople qui réclamèrent le rétablissement de la Constitution de 1876. La population tout entière, sans distinction de nationalité et de religion, acclama les manifestants.

Le Sultan, averti de la gravité de la situation, prit le parti que lui dictait le bon sens, le sentiment de son propre intérêt et de celui de sa dynastie; il adhéra de lui-même au mouvement constitutionnel et fit proclamer, le lendemain, 23 juillet, un iradé par lequel il annonça à ses sujets le rétablissement de la constitution de 1876.

Si l'enthousiasme fut universel en Turquie, si, à l'étranger, la révolution fut généralement accueillie avec sympathie, certains gouvernements, dont cette révolution dérangeait les calculs et menaçait les intérêts, ne cachèrent ni leur défiance ni leur hostilité. A Berlin, où l'on était habitué à voir dans le Sultan un agent complaisant des entreprises commerciales et financières des Allemands, on se montra fort inquiet; on craignait qu'une Turquie constitutionnelle ne se montrât moins complaisante; cependant, on fit bonne mine à mauvais jeu, mais, tout en acceptant le nouveau régime, on affecta de craindre qu'un conflit ne tardât pas à naître entre les Vieux-Turcs, amis intimes du Kaiser, et les partisans des comités Jeunes-Turcs. L'Allemagne n'avait jamais appuyé sincèrement les efforts des puissances réformatrices; aussi, en présence des nouveaux événements, la presse de ce pays s'empressa-t-elle de réclamer l'ajournement des réformes.

L'Autriche-Hongrie, alliée fidèle de l'Allemagne, ne pouvait être d'une autre opinion, mais il y avait pour elle une situation particulière. La révolution nationaliste opérée par les Jeunes-Turcs entravait ses projets de marche au delà de Mitrovitza jusqu'à Salonique et menaçait même sa tranquille occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine. Aussi, tout en adoptant la manière de voir du cabinet de Berlin, s'efforça-t-on, à Vienne, de présenter la situation nouvelle comme très inquiétante pour les pays limitrophes et en particulier pour la Bulgarie; en attendant les événements, les organes du *Ballplatz*, et notamment le *Fremdenblatt*, déclarèrent que leur gouvernement se réservait le droit d'améliorer la situation en Macédoine sans intervenir dans les affaires intérieures de la Turquie et démentirent

la nouvelle que l'Autriche-Hongrie eût conclu une convention militaire avec la Turquie.

A Londres et à Paris, on envisage, avec beaucoup de bienveillance et de sympathie, la situation créée par les récents événements; on est prêt à donner aux Jeunes-Turcs tout l'appui moral dont ils auront besoin; on estime que le régime constitutionnel, équitablement appliqué, rendra inutile toute intervention des puissances pour réaliser des réformes en Macédoine. A Rome, on se place à peu près au même point de vue qu'à Londres et à Paris et on y est aussi partisan de l'expectative. A Saint-Pétersbourg, enfin, on salue avec satisfaction l'introduction du régime constitutionnel en Turquie; on y a pleine confiance dans la sincérité des éléments dirigeants et du Sultan, et on s'y déclare prêt à rester fidèle au principe de la *non intervention*, tant que les intérêts particuliers des chrétiens ne seront pas menacés. Toutefois, l'action réformatrice des grandes puissances n'est que suspendue et la note collective de la Russie et de l'Angleterre, au sujet des réformes en Macédoine, convenue à Reval, n'en sera pas moins envoyée. Quant aux organes réformateurs actuellement en fonction dans la Macédoine, la Russie est d'avis qu'ils doivent continuer leur tâche, l'article 118 de la Constitution turque maintenant tous les anciens règlements en vigueur, tant qu'ils ne sont pas modifiés ou abolis.

A tout ce qui précède, qu'il nous soit permis d'ajouter comme conclusion que, pour faire face à tous les mouvements possibles en Turquie et en particulier en Macédoine, il incomberait au gouvernement turc : 1° d'établir des diètes provinciales pour les nationalités dans les provinces où

habitent des nationalités compactes, et de leur accorder des prérogatives administratives;

2° de maintenir rigoureusement l'ordre et la tranquillité pour enlever aux grandes puissances tout prétexte d'immixtion et par conséquent de punir sévèrement, sans distinction de nationalité, tout contrevenant aux lois;

3° si Niazi-Bey et Enver-Bey réussissent à maintenir le régime libéral, leurs noms devront être inscrits en lettres d'or dans l'histoire et à Constantinople, et les peuples reconnaissants devront, pour l'édification de la postérité, leur ériger des statues;

4° que ceux qui dirigent le mouvement se gardent de toute corruption, car Abdul-Hamid est bien fin, nul ne l'ignore; il dispose de trésors considérables et il est homme à ne reculer devant aucun moyen pour corrompre ceux qu'il voudrait attirer à son parti.

(4 septembre 1908.)

CHAPITRE IX.

LA ROUMANIE.

Le règne de Charles Ier de Hohenzollern. — Indépendance de la Principauté. — Royaume. — Avancement de la culture. — Question agraire. – Administration. — Finances et budget. – Relations internationales. — Relations bulgaro-roumaines.

Avec l'avènement du prince Charles Ier, le 22 mai 1866 (n. st.), s'ouvre une ère nouvelle pour la Roumanie : c'est la fondation d'une dynastie, la conquête de l'indépendance complète du pays, le développement de ses forces et de la civilisation moderne, l'élévation du Prince à la dignité royale.

Le prince Charles avait eu à lutter, au début de son règne, contre de sérieuses difficultés intérieures et extérieures, mais, après dix années d'une sage administration, il voyait le pays, dont il avait accepté de diriger le gouvernement, doté d'une administration régulière, d'une organisation judiciaire complète, d'un réseau de chemins de fer déjà assez étendu, d'une instruction publique largement développée. Le Prince avait porté son attention particulière sur la formation d'une armée suffisamment nombreuse, suffisamment instruite pour pouvoir remplir avec honneur la mission à laquelle elle n'allait pas tarder à être appelée.

Le 22 mai 1877, le ministère libéral Bratiano proclama l'indépendance de la principauté de Roumanie et sa réso-

lution de ne plus payer le tribut à la Turquie. Bientôt la déclaration de guerre de la Russie à la Turquie vint fournir à la jeune armée roumaine l'occasion d'affirmer par les armes l'indépendance nationale; elle franchit le Danube et vint grossir les rangs de l'armée russe devant Plevna; on sait le concours énergique et efficace qu'elle prêta, pendant la campagne, aux soldats du Tzar libérateur.

Le Congrès de Berlin, sous l'inspiration des puissances et surtout sous l'influence du chancelier Bismarck qui, de concert avec l'Angleterre, encore imbue de ses préjugés turcophiles, voulait diminuer le prestige de la Russie dans les États balkaniques, enleva à la Roumanie, pour la donner à la Russie, la Bessarabie peuplée de Roumains et lui abandonna, en compensation, la Dobroudja peuplée de Bulgares, bien que le délégué roumain, M. Kogalnitchano, eut déclaré devant le Congrès que la Dobroudja était une province bulgare dont la Roumanie ne désirait pas l'annexion.

Le 22 mai (n. st.) 1881, le Parlement roumain proclama le prince Charles roi de la Roumanie, et celui-ci mit solennellement sur sa tête la couronne d'acier faite avec le métal d'un canon turc conquis par l'armée roumaine.

Depuis la guerre, la Roumanie a fait des progrès considérables. Par une politique suivie avec sagesse et persévérance à l'intérieur comme à l'extérieur, le roi Charles Ier a réussi à placer la Roumanie dans une situation respectable vis-à-vis des grandes puissances et à la faire entrer dans les combinaisons de la triple-alliance. L'Exposition nationale de Bucarest, en 1906, à l'occasion du jubilé des quarante ans de règne du Roi, a montré quels progrès son pays avait faits dans toutes les branches de l'industrie et du commerce. Malheureusement, à côté de cette prospérité, la Roumanie

est rongée par une plaie sociale perpétuellement ouverte : la question agraire! Par suite du manque de terres labourables et du grand nombre de bras occupés à la culture, la misère des paysans est lamentable et l'absence de protection, de la part du gouvernement, des droits de cette population de six millions de paysans, effrontément exploités par cinq mille propriétaires fonciers, Tchokoïs et Boyards, a eu pour résultat d'amener des troubles fréquents et des plus graves : ils y sont réellement à l'état endémique et prennent parfois le caractère d'un mouvement anarchiste qui menace de renverser l'organisation sociale actuelle (1). Ce caractère a été surtout visible dans l'insurrection des paysans, qui a éclaté au mois de mai 1907. Cette insurrection, qui amena la chute du cabinet conservateur, avait sérieusement effrayé les Tchokoïs qui, faisant trêve à leurs dissentiments politiques et se sentant solidaires les uns des autres, promirent de soutenir le gouvernement libéral de Stourdza, d'abord dans les mesures énergiques prises pour réprimer la révolte, puis dans la réalisation des réformes agraires annoncées au nom du Roi; mais, comme on devait s'y attendre, cette touchante solidarité disparut dès que les troupes eurent dispersé les bandes insurgées. Stourdza voudrait améliorer la situation sociale des malheureux paysans, mais ses bonnes intentions n'auront sans doute pas d'effet contre la routine et l'intérêt de la classe oppressive, et le programme des réformes à apporter à cette situation lamentable sera sans doute forcé de se restreindre à des demi-mesures pour endor-

(1) La plupart des Tchokoïs donnaient à loyer l'exploitation de leurs propriétés, plusieurs centaines de mille hectares, à un certain juif nommé Fischer, pour trois millions et demi de francs et celui-ci ne laissait aux paysans, qui cultivaient ces terres, qu'à peine de quoi subsister. C'est de cette situation que sont sorties les émeutes de 1907 en Roumanie. (*Courrier Européen*.)

mir temporairement les souffrances de la population rurale, comme l'avaient fait déjà les conservateurs en 1888. En dehors de ces crises agraires, les luttes des deux seuls partis (1), libéraux et conservateurs, qui existent en Roumanie, sont assez anodines. Le Roi se tient strictement sur le terrain constitutionnel et appelle successivement au pouvoir le parti qui domine au Parlement; chaque ministère, libéral ou conservateur, cherche à convaincre ses adversaires de l'excellence des mesures prises par lui, mais la voix de l'opposition est surtout écoutée et prise en considération; les députés et sénateurs savent garder la dignité de leur mandat et chaque parole ambiguë évoque une protestation générale : le Parlement roumain ne connaît pas de séances orageuses.

Les finances de la Roumanie sont dans un état florissant. Après les réformes radicales du ministère Stourdza, provoquées par la crise financière de 1900-1901, qui avait amené un déficit de 35 et de 27 millions, les budgets ont commencé à se clôturer par des excédents toujours croissants dont le total, pendant les six dernières années, a atteint le chiffre respectable de 180 millions (dont 45 millions en 1906 et 48 millions en 1907). Les recettes générales qui, pendant les cinq premières années du règne de Charles Ier, n'atteignaient, en moyenne, que 64 millions, se sont élevées pendant ces dernières années (1902-1906) à 248 millions. Ce développement rapide de la prospérité économique est dû à l'application de principes rationnels en agriculture.

---

(1) Il y a quelquefois scission entre les chefs du parti conservateur. Jusqu'à l'année dernière une fraction avait P. Carp à sa tête (Junimistes), et au commencement de l'année courante des éléments démocratiques s'en sont détachés à la suite d'un homme d'État influent, M. Take Jonesko (parti conservateur démocrate).

à l'exploitation méthodique des richesses naturelles, à l'accroissement de l'industrie et surtout à la production du pétrole; pour les mêmes causes, le commerce extérieur s'est élevé rapidement; pendant les vingt-cinq dernières années, il oscillait entre 180 et 470 millions, tandis qu'en 1905-1907 il a atteint près de 800 millions de francs.

Les relations internationales de la Roumanie sont en général très bonnes. Après la guerre de douane avec l'Autriche-Hongrie en 1886, provoquée par le nouveau tarif protecteur, la Roumanie a réussi à conclure des conventions avantageuses avec tous les États. Pendant ces deux dernières années, ces conventions ont été renouvelées sauf celle avec l'Autriche (qui le sera probablement dans le cours de 1908), et celle avec la Turquie qui est déjà prête, mais qui ne pourra pas entrer en vigueur cette année, la Sublime Porte voulant lier sa ratification avec une solution favorable de la question des Vakoufs dans la Dobroudja.

Dans son désir d'obtenir le droit de participer à la solution définitive de la question macédonienne, le ministère conservateur Cantacouzène a renforcé la propagande en Macédoine pour arriver à y créer une nationalité roumaine et, au mois de mai 1905, grâce au concours de l'Allemagne, il est parvenu à obtenir un iradé du Sultan reconnaissant la nationalité roumaine à 50 ou 60 mille Koutzo-Valaques (Tzintzars). Le patriarcat mit les armes spirituelles au service de l'hellénisme tandis que les bandes grecques se chargeaient d'exercer les rigueurs du bras séculier. Ces bandes, venues pour la plupart du royaume hellénique, commandées par des officiers de l'armée régulière, étaient encouragées par les consuls et tout en travaillant à conquérir du terrain sur les Tzintzars ne négligeaient par d'user d'intimidation

et même de violences pour empêcher le mouvement de s'étendre: plusieurs proclamations de chefs d'antartes grecs, officiers de l'armée hellénique en congé, ont été publiées : elles menacent de mort les Koutzo-Valaques qui persisteraient à se dire Roumains et à vouloir prier Dieu en langue roumaine. Les Koutzo-Valaques, molestés et persécutés, crièrent leur détresse à leurs frères de Roumanie: un échange de notes diplomatiques commença entre le gouvernement d'Athènes et celui de Bucarest qui rendait le premier responsable des crimes des bandes gréco-crétoises et l'accusait, non seulement de ne les avoir pas empêchées de passer la frontière, mais encore d'avoir connu et facilité leur formation sur le territoire même du royaume hellénique. Le gouvernement grec, naturellement, déclinait toute responsabilité; il affirmait ignorer l'existence, en Grèce, de comités panhelléniques qui auraient encouragé les bandes à molester les roumanisants: quant à ces bandes elles-mêmes, il niait avoir sur elles une autorité quelconque, il les proclamait macédoniennes: il alléguait enfin l'indépendance absolue du patriarcat. N'obtenant rien par la voie diplomatique, les Roumains cherchèrent des otages et s'en prirent aux Grecs qui sont nombreux dans certaines villes de Roumanie et qui y exercent un commerce florissant. Chaque attentat, en Macédoine, fut immédiatement suivi d'arrêtés d'expulsion pris contre des sujets grecs. Des foules furieuses parcoururent les rues de Bucarest en protestant contre les massacres de Macédoine et en criant vengeance; dans un de ces meetings, la décision qu'avait prise le roi Charles Ier de rendre au prince Ferdinand de Bulgarie la visite qu'il en avait reçue, fut considérée comme un heureux événement par tous ceux qui attachent un prix considérable au main-

tien de la paix dans les Balkans, condition essentielle du maintien de la paix générale.

En effet, la tension des rapports entre Roumains et Bulgares apparaissait comme un point noir dans l'ensemble des affaires balkaniques. A première vue, on pourrait s'étonner que ces deux nations, qui ont combattu côte à côte, pour leur indépendance, un ennemi commun, en soient arrivées aussi rapidement dans leurs rapports entre elles à un état d'hostilité qui faisait craindre qu'un conflit armé ne vînt à éclater entre elles; mais combien de fois n'a-t-on pas vu deux peuples, alliés pour en combattre un autre, se disputer ensuite les fruits de la victoire; l'exemple du Sleswig-Holstein, arraché par l'Autriche et la Prusse réunies au faible Danemark et devenu plus tard la cause du conflit qui devait se dénouer à Sadova, est une de ces leçons dont l'histoire est prodigue; or, depuis que les peuples balkaniques ont reconquis leur indépendance, ils considèrent tous le règlement imposé par le traité de Berlin comme purement provisoire, ils estiment tous que leurs destinées ne sont pas encore réglées et comme, d'autre part, leurs aspirations sont en opposition les unes avec les autres, il arrive nécessairement que leurs rapports sont empreints de défiance et même d'hostilité : la guerre serbo-bulgare n'a pas eu d'autre cause.

L'initiative que venaient de prendre d'un commun accord le roi de Roumanie et le prince de Bulgarie, en se donnant rendez-vous à Roustchouk, constituait donc un événement des plus heureux pour leurs peuples; l'entrevue des deux souverains était également vue d'un œil favorable à Saint-Pétersbourg et à Vienne : on l'envisageait comme une garantie de la paix.

Le roi Charles Ier arriva à Roustchouk par Giurgevo, accompagné du président du Conseil ministre de la guerre Demeter Stourdza, de Bratiano, ministre des affaires étrangères, et de M. Michou, agent diplomatique roumain à Sofia, qui avait été l'habile promoteur du rapprochement entre les deux États. Dans la suite royale, figuraient des officiers et une délégation des chasseurs qui avaient pris d'assaut la redoute de Grivitza. Le prince Ferdinand, ayant à ses côtés M. Daneff, président du Conseil, et plusieurs autres ministres. M. Balabanoff, agent diplomatique bulgare à Bucarest, attendait, sur le quai du Danube, le roi Charles qui arrivait à bord d'un vapeur roumain. Après s'être embrassés cordialement, le Roi et le Prince se présentèrent réciproquement leurs ministres et les personnages de leur suite. A l'entrée de la rue Knajeska, s'élevait un arc de triomphe devant lequel se trouvait le maire de la ville, entouré de son conseil municipal, des notables et de nombreuses dames. Le maire offrit à Sa Majesté le pain et le sel en lui souhaitant la bienvenue. La ville de Roustchouk était superbement pavoisée aux couleurs bulgares et roumaines. Le soir, le palais princier, tout illuminé et résonnant du son des musiques militaires, s'ouvrait pour offrir au Roi un dîner de gala où le Prince porta le toast suivant : « J'accueille avec une légitime satisfaction la venue de mon auguste voisin sur le sol bulgare. Sa visite prend plus d'importance encore du fait qu'elle coïncide avec le vingt-cinquième anniversaire de notre délivrance à laquelle le roi de Roumanie et sa brave armée ont pris une part si glorieuse en combattant sur les champs de bataille entre le Danube et les Balkans. » — Sa Majesté le Roi répondit en exprimant sa vive reconnaissance pour l'accueil chaleureux

que lui faisaient le Prince, l'armée et la population de Roustchouk; il ajouta qu'il se réjouissait surtout de l'amélioration des rapports entre les deux peuples.

Le jour suivant, le Roi et le Prince se rendirent en train spécial à Plevna. Ce train s'arrêta à Pordim, petit village où le Tzar libérateur avait tenu son quartier général. Au moment où les augustes visiteurs gravissaient l'escalier qui conduit dans l'intérieur, les paysans leur offrirent des bouquets des champs et des tissus nationaux : ce fut simple et cordial. La maison habitée par le Tzar, et achetée depuis par le gouvernement, est entourée actuellement d'un grillage en fer. Les souverains voulurent planter eux-mêmes un chêne commémoratif : le Roi, le Prince, les deux présidents des Conseils, les ministres, prirent chacun une bêche et jetèrent des pelletées de terre pour assujettir l'arbre. Les souverains se rendirent ensuite dans la petite maison où le roi Charles Ier avait eu aussi son quartier général et où l'on garde encore, dans l'état où elles se trouvaient au moment de la guerre, les deux chambres qu'il occupait : c'est une hutte en terre. Le train, qui attendait les augustes voyageurs à la station, reprit sa course pour s'arrêter de nouveau à la hauteur de l'ancienne redoute de Grivitza où les deux souverains visitèrent la chapelle commémorative roumaine dans laquelle le métropolitain de Vratza, Mgr Constantin, célébra un service divin pour le repos de l'âme des soldats morts sur le champ de bataille et prononça un discours touchant qui produisit une grande impression sur le Roi et son entourage. De magnifiques couronnes furent déposées sur les tombes. Au déjeuner, à Plevna, le prince Ferdinand, dans un toast très ému, prononça les paroles suivantes : « Je me reporte à vingt-cinq ans en arrière et je

revois la Plevna historique qui, pendant quatre mois, a fixé l'attention passionnée des nations russe et roumaine, de ces deux peuples dont les vaillants fils ont versé ici leur sang au nom du plus grand principe chrétien : l'émancipation d'un peuple frère. Je vois la grande figure du Tzar libérateur à Pordim, Bogota, Studena, encourageant ses soldats par son exemple. Je vois enfin l'armée de Votre Majesté s'offrir glorieusement en holocauste à Grivitza et à Opanetz, lieux historiques qui resteront les témoins du sacrifice du peuple roumain pour la liberté bulgare. »

En sortant de table, le Roi voulut encore contempler la maison et, se tournant vers le Prince et les personnages qui l'accompagnaient, il daigna évoquer les souvenirs des temps héroïques en racontant aux généraux et aux officiers la scène où Osman Pacha, blessé et appuyé sur son médecin et sur le drogman du quartier russe, était venu apporter son épée à l'empereur Alexandre II qui insista pour la lui rendre et le reconduisit jusqu'à la porte aux acclamations des officiers russes et roumains qui criaient : « Vive Osman Pacha ! »

Après leur visite à Plevna, les souverains se rendirent à Somovite où le Roi prit congé du prince Ferdinand et rentra, par Turnu-Mougurele, directement à Sinaya.

Depuis cette visite du roi Charles, les rapports entre les deux États voisins se développent sur la base de leurs intérêts réciproques bien compris. La situation géographique de la Roumanie et la vitalité du peuple bulgare conduisent de plus en plus les hommes d'État roumains à la conviction que la politique qui a pour but d'entraver l'expansion naturelle de la Bulgarie vers la pleine mer libre est une faute. Ils ont conscience aussi que ce n'est pas par

un régime de compression et de roumanisation à outrance qu'on fera des Bulgares de la Dobroudja de loyaux citoyens roumains, et cette conscience s'est déjà manifestée par un projet de loi accordant des droits politiques aux habitants de la province roumaine transdanubienne. Il ne faut pas oublier que si, pour le moment, la question de la Macédoine absorbe l'attention de la Bulgarie, il se peut qu'à un jour donné celle de Transylvanie devienne vitale pour la Roumanie.

Il va sans dire que le rapprochement des deux États riverains du Danube ne plait pas à celles des grandes puissances dont la politique consiste en un effort constant pour semer la défiance entre les États balkaniques. Ce rapprochement inquiète aussi naturellement le Sultan; dans son désir d'y mettre obstacle, il avait, sous différents prétextes, envoyé, en 1906 et 1907, trois missions extraordinaires, mais les tentatives de la Porte restèrent sans résultat car, pendant ces mêmes années, le prince Ferdinand a reçu, dans son palais d'Euxinograde, la visite de l'héritier du trône roumain et de sa femme et a été reçu lui-même deux fois à la cour de Bucarest.

En 1907, l'agent diplomatique de Bulgarie à Bucarest, le colonel Hessaptchieff, a signé la première convention commerciale entre la Bulgarie et la Roumanie et, au commencement de 1908, celle pour la fixation de la frontière danubienne qui mettra fin aux difficultés concernant les îles du Danube : ainsi ont été fixées sur des bases solides les relations d'amitié et de bon voisinage entre la Bulgarie et la Roumanie.

La dynastie des Obrenovitch.

Le roi Milan de Serbie.

L'empereur Marc-Aurèle est demeuré célèbre moins par ses victoires que pour avoir laissé un petit livre de pensées où il a mis le meilleur de son âme. Il faisait, en écrivant, son examen de conscience, mais il ne lui aurait pas déplu que ses enfants tirassent quelque profit de ces pages. Hélas! le noble Marc-Aurèle a eu pour fils et successeur Commode, l'une des plus hideuses figures de la galerie des Césars!

Les princes qui rédigent des testaments à l'usage de leurs héritiers ne doivent guère s'attendre à les voir respectés : il en fut ainsi de celui du roi Milan de Serbie. L'indiscrétion d'un de ses amis et compatriote a livré au monde quelques pages d'une lettre adressée par le défunt à son fils. Cette lettre exprimait les idées du roi Milan sur la vie et sur les hommes. On ne s'attendait guère à voir ce personnage émettre des idées aussi sérieuses après l'existence plutôt décousue qu'il a menée et dont quelques épisodes furent livrés, de temps à autre, par les journaux, à la malignité publique. Quoiqu'il en soit, le roi Milan avait résumé, pour l'édification de son fils, quelques maximes qui prouvent autant la sécheresse de son âme que l'amertume des déceptions que lui avait laissées sa vie agitée : elles n'étaient pas consolantes les maximes du roi Milan! « Mon fils, écrit-il, méfie-toi des hommes et n'aie que mépris pour eux! ma grande faute a été de croire à la probité.... Retiens bien ceci..... Il n'y a ni fidélité ni honnêteté au monde! Tous ceux qui t'approchent sont vénaux et capables de trahir. »

Le roi Milan était un misanthrope et un pessimiste; il devait avoir lu Schopenhauer,...... à moins qu'il n'ait rien lu du tout et qu'il n'ait puisé dans les milieux où il a vécu cette doctrine désespérante dont on pourrait presque, sous chacune de ses phrases, indiquer l'origine.....et ce lui sera un trait nouveau de ressemblance avec Marc-Aurèle! C'est sans doute en sortant de quelque cercle du boulevard, où il aura été *décavé*, qu'il s'est écrié : « Ma plus grande faute a été de croire à la probité »; on peut penser que les mots : « il n'y a pas de fidélité au monde », évoquent le souvenir d'un amour malheureux; enfin, « tous ceux qui t'approchent son vénaux », fait probablement allusion aux malheurs du parieur trop confiant dans des *tuyaux* qui lui ont fait prendre un cheval *claqué* pour le cheval favorisé.

La dynastie Obrenovitch règne et disparaît. — L'avènement du roi Pierre et ses relations.

De mortuis nil nisi bene..... Devant le cercueil à peine fermé du roi Milan, mort dans la force de l'âge, il ne saurait être question de porter ce jugement inflexible que la postérité est en droit de prononcer sur les personnages définitivement entrés dans l'histoire.

Milan Obrenovitch était le quatrième prince de cette dynastie fondée par le vieux Miloch, le héros de la guerre de l'indépendance serbe. — Né en 1854, Milan ne paraissait pas destiné à prendre la couronne, lorsque l'assassinat de son cousin, le prince régnant Michel Obrenovitch, le 10 juin 1868, fit de lui le chef de la dynastie. Tant que dura sa minorité, c'est-à-dire jusqu'en 1872, le conseil de régence, présidé par Ristitch, put modérer et dissimuler aux yeux de ses sujets le caractère néronien du jeune prince, mais

lorsqu'il fut maître effectif du pouvoir, ce caractère se révéla tout entier. Dès 1875, il engageait contre la Turquie une guerre où ne brillèrent ni son courage ni son habileté. L'intervention de la Russie, la lutte qui en fut la suite, le traité de Berlin qui en fut la conclusion vinrent heureusement sauver la situation et même procurer à la Serbie un agrandissement de territoire et à Milan une couronne : il se fit proclamer roi en 1882.

Son règne fut ce que l'on peut imaginer de plus odieux et de plus grotesque à la fois. Dans ces principautés danubiennes aussi volcaniques que balkaniques, la politique doit être aussi prudente qu'adroite pour gouverner des peuples qui ont besoin tout à la fois de sécurité, de bonne administration et de liberté. — Le roi Milan ne sut satisfaire aucune de ces légitimes aspirations : sa conduite privée fut elle-même un scandale. A défaut de princesse de sang royal, dont aucune ne se souciait de devenir reine de Serbie, il épousa la fille d'un fonctionnaire russe, Nathalie Kechko. Les deux jeunes gens n'étaient sans doute pas faits l'un pour l'autre, car leur union, malgré la naissance d'un fils, fut des plus orageuses. Milan vivait dans le désordre, Nathalie se refusait à jouer le rôle d'épouse délaissée. Elle se trouvait en 1888, à Wiesbaden, avec son fils, le prince Alexandre, lorsque le Roi y expédia le général Protitch avec mission de ramener le jeune prince à Belgrade, mission qu'il ne put accomplir que grâce à l'intervention de la police allemande. L'Europe retentit pendant quelque temps du bruit des démêlés conjugaux du roi Milan avec la reine Nathalie, qui avait dû quitter Belgrade, renonçant à lutter contre l'influence de Mme Christitch, dans une cour qui était devenue un mauvais lieu. Le roi Milan introduisit

une instance en divorce, d'abord auprès du synode des évêques, puis auprès du consistoire, qui refusèrent de se prononcer; le métropolite de Belgrade fut plus accommodant et accorda le divorce.

Cependant les Serbes, mal gouvernés, accablés d'impôts, commençaient à murmurer. Milan avait entendu dire que les rois embarrassés se tirent quelquefois d'affaire en provoquant leurs voisins. Il déclara la guerre à la Bulgarie et se fit battre à plate couture à Slivnitza. Heureusement pour lui, l'Autriche imposa son intervention. En 1882, Milan avait signé avec elle une convention militaire secrète en vertu de laquelle les deux parties s'engageaient à se donner un concours réciproque. La Bosnie était alors insurgée, Milan promit de livrer aux autorités autrichiennes les agitateurs bosniaques qui passeraient la frontière serbe; en échange, l'Autriche s'était engagée à assurer à la Serbie les conquêtes qu'elle pourrait faire et à maintenir l'intégrité de son territoire en cas de revers.

Pendant les vingt et un ans de son règne, Milan ne sut, au point de vue de la politique intérieure, que faire et défaire des ministères, créer et briser des instruments, jouer les partis les uns par les autres, diviser les esprits. Sa politique extérieure suivit les mêmes errements et fut marquée par le même manque de sérieux, la même instabilité dans les idées et dans la conduite politique. Placé entre l'Autriche et la Russie, il ne sut qu'entretenir, entre les deux puissances, un jeu de bascule, pour se jeter finalement dans les bras de l'Autriche, dont il avait pourtant le moins à attendre et dont les int'rêts matériels et moraux étaient en opposition avec ceux de la Serbie.

Enfin le désordre de ses finances et l'énormité des sommes

que son amour du jeu et du plaisir enlevaient chaque jour à la Serbie, allaient provoquer une révolution lorsque, inopinément, le 6 mars 1889, jour anniversaire de l'érection de la Serbie en royaume, au moment où il recevait les félicitations du corps diplomatique et des hauts fonctionnaires, il donna publiquement aux assistants lecture d'un acte d'abdication en faveur de son fils, qu'il proclama Roi sous le nom d'Alexandre Ier et, par le même acte, il institua un conseil de régence qui devait gouverner pendant la minorité du nouveau Roi; en même temps, la Scoupchtina était invitée à voter une pension à l'ex-roi. Mais, malgré son abdication, le roi Milan n'intervint que trop souvent dans les affaires du royaume. Est-ce à son instigation que le jeune roi Alexandre fit successivement plusieurs coups d'État? toujours est-il qu'après la mort de son précepteur Dokitch, il retomba absolument sous l'influence de son père rentré à Belgrade, après un séjour assez prolongé à Paris. Pourquoi Milan s'était-il arraché aux plaisirs que lui offrait la capitale de la France? On le comprit bien vite : il avait besoin d'argent. En 1891, c'était pour en trouver qu'il avait vendu tous ses droits et prérogatives, qu'il avait renoncé à la tutelle de son fils mineur, à son grade de général et même à sa qualité de citoyen serbe. Cette renonciation avait été formulée dans une lettre adressée aux régents et communiquée par eux à la Scoupchtina. Celle-ci, au lieu de se borner à en prendre acte, avait cru mieux faire en la convertissant en loi; cette loi avait besoin de la sanction des régents qui ne s'y refusèrent pas. Il ne restait qu'à payer à Milan une somme de deux millions, que la Scoupchtina hésitait à inscrire au budget; mais la somme fut fournie par la banque de Saint-Pétersbourg Volga-Kama, qui prit

hypothèque sur les biens de la famille des Obrenovitch. A Saint-Pétersbourg, on n'avait pas l'intention de réclamer jamais l'argent prêté; mais on fit promettre au roi Milan de ne plus remettre les pieds en Serbie. Cette promesse, faite dans des termes qui semblaient engager l'honneur et la délicatesse de celui qui l'avait faite, n'en fut pas moins violée par Milan. Après avoir dépensé à Paris, dans les prodigalités d'une vie de débauche, la somme qui lui avait été prêtée, il rentra en Serbie sous prétexte que le roi Alexandre avait besoin de ses conseils, se fit nommer général en chef de l'armée serbe et engagea follement une double lutte, à l'intérieur, contre les radicaux et, à l'extérieur, contre la politique russe. Le ministère, présidé par Grouitch, était radical : en présence de la violation par Milan de ses promesses antérieures de ne plus rentrer sur le territoire serbe, le ministère donna sa démission. C'était ce qu'attendait Milan qui le remplaça par un ministère progressiste à la tête duquel on appela Simitch. Simitch se rendit à Vienne, puis à Rome et aurait voulu aussi aller négocier à Saint-Pétersbourg; mais le Tzar lui fit dire qu'il entendait ne plus avoir aucun rapport avec la Serbie, tant que Milan y résiderait. L'Autriche, au contraire de la Russie et bien qu'elle prétendit se désintéresser des affaires de la Serbie, soutenait clandestinement l'ex-roi. Il était conforme à sa politique séculaire d'entretenir l'agitation dans les pays balkaniques : elle voulait les tenir constamment dans sa main. Tant que le pacte austro-russe de 1897 subsista, aucun des petits États balkaniques n'était en mesure d'exercer sur les autres aucune action prépondérante ni d'entreprendre rien qui pût inquiéter l'Europe. C'est ce que le simple bon sens nous semble indiquer et « le bon

sens, a dit Guizot, est le génie de l'humanité»; malheureusement, l'expérience nous enseigne que ce bon génie n'est pas toujours celui qui guide les actions humaines.

Nous avons dit combien avait été funeste l'ingérence du roi Milan dans le gouvernement de son fils Alexandre quand, manquant à sa promesse et à ses serments, il était revenu de l'étranger s'établir à Belgrade. Grâce à son influence, il put former, sous la présidence de Vladan Gheorghievitch, un ministère composé de ses partisans personnels, austrophiles aveugles, impopulaires. Ce ministère fut très mal accueilli par la Russie, qui protesta contre la rentrée de Milan en Serbie et son immixtion dans les affaires de l'État. Jusqu'à quel point les dispositions de la Russie étaient-elles hostiles? Un fait le montre : Jadovsky, agent diplomatique du Tzar à Belgrade, nouvellement nommé, ne crut pas devoir faire visite à l'ex-roi Milan et déclara au président du Conseil que son maître ne pouvait plus soutenir la Serbie tant que Milan y resterait.

Dans le but de se rendre populaire, V. Gheorghievitch apporta une activité fiévreuse à la propagande serbe en Macédoine. Cette propagande avait d'abord eu lieu à l'instigation de l'Autriche et avec l'approbation tacite de la Russie; on était parvenu à installer à Uskub un évêque serbe malgré le mécontentement du gouvernement bulgare et la résistance même de la population du vilayet d'Uskub. Le ministère serbe avait l'ambition de résoudre à la fois la question des sphères d'influence en Macédoine, celle du chemin de fer de l'Adriatique, celle de la transformation de l'armement; mais tous ces projets échouèrent par suite de l'opposition qu'y fit l'ambassadeur de Russie. Le roi Alexandre commençait à faire sentir sa main sur le minis-

tère. Le jeune roi subissait l'influence d'une ancienne dame d'honneur de la reine Nathalie, Mme Draga, veuve de l'ingénieur Machin. C'était le moment où le ministère et le roi Milan, après la clôture de la session de la Scoupchtina de 1901, soulevait la question du mariage du jeune Roi (1). Milan, d'accord avec le ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Belgrade, le baron Wecker-Gotter, tenta de marier son fils à une princesse allemande, alliée aux Hohenzollern, bien élevée mais pauvre. Alexandre craignant que ce choix, d'ailleurs excellent, n'amenât un rapprochement entre son père et sa mère, refusa de s'y prêter ; il avait d'autres projets ! Milan lui ayant fait des observations sur ses relations avec Mme Draga, il en parut fort mécontent et, quelques jours après, un attentat ayant été commis contre Milan, on prétendit que le véritable auteur de cet attentat, pour lequel des individus étaient poursuivis, était le roi Alexandre lui-même et qu'il y avait été poussé par Draga. Milan voulut impliquer dans les poursuites les chefs du parti radical : à son instigation, Alexandre convoqua tous les ministres au palais et leur demanda de faire emprisonner les chefs de ce parti. Les ministres répondirent qu'ils ne pouvaient les faire arrêter sans preuves ou au moins sans indices de culpabilité. Le Roi fit alors appeler le colonel Konstantinovitch et lui dit : « Si je t'ordonne de fusiller aujourd'hui même les hommes dont les noms figurent sur cette liste, le feras-tu ? » Le colonel resta sans réponse, les ministres présents à cette scène ne savaient quelle contenance tenir. Alexandre aurait peut-être osé faire fusiller les radicaux

(1) *La fin d'une dynastie*, par Vladan Gheorghievitch, ex-président du conseil des ministres.

emprisonnés, sans l'intervention du major Hordlizka, attaché militaire autrichien, envoyé tout exprès par l'empereur d'Autriche. Le véritable auteur de l'attentat, Knajevitch, qui, se croyant sûr d'obtenir sa grâce de la part du roi Alexandre, soupçonné d'être son complice, riait quand on le condu sait au supplice, fut fusillé sans qu'on lui permit de parler, tandis que le préfet de Chabatz, Anghelitch, fut trouvé étranglé dans sa prison. Quant à M. Pachitch, qui dénonça son ami le plus intime, M. Gentchitch, il obtint sa grâce et le roi Alexandre lui fit immédiatement payer une somme de quarante mille francs, que l'Etat lui devait. Pachitch envoya au Roi, qui se trouvait à Nich, un télégramme de remerciement et de fidélité inaltérable! Cette conduite ne fait pas honneur au courage de l'ancien président du conseil du ministère radical! Il eût mieux fait d'imiter l'exemple de Karaveloff, l'ancien ministre de Bulgarie qui, injustement condamné à cinq ans de prison à la suite de l'assassinat de Beltcheff, refusa de solliciter la grâce que Stambouloff lui offrait. Karaveloff répondit : « Le tribunal a prononcé une sentence : bonne ou mauvaise, je la subirai. »..... et il resta en prison pendant près de cinq ans.

L'attentat n'ayant pas réussi, Alexandre se résolut à agir ouvertement ; il essaya d'abord, en l'absence de son père et de Gheorghievitch, alors à Vienne, de déterminer les autres ministres à signer l'acte de la déclaration de son mariage avec Draga, mais il n'obtint rien de leur complaisance et l'un d'eux, Voukachine, donna sa démission et avertit télégraphiquement le roi Milan et Gheorghievitch. Devant cette attitude de ses ministres, Alexandre n'hésita plus, il renvoya son ministère et annonça, dans un manifeste à la nation, ses fiançailles avec Draga. Les anciens ministres,

n'ayant pu détourner le jeune Roi de son amoureuse folie, n'ayant pas réussi, dans une démarche assez hardie auprès de Draga elle-même, à lui persuader de renoncer à une union mal vue par le pays, il était bien difficile de trouver d'autres personnages pour accepter de les remplacer. Alexandre y parvint par la force : il imposa d'autorité le ministère à de simples fonctionnaires sans importance, sans relations politiques et leur donna à choisir entre une prison ou un portefeuille; dans ces conditions, les malheureux fonctionnaires se laissèrent faire...... on appela leur ministère, le ministère de la noce. Draga eut l'heureuse chance de voir le Tzar écrire à Alexandre une lettre autographe de félicitations, où il se déclarait le parrain du roi de Serbie; et le peuple serbe, toujours avide des faveurs de la Russie, en sut bon gré à Draga et parut mieux disposé à l'accepter pour reine. Milan, voyant qu'il avait été joué par son fils et sa maîtresse, écrivit à Alexandre une lettre où il lui disait : « Un sous-lieutenant, un sergent même ne se marient pas comme Votre Majesté. » Alexandre furieux fit donner, par le colonel Koumritch, devant la deuxième brigade de cavalerie, lecture d'un ordre du jour ordonnant de fusiller comme un chien l'ex-roi Milan, dans le cas où il oserait rentrer en Serbie. La Providence épargna au fils dénaturé un parricide : Milan mourut, sur ces entrefaites, le 11 septembre 1901, à Vienne, et fut enterré à Krouchédol, monastère près de Carlovitz, en Syrmie.

Il aurait fallu une tête plus forte et une conscience plus éclairée que celles d'Alexandre pour n'être pas entraîné par les mauvais exemples et les scandales qu'il avait eus constamment sous les yeux. Son règne fut une prodigieuse manifestation d'incohérence mélangée de coups de force. Un com-

plot militaire mit fin en quelques heures à ce règne où le burlesque le disputait à l'odieux. Dans la nuit du 10 au 11 juin 1903, le roi Alexandre, la reine Draga, ses frères et plusieurs autres personnages tombèrent sous les coups d'assassins appartenant pour la plupart à l'armée.

Ainsi finit dans le sang la dynastie des Obrenovitch. Les tragédies avaient été fréquentes entre cette famille et celle des Karageorgievitch, auxquels elle avait succédé et qui allaient la remplacer : Le dernier des Obrenovitch mourait sans enfants ; Pierre Karageorgievitch était loin de Belgrade lorsqu'avait eu lieu l'odieuse boucherie qui venait de s'y accomplir ; nous ne croyons pas qu'il en soit responsable, bien qu'il ait été appelé à en profiter. Quelque temps après ces lamentables événements, parut un livre où l'auteur, V. Gheorghievitch, racontait « la fin d'une dynastie ». L'ancien ministre y retrace l'histoire des événements accomplis pendant ces dernières années en Serbie. Son but, en écrivant, est de prouver que tous les revers diplomatiques, politiques et même militaires de la Serbie lui viennent de l'hostilité de la Russie, de sa disposition à appuyer en toutes choses les efforts des Bulgares au détriment des Serbes, et il invite ses compatriotes à n'accorder aucune confiance au Tzar ni à sa diplomatie. A la suite de la publication de ce livre, Gheorghievitch fut poursuivi en justice. Les tribunaux serbes l'acquittèrent sur le chef de révélation de documents russes, mais le condamnèrent à l'emprisonnement pour ses « révélations des dispositions de la reine d'Angleterre Victoria à l'égard du roi Alexandre, qu'elle n'avait pas voulu recevoir », et « pour la nouvelle secrète, lancée en Serbie en 1888, d'après laquelle la Bulgarie s'apprêterait à déclarer la guerre à la Serbie ». Nous ne ferons pas comme les tribunaux serbes,

nous ne condamnerons pas Gheorghievitch, mais nous ne pouvons nous empêcher de penser qu'il n'appartient pas à un ancien président du conseil de divulguer, au risque de compromettre les intérêts de son pays, des secrets d'État qu'il ne connaissait qu'en raison de ses fonctions; nous estimons aussi que l'ancien ministre a obéi à un sentiment de véritable fanatisme dans la brochure, pleine de provocations contre la Russie et la Bulgarie, sous le titre : « Ma défense devant le tribunal ». Ne peut-on pas y puiser la conviction que les partisans de l'Autriche en Serbie sont prêts à tout contre la Russie. En tout cas, c'est le moment de rappeler les paroles de Gladstone à ceux qui attendent tout de l'Autriche : « Il n'y a pas un endroit sur la sphère terrestre où vous puissiez mettre le doigt et dire : « Ici, « l'Autriche a fait le bien. »

Les relations serbo-bulgares.

Les relations entre Serbes et Bulgares, à toutes les époques de leur histoire, ont été soumises à des fluctuations perpétuelles : elles ont été tantôt amicales, tantôt indifférentes et tantôt hostiles. Cependant, le voisinage des deux peuples, la communauté d'intérêts, la ressemblance de leur destinée historique et économique, auraient dû leur imposer et nous semble leur imposer encore une commune entente et une union durable tout en laissant à chacune des deux nations son indépendance particulière. La jalousie, le désir constant de se développer aux dépens l'une de l'autre, les suggestions du dehors ont, au contraire, toujours été causes de malentendus et même de conflits sanglants entre elles. Sans remonter aux temps préhistoriques, jetons un coup-d'œil sur leurs relations dans les temps modernes. Tant que

les Bulgares étaient courbés sous le joug ottoman, les gouvernements de la libre Serbie se montrèrent favorables au réveil du peuple bulgare ainsi qu'à son émancipation politique; on avait même fait des projets d'alliance dans une confédération future. Ces temps bénis furent bien vite passés. Dans le dernier tiers du XIXe siècle, les Bulgares soutinrent, par leur propre initiative, une lutte victorieuse contre le clergé du Phanar, pour la conquête de leur autonomie religieuse : le résultat de la lutte fut la création d'une église bulgare indépendante du patriarcat œcuménique. L'exarchat bulgare fit tressaillir le chauvinisme serbe; les limites naturelles excitèrent son envie. Les hommes d'État serbes commencèrent alors l'hostilité contre l'élément bulgare en Macédoine et à défaut de Serbes, qui ne s'y trouvaient pas, ils y créèrent ce qu'on appelle dans ce pays, des Serbomans, c'est-à-dire des partisans du Serbisme recrutés parmi les éléments de différentes nationalités.

La création de la Grande Bulgarie, à San Stéfano, n'était pas de nature à apaiser la jalousie des Serbes; elle l'aigrit encore davantage. Les résultats du Congrès de Berlin étaient pourtant faits pour atténuer cette impression, mais l'union de la Roumélie Orientale à la principauté de Bulgarie en 1885 mit le comble à l'exaspération des Serbes et amena la guerre fratricide entre les deux peuples, dont le véritable auteur fut ce malheureux roi Milan qui, conseillé par l'Autriche, semblait incarner la haine héréditaire entre les Serbes et les Bulgares. Les Bulgares, cependant, me semblent avoir toujours apporté plutôt des sentiments de conciliation dans toutes les questions qui intéressaient les deux pays. A partir du jour où la Bulgarie eut une existance indépendante, ses différents gouvernements ont

montré des dispositions favorables dans leurs rapports avec la Serbie, mais il y avait un obstacle aux bonnes relations : c'était la question macédonienne ! Les Serbes veulent, à tout prix, qu'on leur reconnaisse un droit sur une partie de la Macédoine qu'ils disent serbe et, surtout, ils veulent qu'on leur attribue, plus tard, dans la distribution à intervenir des dépouilles de la Turquie, la possession du port de Salonique, indispensable, disent-ils, à leur existence. Le prince Ferdinand de Bulgarie a, personnellement, tout fait pour amener des relations de bon voisinage. En 1896, après la visite du souverain bulgare aux cours de Serbie et du Monténégro, le prince de Monténégro disait à Belgrade : « Resserrons notre amour pour les Bulgares avec lesquels les Serbes se sont mis en amitié à Belgrade et à Sofia. » L'année suivante, le roi Alexandre Ier rendit visite au Prince de Bulgarie et assista à l'inauguration de la ligne Sofia-Roman. Les relations devinrent alors plus cordiales et s'améliorèrent encore par la conclusion, dans la même année 1897, d'un traité de commerce précurseur de la future union douanière. Le président du conseil des ministres d'alors en Bulgarie, Stoïloff, se rendit à Pirot, le 1er avril 1897, pour assister à la levée solennelle des barrières douanières entre les deux pays. Le journal officiel serbe, *Nouvelles Serbes*, écrivait à ce propos : « La date du 1er avril 1897 doit marquer une nouvelle ère, féconde en résultats pour l'avenir commercial et économique des deux peuples voisins, tous deux jeunes et énergiques. Le traité de commerce ouvre la porte par laquelle passeront, pour la Serbie et la Bulgarie, le bonheur et la prospérité. » On fit courir, à cette époque, le bruit d'un projet de partage de la Macédoine en sphères d'influences, attribué à Stoïloff, mais nous

croyons pouvoir démentir ce bruit et affirmer que les deux États ont gardé, dans la question macédonienne, leur pleine liberté d'action qui ne mit aucun obstacle aux bonnes relations que le gouvernement conservateur de Stoïloff en Bulgarie réussit à maintenir avec le gouvernement radical de Simitch en Serbie. Malheureusement, cette fois encore, le roi Milan et son ministre Gheorghievitch vinrent troubler les bonnes relations qui commençaient à s'établir et le refroidissement dura jusqu'à la mort de Milan en 1901. En 1902 et en 1905, le gouvernement bulgare saisit l'occasion de rendre les rapports un peu plus cordiaux; à l'avènement de Pierre Ier Karageorgievitch, on put espérer que l'entente s'établirait sur des bases solides; il y eut des échanges de visites entre le Prince de Bulgarie et le Roi de Serbie et des rencontres fréquentes d'artistes, de littérateurs, de professeurs des deux pays.

Nous reconnaissons sans peine que le voisinage du puissant empire austro-hongrois peut mettre dangereusement la Serbie sous la dépendance économique et commerciale de cet empire, mais on ne peut pas dire que ce soit la cour de Vienne qui dicte à celle de Belgrade sa politique macédonienne, et nous déplorons que les efforts extraordinaires que fait la Serbie pour soutenir ses partisans en Macédoine ne présagent rien de bon pour l'avenir des relations serbo-bulgares.

Les négociations pour la conclusion d'un traité de commerce entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie datent de la fin de 1905; elles avaient été rompues une première fois, l'Autriche ayant eu connaissance de la conclusion de l'union douanière serbo-bulgare. Sommée par sa puissante voisine de rompre cette union, la Serbie refusa; en représailles, le

gouvernement de Vienne interdit tout transit des produits serbes sur son territoire; un peu plus tard, l'Autriche offrit de rouvrir ses frontières aux produits de la Serbie à la condition qu'elle ferait ses commandes militaires dans les usines autrichiennes; mais le gouvernement de Belgrade n'ayant pas voulu subir ces conditions, la frontière austro-hongroise fut de nouveau fermée. Enfin, après plusieurs tentatives de négociations, le cabinet de Vienne s'étant montré moins rigoureux, un traité a été conclu et a été soumis au commencement de 1908 à l'approbation de la Scoupchtina. La Serbie en passera-t-elle par les conditions onéreuses que lui impose ce traité? Avant tout, l'exportation du bétail abattu diminuerait pour elle de 50 pour cent! La victoire de la politique protectioniste agrarienne remportée par l'Allemagne sur l'Autriche a forcé cette dernière à faire subir elle-même à la Serbie des conditions onéreuses, dans le but de sauvegarder les intérêts des gros propriétaires hongrois. Les bœufs sont chargés de 9.40 couronnes pour chaque 100 kilogrammes pesés vivants, de sorte qu'un bœuf de 600 kilogrammes sera chargé de 56.40 couronnes au lieu de 8 payées jusqu'à présent. Pour les porcs on payait 5 couronnes pour 100 kilogrammes, on en payera 10. L'exportation du bétail vivant est absolument interdite et celle du bétail mort est à la discrétion des vétérinaires austro-hongrois. Pour 100 kilogrammes de froment on paiera 6.30 couronnes au lieu de 75 kreuzers payés jusqu'à présent; le seigle est chargé de 5.80 couronnes au lieu de 75 kreuzers; l'orge de 2.80 couronnes au lieu de 25 kreuzers. On le voit, le but de l'Autriche est de mettre complètement le commerce d'exportation serbe sous sa dépendance et d'enrayer son développement. Aussi est-il douteux que ce traité soit

accepté par les Chambres de Belgrade, d'autant plus que M. Pachitch, président du conseil, a déclaré qu'il ne ferait pas de cette acceptation une question de cabinet. On peut croire que le gouvernement ne regrettera pas le rejet de la proposition.

LA GRÈCE.

Si l'on examine impartialement la situation actuelle des petits États indépendants de la péninsule balkanique, on ne peut qu'être attristé. Certes, les générations précédentes des Serbes et des Grecs avaient déployé dans la lutte pour leur indépendance un incontestable héroïsme; mais, depuis, leurs progrès dans la voie de la civilisation et de la prospérité matérielle ont été loin de répondre aux espérances qu'on aurait pu concevoir.

La Serbie est presque dans un état d'anarchie; elle a tué un mauvais roi, mais la division des partis et l'incohérence de la politique générale sont restées les mêmes; le Monténégro avance d'un pied plus ferme et plus rapide dans la voie du progrès, il ne cherche point à réaliser des rêves utopiques, il développe peu à peu ses forces naturelles quoique entravé encore dans sa marche par ses difficultés avec ses frères et voisins de Serbie.

Quant à la Grèce, ruinée et humiliée par la guerre qu'elle a entreprise si follement contre la Turquie, démoralisée par les différents gouvernements qu'elle s'est successivement donnés, elle laisse peu d'espoir à ceux qui voudraient la voir s'assagir. Pendant longtemps, elle a provoqué constamment la Turquie dont ses bandes de brigands armés franchissaient constamment la frontière. Ces agressions

étaient à peine déguisées, puisque les chefs des bandes envahissantes étaient des officiers de l'armée régulière grecque, bien que leurs képis portassent les deux lettres fatidiques E. E. (Ethniké-Hétairia). — Sans avoir déclaré la guerre à la Turquie, la Grèce soutenait, à main armée, les insurgés de l'île de Crète. Malgré sa longanimité, la Turquie fut obligée de châtier l'arrogance grecque. Sans argent, sans approvisionnements, vivant au jour le jour, l'armée hellénique, à peine exercée, mal pourvue d'officiers sans instruction, sans généraux capables de la diriger, ne craignit pas de prendre l'offensive. Les Grecs espéraient sans doute, après un premier combat heureux, voir les Serbes, les Bulgares et les Monténégrins se soulever à la fois et se joindre à eux contre l'ennemi commun! Encore eût-il fallu sonder les dispositions des populations chrétiennes des Balkans! les Grecs n'en avaient rien fait; ils avaient négligé toutes les précautions, comme ils avaient négligé d'écouter les avertissements et même les menaces des grandes puissances. On a rarement vu un peuple se lancer aussi follement dans une entreprise qui pouvait amener sa perte! Le souvenir de la guerre de libération a-t-il grisé à ce point les descendants des héros de Missolonghi, qu'ils aient cru que ce souvenir suffirait pour enflammer le courage du groupe d'orateurs, de journalistes, de poètes, de politiciens qui forme aujourd'hui la partie dirigeante du peuple hellène? Dans la vingtième année du siècle passé, le philhellénisme s'était enflammé partout, les Grecs comptaient que ce qui s'était passé alors allait se répéter!

Le plus grand profit de la guerre gréco-turque fut pour l'Allemagne, quand les finances de la Grèce eurent été mises sous le contrôle européen. Les créanciers principaux de la

Grèce sont des Allemands. Et qu'est-ce que gagna la Russie en rendant, avec le plus grand désintéressement, à l'une et à l'autre des parties belligérantes, le service de s'interposer en faveur de la Turquie, en empêchant les petits États balkaniques de se jeter contre elle dans la lutte, en faveur de la Grèce, en arrêtant le bras de la Turquie qui allait l'anéantir? Le rêve insensé de reconstituer l'empire d'Orient à son profit a entraîné la Grèce dans une voie qui la fait marcher, quelquefois sous la risée publique, de faux pas en faux pas, de chute en chute, par une série de leçons qui n'ont pu lui ouvrir les yeux et la ramener à une politique plus prudente.

Les revendications grecques en Macédoine sont fondées sur les mêmes mensonges historiques et ethnologiques! Quant aux Bulgares, les journaux grecs affirmaient qu'il n'y avait pas à en tenir compte, que c'était un peuple disparu; puis, quand l'évidence s'imposa à leurs yeux, les Grecs consentirent à reconnaître l'existence de ce qu'ils nomment des Grecs-bulgarophones. C'est ce qu'on appelle étayer une sottise par un mensonge.

A présent qu'il existe un État bulgare indépendant, reconnu par toute l'Europe, ayant des représentants diplomatiques à Athènes aussi bien qu'à Constantinople, les Grecs commencent à reconnaître que les Bulgares sont en majorité dans le nord de la Macédoine! l'avenir réserve à l'hellénisme bien d'autres déceptions! L'hostilité constante que les Grecs témoignent aux Bulgares a créé, entre les deux races, un état de choses qui a rendu les rapports bien difficiles entre elles, spécialement en Bulgarie. L'action des bandes grecques, le recul de l'exarchisme et l'afflux des fugitifs dans la principauté ont provoqué dans toute la Bul-

garie une irritation violente. La publication, par les journaux d'Athènes, d'une liste de Grecs condamnés à Salonique comme ayant fait partie des bandes et dont plusieurs étaient mentionnés comme venant de la Roumélie orientale, mit le comble à l'irritation des Bulgares en leur donnant à croire que le recrutement des bandes, destinées à exterminer leurs frères en Macédoine, s'opérait sur leur propre territoire. Dans de telles conditions, il suffisait d'une étincelle pour mettre le feu aux poudres : cette étincelle, c'est encore le Patriarcat grec de Constantinople qui l'alluma. Le Patriarche n'a pas craint de nommer au siège épiscopal de Varna un évêque compromis en Macédoine par ses rapports avec les bandes que le gouvernement grec et les comités d'Athènes envoyaient en Macédoine pour massacrer les Bulgares. Cette nomination souleva l'indignation dans la ville de Varna ; la population s'empara d'une église grecque, bâtie d'ailleurs aux frais des Bulgares sous la domination turque, puis s'opposa violemment au débarquement de l'évêque grec. Le mouvement s'étendit bientôt à toute la principauté : à Anchialo, les Grecs ayant voulu empêcher à coups de fusil la réunion d'un meeting, il s'ensuivit une véritable bataille rangée, dans laquelle quatorze personnes, dont quatre Bulgares, trouvèrent la mort, et, pendant la lutte, le feu ayant pris, peut-être par malveillance, dans une maison, l'incendie activé par un vent violent détruisit la moitié de la bourgade ; pour comble de malheur, les Grecs retranchés dans l'église refusèrent de cesser le feu et empêchèrent ainsi les gendarmes et les pompiers, accourus de Bourgas, de s'employer utilement à éteindre l'incendie. L'évêque, cause de tout ce trouble, fut arrêté le lendemain dans une maison à demi-incendiée ; on lui reprochait d'avoir

excité les Grecs à tirer sur les Bulgares; quelques jours après il fut remis en liberté. Les troubles continuèrent à Plovdiv où une troupe de Bulgares se porta sur les écoles grecques qu'elle saccagea, détruisit les magasins et les maisons d'un certain nombre de Grecs et installa, de force, à l'évêché grec, un évêque exarchiste; un avocat grec, ayant tué d'un coup de revolver un Bulgare, fut lynché par la foule; on trouva chez lui des listes de souscriptions destinées à soutenir les bandes grecques en Macédoine.

En Bulgarie, personne n'a justifié ces malheureux événements: ce fut dans la presse et dans le public une réprobation unanime. La presse d'Athènes, qui glorifie chaque jour les massacres des malheureux Bulgares et l'incendie de leurs villages en Macédoine, s'est livrée à cette occasion à une odieuse campagne de calomnies.

Le Prince et le Président du conseil étaient absents lors de ces incidents: mais, dès leur rentrée dans la principauté, des mesures sévères et efficaces furent prises pour empêcher le retour de troubles aussi regrettables. Le calme est revenu, mais le gouvernement bulgare s'est cru obligé de prendre des précautions pour arrêter la propagande antibulgare dans la Roumélie orientale : des écoles grecques ont été fermées, le gouvernement a décidé de ne plus reconnaître d'autres prêtres que des prêtres bulgares comme évêques patriarchistes: il y avait dans la principauté quatre sièges épiscopaux occupés par des Grecs. Mais rien n'a pu calmer le ressentiment populaire: journellement boycottée, molestée, la plus grande partie de la population grecque a quitté la Bulgarie et émigré à Athènes. Le gouvernement hellénique se plaignit aux grandes puissances et invoqua le traité de Berlin, mais l'attitude peu conciliante du cabinet d'Athènes,

les encouragements donnés par lui aux bandes qui, depuis plusieurs années, jettent le désordre et l'épouvante en Macédoine, ont indisposé les grandes puissances alors que les efforts faits par les autorités bulgares pour maintenir l'ordre ont reçu l'approbation générale. On ne peut se dissimuler que si tous ces faits sont regrettables, les Grecs payent aujourd'hui l'oppression que leurs ancêtres ont fait si longtemps peser sur l'Église et sur l'École bulgares, de même qu'en Roumanie ils recueillent le fruit des abus dont les phanariotes profitèrent dans les principautés.

Les Grecs sont allés jusqu'à accuser le gouvernement du prince Ferdinand d'avoir préparé ce mouvement anti-grec et ils ont demandé aux grandes puissances leur intervention pour remettre la Roumélie orientale sous la domination turque. Si les Grecs de Bulgarie, par leurs prétentions insupportables, ont rendu précaire la situation privilégiée qu'ils avaient dans le pays, ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes. A cette occasion, la presse hellénique s'est plainte de la diminution de la sympathie que l'Europe témoignait autrefois à la Grèce, mais ces journaux ont l'habitude de voir tout en noir et de tout exagérer ou dénaturer! N'ont-ils pas été jusqu'à dire qu'à Anchialo on avait jeté des petits enfants dans la mer et qu'on avait égorgé des personnes qui intercédaient pour eux! L'Europe a frissonné devant de pareilles horreurs et la presse a envoyé des correspondants spéciaux pour faire une enquête! A quoi cette enquête a-t-elle abouti? A démontrer les mensonges des journaux grecs et à établir qu'à Anchialo, notamment, l'incident avait été provoqué par des Grecs. C'est pour cette raison que les démarches du patriarche grec de Constantinople, pour émouvoir en faveur de ses coréligionnaires,

l'Église et le public d'Angleterre, n'ont pas réussi. On a répondu au patriarche que l'Angleterre ne pouvait pas blâmer chez les Bulgares une effervescence que les bandes de brigands grecs en Macédoine n'avaient que trop motivée par leurs excès. Les Grecs attribuent l'indifférence de l'Europe à leur égard à ce que la Russie rêve au panslavisme, que l'Angleterre est jalouse du commerce maritime de la Grèce, que la presse pornographique française est mécontente de la réprobation dont elle est l'objet en Grèce. L'Allemagne et l'Autriche seules semblent trouver grâce devant les Grecs; c'est d'elles qu'ils attendent un secours contre le slavisme. Un journal sérieux, *Kairi* (Les Temps), relève avec amertume le penchant de l'opinion publique en Europe vers les Bulgares. « Le *Times*, écrit-il, attaque souvent sans cause la Grèce et distribue, sans plus de raison, ses éloges aux Bulgares; cette attitude lui serait-elle dictée par la jalousie que les progrès du commerce maritime de la Grèce inspirent à l'Angleterre? La Grèce tâchera de tirer une utile leçon de la conduite de l'Angleterre. Quant à la presse française, il ne faut pas y attacher une attention sérieuse, sa littérature pornographique est l'objet chez nous d'une réprobation unanime; pour les Italiens, battus si honteusement par des sauvages abyssins, leurs prétentions sur la Méditerranée et l'Orient hellénique, avec l'appui des Slaves sauvages de la péninsule balkanique,sont au moins étranges.»

Voyons maintenant comment le peuple grec s'administre lui-même et applique les qualités civilisatrices dont il se croit doué. Quoique jouissant du régime parlementaire, les Grecs n'ont aucun parti politique; il n'y a ni libéraux, ni conservateurs; les députés se groupent autour d'un chef de parti qui leur distribue les places et les faveurs s'il arrive

au pouvoir; aussi un changement de ministère ne change-t-il rien dans la direction politique du pays; seulement, les créatures du ministère renversé font place aux favoris du nouveau gouvernement : c'est ce qui explique la fréquence des crises ministérielles et le grand nombre de gens qui vivent exclusivement de la politique et par la politique.

Finances. — Quelques années avant la guerre avec la Turquie, la Grèce avait déjà une dette de 900 millions de francs, elle avait déjà dû suspendre le paiement des intérêts. A la signature de la paix, elle dut recourir aux puissances européennes pour contracter un nouvel emprunt de 150 millions, nécessaire pour payer l'indemnité de guerre; l'Angleterre, la France et la Russie consentirent, non sans beaucoup d'hésitation, à garantir cette nouvelle dette. Non seulement l'Allemagne refusa son concours, mais elle exigea la création d'une commission internationale de contrôle à Athènes, pour surveiller l'exécution des conditions imposées à la Grèce et le paiement des intérêts de l'ancienne dette, ainsi que son amortissement; c'est le seul pays chrétien soumis à une telle surveillance.

Armée. — L'armée grecque se compose de douze régiments d'infanterie, dix bataillons d'evzones (infanterie légère), trois régiments d'artillerie, trois régiments de cavalerie, trois bataillons du génie, au total, sur le papier, 20.000 hommes; en réalité, il n'y a jamais plus de 7 à 8.000 hommes sous les armes; c'est à peine si, chaque année, on arrive à réunir la moitié du contingent; un grand nombre de jeunes gens émigrent en Amérique pour échapper au service militaire; en outre, 5 à 6.000 hommes au moins sont employés comme domestiques par les officiers ou comme commis dans les bureaux; l'effectif des régiments d'infanterie n'est sou-

vent que d'une centaine d'hommes. L'indiscipline est générale dans l'armée à tous les échelons. Les officiers peuvent être députés, on voit de simples sous-lieutenants critiquer à la tribune les actes de leurs généraux. La carrière parlementaire est la seule qui profite à l'avancement. Les effectifs des compagnies sont si réduits qu'il est presque impossible d'exercer les soldats, leur instruction ne va guère au delà de l'école du soldat et de l'école de peloton. Le résultat d'une pareille désorganisation s'est fait sentir pendant la guerre gréco-turque : on voyait de simples soldats discuter avec leurs capitaines l'exécution des ordres supérieurs : des compagnies étaient commandées par des sous-lieutenants ou même par des sous-officiers, le capitaine trouvant plus commode de rester à pérorer dans les cafés d'Athènes, que de s'exposer aux fatigues et aux dangers de la campagne.

Marine. — La marine comprend trois cuirassés assez modernes, quelques autres bâtiments de construction ancienne et en bois, plus cinq nouveaux contre-torpilleurs qui ne sont pas encore entrés en service.

Clergé. — Le clergé grec dépendant du patriarcat œcuménique est le plus téméraire agent de l'hellénisme ; si nous comparons sa conduite et son langage à celui des prêtres bulgares, nous reconnaîtrons sans peine que la modération de langage et de conduite est toute à l'avantage de ces derniers. Le patriarche œcuménique est nommé à vie, et néanmoins, depuis trente-deux ans, aucun patriarche n'est mort sur son siège ; ce ne sont que d'incessantes mutations par suite de continuelles intrigues. Le patriarche actuel s'est fait l'instigateur de tous les excès commis par les bandes grecques en Macédoine ! quelle différence avec l'attitude

digne et réservée de l'Exarque bulgare, Mgr Joseph. Le patriarche qui n'a autorité que sur les Grecs de Turquie ne vise qu'à plaire au gouvernement grec, duquel il ne dépend pas; il se considère comme le chef politique et religieux de tout l'Orient et son idéal est le panhellénisme, les évêques grecs sont ses émissaires dans tous les pays où résident des Grecs de langue ou de sentiment. L'Autriche et la Russie ont lié les mains à la Turquie: elles feraient mieux de les lier au patriarche, par un contrôle international, afin de l'empêcher de se mêler de politique.

L'instruction publique. — Les Grecs ont la prétention de représenter, en Orient, la population la plus civilisée et la plus instruite. Les écoles et les gymnases n'y manquent pas: avec leur présomption et leur emballement habituels, les Grecs, presque aussitôt après leur émancipation, ont inondé le pays de groupes scolaires plus ou moins complets, pour jeter de la poudre aux yeux de l'Europe; mais une fois les écoles organisées, d'une façon plus ou moins pratique, les instituteurs nommés et appointés, les Grecs se sont croisé les bras s'attendant à voir l'opinion européennne s'extasier devant une si prodigieuse activité. Malheureusement, des voyageurs trop curieux se sont donné la peine de comparer le nombre des élèves au nombre des écoles, de refaire, pour leur édification et celle du public, une statistique qui n'existe pas sérieusement en Grèce, et ils ont découvert que l'État avait grevé son budget d'une somme considérable sans aucun profit pour la population: tout le système scolaire repose sur le désir de créer des sinécures aux membres du corps enseignant, attendu que le nombre des enfants inscrits sur les registres des écoles n'est que de 3.7 pour cent habitants. On pourrait soupçonner notre appréciation de

malveillance si un débat, soulevé à la Chambre hellénique en 1905, ne venait jeter une lumière complète sur la triste situation des écoles. Des députés, et le ministre de l'instruction publique lui-même, ont demandé la suppression de plus de trois cents établissements scolaires qui ne comptaient que deux ou trois élèves pour un instituteur; on a même constaté que, dans certains gymnases de province, il y avait onze professeurs pour sept ou huit élèves. Si la population ne paraît pas en général très empressée à envoyer ses enfants aux écoles, il serait, du moins, permis de croire que les rares élèves qui les fréquentent, et les professeurs chargés de les instruire, rivalisent d'ardeur au travail et que le niveau de l'enseignement est plus élevé dans les écoles grecques que dans les autres écoles de la péninsule balkanique. Il n'en est rien. Dans la discussion parlementaire dont nous parlions tout à l'heure, il a été constaté que la plupart des élèves, après six ans de classe, étaient incapables de faire une dictée ou une composition à peu près correcte en langue grecque. A la suite de ces débats, le ministre de l'instruction publique ordonnait aux professeurs de se montrer plus sévères aux examens de fin d'année. Le résultat ne se fit pas attendre : plus de douze cents élèves des écoles d'Athènes, c'est-à-dire à peu près la moitié, se virent refusés! Pour expliquer complètement l'ignorance des jeunes Hellènes dans leur propre langue, il est juste d'expliquer ici que la langue enseignée dans les écoles est une toute autre langue que la langue parlée qui n'est qu'une sorte de patois où il entre beaucoup de mots turcs, italiens et français, tandis que la langue dite épurée se rapproche de celle que parlait Xénophon. Un fait démontre encore la manière dont les Grecs entendent l'enseignement : tandis

qu'ailleurs, en ~~Belgique~~ Bulgarie par exemple, on ne met entre les mains des enfants que des livres choisis par le ministère de l'instruction publique, en Grèce il est en tout autrement : c'est l'instituteur ou le professeur qui choisit, qui souvent compose lui-même les livres qu'il vend à ses élèves, en faisant ainsi une source de honteux profit pour lui ! On peut juger ce que sont ces ouvrages, non seulement au point de vue de la qualité du style et de la pensée, mais même au point de vue de l'état matériel du livre qui est rarement imprimé, le plus souvent autographié, sur un mauvais papier et devient complètement illisible après quelques semaines d'usage. Certains ministres de l'instruction publique, ayant tenté de mettre fin à un pareil scandale, ont été obligés de s'incliner devant la résistance et les menaces des instituteurs et des professeurs qui jouissent d'une grande influence sur le corps électoral. Quand nous aurons fait connaître qu'à Salamine, à Eleusis, à Megara, aux portes d'Athènes, on parle albanais et que le grec n'y est compris que par les fonctionnaires, nous aurons tout dit sur le triste état de l'instruction publique dans le royaume hellénique !

Il y a quelques années, M. Silvestrelli, ministre d'Italie à Athènes, soulevait dans cette ville un beau tapage en affirmant, dans un rapport à son gouvernement, qu'il n'y a pas de type de race proprement dit en Grèce et que les individus qu'on y rencontre, dans la capitale comme dans les provinces, présentent plutôt le type des races slave, arabe ou d'autres races asiatiques, que le type grec classique, tel que nous le connaissons d'après les anciens. C'est, du reste, une constatation qu'il est facile de faire en se promenant dans les rues d'Athènes. A côté de quelques hommes aux traits assez réguliers mais efféminés et rappelant non pas le type

grec de l'antiquité, mais celui du byzantin croisé d'italien, on rencontre une foule d'hommes et de femmes aux visages ronds et effacés, aux cheveux épais et presque crépus, à la peau très brune affectant l'aspect d'une race croisée de slaves et d'arabes; ce qui s'explique aisément, si l'on se souvient que les habitants actuels du royaume de Grèce descendent, pour la plupart, d'une tourbe de camelots et de courtiers marrons, accourus des îles et des côtes de l'Asie Mineure, après la libération de la Grèce, par les efforts combinés de la France, de l'Angleterre et de la Russie.

CHAPITRE X.

ÉPILOGUE.

L'incident Guéchoff, l'occupation des chemins de fer orientaux et la proclamation de l'indépendance bulgare.

En même temps que les embarras intérieurs provoqués par les grèves, apparaissaient, pour le nouveau gouvernement turc, les premières difficultés extérieures, sous la forme d'un conflit avec la Bulgarie. C'est d'ailleurs le gouvernement turc qui a suscité ce conflit, délibérément. Dans quel but? Le nouveau gouvernement turc n'avait nullement à se plaindre du gouvernement bulgare. Au contraire. On a accueilli avec sympathie, dans la principauté, le changement de régime qui vient de s'opérer en Turquie. Les bandes bulgares ont suspendu leur action. Bulgares et Turcs fraternisaient. Des délégations bulgares parcouraient les principales villes turques et se faisaient acclamer par la population, tandis qu'une députation de quatre-vingt-dix notables Andrinopolitains était, à Sofia, l'objet de manifestations enthousiastes. Comment donc expliquer l'attitude du gouvernement turc à l'égard du représentant de la Bulgarie à Stamboul?

Le ministre des affaires étrangères, S. E. Tewfik Pacha, a commis une faute que l'ancien régime lui-même n'aurait pas commise, en offensant inutilement la Bulgarie.

En invitant à un dîner les représentants étrangers, le ministre Tewfik Pacha a exclu de ses invitations l'agent

diplomatique bulgare, M. Guéchoff, sous prétexte que la Bulgarie était une principauté vassale de la Turquie, et que les gouvernements, au point de vue politique, ne faisant qu'un, M. Guéchoff n'avait pas à être invité à un dîner où les représentants diplomatiques étrangers avaient été conviés. Toute la presse turque approuva l'attitude du ministre Tewfik Pacha. On sait qu'en fait c'est un souvenir archaïque qui n'a pas plus de raison d'être que ceux qui jadis unissaient la Roumanie et la Serbie au Grand Turc et dont ces pays, militairement moins forts que la Bulgarie et surtout moins actifs et moins en progrès par le travail, se sont affranchis depuis longtemps.

Le congrès de Berlin avait fait de la Bulgarie une principauté vassale de la Turquie. Le droit de représentation officielle n'appartenant qu'aux Etats souverains, le représentant bulgare n'avait pas de caractère diplomatique et ne devait pas correspondre avec le ministre des affaires étrangères. La Porte s'en avisa en 1881, créa au ministère de l'intérieur le « bureau des provinces privilégiées » et voulut obliger M. J. Tzanoff, alors agent bulgare à Constantinople, à ne correspondre qu'avec ce bureau. Le gouvernement de Sofia répondit dans une note qu'il ne pouvait pas accepter cette manière de voir, la Bulgarie n'étant pas une province privilégiée comme l'Egypte, etc., mais une principauté autonome. Après avoir en vain fait appel à l'Europe, le ministre des affaires étrangères de Turquie déclara, dans une note du 27 septembre 1882, que « le gouvernement impérial, désirant faciliter dans l'intérêt commun les relations de l'agence princière avec la Sublime Porte, admet désormais la correspondance avec le ministère des affaires étrangères ». Ainsi se termina l'incident soulevé par la

Porte à la faveur des difficultés intérieures de la Bulgarie.

Depuis le traité de Berlin, et surtout depuis sa réconciliation avec la Russie en 1896, la principauté a rompu peu à peu ses liens de vassalité avec l'assentiment tacite des puissances. Les obligations imposées à la Bulgarie par le traité de Berlin n'ont guère été respectées par elle. Les puissances auraient eu d'ailleurs mauvaise grâce à lui reprocher des violations dont elles donnaient elles-mêmes l'exemple. Depuis l'incident de 1882, la Bulgarie a conclu avec la Turquie des conventions postales et commerciales ; elle a signé avec elle un accord relatif au désarmement. Tout cela, joint au remarquable développement économique de la principauté et à la stagnation de la Turquie, a vidé de sens la formule de la vassalité bulgare.

Aujourd'hui elle n'existe plus en fait. On en trouverait la preuve dans les protocoles officiels de la Conférence de La Haye de 1907, où la Bulgarie occupait la place alphabétique qu'elle devrait occuper régulièrement si sa souveraineté n'était pas contestée. Les puissances lui reconnurent non seulement le droit d'avoir un plénipotentiaire dont le vote était autonome, mais aussi d'envoyer un juge et un juge assistant au tribunal international.

Tout cela ne fait pas évidemment qu'en droit et au point de vue diplomatique la Bulgarie soit un État souverain. Mais outre que l'on pourrait opposer à l'absence de reconnaissance formelle, la thèse de la reconnaissance tacite admise par le droit international, est-il bien politique, pour le gouvernement Jeune-Turc, au milieu des difficultés qui l'assaillent, de susciter un conflit de cette nature ?

Dans la péninsule balkanique, les événements se déve-

loppent toujours avec une rapidité étonnante. L'incident de M. Guéchoff, qui a été provoqué si brusquement par Tewfik Pacha, fit une impression pénible en Bulgarie et fut suivi de l'occupation des chemins de fer de la Compagnie orientale. Le ministre turc voulait ressusciter les droits que la Sublime-Porte possédait de par le traité de Berlin sur ces lignes, droits qui depuis 1885 n'étaient plus qu'une fiction.

La situation des chemins de fer orientaux se trouvant sur territoire bulgare a été fixée par les articles X et XXI du traité de Berlin. Le premier de ces articles a rapport au tronçon de la Bulgarie du Nord, et le second à celui de la Bulgarie du Sud, l'ancienne Roumélie Orientale. Les droits et obligations de la Turquie, pour ce qui concernait la ligne anglaise de Roustchouk-Varna, restaient complètement à la charge de la Bulgarie ; ceux des lignes de la Roumélie Orientale étaient conservés à la Turquie. Telle était la situation avant 1885. Mais, en 1885, après la réunion de la Roumélie Orientale à la Bulgarie du Nord, la situation changea tout à fait. L'acte du 6/18 septembre, qui fit de la Roumélie une province de la Bulgarie, devait forcément amener le passage à cette dernière des droits et obligations de la Turquie concernant les lignes des chemins de fer orientaux comprises dans le territoire de la Roumélie. En renonçant à ses droits politiques sur cette province, le gouvernement turc renonçait par là même à tout droit sur les chemins de fer. Cessant de participer à la vie législative, judiciaire, scolaire, financière et économique de la Roumélie Orientale, la Turquie se dégageait par là même de toute participation juridique à l'exploitation de ses chemins de fer.

La grève des employés des chemins de fer orientaux, qui

éclata au commencement du mois de septembre 1908, vint soulever toutes les questions qui s'y rapportaient et qui n'avaient point encore reçu une solution juridique claire et précise. Tant que durait le régime absolutiste du Sultan Abdul-Hamid, la Bulgarie n'avait à redouter aucun mouvement gréviste sur les lignes de la Compagnie des orientaux. Mais quand la constitution de 1876 fut rétablie à Constantinople, la situation changea complètement et mit la Bulgarie en face d'un facteur nouveau qu'on n'avait pu prévoir au Congrès de Berlin. Le comité des grévistes de Turquie voulut alors se rendre maître du fonctionnement des chemins de fer orientaux sis sur le territoire bulgare.

Cette situation, dangereuse pour la principauté, la mettait dans l'obligation de revendiquer ses droits sur ces lignes et de prendre en mains leur direction.

Cet acte, auquel, répétons-le, elle se vit forcée, ne portait atteinte aux droits et intérêts de personne. L'article XXI du Congrès de Berlin prévoit des droits et des obligations à la Turquie sur les chemins de fer de la Roumélie. Mais l'union de 1885, à laquelle la Turquie elle-même a consenti, mettait la Roumélie dans le même cas que la Bulgarie du Nord, et la situation des chemins de fer orientaux devait être réglée sur la base de l'article X et non de l'article XXI du traité de Berlin. Les droits et les obligations de la Turquie passaient nécessairement à la Bulgarie.

Aucun État indépendant ne peut être forcé de tolérer, dans les limites de son propre territoire, un établissement qui menace sans cesse de mettre en danger sa défense nationale. Et c'est justement dans cette situation d'inquiétude permanente que le comité gréviste, siégeant à Constantinople, voulait placer la Bulgarie. Évidemment, la princi-

pauté ne pouvait pas s'y résigner. Les mesures qu'elle a prises dans cette circonstance ne touchent point aux intérêts réels de la Turquie et nous ne doutons pas que la Jeune Turquie appréciera à sa juste valeur une situation qui lui permettra désormais d'éviter tout malentendu avec sa voisine. Ces mêmes mesures ne touchent pas non plus aux intérêts de la Compagnie, car la présence des employés bulgares, loin de faire baisser la valeur économique de ses lignes, n'a fait que la préserver des pertes qui auraient résulté pour elle de la grève. La Bulgarie évidemment n'a pas agi au détriment de la Compagnie, mais à son profit.

Nous donnons ci-dessous quelques extraits du mémorandum que le gouvernement bulgare jugea utile de remettre aux représentants des grandes puissances européennes, à l'occasion de l'occupation par ses employés des lignes orientales comprises dans les limites de la Bulgarie.

Nous les citons en en respectant le style :

« Par une convention du 18/30 mars 1872, le gouvernement ottoman a donné en exploitation à la Société « Compagnie générale pour l'exploitation des chemins de fer en Turquie d'Europe » toutes les lignes qui se trouvaient à cette époque construites ou en construction dans la Turquie d'Europe. Après la guerre russo-turque et avec le consentement de la Sublime Porte, cette société a livré à une autre société étrangère l'exploitation des susdites lignes. C'est la « Société pour l'exploitation des chemins de fer orientaux » qui a, depuis le 13 janvier 1880, son siège social à Vienne.

» D'après la convention de 1872, la durée de l'exploitation a été fixée à 50 ans, à partir de la date à laquelle seront construites et mises en exploitation toutes les lignes concédées par cette convention dans la Turquie d'Europe.

» La construction des lignes jusqu'à un nombre fixe de kilomètres n'ayant pu être faite, il a été convenu dans la suite que le terme initial pour l'exploitation des lignes daterait du 1er janvier 1908, même si ces lignes n'étaient pas entièrement construites.

» Au mois de décembre 1885, la Sublime Porte a conclu avec la Société orientale un emprunt de 23 millions de francs à 7 p. c. d'intérêt et 1 p. c. d'amortissement comme base d'un nouvel arrangement d'après lequel les

conditions de la redevance ont été modifiées dans le sens que la compagnie prélèverait sur les recettes brutes des chemins de fer 7000 francs par kilomètre et que les recettes brutes qui dépasseraient cette somme seraient partagées entre la Compagnie et la Porte, 55 p. c. pour la première et 45 p. c. pour la seconde, mais à la condition que la compagnie garantirait au gouvernement turc pour sa part de recettes, un minimum de 1.500 francs par an et par kilomètre.

» En 1893, la Porte a remplacé le susdit emprunt par un autre de 40 millions de francs en remettant sa redevance de 1.500 francs par an et par kilomètre, comme garantie, entre les mains de la compagnie pour les obligations du nouvel emprunt. C'est précisément lors de ce marché qu'il a été convenu que le terme initial de l'exploitation daterait du 1er janvier 1908.

» En vertu des susdites conventions, la compagnie exploite sur le territoire bulgare un tracé de 309 kilomètres.

» Il n'est pas non plus sans importance que trois mois après la proclamation de l'union de la Bulgarie du Sud avec la principauté, au mois de décembre 10/22 1885, la Sublime Porte s'empressa de conclure un emprunt à des conditions des plus onéreuses avec la même compagnie, en donnant comme garantie de l'emprunt sa redevance.

» Entraînée par les marchés conclus et s'estimant entièrement garantie par eux, la compagnie n'a voulu tenir compte de ce qu'elle exploite des lignes sises sur territoire étranger : non seulement dans ses rapports avec le gouvernement bulgare, elle s'est placée d'une façon tout à fait indépendante comme un État dans l'État, mais aussi envers la population de la Bulgarie du Sud. La compagnie, tout en sauvegardant ses intérêts, n'a pas voulu tenir compte des intérêts de cette population de laquelle elle tire ses profits; elle n'a pas voulu se conformer aux désirs de cette popution; elle a fixé des tarifs élevés qui, ayant pour base ceux de 1872, ont entravé le développement, soit du commerce extérieur soit du commerce intérieur, de l'industrie, etc.; elle n'a pas dirigé le trafic là où les intérêts de la population l'exigaient, mais bien là où c'était plus avantageux pour la compagnie. Ainsi, pour détourner du port de Bourgas, dans la Bulgarie du Sud, le trafic des céréales sur la direction de Dédé-Agatch, la compagnie perçoit les taxes suivantes : de Nova-Zagora à Yambol, pour une distance de 46 kilomètres, 33 francs par wagon de 10 tonnes, soit fr. 0.071 par tonne et par kilomètre, alors que de la même gare à Dédé-Agatch, pour une distance de 290 kilomètres, elle fait payer 130 francs 40 par wagon de 10 tonnes, soit fr. 0.046 par tonne et par kilomètre, de telle sorte que les taxes unitaires pour la direction de Bourgas sont de 70 p. c. plus élevées que celles pour Dédé-Agatch. Il en est de même pour les autres gares des chemins de fer orientaux pour la direction de Bourgas à Dédé-Agatch.

» La compagnie a également commis des injustices en favorisant une catégorie de commerçants au préjudice des autres; son insuffisance de

matériel roulant a entravé l'exportation des produits de la population; elle s'en est tenue à un système monétaire différent de celui de la principauté.

En somme, toute cette série de procédés démontre clairement que les chemins de fer, sis sur le territoire bulgare, qui sont exploités par la compagnie, ne sont pas, comme partout ailleurs, devenus un moyen de développement du commerce et de l'industrie, mais bien au contraire ont entravé sous tous les rapports le développement économique du pays. Ceci explique pourquoi la Bulgarie du Sud, comparativement à la Bulgarie du Nord, est restée si en arrière au point de vue commercial, industriel et économique en général.

La population de la Bulgarie du Sud a depuis longtemps formulé des plaintes contre l'exploitation des chemins de fer orientaux.

Déjà le gouvernement de la Roumélie orientale avait reconnu toute l'importance et le côté sérieux de ces plaintes et s'était occupé de créer une autre ligne de concurrence allant de Plovdiv (Philippoli) à Bourgas. L'union de la Roumélie avec la principauté a empêché la réalisation de ce projet sans apporter aucune modification au mode d'exploitation de ces lignes.

» Pour ces raisons et prenant en considération les embarras qui ont été créés à la population de la Bulgarie du Sud par la susdite manière d'exploitation des lignes de la part de la compagnie, le gouvernement bulgare n'a pas cessé de rechercher les moyens de mettre fin à une situation intolérable.

» La ligne parallèle était terminée entre Nova-Zagora et Tchirpan et sur l'autre partie de la ligne projetée il ne restait qu'à poser les rails. Tous les travaux techniques étaient terminés, dont un pont sur la Maritza, près de Plovdiv, d'une valeur d'un million de francs. Cette ligne, dite parallèle, a coûté au gouvernement une somme de 12 millions de francs. La société pour l'exploitation des chemins de fer orientaux, voyant que la ligne de concurrence en construction nuirait beaucoup aux intérêts de la compagnie, a usé de toute son influence sur la Länder-Bank pour empêcher la réalisation de l'emprunt conclu en 1892 avec cette banque.

» Par suite de cette immixtion, la situation financière du pays était devenue critique et le gouvernement s'était vu forcé de chercher un nouvel emprunt. La compagnie a profité de la situation difficile dans laquelle se trouvait la principauté et, en 1899, la Bulgarie a conclu avec les banques susdites une convention d'emprunt à des conditions qui, non seulement ne garantissaient pas sa réalisation, mais imposaient un arrangement avec la compagnie des chemins de fer orientaux, très onéreux pour la principauté. D'après cet arrangement, le gouvernement princier devait non seulement renoncer à la continuation de la construction de la ligne parallèle Nova-Zagora-Sarambey, mais s'engager aussi à ne pas construire de lignes semblables pendant une durée de 25 ans, ainsi qu'à concéder à la compagnie, pour la même période, l'exploitation gratuite de la ligne construite Nova-Zagora-Tchirpan.

De cette façon, un préjudice considérable a été porté au pays au point de vue du rendement des capitaux qui avaient été engagés pour la construction du port de Bourgas (10 millions), de la ligne de Bourgas-Yamboli (12 millions) et de la ligne parallèle (12 1/2 millions de francs), soit en tout 34 1/2 millions de francs.

L'emprunt conclu à des conditions si défavorables n'a pu être réalisé, tandis que les obligations que cet emprunt avait imposées à la principauté envers la compagnie des chemins de fer orientaux sont restées en vigueur. Ce fait est suffisant pour démontrer une fois de plus l'impopularité de cette compagnie en Bulgarie du Sud, où la population voit chaque jour la destruction des lignes commencées et les millions destinés à améliorer les conditions de son existence jetés dans l'eau.

Ceci toutefois ne représente que les dommages de caractère matériel que la principauté a subis. Il y a cependant des dommages d'une autre nature qui compromettent la sécurité de l'Etat, ce qui ne peut être toléré par aucune puissance du monde. La compagnie garde sur ses lignes en territoire bulgare un personnel de sujets étrangers auxquels les intérêts de la Bulgarie sont indifférents. Elle possède avec la Turquie une communication télégraphique directe qui ne peut être contrôlée par nous. Lors de la grève récente, il a été constaté que les grévistes avaient endommagé les locomotives et les pompes à eau.

La société avait même prévenu l'administration des chemins de fer bulgares que nos locomotives ne pourraient pas circuler sur certaines parties des lignes de la compagnie, parce que les rails étaient usés et les ponts faibles. Ces défectuosités de la ligne se trouvent près du point de jonction des lignes de l'Etat avec celles que la compagnie exploite.

» Le gouvernement ottoman permet seulement un nombre fixe de locomotives et de wagons pour circuler sur les lignes de la compagnie en territoire bulgare, de sorte que nous sommes sous ce rapport sans secours et qu'un jour donné les lignes pourraient être dégarnies de matériel roulant. Pendant la grève, une quarantaine de grévistes conduits par deux officiers turcs ont passé la frontière avec un train spécial et traversé les stations de Hébibtchevo et de Harmanly, sans s'arrêter. Ils ont non seulement contrevenu à la loi de la police sur les chemins de fer, mais ils ont voyagé comme sur leur propre territoire — fait qui démontre combien la compagnie respecte nos droits! Par là, elle nous a montré une fois de plus qu'elle dépend seulement de Stamboul. Tout ceci pris en bloc est suffisamment clair pour qu'il n'y ait pas besoin de démontrer combien la défense nationale pourrait être compromise lors d'une collision éventuelle entre la Bulgarie et la Turquie. Par conséquent, cet état de choses ne pourrait être toléré davantage.

Quant à la manière dont l'État bulgare a pris l'exploitation de ces lignes, elle ne peut être considérée comme blâmable, le gouvernement princier ne l'ayant pas choisie : elle lui a été imposée par les circonstances.

A la suite de la grève et sur une entente avec le représentant de la compagnie des chemins de fer orientaux, le gouvernement bulgare a pris

en main l'exploitation de la ligne dans le but de rétablir les communications entre les lignes bulgares et de manière à éviter les pertes que la grève, dont il était difficile de prévoir la durée, aurait causées à la population. L'événement a prouvé à quels risques, par le fait même de cette grève, les intérêts de la population et ceux même de la défense nationale pouvaient être exposés.

D'autre part, il nous est clairement apparu que le mot d'ordre de la grève était venu de l'étranger; c'est par ordre qu'elle a commencé et qu'elle devait prendre fin. Au moment où elle menaçait d'éclater en Bulgarie, le ministre de l'intérieur prit des mesures énergiques qui paralysèrent sa déclaration: des arrêtés d'expulsion furent pris contre deux des principaux meneurs, sujets étrangers; le séjour de Plovdiv fut interdit à un troisième, sujet bulgare; ces mesures eurent pour effet d'arrêter la déclaration de la grève. Rien de semblable n'a été fait à Constantinople, bien qu'il eût été possible, là aussi, d'enrayer le mouvement, si les agents de l'autorité avaient pris des mesures nécessaires; les faits ont prouvé, par la suite, que si le gouvernement de la principauté n'avait pas assumé la responsabilité d'exploiter les lignes, la grève aurait encore continué et, étant données les circonstances dans lesquelles cette grève a été déclarée et arrêtée, on ne peut avoir la certitude qu'elle soit définitivement terminée; car, dans leurs revendications, les grévistes demandent le règlement d'une série de questions jusqu'à la solution desquelles le gouvernement princier pourrait être, à tout instant, surpris par une grève nouvelle, conçue, délibérée et décidée hors du territoire bulgare. »

Il est certain que l'idéal de tout Bulgare était de voir son pays absolument indépendant non seulement *de facto*, comme il l'était, mais encore *de jure*. Si la Bulgarie se conformait strictement à la lettre des traités internationaux, il est certain qu'elle n'acquerrait jamais son indépendance juridique à l'égard de la Sublime-Porte; et, malgré les aspirations du peuple bulgare, l'acte de la proclamation de son indépendance, le 22/5 octobre, à l'église historique des quarante saints martyrs, ne se serait pas produit peut-être si vite, car, pratique et réfléchi, comme il l'est de sa nature, le Bulgare aurait hésité à trancher cette question avant d'avoir réglé des intérêts plus vitaux pour sa cause et, en premier lieu, sa grande affaire, celle de la Macédoine qui lui tient le plus au cœur, celle de l'Église bulgare en Turquie

et encore d'autres presque aussi importantes, politiques, financières et économiques ; mais, à vrai dire, l'Europe elle-même n'avait pas montré un grand zèle à exiger de la Sublime Porte l'application des réformes stipulées par le traité de Berlin. Cette négligence avait amené les massacres d'Arménie, les conflits de races qui ont ensanglanté la Macédoine, l'entente austro-russe, puis, dernièrement, l'entrevue de Réval et enfin la révolution suscitée par les Jeunes-Turcs avec la réintégration du régime constitutionnel à Constantinople : la proclamation de Tirnovo n'est que la conséquence de tous ces événements.

Les résolutions arrêtées à Reval concernant le programme des réformes à introduire en Macédoine avaient jeté l'alarme dans les cercles musulmans. Vieux et Jeunes-Turcs étaient d'accord pour reconnaître qu'une autonomie, plus ou moins complète, accordée à la Macédoine, amènerait la perte à courte échéance des trois vilayets. Les Jeunes-Turcs crurent l'occasion favorable pour renverser le régime autoritaire d'Abdul-Hamid sur lequel ils rejetaient toute la responsabilité d'une situation inextricable et ils proclamèrent, grâce à l'appui que leur prêta l'armée, l'avènement du régime constitutionnel en Turquie. Le Sultan, se sentant impuissant à réprimer le mouvement, dut se soumettre aux ordres des Jeunes-Turcs dont la révolution pacifique écartait, après tout, l'immixtion étrangère dans les affaires intérieures de l'Empire ottoman.

Le gouvernement issu de la révolution s'avisa, malgré les aspirations libérales des Jeunes-Turcs, d'accentuer, par un acte de vanité tout à fait déplacée, la soi disant vassalité de la Bulgarie à l'égard de la Turquie et suscita l'incident Guéchoff ; les demandes auxquelles cet incident donna lieu

firent croire que la Turquie était bien décidée à maintenir ce lien d'une vassalité fictive. Cette intention se manifesta d'ailleurs clairement par la prise de possession des lignes ferrées de la Roumélie orientale, exploitées jusque-là par les clients du baron Hirsch, en vertu de contrats reconnus par le gouvernement bulgare, mais, comme nous l'avons dit plus haut, fort préjudiciables aux intérêts économiques et politiques de la Bulgarie..... et, comme ces lignes ont été construites avant 1885, la Porte crut trouver une nouvelle occasion de faire valoir ses prétendus droits de suzeraineté.

En présence de ces faits regrettables et de la prétention de la Sublime-Porte de soumettre la question à l'examen d'une conférence des grandes puissances, le gouvernement bulgare se vit forcé d'opposer, aux rêves ambitieux des Jeunes-Turcs, un fait accompli qui devait leur interdire à l'avenir toute illusion sur leurs relations avec la Bulgarie. Chaque peuple a son orgueil, le peuple bulgare comme tout autre; or, l'acte du 22/5 octobre 1908 fut la manifestation de l'orgueil légitime du peuple bulgare. Quelques jours avant, le prince Ferdinand était allé avec sa femme, la princesse Éléonora, faire visite à l'empereur François-Joseph à Budapest. Ils y furent reçus avec des honneurs royaux. L'attitude, extrêmement bienveillante du gouvernement autro-hongrois, à l'égard de la principauté et de son souverain, a dû encourager les espérances du prince. Pour ne pas dépasser la mesure dans le toast qu'il a prononcé au dîner offert en l'honneur du Prince et de la Princesse de Bulgarie, l'Empereur s'est contenté de dire : « En souhaitant à vos Altesses Royales très cordialement la bienvenue, je me plais à considérer leur visite comme un gage précieux pour

le maintien et le développement des excellents rapports qui, je le constate avec plaisir, existent déjà entre l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie. Je forme des vœux chaleureux pour la prospérité de ce jeune pays qui, grâce à votre sagesse et aux qualités remarquables du peuple bulgare, a pris un essort digne d'éloges. » Le Prince ne pouvait que répondre, dans des termes aussi chaleureux, aux souhaits qui lui étaient adressés. Il n'y a pas manqué, et, comme on a fêté, cette année, le soixantième anniversaire de l'avènement de François-Joseph au trône impérial, il a tenu à joindre ses hommages et ses félicitations à ceux des autres chefs d'États.

Le ton plus que bienveillant de l'Empereur pouvait être considéré comme un encouragement significatif. On n'a peut-être pas donné, à Budapest, de conseils formels au Prince de Bulgarie, mais si on lui a laissé entendre que l'Autriche-Hongrie était résolue à s'annexer la Bosnie-Herzégovine, cela suffisait : cette suggestion indirecte devait immédiatement produire son effet.

La Turquie a une armée redoutable, au moins par le nombre de ses soldats ; mais cette armée est dispersée dans toute l'étendue de ce vaste empire et elle est, dès lors, difficilement mobilisable et hors d'état de faire face aux événements aussi vite qu'ils se précipitent. L'Autriche-Hongrie jouait donc à coup sûr. Elle a agi avec une décision froide et rapide qui a mis brusquement l'Europe en présence d'un fait accompli, se contentant de notifier simplement aux autres puissances l'incorporation à son empire des deux provinces que jusqu'alors elle n'avait occupées qu'à titre provisoire, en vertu du traité de Berlin.

Devant l'impuissance actuelle de la Sublime-Porte, qui

se trouve en pleine transformation politique, placée entre son gouvernement d'hier qui n'existe plus et son nouveau gouvernement qui n'existe guère encore, l'Autriche ouvrait des perspectives séduisantes aux pays qu'elle voulait jeter sur la Turquie.

La proclamation de l'indépendance bulgare, à Tirnovo, a précédé d'un jour l'annexion des deux provinces turques à l'Autriche-Hongrie. Personne ne peut contester le caractère sérieux des Bulgares; ils sont laborieux, courageux, tenaces dans leurs projets et encore plus dans leur action; ils disposent d'une force militaire respectable pour laquelle ils ont fait, depuis trente ans, des sacrifices méritoires. Il n'y a peut-être pas au monde un autre peuple qui, proportionnellement à sa population et à ses ressources financières, ait fait autant que le peuple bulgare pour se mettre, quand le moment sera venu, à la hauteur de ses ambitions qui sont grandes. L'Autriche avait mis le feu aux poudres et cela a suffi pour produire l'explosion en Bulgarie, d'autant plus que les fonctionnaires autrichiens à Sofia ne se gênaient pas pour déclarer ouvertement que la Bulgarie allait bientôt proclamer son indépendance.

Il est manifeste, après le discours que le baron d'Aehrenthal a prononcé devant les délégations hongroises à Budapest, en faisant l'exposé de la politique étrangère de la monarchie danubienne, qu'à Vienne ou à Budapest on considère d'un œil sympathique l'acte par lequel le roi Ferdinand a fait de son pays un royaume indépendant.

La presse autrichienne, de son côté, soutient que la résolution du gouvernement bulgare de proclamer son indépendance était une chose très naturelle, étant donnée l'attitude de la Sublime-Porte au cours de l'incident Guéchoff et sur-

tout pendant la grève des employés des chemins de fer orientaux.

La proclamation de l'indépendance, qui a été accueillie dans toute la Bulgarie avec un enthousiasme indicible, eut lieu à l'église des quarante saints martyrs, à Tirnovo, la vieille capitale des Tzars bulgares. Cette église a été bâtie par le Tzar Assène II en 1230, en souvenir de la grande victoire qu'il remporta cette année-là sur les Grecs. Par sa sagesse et son courage, et aussi par la noblesse de son caractère, ce Tzar porta à son apogée la puissance bulgare

A la chute du royaume bulgare, l'église fut changée en mosquée et elle ne fit retour à la population chrétienne qu'après la guerre de la libération et la défaite des Turcs. A l'entrée, à droite de la colonne de marbre, on lit l'inscription suivante écrite en caractères bulgares : « En l'an 1230 Moi, Yvan Assène II, roi fidèle en Christ Dieu et autocrate bulgare, fils du roi Assène l'ancien, J'ai élevé et embelli tout entière cette illustre église, dédiée aux quarante Saints martyrs avec l'aide desquels, en l'an XII de ma royauté, l'année même de la construction de cette église, je suis parti en guerre dans la Roumélie et j'ai battu l'armée grecque et pris le roi Théodore Comnène lui-même avec tous ses boyards. Je me suis emparé aussi de tout le territoire depuis Andrinople jusqu'à Durazzo (Dyrrachium), de l'Arbanase grecque et de la terre serbe, plus les villes aux environs de Constantinople ; j'ai tenu cette même ville par les armes et tout cela était soumis sous le pouvoir de ma royauté, parce qu'il n'y avait d'autre roi que Moi ; et c'est à Moi qu'ils envoyaient leurs tributs. Dieu en avait ainsi disposé, car sans Lui rien n'est possible. »

C'est dans cette même église que fut proclamée l'éman-

cipation bulgare du joug des Ottomans. C'est là qu'en 1879 le prince Alexandre de Battenberg prit possession du trône de Bulgarie, là aussi que, six ans plus tard, en 1885, il proclama la réunion de la Roumélie Orientale à la Bulgarie du Nord, et enfin c'est là qu'en 1887, le prince Ferdinand prêta serment de fidélité à la Constitution bulgare. En 1877, quand les armées victorieuses du tzar Alexandre II rompirent les liens d'un esclavage de cinq siècles, les Russes, après la prise de Tirnovo, apprenant que la mosquée, qu'ils voyaient devant eux, était une ancienne église, firent démolir immédiatement le minaret qui surplombait les voûtes, comme ils avaient démoli la domination des Turcs, et délivrèrent les Saints jusque-là prisonniers. L'église fut inaugurée solennellement l'année suivante, en 1878, quelques jours avant la réunion de la grande assemblée constituante, en présence du commissaire impérial Dondoukoff-Korsakoff, des autorités civiles et militaires et d'un détachement de toutes les armées bulgares et russes.

Le prince Ferdinand, après avoir donné lecture à Hissar, sur les ruines du palais des Tzars bulgares, du manifeste par lequel il annonçait au peuple la proclamation de l'indépendance bulgare, envoya au Sultan Abdul-Hamid, à Yildiz, le télégramme suivant : « Sire, le dévouement sincère et l'estime profonde que j'ai toujours nourris envers la personne de Votre Majesté Impériale pour Votre bienveillance à mon égard, m'imposait le devoir d'informer Votre Majesté que, guidé par le désir irrévocable du peuple bulgare de voir, une fois pour toutes, écarter les causes qui avaient, jusqu'à présent, semé des suspicions et des méfiances entre l'empire et la principauté, en mettant par cela des obstacles au développement et à l'affermissement de

ces relations d'amitié sincère que leurs intérêts réciproques imposent aujourd'hui, me soumettant aux désirs du peuple, j'ai proclamé la Bulgarie royaume complètement indépendant. Le peuple bulgare et Moi sommes profondément convaincus que Votre Majesté Impériale ne refusera pas sa bienveillance à notre égard en approuvant cet acte du peuple. »

Sa Majesté le Sultan répondit au Prince, laconiquement et par le grand vizir, qu'il n'approuvait pas le fait et qu'il protesterait contre l'infraction au traité de Berlin, auprès des puissances signataires.

Enfin, les grandes puissances en avaient assez d'être obligées à chaque occasion de tourner éternellement autour de la fiction de la suzeraineté ottomane et d'inventer mille expédients diplomatiques pour ménager la susceptibilité du Sultan; nous nous demandons même si le désir secret des puissances, ou au moins de la plupart d'entre elles, si elles n'avaient pas — par tradition — l'obligation d'observer en cette question la réserve que leur impose des traités tombés en désuétude, ne serait pas de conseiller à la Bulgarie de mettre fin à une situation embarrassante pour toute l'Europe en proclamant son indépendance, puisqu'on ne peut espérer que la Turquie consente bénévolement à faire le sacrifice de ses prétentions surannées.

Quant à la coïncidence de la proclamation de l'indépendance bulgare avec l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, il est clair qu'elle implique nécessairement, sinon une entente préalable, du moins un encouragement tacite; car, en Autriche, on avait pris son parti depuis longtemps, et si l'on a paru agir avec un peu de précipitation, c'est en raison, d'une part, de l'établissement du

régime constitutionnel en Turquie, qui pouvait rendre l'affaire difficile plus tard, et de l'autre de la situation embarrassée de la Russie. La seule possibilité de l'annexion, faite par l'Autriche, de la Bosnie-Herzégovine était en effet un signe indéniable de l'affaiblissement du prestige extérieur de la Russie. A ce point de vue, nous pouvons rappeler ici les paroles textuelles d'un personnage officiel autrichien, qui nous demandait, un jour à Sofia, si nous connaissions le traité de Passarevitz? Parfaitement, lui avons-nous répondu. — « Eh bien! ajouta-t-il, nous tendrons, par l'annexion des deux provinces bosniaques, à réaliser ce traité du côté de la Serbie..... Nous n'avons qu'un but : celui de créer dans les Balkans un État slave catholique assez puissant pour faire contrepoids à l'influence russe... La Serbie devra nécessairement rentrer dans les limites du traité de Passarevitz. »

Quant à l'existence d'une entente avec l'Autriche, nous n'y croyons pas, bien qu'il existe des rapports amicaux entre les deux États et cela grâce à la politique du baron d'Aehrenthal qui a rompu avec celle que représentait son prédécesseur le comte Goluchowsky qui, plein d'antipathie à l'égard de tous les Slaves non catholiques, ne vit jamais, dans les relations de la Bulgarie avec la Russie, qu'un danger pour l'Autriche-Hongrie.

Après la proclamation de l'indépendance bulgare à Tirnovo, le nouveau tzar des Bulgares, Ferdinand Ier, a fait le tour de ses États, parcourant, avec son état-major, montagnes et vallées, séjournant dans les villes principales des provinces du Nord et du Sud et recueillant partout les hommages des autorités et de la population. L'entrée triomphale du nouveau Tzar à Sofia fut pour la capitale un jour

de grande fête : les rues étaient sillonnées par les délégations de tous les groupes officiels ou non officiels de la population, par les citadins en grands habits de fête, les paysans et les paysannes dans leurs costumes bariolés et pittoresques. En arrivant devant l'arc de triomphe, le Roi reçut le rapport du chef de la garnison; le maire, entouré des membres du conseil municipal, lui souhaita la bienvenue et lui présenta sur un plateau d'or le pain et le sel; puis, ce furent les hommages des corps constitués que le Tzar reçut. — Le corps diplomatique avait cru devoir s'abstenir.— Le cortège se remit en marche pour la cathédrale où le clergé. en grande pompe. reçut le souverain et chanta un *Te Deum.* De là, le Roi alla au palais et les troupes défilèrent sur la place Alexandre.

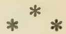
* * *

Pendant que les représentants des puissances multipliaient leurs démarches à Sofia et à Constantinople, la vie politique reprenait son cours normal en Bulgarie. Le Sobranié ouvrait sa session ordinaire le 15/28 octobre, date habituelle fixée par la Constitution. Le souverain en personne ouvrait la session en prononçant le discours du trône. Une foule immense assiégeait les tribunes publiques. C'était la première fois, depuis la chute de la dernière dynastie bulgare au moyen âge, qu'un Tzar bulgare paraissait dans une séance solennelle. La population de la capitale s'était rangée en masses profondes sur le passage du cortège royal et sur la place de l'assemblée; les troupes formaient la haie. Devant le palais du Sobranié était rangée une garde d'honneur de tous les régiments avec leurs drapeaux. L'arrivée du Tzar fut saluée par le canon. La Tzarine assistait dans

sa tribune, à cette imposante cérémonie : celle du corps diplomatique était vide, le nouveau Tzar n'étant pas encore reconnu par les puissances en cette qualité; cependant, à cause de l'ouverture du Sobranié, les légations avaient arboré leurs drapeaux.

Le discours du trône, prononcé par Ferdinand Ier, exprimait la confiance que les puissances accueilleraient favorablement l'érection des deux Bulgaries du Nord et du Sud en royaume indépendant et que la Russie, la grande Libératrice, appuierait le développement de l'État qu'elle avait fondé.

Après le discours du trône et les prières publiques, la séance ordinaire commença. M. Malinoff, président du conseil des ministres, exposa à l'assemblée les faits qui s'étaient produits depuis le 22/5 octobre et lut le manifeste proclamé à Tirnovo par le nouveau Tzar. L'assemblée ratifia, au milieu d'applaudissements enthousiastes, la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie et son érection en royaume libre. La séance fut aussitôt levée en l'honneur de ce grand fait historique.



C'est une question que de savoir si le gouvernement bulgare a bien choisi le moment favorable pour la proclamation de l'indépendance. Il ne fit peut-être que s'attirer la haine des Turcs. Personne ne l'aurait blâmé si, au lieu de la devancer, cette proclamation avait suivi l'annexion par l'Autriche-Hongrie de la Bosnie-Herzégovine. La Bulgarie ne se serait peut-être pas exposée alors aux mécontentements qui se sont produits contre elle de la part de certaines puissances de l'Europe.

Le conflit turco-bulgare, provoqué par la proclamation de l'indépendance de la Bulgarie, ne peut être réglé que par une entente directe et sincère entre Sofia et Constantinople. Le mouvement anti-bulgare qui s'est de plus en plus accentué dans l'Empire Ottoman, peut avoir des conséquences fâcheuses pour les deux États voisins. Si nous ajoutons que certaines puissances cherchent en même temps à affaiblir la Bulgarie et à compromettre le nouveau régime des « Jeunes-Turcs », dans le but de pouvoir se faire passer ensuite pour des sauveurs auprès des « Vieux-Turcs », on comprendra facilement que la situation actuelle ne soit pas sans présenter quelques difficultés. Quel que soit le résultat d'une guerre turco-bulgare, elle serait funeste aux deux pays et sans avantages, aussi bien pour le vainqueur que pour le vaincu, car l'Europe ne permettrait certainement aucun agrandissement de l'un aux dépens de l'autre.

M. Natchevitch, qui a été plusieurs fois ministre en Bulgarie et dernièrement représentant de la principauté à Constantinople, qui connaît bien le monde diplomatique de l'Europe, écrit à ce propos, dans un journal de Sofia : « Je ne peux pas comprendre les Bulgares qui laissent faire de la Bulgarie un instrument entre les mains de l'Autriche, de cette puissance qui, jusqu'à présent, n'a reculé devant aucun moyen propre à affaiblir l'élément bulgare en Macédoine. Au temps des Obrenovitch, voulant détourner de la Bosnie les regards des Serbes, elle les excitait à diriger leurs efforts du côté de la Macédoine ; plus tard, elle soutint les Grecs et les Turcs contre les Bulgares et c'est auprès d'elle qu'à présent ces derniers vont chercher leur fortune ! »

L'idée d'une solution pacifique de tous les malentendus existants avait depuis longtemps germé dans l'opinion bul-

gare; elle finit par être adoptée par le comité « Union et Progrès » de Salonique, qui envoya deux délégués, Ahmed Faïk, lieutenant-colonel d'état-major, et le major Fethy-Bey, chargés de sonder le terrain à Sofia, au sujet d'un arrangement turco-bulgare, arrangement qui serait conçu et arrêté sans l'intervention d'aucune puissance étrangère. L'idée était hautement patriotique et fut accueillie sans hésitation par l'opinion bulgare; aussi les délégués du comité Jeune-Turc furent-ils l'objet d'honneurs exceptionnels de la part des autorités et de la population elle-même.

Le président du comité de l'« Union » bulgare, M. Natchevitch, fit inviter les chefs de tous les partis politiques en Bulgarie, ainsi que les deux délégués du comité Jeune-Turc « Union et Progrès » à une réunion au cours de laquelle on décida à l'unanimité de faire la déclaration suivante : « Le comité de l'« Union » bulgare, d'accord avec les représentants du comité Jeune-Turc « Union et Progrès » de Salonique, espère que, ni le gouvernement bulgare, ni le gouvernement turc, n'auront l'imprudence de rompre la paix et de mettre en danger les intérêts des deux États, vu que les populations, tant en Turquie qu'en Bulgarie, sont nettement hostiles à un conflit armé qu'aucun motif ne pourrait justifier. Aussi le comité prie-t-il les deux gouvernements de procéder, dans le plus court délai possible, à la nomination de délégués qui négocieront un règlement du litige suivi d'un rapprochement turco-bulgare. »

Un procès-verbal, rédigé dans cet esprit, fut signé par tous les membres présents, y compris les délégués Jeunes-Turcs, et une délégation fut chargée d'en présenter une copie au chef du gouvernement.

Le lendemain, Faïk-Bey et Fethy-Bey furent présentés

à M. Malinoff, président du conseil des ministres, et à M. Papricoff, ministre des affaires étrangères, qui leur firent l'accueil le plus flatteur, ne dissimulant point la satisfaction qu'ils éprouvaient de voir l'idée d'une entente directe entre la Turquie et la Bulgarie faire son chemin dans les milieux Jeunes-Turcs de Salonique et de Constantinople et déclarant qu'à leur tour ils feraient leur possible pour la faire réussir. Les délégués turcs se retirèrent enchantés de leur visite.

Tout le monde sait que les grandes puissances considèrent la péninsule balkanique comme un jouet dont elles disposent selon leurs propres besoins, excitant tour à tour les nationalités diverses les unes contre les autres, car aujourd'hui l'intérêt moral de gloire et de générosité n'est plus qu'un souvenir historique. Pour satisfaire à la loi du progrès intellectuel, on a échafaudé, en mettant en avant les grands noms de droit et de justice, une théorie qui serait admirable si elle était réalisable : le pacifisme !

On a parlé, avec des élans d'enthousiasme, de désarmement, d'arbitrage obligatoire, de paix universelle, et ceux mêmes qui semaient la bonne parole n'étaient occupés, d'un autre côté, qu'à faire fondre des canons et à fourbir des baïonnettes. Il faut avoir le courage de le reconnaître : l'heure n'a pas encore sonné de la fraternité des peuples, comme n'a pas encore sonné celle de la paix sociale réalisée dans une ère de liberté, d'égalité et d'amour. Nous pouvons l'affirmer avec amertume : « tout est au positivisme, à l'égoïsme et à l'isolement ! » Les solennelles manifestations pacifiques ne sont que des moyens de tromper les autres et, peut-être, de s'illusionner soi-même. En réalité, chacun suit une politique d'égoïsme à outrance où la morale supérieure

n'a rien à faire. L'égoïsme international perce à jour. On se surveille devant l'homme malade, on tâche de compromettre son voisin et de profiter de sa défaillance; n'a-t-on pas garanti à l'Empire Ottoman, depuis un siècle, son intégrité toutes les fois qu'on y a porté atteinte?

Les représentants des grandes puissances remirent au ministre des affaires étrangères une note identique où ils exigeaient, de la part du gouvernement bulgare, l'engagement de donner des assurances qu'il n'entreprendrait pas d'action militaire de nature à inquiéter les partisans de la paix et qu'il se mettrait en relations officielles avec le gouvernement ottoman en vue d'un règlement à l'amiable de la question d'indépendance et de celle des chemins de fer.

Le gouvernement bulgare répondit à cette note qu'il avait, dès le début, donné assez de preuves qu'il ne nourrissait aucune intention agressive à l'égard de la Turquie et qu'il avait toujours été animé du désir sincère de maintenir avec la Sublime-Porte des relations non seulement normales mais, si possible, amicales. Le gouvernement de la principauté fit plus; ne se contentant pas de ces déclarations pacifiques, il voulut agir, et, se conformant au vœu exprimé par le comité de l'« Union » bulgare et des délégués du comité Jeune-Turc l'« Union et Progrès », il envoya deux délégués, MM. Dimitroff et Stoyanovitch, qui étaient chargés de sonder le terrain à Constantinople; ces délégués furent très bien reçus par le Grand Vizir Kiamil Pacha.

Le gouvernement bulgare fera tout son possible pour s'entendre directement avec la Sublime-Porte, pourvu qu'elle y consente. Déjà, en ce moment — fin d'octobre,— un de ses membres, le ministre du commerce et de l'agriculture, M. A. Liaptcheff, se trouve à Constantinople où il

espère rencontrer, avec les délégués de la Porte, un terrain d'accommodement raisonnable sur toutes les questions qui divisent la Bulgarie et la Turquie. Le gouvernement a accepté le principe des compensations, mais de compensations équitables, sinon tout serait à refaire ; ce principe une fois admis, le gouvernement de la principauté demandera probablement à rattacher ses chemins de fer avec ceux de la Turquie, par l'intermédiaire de la ligne projetée entre Kustendil et Koumanovo, auquel la Porte a donné déjà, en 1905, son adhésion ; il demandera peut-être aussi certains droits et certaines libertés pour les Bulgares de la Macédoine, plus spécialement dans la question des écoles et des églises, afin de mettre un terme aux assassinats qui n'ont guère cessé dans ce malheureux pays et dont les Bulgares sont les premiers à souffrir.

Quelques journaux de Sofia ont prétendu que la Russie, la libératrice des Bulgares, était mécontente de leur déclaration d'indépendance. Nous n'en croyons rien. L'indépendance bulgare ne peut que réjouir la Russie, mais sa sympathie ne va pas jusqu'à désirer de voir la Bulgarie devenir un instrument entre les mains des ennemis séculaires des Slaves ; or, eu égard au moment où à été faite la proclamation d'indépendance, on peut voir dans l'acte du 22 5 octobre, la manifestation d'une politique peu soucieuse des intérêts des Slaves.

La Russie ne peut accepter facilement l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, qui met un clou dans le cœur des Serbes et des Monténégrins. La seule issue de cette situation serait une union étroite entre tous les États balkaniques, y compris la Turquie, pour mettre un frein au développement du pangermanisme.

*
* *

Après un séjour de près d'un mois à Constantinople, M. Liaptcheff, ministre du commerce et de l'agriculture de Bulgarie, a dû revenir à Sofia sans avoir pu obtenir du gouvernement ottoman aucun arrangement définitif, malgré les nombreuses séances qu'il avait tenues avec les délégués turcs afin de s'entendre sur le chiffre de la compensation demandée par la Turquie. On a dit qu'au cours de ces conférences, le délégué avait offert une somme de 82 millions de francs comme compensation du tribut payé jusqu'au 22 septembre par la Roumélie Orientale et de la main-mise par le gouvernement bulgare sur les chemins de fer orientaux, mais rien d'officiel n'a été communiqué à ce sujet.

En Bulgarie, cependant, l'opinion publique s'inquiétait de cette situation incertaine; les opérations commerciales entre la Turquie et la Bulgarie étaient pour ainsi dire suspendues; les bateaux portant pavillon bulgare, les céréales, les farines bulgares étaient boycottés dans les ports turcs. Cet état de choses entretenait parmi la population un malaise, une irritation qui ne pouvaient se prolonger longtemps sans danger. Depuis la proclamation de Tirnovo, quatre mois se sont écoulés et aucun changement notable ne s'est produit dans les relations internationales du pays.

Pour compliquer la situation et porter au plus haut degré l'exaspération des esprits en Bulgarie, le gouvernement turc s'avise tout-à-coup d'apporter une nouvelle revendication dans le règlement du différend turco-bulgare : il réclame maintenant, en outre de la compensation pécuniaire, une rectification de frontière.

L'opinion publique est unanime à déclarer que la seule réponse à faire à cette demande est de déclarer la guerre. Le gouvernement se voit forcé d'adresser aux puissances une note d'une fermeté inusitée et qui se termine par une sorte d'ultimatum adressé à la Turquie. Le cabinet bulgare déclare en effet qu'il refuse catégoriquement de discuter aucune proposition de compensation territoriale et que si, dans un délai très court, la Turquie n'accepte pas l'indemnité globale de 82 millions qui lui a été offerte et refuse de reconnaître l'indépendance de la Bulgarie, cette dernière retire l'offre qu'elle a faite et se considère comme entièrement libre de prendre les mesures qu'elle croira les plus propres à sauvegarder les intérêts nationaux.

Le *Temps*, dans son numéro du 2 février dernier, analysait justement la situation et en même temps l'état d'esprit qui règne en Bulgarie.

« Cet état d'esprit, disait le grand journal parisien, est inquiétant et il est en même temps assez explicable. Les Bulgares ont un sentiment national vif et ombrageux. Ils aiment la lutte et ne sont pas patients. Beaucoup d'entre eux, la majorité même, auraient certainement préféré en octobre l'action militaire à l'action diplomatique. Ils se sont résignés à suivre la route tracée par leur souverain. Mais jamais leur instinct ne les y a conduits. Quatre mois se sont passés depuis lors et pendant ces quatre mois la situation n'a pas changé. Des tentatives d'entente directe se sont produites et leur échec a réveillé tous les mécontentements. La malencontreuse allusion à une rectification de frontière les a exaspérés. Aujourd'hui c'est une raison sentimentale qui les détermine. La mobilisation s'explique moins par la situation extérieure que par la situation intérieure. Le gou-

vernement craint d'être débordé par l'opinion. Et pour la contenir, il la suit ».

En effet, quelques jours avant de lancer la note que nous avons rappelée plus haut, le gouvernement bulgare avait décidé de mobiliser la huitième division de l'armée, celle qui borde la frontière turque du côté d'Andrinople. Cette mesure avait non seulement pour but de donner satisfaction à l'opinion publique, mais encore elle mettait la Turquie dans l'impossibilité de s'emparer par surprise de certains points stratégiques sur la frontière, ainsi que le bruit en avait couru.

La concentration des troupes turques et bulgares de chaque côté de la frontière crée un péril constant pour la paix. Du reste, le gouvernement bulgare ne peut rappeler ses troupes dans leurs garnisons ordinaires et licencier ses réserves sans avoir obtenu une réponse satisfaisante du gouvernement ottoman. Dans de telles circonstances, les puissances devaient intervenir entre les deux gouvernements pour écarter un conflit armé qui pourrait avoir les plus graves conséquences.

Les représentants des puissances avaient déjà fait des démarches à Constantinople et à Sofia afin de persuader aux gouvernements de ces deux capitales de prendre les mesures les plus sévères pour éviter tout prétexte de conflit entre leurs troupes à la frontière, lorsque la Russie fit une proposition qui présentait une solution immédiatement acceptable.

Le gouvernement de Saint-Pétersbourg proposa, en effet, de se charger de payer à la Turquie la compensation pécuniaire qu'elle réclamait à la Bulgarie de la façon suivante. La Russie ferait remise à la Turquie d'un nombre d'annuités

de l'indemnité de 1878 égal à la somme de 125 millions que la Porte réclame, quitte à se faire rembourser par la Bulgarie les 82 millions que celle-ci consent à payer. La Russie peut aussi laisser la Bulgarie verser à la Turquie directement 82 millions et se charger seulement de solder les 43 millions en litige. Il y aurait encore d'autres combinaisons, qui auraient pour but d'éviter à la Bulgarie les prétentions humiliantes que ne manqueraient pas de lui imposer les banques étrangères dans les conditions actuelles d'un emprunt.

La proposition de la Russie est le digne couronnement de l'œuvre russe dans les Balkans. Elle a été appuyée, auprès du gouvernement bulgare, par l'Angleterre, la France et l'Italie. Le gouvernement de Sofia a déclaré qu'il acceptait, en principe, la proposition russe avec sympathie et reconnaissance. Quant à la Turquie, les dépêches nous apprennent qu'elle a également adopté en principe la proposition russe.

En tous cas, la proposition de la Russie supprime la cause du conflit. Elle le tranche à la racine, comme dit le *Temps*, et son désintéressement pécunier devient aussi l'instrument de la sagesse politique. C'est, selon l'expression du *Times*, une politique généreuse. C'est aussi une politique clairvoyante.

En Bulgarie, l'initiative de la Russie causa une très agréable surprise et souleva un grand enthousiasme; le pays était sauvé d'un emprunt humiliant.

APPENDICE I.

LE BÉRAT.

Firman délivré par le Sultan Mahmoud Khan II, en l'an 1252 de l'Hégire (1836), à Hadgi Gheorghi Hadgi Stéphan Drandar de Vélès (Keuprulu) Macédoine (1).

La présente traduction a été faite d'après l'original du Bérat impérial.

Droits (Privilèges).

La prospérité des pays et le développement du commerce ne s'accomplissent que par la bonne administration des commerçants et des sujets et dépend surtout des mesures prises dans ce but. Les lois des États et les mœurs des peuples sont étroitement liées à cette organisation : ce sont des vérités incontestables. Le commerce que les sujets de mon Empire font ou voudraient faire par terre et par mer, avec l'Europe, la Perse et l'Inde, ne prendra de l'extension et ne profitera, soit aux commerçants, soit aux revenus des douanes, que quand il sera réglé par de bonnes lois. Dans la loi, décrétée par firman impérial, sur les commerçants, sujets de mon Empire, il est dit qu'ils doivent, d'un commun accord, et après une élection générale, nommer deux vékils (représentants) qui seront réélus chaque année et renom-

(1) L'original de ce firman sur parchemin a été donné par M. Drandar au musée de Sofia.

més par firman impérial et, comme le commerce de ce groupe de commerçants se fait avec l'Europe, les drogmans protégés par eux et leurs serviteurs jouiront tous, sans exception et au même degré, des mêmes droits, de la même sécurité, des mêmes concessions et de la même protection que ces commerçants eux-mêmes. Ceci m'est dicté par la sollicitude que j'ai pour mes sujets. Des bérats et des ordonnances distincts, contenant les conditions commerciales exposées ci-dessous, seront délivrés à chacun des vékils élus et, en particulier, à chacun des commerçants et de leurs serviteurs, comme il est dit dans le décret impérial. Les vékils commerciaux ayant reconnu que le négociant Hadgi Gheorghi Hadgi Stéphan, sujet de mon Empire en relations commerciales avec l'Europe, demeure à Keuprulu et fait partie du groupe cité des commerçants honorables, a demandé, par une pétition, qu'il lui fut délivré, conformément à la loi, un Bérat impérial, le Nazir des susdits négociants (chef-agent), Ibrahim Saryme, a porté cette pétition à ma connaissance. Le dit négociant ayant versé entièrement à mon trésor impérial l'impôt fixé de 1,500 aktchés (1), je lui ai délivré le firman demandé et j'ai ordonné qu'à partir d'aujourd'hui le dit négociant soit considéré comme négociant européen. Lorsqu'un des susdits négociants ou de leurs imployés a l'intention de se rendre quelque part, les vékils doivent présenter une pétition et demander pour eux des instructions de route (des renseignements sur les conditions du commerce) qui ne leur seront données que sur la demande des vékils, comme on en donne aux drogmans et aux hommes protégés par eux. Les pos-

(1) Un aktché vaut actuellement deux francs.

sesseurs de bérats doivent avoir deux serviteurs qui soient toujours auprès d'eux, n'importe où ils se trouvent. Ces serviteurs seront nommés séparément par ordre impérial et ils auront les mêmes droits. L'un de ces serviteurs est autorisé à habiter à Smyrne, si cela lui est nécessaire. Dans le cas où le possesseur de bérat a à toucher une somme contre billet valable, la dite somme établie publiquement par un certificat délivré par les vékils, ce porteur de bérat peut soumettre au juge le billet et, une fois la dette établie, toucher la somme qui lui est due; il ne sera prélevé, dans ce cas, qu'un impôt de 2 pour cent sur la somme à toucher. Il peut arriver qu'un possesseur de bérat ait un litige avec un autre individu, musulman ou raya; si le litige porte sur une somme supérieure à 4,000 aktchés, le procès ne sera point jugé par les tribunaux de province, mais par la cour suprême, en présence du Grand Vézir. Quand un musulman ou un raya possesseur de bérat ou un de leurs employés est cité à comparaître devant le tribunal ou la Sublime-Porte, il y sera conduit par un mubachir (huissier), qui ne peut être nommé que par le Nazir, afin d'éviter tout mauvais traitement de la part des Zaptiéks (gendarmes) ou tout autre incident fâcheux pour l'honneur du commerçant possesseur du bérat. Dans le cas où il devrait être mis en prison, le Vézir seul a le droit de le faire emprisonner. Etant donné que le commerce de ces négociants se fait surtout avec l'Europe (le Frenghistan), il est évident que des procès peuvent surgir entre eux et les personnes protégées dans l'empire. Les begliktchis (1) près Mon Divan Impérial devront nommer à cet effet un Nazir qui examinera leurs procès, leurs

(1) Chef de bureau près le Divan impérial.

comptes, leurs livres et jugera leurs litiges; ce Nazir devra surveiller aussi leur commerce d'importation et d'exportation. Les litiges devront être examinés d'abord, suivant les lois commerciales, par les drogmans près Mon Divan Impérial avec le concours de négociants experts, désignés par chacune des deux parties qu'ils représentent et, alors seulement, le dit Nazir portera le procès à la connaissance du président, le ministre des affaires étrangères et, s'il faut recourir au Cheriat (1), le procès sera examiné et jugé par la Cour Suprême (Ars-Odassi), avec la participation du Chérif. Les procès que les personnes protégées pourraient avoir en dehors de Constantinople, et dont la valeur du litige se monterait à plus de 4,000 aktchés, seront renvoyés à Constantinople. Les procès entre négociants et personnes protégées y seront de même renvoyés; lorsque des procès surgiront entre négociants de mon empire et négociants des autres États, on procèdera suivant les conventions conclues avec ces États. L'organisation du dit groupe des commerçants a pour but unique de faciliter leur commerce. Les marchandises importées par les négociants paieront des droits de douane; en général, les importations alimentaires, provenant d'un État européen, paieront un droit de douane de 3 pour cent, suivant le tarif douanier de l'État d'où elles proviennent. Les marchandises de mon empire pourront être transportées en Europe, en Perse et dans l'Inde, elles paieront un droit de douane déterminé par le tarif avec ces États, celles destinées à la Perse ou à l'Inde paieront un droit de 3 pour cent; des quittances seront délivrées aux commerçants certifiant qu'ils ont payé ces droits, pas un

(1) Tribunal religieux chez les Turcs.

para ne sera demandé en plus et, si les employés prennent plus qu'il n'est dû, l'argent sera restitué. Je ne permets en aucun cas que les négociants soient mis à l'amende par les valis, les juges et les voïvodes, ce qui est contraire à la sainte loi du Cheri; Ma Volonté Impériale étant qu'ils vivent tranquilles *sous Mon Ombre* (1) et que, dans tous les cas, ils soient protégés. Les négociants possesseurs de Bérat et leurs employés ne doivent jamais se mêler des affaires de la ville ou de la contrée, ni de celles des Kodjabachis (2) (Mouktars). Dans certaines provinces, il est possible qu'un possesseur de Bérat soit seul, parmi les rayas, capable de remplir les fonctions de Kodjabachi. Dans ce cas, il faut qu'il soit nommé à ces fonctions afin que les affaires continuent leur cours. La raya de la ville en question adresse une pétition, à la suite de laquelle le possesseur de Bérat devient Mouktar de la ville et remplit les fonctions de Kodjabachi. Celui qui est devenu Kodjabachi par cette voie, appuyé sur ces droits, aura une plus grande liberté d'action que les autres; il ne faut pas qu'il en abuse pour opprimer la raya; — dans ce cas, on lui ferait dire que c'est dangereux pour lui. A la mort d'un négociant, son magasin, ses appartements et ses autres propriétés seront scellés séparément par le Cherif et le Nazir. Le trésor ne doit pas s'approprier les marchandises laissées par le défunt, ni son argent, ni ses immeubles. S'il y a des enfants mineurs, comme il faut, selon le Cheri, dresser la liste des propriétés constituant l'héritage, on ne prélèvera aucun reïn (droit du juge) superflu sur ces propriétés et les héritiers ne seront point inquiétés; tout

---

(1) Protection.
(2) Maires de village.

sera partagé entre eux, selon le Cheri, et sous le contrôle de leur Nazir. S'il n'y a pas d'héritiers ou s'ils sont mineurs ou absents, l'héritage restant indivis, il n'y a pas lieu d'en dresser l'état. A l'avenir, les commerçants jouissant des droits qui leur ont été accordés par des Bérats et leurs employés possédant des ordonnances impériales ne seront point inquiétés par les djiziédars (percepteurs de l'impôt djizié) (1), ni par leurs coldjis (gardiens) sous prétexte de leur délivrer des quittances. Les noms des dits commerçants figureront dans un registre spécial. Quand le djizié supérieur atteint la somme de douze aktchés, on y ajoutera une autre somme de huit aktchés pour faire un total de vingt aktchés au profit du trésor public, de sorte que les commerçants possesseurs de Bérats paieront vingt aktchés de djizié pour les années 1232 (1817), 1240 (1825) et 1243 (1828). Ils paieront, en outre, l'augmentation générale décidée à partir de Mouharrem 1250 (avril 1834). Les employés possédant des ordonnances impériales paieront le djizié moyennant un supplément de quatre aktchés pour les années 1232, 1240 et 1243. Le paiement se fera chaque année, par l'entremise de leur Nazir, au djiziédar de Constantinople. Le montant du djizié sera perçu par les begliktchis près Mon Divan Impérial sur les vekils des commerçants qui entretiennent des relations de commerce avec l'Europe et envoyé au djiziédar à Constantinople. Aucune quittance ne sera exigée des négociants possédant des Bérats ni des employés bénéficiaires d'ordonnances impériales; les susdits commerçants jouissent seuls de ces libertés.

Que les commerçants gratifiés de Bérats ou d'ordonnances

---

(1) Le djizié est de trois degrés : supérieur, moyen et inférieur.

impériales n'oublient jamais qu'ils sont la rayah de Mon Grand Empire, qu'ils se montrent honnêtes dans toutes les circonstances, qu'ils ne se laissent pas entraîner dans des actions contraires aux règles de la rayah, qu'ils me soient reconnaissants de la bonté que je leur témoigne, qu'ils prient Dieu pour ma vie, mon bonheur et ma grandeur impériale et qu'ils aient foi dans mon sceau impérial.

Ecrit au mois de Chaban 1252 (novembre 1836).

EXPLICATION

Le Bérat (décret impérial) délivré, en 1836, au négociant d'Europe Hadji Gheorghi Hadji Stephan Drandar, natif de Vélès (Keuprulu), Macédoine.

Le présent firman consacre les droits suivants à son porteur :

I. — Droit de faire du commerce en Europe, en Perse et dans l'Inde.

II. — Droit de ne payer qu'un impôt de 3 p. c. pour les marchandises importées en Turquie ou dans les pays avec lesquels la Turquie a des traités de commerce.

III. — Droit d'entretenir, au moins, deux employés, dont l'un est autorisé à résider à Smyrne, si les intérêts du commerçant l'exigent. Ces employés sont nommés par ordre impérial. En voyage, le commerçant peut emmener avec lui deux domestiques.

IV. — Droit de faire examiner par le tribunal suprême de Constantinople, en présence du grand vizir, tous les procès dont le litige porte sur une somme d'au moins 4,000 aktchés (8,000 francs).

V. — Droit de ne pouvoir, en cas de délit, être mis en prison que par l'agent commercial (le nazir) et non par les autorités locales.

VI. — Droit de faire juger tous les litiges entre sujets ottomans et sujets étrangers par une commission spéciale composée des drogmans des consulats intéressés et de deux représentants de la corporation des commerçants (régime des Capitulations). Cette commission expose l'affaire au ministre des affaires étrangères.

VII. — Droit d'inviolabilité des maisons et magasins du commerçant et de ses employés.

VIII. — Droit de sûreté pour les enfants et les familles des commerçants porteurs du bérat.

Les commerçants payent au Trésor une contribution de douze aktchés avec supplément de huit aktchés, au total vingt aktchés par an ; leurs employés payent le djizié de 2ᵉ classe, avec supplément de quatre aktchés par an.

Le présent firman délivré, moyennant 1,500 aktchés, par le Sultan Mahmoud Kan II en l'année 1836.

APPENDICE II

LES ARMÉES BALKANIQUES.

L'ARMÉE BULGARE

D'après la loi organique de l'armée bulgare, le service militaire est obligatoire et personnel pour tout sujet bulgare ; il est fait une exception pour les sujets bulgares de religion mahométane qui peuvent se racheter par une taxe militaire de 500 francs, payée en une fois ou par mois. Le service militaire commence à partir de 17 années de naissance révolues et dure jusqu'à 45 années révolues. A 17 ans, chaque jeune homme est obligé de s'inscrire dans le registre de recrutement de la commune à laquelle il appartient ; à 20 ans révolus, il se présente devant la commission de recrutement qui siège tous les ans dans les chefs-lieux des arrondissements administratifs. Les jeunes gens présentés devant les commissions de recrutement sont répartis en trois catégories : *a)* incorporés dans les corps de troupes ; *b)* ajournés pour quelques années en raison de leurs forces physiques non suffisamment développées ou pour finir des études déjà commencées. Cet ajournement ne peut dépasser l'âge de 26 ans révolus, très exceptionnellement jusqu'à 27 ans ; *c)* trouvés non aptes pour le service militaire, qui sont exemptés définitivement contre une taxe militaire de 20 à 1.000 francs par an, payée pendant 10 ans consécutifs.

Pour une population de 4 millions d'habitants, la principauté de Bulgarie donne un contingent annuel variant entre 40.000 et 45.000 jeunes gens aptes au service militaire.

Le budget de la guerre ne dépasse pas 29 millions de levs (francs), y compris la marine de guerre, pour un budget général de 122 millions de levs, ce qui fait un peu peu plus de 1/4 ou 7 levs (francs) par tête et par sujet. L'incorporation de tout le contingent dans les corps de troupes est par conséquent impossible pour cause pécuniaire, car la principauté a aussi d'autres institutions à ériger et à soutenir, qui ont une grande importance pour le renforcement et la stabilisation du jeune État. Le contingent annuel à incorporer varie donc nécessairement entre 18,000 et 27,000 recrues. L'excédent est obligé de faire un service raccourci de 4 à 6 mois, de façon que tous les gens aptes au service militaire acquièrent une instruction militaire et puissent avec assurance devenir d'utiles défenseurs de l'indépendance nationale.

Le service militaire est réparti ainsi : de 20 à 40 ans, tout Bulgare fait partie de l'*armée active* ; il passe sous les drapeaux 2 ans pour l'infanterie, 3 ans pour la cavalerie, l'artillerie, le génie et les autres armes spéciales et 18 ans dans la réserve de l'armée active (17 ans pour les armes spéciales) ; de 40 à 45 ans, dans l'*opoltchénié* (de 40 à 43 ans au Ier ban, de 43 à 45 ans au IIe ban) ; en temps de guerre seulement, les jeunes gens de 17 à 20 ans révolus peuvent être appelés par anticipation et versés dans les corps de troupes de dépôts (ou de compléments), de sorte qu'en cas de nécessité, le ministère de la guerre peut disposer de 28 classes, qui donnent un chiffre total de 750,000 hommes, dont 600,000 avec une instruction complète et moderne.

L'armée en temps de paix. — L'unité stratégique est la division. Il y a 9 divisions d'infanterie, 3 brigades de cavalerie (avec 11 régiments et 37 escadrons), une brigade

d'artillerie de montagne, trois bataillons d'artillerie de forteresse, un régiment de chemin de fer, un bataillon de pontonniers. Chaque division d'infanterie est composée de deux brigades d'infanterie, 4 régiments d'infanterie (à 2 bataillons permanents), 1 régiment d'artillerie de campagne (à 6 batteries), 1 bataillon du génie (à 3 compagnies), un hôpital militaire au chef-lieu de l'état-major de la division.

Les brigades de cavalerie : la première a 3 régiments avec 11 escadrons ; la deuxième, 4 régiments avec 14 escadrons, et la troisième, 3 régiments avec 9 escadrons. Le régiment de la garde n'entre pas dans l'effectif des brigades.

La brigade d'artillerie de montagne a 3 groupes d'artillerie (à 3 batteries par groupe).

L'effectif total de l'armée pour le budget de 1907 est de 3.551 officiers et employés, 58.400 sous-officiers et soldats et 8.200 chevaux.

Outre cela, il existe encore l'École militaire de Sofia, l'École de sous-lieutenants de réserve de Kniajevo (village situé non loin de Sofia), trois bataillons (droujinas) de sous-officiers, une école vétérinaire, une école des maréchaux-ferrants, une compagnie disciplinaire, un arsenal à Sofia, deux dépôts de munitions de guerre, 4 dépôts de remonte, 3 tribunaux militaires, une flottille répartie en deux : à Rustchouk pour le Danube et à Varna pour la mer Noire.

Tous les officiers bulgares passent par une école militaire, mais la plupart d'entre eux sortent de l'École militaire de Sofia. On peut dire que tous les officiers ont la même instruction, ce qui les porte à avoir les mêmes vues dans le service qui leur incombe. Tous les commandants des régiments et des bataillons, avant d'être promus au grade de major et plus tard au grade de colonel, ont dû passer par des cours

spéciaux, qui durent de 4 à 6 mois tous les 2 à 3 ans. Il en est de même pour les sous-officiers qui doivent passer par une école régimentaire (dans les armes spéciales), ou par un des 3 bataillons de sous-officiers, avant d'être gradés.

Les officiers de réserve proviennent de l'École de Kniajevo qui compte 3 compagnies de 100 à 150 hommes chacune, recrutés parmi les jeunes recrues qui ont une instruction moyenne ou supérieure. Grâce à l'organisation de l'instruction publique dans l'État, qui a beaucoup de similitude avec celle de la Suisse et des autres États européens, l'école des sous-lieutenants de réserve peut préparer des jeunes gens intelligents qui sauront commander des pelotons et des demi-compagnies, avec une compétence qui mérite la confiance de tout connaisseur des choses militaires; l'école reçoit aussi des sous-officiers réengagés après un service ininterrompu de 15 ans dans les rangs.

Quant à l'habillement, à l'armement et à la remonte, voici ce que nous en pouvons dire. Le militaire bulgare porte, en campagne, une casquette semblable à celle de l'armée russe; pour la parade, un bonnet de peau d'agneau, qui est la coiffure nationale; une capote grise, une tunique et des pantalons en bottes d'un drap de couleur beige foncée, drap national qui provient de la laine des moutons dits de *Karnobate* (du nom d'un arrondissement de la Bulgarie du Sud, département de Bourgas); comme chaussure, des bottes de forme haute montant jusqu'aux genoux et des *opintzi*, semblables aux anciennes sandales des Romains, qui sont une chaussure nationale. Le fantassin est armé du fusil système Mannlicher calibre 8 $^{m}/_{m}$; le cavalier, le soldat du génie, l'artilleur de montagne et de forteresse, d'une carabine Mannlicher; l'artillerie de campagne et de

montagne a le canon à tir rapide Schneider et Krupp. La remonte en chevaux pour l'artillerie de campagne et la grosse cavalerie se fait en Russie et en Hongrie par achat annuel, tandis que pour l'artillerie de montagne et la cavalerie légère on se sert des chevaux du pays, qui ont de très bonnes qualités, mais sont d'une petite taille ne dépassant pas en moyenne 1m37 à 1m40. La Bulgarie possède environ 490,000 chevaux, et elle aurait besoin en temps de guerre de 70,000 chevaux. Si un jour, par l'amélioration de la race, la taille des chevaux parvient à s'augmenter, la Bulgarie pourra se suffire à elle-même. Si, comme la Suisse, elle parvient à obtenir 20 p. c. de ses chevaux aptes aux besoins de son armée, elle pourra avoir plus de 100,000 chevaux indigènes mais pour cela il est nécessaire de prohiber par une loi l'exportation des chevaux de qualité, car, tous les ans, la Turquie et la Grèce en achètent une quantité notable.

L'armée en temps de guerre. — Pour passer de l'effectif du temps de paix à l'effectif du temps de guerre, l'armée doit se mobiliser. Le système étant strictement territorial, les corps de troupes peuvent exécuter leur mobilisation en un temps qui ne dépasserait pas 7 à 10 jours. Tous les travaux préparatoires pour la mobilisation sont minutieusement prévus et préparés dès le temps de paix et chaque individu sait par avance sa place et ses fonctions probables.

L'armée mobilisée se compose : de l'armée active (les classes de 20 à 40 ans); des corps de troupes de dépôts (l'excédent de réservistes de l'armée active et les classes de 17 à 20 ans appelées par anticipation); de la milice *opoltchenié* (les classes de 40 à 45 ans); enfin des corps de troupes volontaires, composés des volontaires macédoniens et des

anciens réservistes des classes dépassant 45 ans, mais qui ont une instruction militaire et sont aptes encore à servir leur patrie, parmi lesquels se trouvent des anciens soldats qui ont fait la guerre contre la Serbie en 1885 et ont défendu la cause nationale de l'union des deux Bulgaries.

L'armée mobilisée compterait : 9 divisions d'infanterie (chaque division aurait 4 régiments d'infanterie à 4 bataillons chacun), 2 brigades d'infanterie à 2 régiments chacune, 1 brigade d'artillerie de campagne de 2 régiments de 9 batteries, 1 bataillon du génie (3 compagnies), 1 bataillon de train des équipages, 3 colonnes de munitions, 3 transports de provisions, un hôpital de division, 1 ambulance de division.

Des troupes non endivisionnées : 3 brigades de cavalerie (11 régiments, 37 escadrons), 1 brigade d'artillerie de montagne (18 batteries), 3 bataillons d'artillerie de forteresse (24 compagnies), 1 régiment de chemin de fer (2 bataillons), 1 bataillon de pontonniers; chaque batterie d'artillerie a 6 pièces.

Total : 144 bataillons d'infanterie, 37 escadrons de cavalerie, 190 batteries d'artillerie, 24 compagnies d'artillerie de forteresse, 10 bataillons du génie (37 compagnies), 9 bataillons de train des équipages, 27 colonnes de munitions, 9 transports d'approvisionnements soit 220,000 hommes, 45,000 chevaux, 1,140 canons, 10,000 voitures.

Les troupes de complément se composent de : 36 bataillons d'infanterie, 11 escadrons de cavalerie, 10 batteries d'artillerie, 10 demi-compagnies de génie; environ 40,000 hommes.

L'opoltchenié : 36 bataillons d'infanterie ou 40.000 hommes.

Soit un total général de 300.000 hommes, 55,000 chevaux, 1.140 canons, 15. 000 voitures, sans compter les corps volontaires dont on ne peut évaluer d'avance l'effectif.

Quant à la flottille de guerre, elle ne compterait qu'un effectif de guerre de 3,000 hommes environ et quelques bateaux et torpilleurs, exclusivement pour la défense des côtes de la mer Noire et des rives du Danube.

En prenant en considération la réserve en hommes, en chevaux, en matériel de guerre mis à la disposition du ministère de la guerre, il apparait plus que probable que les chiffres que nous venons d'énoncer se rapprochent beaucoup de la réalité. Le succès dépendrait des qualités de la race et des hommes responsables de la direction; ils sauront bien adapter l'effort politique et militaire aux circonstances et aux nécessités du moment.

LA SERBIE.

L'organisation actuelle de l'armée serbe est basée sur la loi de l'organisation de l'armée du 27 janvier 1901, complétée le 31 mars 1904, et sur la loi de la formation de toute l'armée, du 10 août 1899, complétée par le décret du 4 juillet 1901. Le service militaire est obligatoire et personnel pour tout sujet serbe de 18 à 50 ans. De 21 à 45 ans révolus, tout Serbe apte au service militaire appartient à l'*armée nationale*, divisée en trois bans : de 21 à 30 ans, au premier ban; de 30 à 38 ans, au deuxième ban, de 38 à 45 ans, au troisième ban. Les classes de 18 à 21 ans et de 45 à 50 ans font partie de la *défense extrême*.

Pour une population de 2.750,000 habitants, le contin-

gent annuel varie entre 20.000 et 25.000 jeunes gens aptes au service militaire. Mais comme le budget de la guerre ne dépasse pas 20.500.000 dinars (francs), pour un budget général de 90.000.000 de dinars (francs), ce qui fait un peu plus du quart ou 7 1/2 dinars (francs) par tête et par sujet, la Serbie, de même que la Bulgarie, ne peut incorporer dans les corps de troupes tout le contingent annuel. Ce contingent varie donc de 15 à 18,000 recrues.

Le service militaire est réparti ainsi : de 21 à 30 ans révolus, tout Serbe fait partie du premier ban de l'armée nationale (dont, sous les drapeaux, un an et demi pour l'infanterie et les autres armes, deux ans pour la cavalerie et l'artillerie) ; de 30 à 38 ans révolus, du deuxième ban de l'armée nationale, et de 38 à 45 ans, du troisième ban de l'armée nationale ; de 18 à 21 ans révolus et de 45 à 50 ans révolus, à la catégorie de la défense extrême. Donc le ministère de la guerre disposera de 33 classes qui donneront un chiffre total de 530.000 hommes, dont 380,000 ayant une instruction militaire, lorsque la loi aura été mise en pratique pendant 33 ans à partir de la date de sa promulgation, c'est-à-dire vers 1937, à la condition que le contingent annuel conserve la même proportion.

A l'heure qu'il est, à cause de la variation de ce contingent annuel, la réserve des hommes instruits de l'armée serbe ne dépasserait guère 200,000 hommes tout au plus.

L'armée en temps de paix. — L'unité stratégique dans l'armée serbe est la division. Il y a 5 divisions d'infanterie, 1 division de cavalerie à 4 régiments (16 escadrons), un régiment d'artillerie de montagne (7 batteries), un régiment d'obusiers (6 batteries), un régiment d'artillerie de forte-

resse (2 bataillons, 8 compagnies), un bataillon et demi de génie (5 compagnies techniques et pontonniers). Chaque division d'infanterie est composée de 4 régiments d'infanterie (à 3 bataillons), un régiment d'artillerie de campagne de trois groupes de batteries (à trois batteries, excepté pour le 2e régiment de Drina, qui n'a en tout que 6 batteries), une compagnie de génie, un hôpital militaire, 3 magasins d'approvisionnements, une compagnie d'infirmiers, 2 sections d'ouvriers (boulangers et bouchers).

L'effectif total de l'armée pour le budget de 1907 est de 2,004 officiers, 1,541 sous-officiers, 1,708 caporaux, 30,300 soldats, 6,154 chevaux, 420 pièces d'artillerie (canons). Dans ces chiffres rentre aussi la gendarmerie, qui est évaluée à 2,000 hommes de tous grades.

Il existe encore une école militaire, dénommée Académie militaire, subdivisée en deux cours : le cours inférieur, d'une durée de 4 ans, pour la préparation des officiers pour l'armée, le cours supérieur, d'une durée de 2 ans, pour la préparation des officiers candidats à l'état-major. Dans le premier cours, il n'entre annuellement que 30 jeunes gens, après un examen d'entrée ; dans le second, 20 officiers qui ont trois ans de service dans les rangs, après un examen d'entrée.

Une école de sous-officiers d'infanterie ; une école de sous-officiers d'artillerie ; 5 tribunaux militaires (un par division) ; un arsenal d'artillerie à Kragouévatz ; un dépôt de génie à Niche ; 5 dépôts de matériel sanitaire.

Il est très aisé de constater que le nombre des jeunes gens reçus annuellement dans le cours inférieur de l'Académie militaire est insuffisant pour combler le vide annuel en officiers, qui ne peut pas être inférieur à 50 officiers en moyenne.

Or. les 30 jeunes gens reçus à l'école, la première année, ne pourraient, en aucun cas, arriver tous jusqu'au bout de leurs quatre ans d'études; il y en aura qui seront écartés bien avant pour différentes causes. Si on admet qu'il en sorte 25 jeunes officiers, il reste encore à combler le vide causé, en donnant la possibilité à des sous-officiers de subir un examen et d'être nommés officiers dans l'armée active. C'est ce qui est admis dans l'armée serbe. Par conséquent, tous les officiers serbes ne sont pas d'une même provenance, ce qui n'est pas dans l'intérêt de la solidarité, car il peut en résulter des prétentions, quoique non motivées, des uns envers les autres. Les capitaines candidats au grade de major passent un examen devant une commission, au ministère de la guerre.

Les officiers de réserve, en Serbie, sont recrutés parmi les jeunes gens qui, ayant fini une école moyenne, supérieure ou spéciale, entrent dans l'armée pour faire leur service. Ils sont obligés, au bout de six mois, de subir un examen donnant droit à la promotion de sous-lieutenant de réserve. Ceux qui passent cet examen avec succès sont libérés de l'armée avec le grade de sous-lieutenant de réserve, tandis que ceux qui ont échoué doivent servir encore huit mois et, après quatorze mois de service, ils sont libérés comme simples soldats et rentrent dans la réserve de l'armée. La nomination des sous-officiers rengagés au grade de sous-lieutenant de réserve, après leur libération de l'armée, n'est pas admise. C'est une mesure qui rehausse le respect et l'autorité de l'officier dans la société.

L'habillement du soldat serbe consiste en un béret pour coiffure, similaire à celui de l'armée autrichienne, une capote, tunique et pantalon de drap bleu (la cavalerie a un

pantalon garance), pour chaussures de toutes les troupes à pied, la bottine ou les *opanki*, qui sont les chaussures nationales; pour les armes montées, la botte.

Le fantassin est armé du fusil Mauser de 7 m/m de calibre; le cavalier, d'une carabine du même système; l'artillerie de campagne et de montagne a le canon de Bange. La remonte des chevaux pour l'artillerie et la cavalerie se fait par achat annuel en Hongrie.

Il y a environ 190,000 chevaux en Serbie, qui ne sont pas de grande taille, mais qui pourraient cependant fournir le nombre nécessaire pour une mobilisation.

L'armée en temps de guerre. — La mobilisation de l'armée serbe est basée sur le système territorial, elle peut être exécutée en 5 ou 8 jours.

L'armée mobilisée se compose : du premier ban de l'armée nationale comprenant 5 divisions d'infanterie, une division de cavalerie (à 4 régiments, 2 batteries à cheval, une colonne de munition), 2 régiments d'artillerie de montagne à 6 batteries (12 batteries), un régiment d'artillerie de forteresse, un parc de siège, un bataillon de pionniers, un bataillon de chemin de fer, une compagnie de mineurs, 2 équipages de pont. La division d'infanterie comprend 4 régiments d'infanterie à 4 bataillons, un régiment d'artillerie de campagne à 9 batteries (6 pièces), une division de cavalerie à 4 escadrons, 2 compagnies de génie, un équipage de pont, une section de télégraphistes, une compagnie sanitaire, 6 colonnes de munition; pour la division, 22,000 hommes; pour les 5 divisions, 110,000 hommes; les troupes non divisionnées, 15,000 hommes, total, 125,000 hommes environ.

Comme troupes de complément : 20 bataillons, 5 escadrons, 5 batteries, 5 pelotons du génie : total: 35,000 hommes.

Pour le deuxième ban de l'armée nationale : 15 régiments d'infanterie à 4 bataillons, 5 escadrons de cavalerie, 15 compagnies d'artillerie, 25 compagnies du génie, soit un total de 60,000 hommes.

Pour le troisième ban de l'armée nationale : 15 régiments d'infanterie à 4 bataillons. 1 ou 2 escadrons; un total de 60,000 hommes environ.

Pour la défense extrême : elle se compose des 5 classes (1878, 1879, 1880, 1881 et 1882), qui ne comptent pas plus de 15,000 hommes instruits, et de trois classes prises par anticipation (1908, 1909 et 1910), à 25,000 hommes, soit 75,000 hommes non instruits.

Les forces totales que pourrait mettre la Serbie sur pied de guerre lors d'une mobilisation ne dépasseraient pas 370,000 hommes, dont 300,000 hommes environ instruits et 75,000 hommes non instruits, et 500 canons. Mais tout dépendrait du matériel dont pourrait disposer le royaume.

LA ROUMANIE.

La loi du 17 mars 1900 règle le service militaire dans l'armée roumaine. D'après cette loi, le service militaire est obligatoire et personnel pour tout sujet roumain, à partir de 21 ans révolus jusqu'à 46 ans révolus. De 21 à 30 ans, on fait partie de l'armée active (dont 7 ans sous les drapeaux et en congé et 3 ans dans la réserve); de 30 à 36 ans accomplis, dans la milice; de 36 à 46 ans accomplis, dans l'armée territoriale (glota). Le service sous les drapeaux est : pour l'infanterie permanente, 3 ans ; pour l'infanterie territoriale (dorobantzi), 5 ans; pour la cavalerie

permanente, 3 ans; pour la cavalerie territoriale (calarachi), 4 ans; pour l'artillerie, le génie et les autres services, 3 ans; pour la marine, 5 ans. L'incorporation dans les différentes catégories de service se fait par le choix et par le tirage au sort. Les hommes de la milice peuvent être appelés sous les drapeaux en temps de paix pour une période d'instruction variant de 10 à 30 jours, tandis que les hommes de l'armée territoriale ne sont convoqués que dans des cas exceptionnels, pour la défense du pays.

Donc, pour une population de 6,600,000 habitants, le royaume de Roumanie donne un contingent annuel variant entre 60,000 et 65,000 jeunes gens aptes au service militaire. Et comme le budget de la guerre ne dépasse pas 48,700,000 lei (francs), y compris la marine de guerre, pour un budget général de 250,000,000 de lei (francs), cela fait un peu moins de 1/5 ou un peu plus de 7 lei par tête et par sujet. Les frais moyens pour un soldat représentent une somme de 632 1/2 lei par an; or, comme l'effectif budgétaire ne dépasse pas 77,000 hommes, l'incorporation de tout le contingent annuel est impossible et on est forcé de n'incorporer que de 30,000 à 35,000 recrues par année.

Le service général militaire dure 25 ans et les forces armées du royaume se composent de 25 classes, pour lesquelles le service militaire est obligatoire, ce qui représente un total de 1,500,000 hommes, dont 750,000 hommes seulement instruits, sans la déduction de ceux qui ne sont plus aptes au service, après avoir passé dans la réserve et la milice.

L'armée en temps de paix. — L'unité stratégique est le corps d'armée. Il y a 4 corps d'armée et une division indépendante (de Dobroudja), une division de cavalerie indé-

pendante (6 régiments de rochiori avec 2 batteries à cheval). Chaque corps d'armée a deux divisions d'infanterie, un bataillon de chasseurs (vanatori), une brigade de cavalerie (de 2 ou 3 régiments calarachi), une brigade d'artillerie (de 3 régiments), un bataillon du génie, un escadron du train d'équipages et une compagnie d'approvisionnement. La division d'infanterie, encadrée dans le corps d'armée, a deux brigades d'infanterie (à deux régiments d'infanterie à trois bataillons), un régiment d'artillerie divisionnaire de 9 batteries (de la brigade d'artillerie du corps d'armée). La division d'infanterie de Dobroudja a deux régiments d'infanterie, deux bataillons de chasseurs, un régiment de cavalerie (à 4 escadrons), un régiment d'artillerie.

En tout, l'armée roumaine a : 34 régiments d'infanterie (à 3 bataillons), 6 bataillons de chasseurs ou 108 bataillons (dont 74 permanents et 34 d'effectif changeant) (scimbul), 17 régiments de cavalerie (à 4 escadrons), 12 brigades d'artillerie (à 3 régiments chacune, dont 2 d'artillerie divisionnaire, 1 d'artillerie de corps d'armée), 2 régiments du génie (à 2 bataillons), 4 escadrons du train des équipages, 4 compagnies d'approvisionnement, 2 régiments d'artillerie de forteresse (à 11 compagnies), 1 bataillon du génie de forteresse, 5 compagnies sanitaires, 34 bataillons de milice (des cadres en temps de paix), une école supérieure de guerre, une école spéciale de cavalerie, une école d'application d'artillerie et du génie, une école d'officiers d'infanterie et de cavalerie, une école pour les fils de militaires, un gymnase militaire, une école d'enfants de troupe, une école de marine, une école de tir. L'effectif total de l'armée, pour le budget de 1907, est de 3,564 officiers, 183 employés civils, 743 élèves, 70,000 hommes, 18,000 chevaux, 452 canons.

La flotte roumaine, qui a un effectif de 143 officiers, 79 employés civils, 45 élèves, 2,160 hommes, possède 31 bâtiments, d'un tonnage de 6,000 tonnes environ et 101 canons et mitrailleuses, avec stations à Constantza, pour la mer Noire, et à Galatz et Turnu-Severin, pour le Danube.

Les officiers roumains des différentes armes ne proviennent pas tous des écoles; il y en a une quantité assez notable qui sortent des troupes. Ainsi, en 1895, la proportion des officiers sortant des écoles et de ceux sortant des rangs de la troupe a été la suivante :

	Des écoles.	Des troupes.
Parmi les sous-lieutenants............	74 %	26 %
Parmi les lieutenants.................	59 %	41 %
Parmi les capitaines..................	46 1/2 %	53 1/2 %
Parmi le génie et les officiers supérieurs.	65 %	35 %

Dans les différentes armes, cette proportion est :

Pour les officiers de l'infanterie........	41 2/3 %	58 1/3 %
Pour les capitaines de cette arme.......	32 %	68 %
Pour la cavalerie.....................	61 1/2 %	38 1/2 %
Pour l'artillerie......................	95 %	5 %

Depuis cette date, une amélioration s'est faite au profit des officiers sortant des écoles, car on peut admettre que leur proportion s'est augmentée de 10 p. c. Quoiqu'il en soit, cette différence entre les officiers peut être un mal pour la solidarité et l'unanimité des vues dans les choses militaires.

Les officiers de réserve proviennent de deux catégoires : 1° de jeunes gens qui entrent dans l'armée comme recrues et qui ont fini leurs études dans une université ou une autre école supérieure; ils sont obligés, après un délai de 6 mois, de passer un examen; au cas où l'examen est passé

avec succès, on les nomme au grade de sous-lieutenant de réserve et on les libère de l'armée ; dans le cas contraire, ils doivent servir l'année entière ; 2° des sous-officiers rengagés qui sont libérés après un délai déterminé de service dans les rangs.

L'habillement des soldats est : pour l'infanterie, coiffure, un béret de la forme italienne et chapeau en peau d'agneau, de forme nationale ; capote de drap gris clair, tunique et pantalon de drap bleu foncé, chaussures, demi-bottes ; chasseurs, la tunique de drap de couleur brune, le reste comme l'infanterie ; la cavalerie, la tunique rouge pour les rochiori et noire pour les calarachi, manteau noir, bottes, chapeau en peau d'agneau ; l'artillerie, tunique en drap brun, bottes, comme coiffure, le béret en drap noir ; le génie, tout en drap de couleur bleu foncé.

L'armement de l'infanterie, des chasseurs et du génie est le fusil système Mannlicher du calibre de 6.5 $^{m}/_{m}$, modèle 1893 ; la cavalerie, la lance dans le premier rang des rochiori (de modèle allemand), la carabine Mannlicher, calibre 6.5 $^{m}/_{m}$, sabre ; l'artillerie a le canon à tir rapide Krupp.

La remonte en chevaux pour l'artillerie et la cavalerie se fait par l'achat en Russie et en Hongrie. Les chevaux du pays, en Roumanie comme en Bulgarie et en Serbie, ne peuvent pas suffire à combler tout le vide qui se fait dans l'armée, surtout en temps de guerre, où les besoins sont doubles, et cela à cause de la petite taille. En 1890, la Roumanie possédait environ 595,000 chevaux ; mais comme on ne peut compter que 3 ou tout au plus 5 p. c. de ce nombre de chevaux pouvant répondre aux conditions du service dans l'armée, il y aurait un chiffre de 18,000 à 30,000 chevaux aptes à ce service. Si on admet que le nombre des

chevaux, dans le pays, s'est augmenté à 800,000, ce chiffre peut être porté de 25,000 à 40,000 chevaux; mais comme l'armée mobilisée exigerait 73,000 chevaux, il s'ensuivrait qu'on aurait une grande difficulté à combler le vide.

L'armée en temps de guerre. — Pour passer du pied de paix au pied de guerre, l'armée roumaine n'aurait qu'à mobiliser ses corps de troupes existant en temps de paix et à porter leur effectif au nombre prévu pour le temps de guerre; de cette façon, l'armée atteindrait l'effectif total de 7,250 officiers, 280,000 hommes, 73,000 chevaux et 644 canons (6 canons par batterie).

Ce chiffre, la Roumanie pourrait l'atteindre sans grande difficulté, car elle possède de grandes ressources en hommes instruits, en matériel de guerre et en bonnes finances; la seule difficulté qu'elle rencontrerait, c'est la fourniture des chevaux; mais elle pourrait y obvier en les achetant à l'une ou à l'autre de ses deux grandes voisines, qui ne pourraient se déclarer simultanément en neutralité, leurs intérêts permanents n'étant pas semblables, ce dont la Roumanie saurait profiter, comme elle l'a fait si judicieusement depuis des années.

LA GRÈCE.

L'organisation actuelle des forces armées est basée sur les lois du 21 juin 1882, du 28 mai 1887, du 21 mars 1896 et du 4 juin 1904. D'après ces lois, le service est personnel et obligatoire pour tout sujet grec, depuis l'âge de 21 ans jusqu'à 50 ans accomplis; le Grec passe 2 ans dans l'armée active (sous les drapeaux, pour toutes les armes), 10 ans

dans la réserve de l'armée active, 8 ans dans l'armée territoriale, 10 ans dans la réserve de l'armée territoriale.

Pour une population de 2,433,000 habitants en 1896, le contingent annuel varie entre 20,000 et 24,000 jeunes gens aptes au service militaire. Mais à cause de la situation pécuniaire. l'effectif des hommes incorporés dans l'armée est fixé annuellement par la Chambre des députés. Le budget de la guerre ne dépasse pas 18,300,000 drachmes pour l'année 1907, pour un budget général de 127,500,000 drachmes; le budget de la marine est séparé, car il y a un ministère de la marine en Grèce; il se monte à 8,200,000 drachmes pour l'année budgétaire 1907; ce qui fait à peu près 1 7 ou 7 1/3 drachmes par tête et par sujet, et avec la marine. à peu près 1/5 ou 10 1 2 drachmes par tête et par sujet.

On vote annuellement un contingent de 15,000 hommes, mais on est forcé de diminuer de beaucoup ce chiffre. C'est ainsi qu'en vertu de la loi militaire de 1907, il a été réduit, pour une période de 5 ans (1908-1913). à 10.000 hommes: une fois ce délai passé, on reviendra à l'effectif qui a été prévu par la loi de 1904. Il paraît que de 1885 à 1894, le contingent annuel des recrues n'a pas dépassé le chiffre de 6.500 ou 8.000 hommes, car d'après le rapport donné par le ministre de la guerre, au mois de février 1898. le nombre total des réservistes n'était plus que de 63,107 hommes. Pendant la guerre, en 1897, l'armée grecque a pu mettre sur le pied de guerre 93,000 combattants; par conséquent, si on calcule à partir de cette date. on peut conclure qu'il est passé par les rangs de l'armée 11 contingents ou 125,000 hommes, qui. additionnés aux précédents. font 21 contingents ou 218.000 hommes, sans faire la déduction de ceux

qui auraient perdu toute aptitude pour le service dans l'armée.

En 1917, la Grèce aurait 30 classes instruites ou 330,000 hommes environ, qui, réduites par le déchet admis, donnerait un chiffre réel de 250,000 hommes environ.

L'armée en temps de paix. — L'unité stratégique, dans l'armée grecque, est la division. Il y a 3 divisions; chaque division est composée de deux brigades d'infanterie (à 2 régiments de 3 bataillons, dont 2 permanents et 1 de cadre), de 2 bataillons d'evzones (chasseurs), 1 régiment d'artillerie à 8 batteries, de 1 régiment de cavalerie à 6 escadrons (4 permanents et 2 de cadre), de 1 bataillon du génie (à 4 compagnies), de 1 compagnie du train, de 1 compagnie sanitaire. Il existe, en outre, des troupes non endivisionnées, ce sont : 2 groupes d'artillerie de montagne (à 3 batteries), 1 groupe d'artillerie lourde, 3 batteries, qui sont attachées à la 2e division.

Les forces totales de l'armée sont de 36 bataillons d'infanterie, 6 bataillons d'evzones, 33 batteries d'artillerie, 18 escadrons de cavalerie, 3 bataillons du génie, 3 compagnies de train d'équipages, 3 compagnies sanitaires et autres services auxiliaires. L'effectif pour l'année 1907 est 1,877 officiers et employés, 18,600 sous-officiers et soldats, 2,670 chevaux et 198 canons.

Il existe encore une école militaire, dénommée des Evelpides, ouverte en 1887, pour compléter l'artillerie et le génie en officiers; on y admet 80 jeunes gens qui passent un cours de 5 ans (160 élèves par classe d'enseignement); une école de sous-officiers (hypaxiomaticos), pour préparer les officiers de l'infanterie et de la cavalerie, avec 3 années d'études et

100 élèves (33 élèves par classe); une école à Korfou pour les candidats officiers de réserve.

Le nombre insuffisant des officiers est complété par des sous-officiers de régiments qui se préparent et passent ensuite un examen pour obtenir le droit de promotion. La guerre de 1897 a donné une mauvaise rèputation aux anciens élèves de ces établissements enseignants, quoique la responsabilité retombe sur les personnes dirigeantes qui n'ont pas su mesurer les aspirations de la nation à sa force vitale et militaire et qui n'ont pas préparé la guerre méthodiquement, car la guerre est avant tout un art pour les hommes d'État et le haut commandement de l'armée.

Le pire, pour l'armée grecque, c'est l'âge très avancé des officiers de tous les grades et de toutes les armes. En 1897, l'armée avait dans ses rangs des généraux nés en 1826 et même avant, des colonels en 1840 et même 1830, des lieutenants-colonels en 1830 et 1840, des majors en 1840 et 1850, des capitaines de même, des lieutenants en 1850 et 1865, des sous-lieutenants en 1860 et 1878. On pouvait dire que c'était une armée avec des officiers vieillis dans tous les grades. Les Grecs ont oublié probablement que la déesse de la victoire, comme la fortune, n'aime que les hommes vigoureux, énergiques, étincelants; c'est à eux seuls qu'elle permet, par des actes d'héroïsme, de remporter la couronne. C'est là le secret des nations jeunes, l'histoire ne nous montre aucune exception : malheur à qui oublie ses sages leçons.

L'habillement de l'infanterie consiste en une capote et une tunique de drap bleu foncé, un pantalon gris clair; coiffure, le képi. Les evzones portent une tenue semblable au

costume national; la cavalerie : képi, capote de drap vert foncé, tunique de drap rouge cramoisi, pantalon lassalle; l'artillerie : capote en drap bleu foncé, tunique rouge, pantalon, bottes et képi; le génie : comme l'infanterie, mais avec passepoils rouge-rose.

L'armement pour l'infanterie et le génie est le fusil système Mannlicher-Schoenauer, calibre 6.5 m/m; l'artillerie, le canon Krupp ancien système (mais avec tir rapide); la cavalerie, carabine Mannlicher, sabre modèle autrichien.

La remonte se fait par l'achat de chevaux à l'étranger (Bulgarie, Turquie, Hongrie). En 1895, la statistique des chevaux, en Grèce, donnait 97,000 chevaux et 45,000 mulets, et on évaluait que 12,600 chevaux et 6,000 mulets seraient bons pour les besoins de l'armée; mais l'avenir a démontré que ces chiffres n'existaient que sur papier. La race chevaline, en Grèce, est propre pour le train, peu pour la cavalerie, mais ne vaut rien pour l'artillerie. Ces considérations font la mobilisation de l'armée très difficile, sinon impossible, et par conséquent très lente, car il faut attendre l'arrivée des chevaux achetés à l'étranger.

L'armée en temps de guerre. — En temps de guerre, l'armée grecque serait composée : des trois divisions existantes en temps de paix et d'un nombre (inconnu) de divisions de réserve et de l'armée territoriale. De cette façon, les 12 classes (réservistes et armée de terre) à 12,000 hommes (déduction faite de 20 p. c. sur le contingent annuel de 15,000 hommes) donneront 115,000 hommes environ; l'armée territoriale, avec ses 18 classes, 76,000 hommes; au total, 193,000 hommes. C'est le chiffre des hommes instruits qui ressortait de notre calcul énoncé plus haut, et c'est ce qui confirme

nos prévisions, car, comparé avec les données des autres écrivains, il ne diffère en rien.

La flotte a 11 bâtiments de guerre avec un tonnage de 20,700 tonnes, 130 canons et 2,087 hommes d'équipage. La plupart des bâtiments sont déjà très vieux, excepté les cuirassés *Hydra*, *Spetziai* et *Psara*, d'un tonnage total de 14,655 tonnes, donc semblables aux petits croiseurs dans les flottes des grandes puissances.

Les Grecs ont été, naguère, de bons combattants à Marathon, sous Alcibiade, aux Thermopiles, sous Léonidas, en Perse, sous Alexandre le Grand, et de bons marins à l'époque des luttes pour leur affranchissement, sous Botzaris. Mais avec les années il semble que la race ne donne plus de grands hommes, car en Grèce, comme d'ailleurs partout, les grands prodiges n'ont été faits que par des hommes éminents, doués de qualités très rares. Et la Grèce attendrait très longtemps pour arriver à un changement dans la fortune : les conditions d'existence des nations, très nombreuses de nos jours, ne ressemblent plus du tout à celles des temps éloignés dans les ténèbres des âges héroïques ; il est temps qu'elles se ressaisissent pour sauvegarder leur existence nationale, car la fortune est changeante et on ne saurait trouver toujours des sauveurs comme le furent les grandes puissances européennes par deux fois : une fois en 1827 et la seconde en 1897. Le dicton : *Aide-toi ; le ciel t'aidera*, a plus de vérité de nos jours qu'autrefois. De nos jours, l'existence des nations est basée sur la force coordonnée et mue avec une sagacité virile et non efféminée. Plus le siècle est devenu nerveux, plus les mesures prises pour obvier à cet énervement doivent être rationnelles et radicales.

LA TURQUIE.

Après les guerres de 1876, 1877 et 1878, l'appareil militaire de l'empire était tout à fait détruit. En 1880, on a approuvé un nouveau projet d'organisation qui, grâce aux événements politiques, n'a pas été mis en pratique en entier. En 1882 arriva à Constantinople une mission militaire allemande, sous la direction du général Kaehler-Pacha, qui élabora, vers la fin de cette année, un projet d'organisation; comme il était inexécutable sur beaucoup de points, on ne put l'introduire dans l'armée. En 1886, on a nommé une commission spéciale dans laquelle entrait comme membre le baron von der Goltz-Pacha, un des officiers allemands venus avec la mission, et qui remplaça le général Keller à sa tête. Cette commission dut travailler jusqu'au mois de mai 1893, c'est-à-dire sept ans consécutifs. Elle élabora : 1° la loi de recrutement de l'armée du 13/25 novembre 1886 (complétée en 1888 et en 1904); 2° la nouvelle répartition du territoire en circonscriptions de recrutement; 3° le règlement des dépôts de redifs; 4° la loi sur la réserve de l'armée active (l'Ichtiat) et du redif; 5° le règlement du tertib-i-sani ou de la 1re classe des réservistes de l'armée active; 6° le règlement du kisiur-i-sani ou de la 2e classe des réservistes de l'armée active; 7° le règlement de réquisition; 8° le règlement des mustafizes (landsturm ou opoltchenié); 9° le règlement de mobilisation; 10° le règlement général pour la nouvelle organisation de l'armée, comprenant tous les règlements ci-dessus cités; 11° le règlements pour le train des équipages; 12° le règlement du service des places fortes; 13° le règlement pour la création des

officiers de réserve. Les trois derniers règlements n'ont pas été mis en pratique jusqu'en 1898.

Beaucoup des innovations prévues dans ces règlements sont restées sur le papier; d'autres ne purent être appliquées suffisamment ou furent changées par les exigences de la pratique; le seul profit qui put ressortir, c'est que l'armée turque est devenue plus maniable par l'introduction de la nouvelle répartition territoriale en circonscriptions de recrutement.

D'après la loi de recrutement de 1886, 1888 et 1904, le service militaire est obligatoire et personnel pour tout sujet ottoman de religion mahométane (les chrétiens, les juifs et les habitants mahométans de Constantinople et d'Albanie n'étant pas obligés de servir dans l'armée, moyennant une taxe militaire).

Le service commence à 21 ans et dure, dans l'armée permanente, 3 années pour l'infanterie, 4 ans pour la cavalerie et l'artillerie, 6 ans dans la réserve de l'armée permanente, l'ichtiat, 9 ans dans l'armée territoriale, le redif, 2 ans dans la réserve de l'armée territoriale, le mustafize. Tout conscrit, après trois mois de service, peut se racheter du service actif (sous les drapeaux), en payant 50 livres turques, 1,150 francs. En tout, 20 années de service militaire. Dans la marine, le service est de 12 ans, dont 5 ans de service actif, 3 ans dans la réserve et 4 ans dans le rédif.

Sur une population de 24,000,000 d'habitants, dont 12 millions d'habitants appartenant à la religion mahométane et soumis, par conséquent, seuls au service militaire, il revient 1,200,000 habitants à la Turquie d'Europe et 10,800,000 habitants à la Turquie d'Asie, l'Arabie et la Tripolitaine. Cette population musulmane donne un con-

tingent annuel de 120,000 jeunes gens aptes au service militaire. Mais comme le budget de la guerre, pour l'année 1897-98 (les années plus récentes n'étant pas connues) ne dépasse pas 104,000,000 de francs (de la marine, 12 millions 500,000 francs), pour un budget général de 424,000,000 de francs, ce qui fait plus de 1/3 ou 5 francs par tête et par sujet (mahométan, chrétien, juif), on ne peut pas incorporer tout le contingent annuel dans les corps de troupes et on est forcé d'incorporer seulement 70,000 recrues réparties ainsi : 50,000 hommes à l'infanterie, 8,000 hommes à la cavalerie, 10,000 hommes à l'artillerie, 2,000 au génie.

Les 20 classes donneraient donc un chiffre de 2 millions 400,000 hommes, dont 1,400,000 hommes instruits, à la disposition du ministère de la guerre, ce qui fait 40 p. c. du nombre des hommes mahométans, dont 22 p. c. en hommes instruits, ce qui est matériellement impossible, vu les finances et les mœurs de l'empire turc. Quand on parle de l'instruction des soldats, en Turquie, il faut comprendre l'instruction individuelle du soldat, et tout au plus du peloton et de la compagnie, et cela sur la place d'exercice; car les autres branches de l'instruction, comme le tir en campagne, les manœuvres, ne sont pas connues dans cette armée, parce que la plupart des officiers turcs, qui sont aussi les instructeurs des soldats, sont des gens illettrés ou à demi-lettrés; par conséquent, toutes les innovations prévues et prescrites par les officiers de la mission allemande ne peuvent être bien comprises et assimilées. L'officier turc pense que l'instruction du soldat à la manière allemande consiste, lorsqu'on exécute la marche au tact, à bien fléchir les genoux et à poser le pied en tapant sur la terre. Les officiers allemands voient cela

très bien, mais ils ne peuvent rien: avec des gens ignorants, on ne peut rien faire, car la mémoire ne peut suffire à des gens qui ont dépassé la trentaine, même la quarantaine, et qui croupissent dans les fonctions d'officiers subalternes. Quand les nerfs de la nation sont usés, surtout de la nation dominante, il faut du repos ou bien un système de sport physique et d'entraînement pour les réconforter. Et ces habitudes sont loin d'être propres à la génération actuelle des Turcs. Dans le temps, malgré la dépravation des mœurs et les jouissances aux harems et aux kefs, le Turc pouvait encore exister et s'imposer par la force; mais actuellement, dès que cette force a disparu, la concurrence du progrès humain ne laisse autre chose à prévoir que la chute définitive d'une nation qui a fondé toute sa domination sur la force de son bras.

L'armée en temps de paix. — L'unité stratégique est le corps d'armée; mais il y a des corps d'armée de l'armée active, le nizam, et de l'armée territoriale, le redif. Les forces totales de l'armée turque sont : nizam, 333 bataillons d'infanterie (à 400 hommes), 212 escadrons de cavalerie (à 132 hommes), 268 batteries d'artillerie de campagne et de montagne (à 90 hommes), 145 compagnies d'artillerie de forteresse (à 100 hommes), 52 compagnies du génie (à 100 hommes); redif, 375 bataillons d'infanterie (à 25 hommes comme cadre), 48 escadrons de cavalerie (à 20 hommes comme cadre), 160 bataillons d'ilavé (à 12 hommes comme cadre), répartis dans les 7 ordous (circonscriptions de corps d'armée) et les deux divisions indépendantes (la 15e de la Tripolitaine et la 16e de l'Hedjaz).

Le corps d'armée a deux divisions de nizam, 4 divisions de redifs et quelques bataillons (cadres) d'ilavé, avec le

nombre correspondant de cavalerie, d'artillerie et de troupes de génie.

Donc il y a : 8 régiments d'infanterie de nizam (à 4 bataillons), 16 régiments de redifs 1re classe, 32 régiments de redifs 2e classe.

Les régiments sont groupés par deux dans des brigades, deux brigades en une division, deux divisions en un corps d'armée. Il y a en tout 20 divisions de nizam, 24 divisions de redifs 1re classe, 44 divisions de redifs 2e classe, en tout 88 divisions d'infanterie, avec 176 brigades et 352 régiments d'infanterie.

De la cavalerie, 19 brigades, avec 38 régiments et deux escadrons, en tout 192 escadrons de cavalerie nizam.

De l'artillerie : 31 régiments (à 6 régiments par corps d'armée).

L'effectif total varie entre 220,000 hommes dans le temps normal et 360,000 hommes en temps de troubles, comme en 1895, lors de l'insurrection des Arméniens, et en 1903 pendant les troubles de Macédoine.

La marine de guerre turque est composée de 40 bâtiments nouveau système, avec un tonnage de 36,681 tonnes et 274 canons; en construction, 19 bâtiments, avec un tonnage de 28,243 tonnes et 218 canons; 33 bâtiments ancien système, avec un tonnage de 62,414 tonnes et 357 canons, avec un effectif de 997 officiers, 742 employés, 3,000 marins et 9,600 soldats de la marine.

Les officiers turcs sont de deux provenances : 1° des écoles militaires; 2° des sous-officiers de régiments promus au grade d'officiers. Les premiers sont dénommés *mektébli* (de mekteb-école), les seconds, *alaïli* (de alai, régiment).

Les écoles militaires sont de 3 catégories : les *rujdié*,

école préparatoire inférieure, possédant 4 classes d'enseignement, elles sont au nombre de 32; les *idadiés*, école militaire avec 3 classes d'enseignement, elles sont au nombre de 8; l'école d'infanterie et de cavalerie, *mekteb harbié*, avec 3 classes d'enseignement, à Constantinople. Les élèves sont directement promus au grade de sous-lieutenant et envoyés dans les corps de troupes; 10 p. c. des élèves de chaque classe, ayant réussi plus brillamment que les autres, entrent à l'école de l'état-major. A l'école entrent 600 jeunes gens chaque année scolaire; l'école d'artillerie et du génie, avec 3 classes d'enseignement, donne des officiers pour l'artillerie et le génie; elle est à Constantinople, au Kumberhané. Le nombre total des officiers turcs est de 30,000 environ, non compris ceux qui sont dans la catégorie des non-combattants. Les officiers sortant des écoles annuellement sont au nombre de 620 environ; sous-officiers promus officiers dans les régiments, 600; donc annuellement on nomme officiers 1,220 personnes environ. D'après l'Annuaire de l'armée de 1895, il y avait 19,612 officiers dans l'armée, dont 6,117 officiers ne sachant ni lire ni écrire, ce qui donne 30 p. c. d'illettrés. De nos jours, quoique l'instruction ait fait des progrès, le pour cent des officiers illettrés ne doit pas être inférieur à 20 p. c.; les officiers sortant des écoles sont à peine de 10,000, ce qui fait 30 p. c. de tout l'effectif des officiers (30,000 hommes). Le restant, 30 p. c. ou 15,000 officiers, sortent des cadres des sous-officiers dans les régiments, sans subir aucun examen.

La question des officiers de réserve n'est pas encore résolue dans l'armée turque; donc le gouvernement est forcé d'avoir en temps de paix un nombre plus grand d'officiers pour combler toutes les places lors de la mobilisation.

Les sous-officiers sont recrutés parmi les soldats des régiments, sans entrer dans une école quelconque ou passer un examen, comme c'est l'habitude dans les autres armées modernes.

Avec un tel cadre, il est impossible d'avoir une instruction solide des soldats dans l'armée turque; outre cela, il commence à se propager un antagonisme entre les deux catégories d'officiers: les uns devenant craintifs et sans initiative à cause de leur ignorance; les autres, prétentieux et arrogants vis-à-vis de leurs vieux camarades, à cause de leur instruction scolaire. Aussi l'instruction, dans l'armée turque, laisse-t-elle beaucoup à désirer et forme son côté faible. On ne quitte pas la place d'exercice et tout se fait autour, en formations et en rangs serrés. Il ne manque pas de corps de troupes qui n'ont jamais dépassé le seuil des portes des casernes. Dans l'infanterie, l'exercice ne va pas au delà de l'école de bataillon; le tir ne se fait pas systématiquement; les résultats finals dépendent beaucoup de la personnalité du commandant de la troupe.

La cavalerie est l'arme la plus mal instruite: tout l'exercice consiste dans le mouvement à rangs serrés. Le service en campagne laisse beaucoup à désirer.

L'instruction de l'artillerie est relativement la mieux conduite, mais elle se borne aussi à la place d'exercice; le tir se fait très rarement.

Dans l'instruction des masses plus nombreuses qu'un bataillon, l'armée turque n'a pas fait un pas en avant depuis la guerre en 1897 contre la Grèce.

Les exercices annuels des rédifs ne se font également pas très régulièrement.

L'habillement du soldat turc est le suivant : pour le fan-

tassin, coiffure : le fez rouge; capote grise, bleu foncé ou brun, tunique et pantalon en drap bleu foncé; chaussures : demi-bottes ou opinzi (tcharik en turc); pour le cavalier, coiffure : chapeau en peau d'agneau noir ; capote, tunique et pantalon en drap bleu foncé, grandes bottes; pour l'artilleur, coiffure : chapeau semblable à celui de la cavalerie; capote, tunique et pantalon en drap bleu foncé, bottes; le génie comme l'infanterie.

L'armement pour l'infanterie et le génie est le fusil Henry-Martini, calibre 11.3 m/m, Mauser, calibre 7.5 m/m; la cavalerie, carabine Henry-Martini, Manchester et Snyder, sabre; l'artillerie, canon Krupp, ancien modèle, et quelques batteries nouveau modèle (à tir rapide).

La remonte de l'armée en chevaux se fait par l'achat de chevaux en Hongrie et en Russie, car la race indigène est dégénérée et ne peut suffire à fournir tous les chevaux pour l'armée. En cas de mobilisation, l'armée aurait besoin de 33,800 chevaux de trait et 249,600 chevaux de bât. Comme, en temps de paix, l'armée possède 32,000 chevaux de trait, et comme la plus grande partie des chevaux du train des équipages sont des animaux de bât, — car dans ce pays on peut trouver autant de chevaux de bât, — la mobilisation serait facilitée.

L'armée en temps de guerre. — L'armée turque se mobilise d'après le système territorial. On compte qu'en huit jours les réservistes pourraient rejoindre leurs dépôts de corps de troupes, dès qu'ils recevraient l'ordre de mobilisation. L'armée mobilisée serait composée : de l'*armée de campagne, nizam* (7 corps d'armée, 2 divisions indépendantes), 10,400 officiers, 290,000 hommes, 80,000 chevaux, 1,618 canons, 220,000 fusils, 14,000 sabres, comme combattants; 215 offi-

ciers, 22,700 hommes, 41,000 chevaux de non-combattants; *redifs* (18 corps d'armée), 27,000 officiers, 890,000 hommes, 117,000 chevaux, 833,000 fusils, 3,600 sabres, de combattants, et 300 officiers, 25,000 hommes, 43,000 chevaux, de non-combattants; au total, 38,000 officiers, 1,233,000 hommes, 285,000 chevaux, 1,616 canons, 1,050,000 fusils, 17,700 sabres; *mustahfize*, 17,500 officiers, 48,000 hommes, 98,000 fusils; la milice (la cavalerie kurde, troupes de Tripoli, Levant et Albanie), 2,475 officiers, 105,000 hommes, 48,600 chevaux, 60,000 fusils, 38,000 sabres; troupes de forteresse : 552 officiers, 32,000 hommes; troupes de complément (pour la cavalerie seulement), 288 officiers, 3,800 hommes, 3,600 chevaux, 2,850 sabres.

En tout, les forces militaires de l'empire atteindront le chiffre de 43,000 officiers, 1,473,000 hommes, 337,000 chevaux, 1,616 canons, 1,210,000 fusils, 58,000 sabres. Ces chiffres sont théoriques, car ils sont calculés sur l'effectif que l'on voudrait atteindre dans les corps de troupes.

On a pu voir plus haut que le nombre de 20 classes mises à la disposition du ministre de la guerre est évalué à 2 millions 400,000 hommes, mais 1,400,000 hommes seulement sont instruits, au cas où l'organisation prévue en 1886 aurait eu le temps d'être réalisée. Or, les connaisseurs compétents qui ont étudié la force de l'armée turque sont d'accord pour assurer qu'en 1905, on pouvait prendre comme probable qu'il y avait 770,000 réservistes instruits et 1,020,000 hommes inscrits dans les registres, mais non instruits; ce qui donnait 1,800,000 hommes à la disposition du ministre de la guerre. En y ajoutant trois classes encore incorporées (en 1905, 1906 et 1907), on aurait 980,000 hommes instruits et 1,200,000 hommes non instruits, au total,

2,100,000 hommes ou 14 p. c. de la population mahométane de l'empire. Si on fait déduction de 20 p. c. des hommes instruits, on aurait un chiffre de 800,000 réservistes bien instruits et autant d'hommes non instruits, ce qui donne ou total 1,600,000 hommes disponibles.

Comme l'empire turc possède 900,000 fusils à répétition, 220,000 fusils à répétition vieux modèle, 510,000 fusils Henry-Martini, ce qui fait en tout 1,630,000 fusils, il est très vraisemblable que la fourniture des armes a été en concordance avec le nombre d'hommes sur lequel on comptait en temps de guerre. Pour les troupes mobilisées, il y aurait besoin de 1,111,000 fusils; donc il resterait un excédent de 520,000 fusils.

En étudiant les chiffres donnés, on arrive à la conclusion que l'armée turque pourrait mobiliser avec des réservistes instruits : les troupes de nizam et la moitié des troupes de rédifs; toutes les autres troupes (la seconde moitié des redifs, la milice, etc.) auraient des hommes non instruits. Il est possible qu'on admette aussi de ces derniers dans les troupes de nizam et dans la première moitié du redif, comme on l'avait fait en 1897, lors de la campagne contre la Grèce, lorsqu'on a incorporé 20,000 recrues dans l'armée d'opération. Mais ce serait au détriment de la qualité de ces troupes.

Par conséquent, la Turquie peut compter sur les 7 corps d'armée de nizam et 9 corps d'armée de rédifs pour avoir des troupes instruites. Mais comme le train des équipages et les autres services administratifs lui manquent, l'armée ne serait apte que pour des opérations défensives. Elle a pu entreprendre des opérations offensives en 1876, contre le Monténégro et la Serbie, et en 1897, contre la Grèce, mais

c'était à cause de la mobilisation partielle de ses forces, qui permettait d'emprunter tout ce qui était nécessaire aux troupes de l'armée d'opération et aux autres troupes qui restaient en arrière non mobilisées. Ce défaut ne permit pas à Osman Pacha de passer à l'offensive, en 1877, sous Plewna, pour achever les troupes russes battues, mais non détruites, à cause du manque de poursuite, qui aurait couronné les résultats obtenus dans les combats.

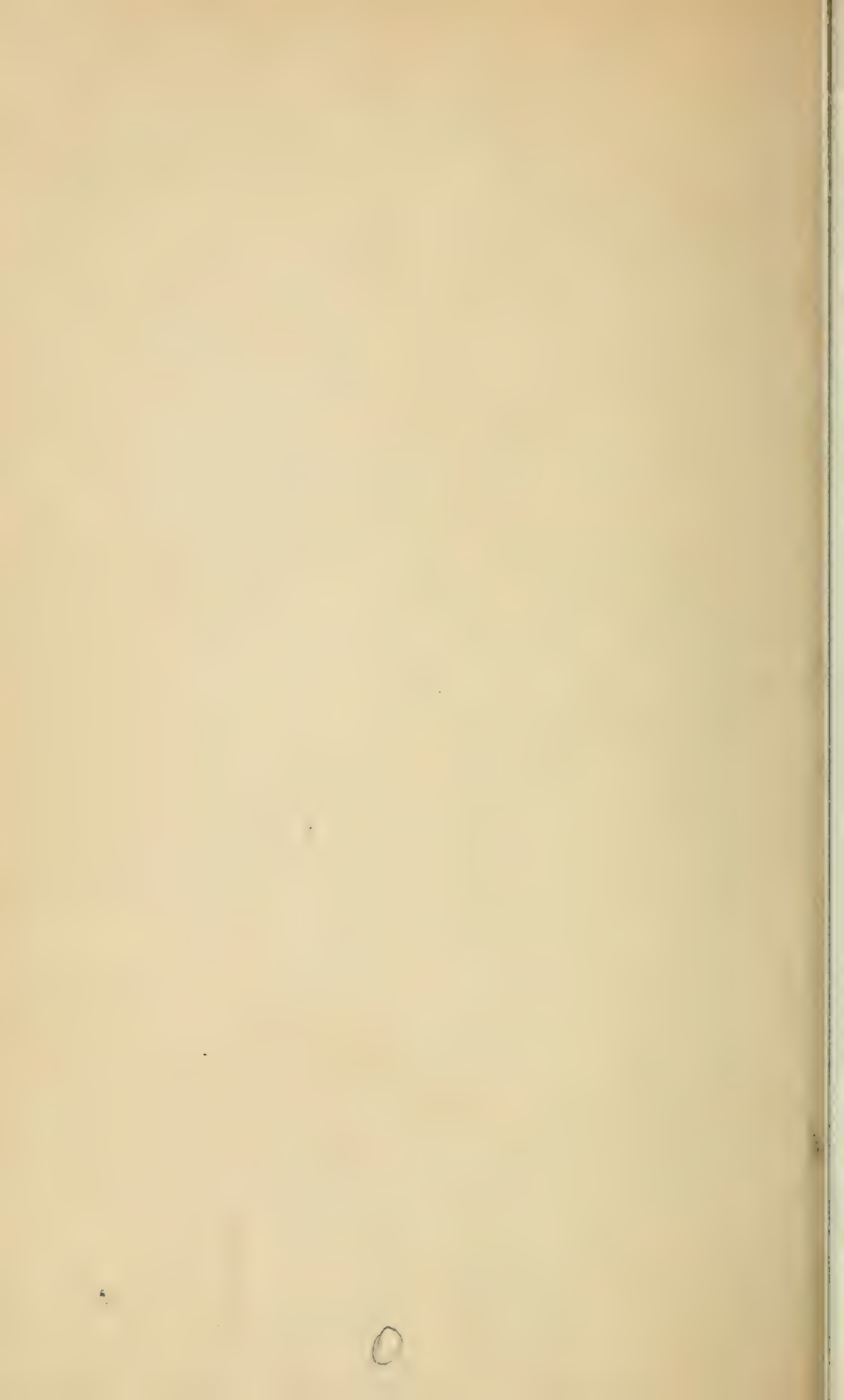
En résumé on a pu constater, par l'exposé fait plus haut, que la Bulgarie, la Roumanie, la Serbie et la Grèce, avec une population de (4,000,000 + 6,500,000 + 2,750,000 + 2,450,000) = 15,700,000 habitants et avec des budgets généraux de 589 millions de francs, dépensent pour leurs armées 116 millions de francs pour un effectif, en temps de paix, de 190,000 hommes avec 1,472 canons et, en temps de guerre, de 1,100,000 hommes, bien instruits et encadrés (sans avoir toutefois l'homogénéité suffisante) avec 2,584 canons; tandis que la Turquie, avec une population de 24 millions d'habitants (dont 15 millions de mahométans qui ont à supporter seuls le service militaire), a un budget général de 424 millions de francs, dépense pour ses forces armées 104 millions de francs (sans les frais de la marine) pour un effectif, en temps de paix, de 220 à 250,000 soldats et 1,320 canons et, en temps de guerre, 850,000 hommes instruits et 1,616 canons.

On pourrait faire beaucoup de considérations sur ces constatations, tant au point de vue politique et diplomatique qu'au point de vue stratégique et militaire, au cas où les nations chrétiennes, inspirées par les intérêts géné-

raux et par le sort qui a été durant des siècles le leur sous le joug musulman, seraient guidées vers un but commun, vers une idée humanitaire et salutaire qui les uniraient.

Mais laissons les chiffres parler plus éloquemment aux personnes dans les mains desquelles sont confiées les destinées de ces nations chrétiennes. C'est à elles qu'incombe la tâche de saisir le secret de ces chiffres qui peuvent faire en même temps beaucoup ou rien du tout.

TABLE DES MATIÈRES




UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 11 12 25 04 012 0